

NICOLAS LÉPINE

**LE SOCIALISME INTERNATIONAL ET LA GUERRE
CIVILE ESPAGNOLE**

Thèse présentée
à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval
dans le cadre du programme de doctorat en histoire
pour l'obtention du grade de Philosophiæ doctor (Ph.D.)

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
FACULTÉ DES LETTRES
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC

2013

Résumé

Le socialisme international et la Guerre civile espagnole

Cette thèse doctorale constitue la première étude approfondie sur l'implication du mouvement social-démocrate international dans la Guerre civile espagnole. Nous y dressons un portrait vivant du mouvement socialiste où les sphères nationale, internationale, politique et syndicale sont en constante interaction, puis nous démontrons comment, à partir de cet ensemble, s'est définie et s'est traduite en termes concrets la solidarité avec la République espagnole.

Notre démarche vise d'une part à combler les lacunes d'une historiographie s'étant seulement attardée à l'Internationale socialiste dans l'entre-deux-guerres, si ce n'est pour expliquer sa banqueroute. Elle cherche d'autre part à remédier à la « vision tunnel » caractérisant les études sur le socialisme et la Guerre civile espagnole, et qui priorise les enjeux nationaux.

Afin de remettre les choses en contexte, nous reconstituons les débats internationaux du mouvement socialiste portant sur les volets politique et matériel de la campagne de solidarité. Dans la partie consacrée au volet politique, nous démontrons comment les débats menant à l'adoption d'une politique commune pour l'Espagne se déroulent de façon complémentaire dans les sphères nationale et internationale du socialisme – et non pas de façon antinomique telle que l'a laissé croire l'historiographie. La seconde partie, elle, traite de la campagne matérielle et explique pourquoi elle est passée inaperçue.

Bref, en remettant en question la notion de repli national du socialisme international dans les années trente ainsi que son inertie face à la crise espagnole, et en rapportant ses réalisations, et non seulement ses défaillances, nous fournissons un apport novateur et significatif à l'histoire politique de l'entre-deux-guerres.

Remerciements

Guy R. Lépine
Atika Mahtane
Charles-Louis Freund
Arnaud et Marjorie
Paola Corradetti
Orietta
Lorraine

Réviseurs

David Cherniak
David Clerson
Sébastien Cloutier
Alexandre Cloutier
Jean-François Fortier
Alishia Choisnet

Corps professoral

Aldo Agosti
André Donneur
Emilia Deffis
Francisco Acosta Ramirez
Geert Van Goethem
Gerd Rainer Horn
Jean-Marie Guillon
José Gotovitch
Robert Mencherini
Talbot Imlay

Archivistes

Un remerciement chaleureux aux professionnelles et professionnels de l'IISH, de la *Fundacion Pablo Iglesias*, de l'Institut Émile Vandervelde, des Archives départementales Gaston Defferre, de l'*Universidad de Jaén*, de l'AMSAB-ISG et de l'OURS, pour leur patience d'ange.

À la mémoire de Marcelle

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Résumé..... | i |
| Remerciements..... | ii |
| Table des matières | iii |
| Acronymes | iv |
| Personnages | vii |
| Introduction..... | 1 |
| Première partie : <i>La solidarité politique envers l'Espagne républicaine</i> | 14 |
| Premier chapitre : <i>1936 – La non-intervention et l'obligation morale de solidarité</i> | 15 |
| Deuxième chapitre : <i>1937 – Accroître l'implication des Internationales</i> | 62 |
| Troisième chapitre : <i>1937 – Le raffermissement des positions solidaires</i> | 89 |
| Quatrième chapitre : <i>1938 – Apogée et nadir de l'internationalisme socialiste dans les années trente</i> | 126 |
| Cinquième chapitre : <i>1938 – Munich et l'agonie de la République espagnole</i> | 157 |
| Sixième chapitre : <i>1939-1940 – L'Espagne comme cimetière de l'IOS</i> | 186 |
| Deuxième partie : <i>La solidarité matérielle – La campagne du Fonds international de solidarité pour l'Espagne</i> | 209 |
| Premier chapitre : <i>1936-1937 – La mise en oeuvre de la campagne, sa centralisation, sa mise en valeur et la défense de sa spécificité socialiste</i> | 210 |
| Deuxième chapitre : <i>1937-1938 – L'hôpital militaire modèle d'Onteniente : symbole d'aspirations, de frustrations et des limites de l'action socialiste internationale en Espagne</i> | 244 |
| Troisième chapitre : <i>Le Fonds international de solidarité en 1938-1939 – irrégularités, centralisation et hécatombe</i> | 269 |
| Conclusion | 299 |
| Bibliographie | 306 |

Acronymes

AFL : *American Federation of Labour*. Centrale syndicale états-unienne.

BIT : Bureau international du travail.

Bloc d'Oslo : Bloc neutraliste comportant un accord de coopération économique ratifié en 1930 entre les pays scandinaves, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.

Bund : Union générale des travailleurs juifs de Pologne. Parti regroupant les militants d'origine juive. De tendance austromarxiste.

CAP : Commission administrative permanente de la SFIO.

CASPE : Comité d'aide socialiste pour l'Espagne. Son mandat est l'abrogation de la non-intervention.

CGT : Confédération générale du travail. Centrale syndicale française.

CGTB : Confédération générale du travail de Belgique. Anciennement la Commission syndicale.

CICIER : Commission internationale de coordination et d'information pour l'Espagne républicaine.

CNT : *Confederacion nacional del trabajo*. Centrale syndicale anarchiste d'Espagne.

CSI : Centrale sanitaire internationale.

CTV : *Corpo di truppe volontarie*. Corps expéditionnaire italien en Espagne.

CVIA : Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

FIS : Fonds international de solidarité des Internationales (IOS, FSI). Anciennement le Fonds Matteotti, malgré qu'il puisse toujours porter ce nom dans certains pays.

FIT : Fédération internationale des transports.

Frente popular : Front populaire espagnol.

Front populaire : Front populaire français.

FSI : Fédération syndicale internationale.

INP : Institut national de prévision (Espagne républicaine).

IOS : Internationale ouvrière socialiste.

Komintern : Internationale communiste ou Troisième internationale.

LP : *Labour Party* ou parti travailliste d'Angleterre.

NAFTA : organisations de l'ameublement (Angleterre).

NCL : *National Council of Labour*. Instance suprême du LP et du TUC.

PCE : *Partido comunista de Espana*.

PCF : Parti communiste français.

POB : Parti ouvrier belge.

POUM : *Partido obrero de unificacion marxista*. Affilié au Bureau de Londres.

PRS : Parti républicain, radical et radical-socialiste.

PS : Parti(s) socialiste(s).

PSI : *Partito Socialista Italiano*.

PSOE : *Partido socialista de Espana*.

PSUC : *Partido socialista unificado de Cataluña*.

SABENA : Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne.

Sanidad Militar : Département de l'Armée chargé de la question sanitaire.

SAP: *Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti*. PS suédois.

SDAP : *Sociaal Democratische Arbeiders Partij*. PS hollandais.

SDAPO : *Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs*. Devient *Sozialistische Partei Österreichs*. SPÖ après février 1934.

SDN : Société des Nations.

SFIO : Section française de l'Internationale socialiste. PS français.

SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*. PS allemand.

SPI : Secrétariats professionnels internationaux. Affiliés à la FSI.

SRI : Secours rouge international. Fonds d'assistance du Komintern.

TGW : *Transport and General Workers'*. Section anglaise de la FIT dirigée par Ernest Bevin.

TUC : *Trade Union Congress*. Centrale syndicale anglaise.

UGT : *Union general de trabajadores*. Centrale syndicale espagnole.

Personnages

A-

Abramovitch, Rafaël : dirigeant du parti menchévique en exil. Délégué à l'IOS.

Adler, Friedrich : austromarxiste et secrétaire de l'IOS.

Airlandis : rapporteur de l'UGT.

Akerberg, Harald : rapporteur suédois à l'IOS.

Albar, Manuel : membre de l'Exécutif du PSOE et directeur de *El Socialista*.

Albarda, Johan Willem : chef du *Sociaal Democratische Arbeiders Partij* (SDAP). Parti d'opposition.

Alvarez del Vayo, Julio : ministre socialiste des Affaires extérieures du gouvernement républicain. Tendance gauche socialiste du PSOE.

Anseele, Édouard : membre du Bureau du POB. Pionnier du coopératisme belge. Décède en 1938.

Araquistain, Luis : ambassadeur républicain à Paris (septembre 1936 - mai 1937). Membre de l'Exécutif de l'*Agrupacion socialista madrilena*, tendance caballériste.

Attlee, Clement : nommé aussi « major Attlee », il préside le LP depuis 1935. Antimunichois.

Auriol, Vincent : ministre socialiste des finances de 1936 à 1937 et Garde des Sceaux jusqu'en 1938. Pro-interventionniste en Espagne et antimunichois.

Avenol, Joseph : secrétaire général de la SDN de 1933 à 1940 en faveur de l'apaisement.

Azana, Manuel : dernier président de la Seconde République espagnole. Chef de *Izquierda republicana*.

Azorin, Francisco : militant du PSOE et délégué aux Internationales.

B-

Baker, Noel : député travailliste.

Baldwin, Stanley : premier ministre tory de 1935 à 1937. En faveur de l'apaisement.

Bauer, Otto : dirigeant socialiste autrichien et théoricien de l'austromarxisme.

Beistero, Julian : ancien président du PSOE et de l'UGT. Tendance réformiste.

Bejarano Legano, D. J. : colonel de l'armée républicaine responsable du Service sanitaire.

Bevin, Ernest : secrétaire général de la *Transport and General Workers' Union* (TGW) britannique. Secrétaire général du TUC à partir de 1937. Responsable du rejet de l'apaisement par le mouvement anglais.

Bloch (Pierre-Bloch), Jean : député SFIO, journaliste au *Populaire*. Antimunichois.

Blum, Léon : notoire internationaliste. Premier ministre socialiste du Front populaire du 4 juin 1936 au 29 juin 1937; du 13 mars 1938 au 10 avril 1938. Directeur politique du *Populaire*. Après avoir instauré la non-intervention lors de son premier mandat, il tente de l'abroger lors du second.

Blume, Isabelle : députée socialiste de Bruxelles à partir de 1936. Très impliquée dans la cause espagnole, plus particulièrement au niveau de l'aide humanitaire. Tendance unitaire.

Bolton : militant anglais.

Bondas, Joseph : secrétaire de la CGTB et commissaire royal à l'Armement.

Bonnet, Georges : membre du Parti radical nommé aux Affaires étrangères d'avril 1938 à septembre 1939. Favorable à l'apaisement et munichois.

Borchgrave (de), Jacques : ambassadeur du gouvernement belge en Espagne républicaine. Soupçonné d'intelligence avec l'ennemi, il est fusillé par des brigadistes le 29 décembre 1937. La gestion de l'affaire par Spaak entraîne la démission de Vandervelde.

Braatoy, Bjarne : rapporteur suédois et fonctionnaire du BIT. Futur secrétaire de l'Internationale socialiste dans l'après-guerre.

Bracke (Alexandre Desrousseaux) : militant SFIO, suppléant de Blum à la direction politique du *Populaire* et rapporteur à l'IOS.

Branting, Georg : sénateur socialiste suédois et sympathisant de la cause républicaine.

Buset, Max : député socialiste et membre du Bureau du POB. Tendance internationaliste.

C-

Casado, Segismundo : colonel républicain qui met fin à la guerre en se rebellant contre Negrin.

Cassou, Jean : homme de lettres impliqué dans le cabinet du ministre du Front populaire Jean Zay (Éducation nationale et Beaux-arts). Membre du CVIA et partisan de la cause

républicaine. Sympathisant du PCF jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique en 1939.

Chamberlain, Neville : premier ministre tory du 28 mai 1937 au 10 mai 1940. Défenseur de l'apaisement, il est à l'origine du Pacte de Munich.

Chautemps, Camille : premier ministre radical (PRS) du Front populaire du 29 juin 1937 au 13 mars 1937.

Citrine, Walter : secrétaire général du TUC de 1926 et 1946; président de la FSI de 1928 à 1945. De tendance réformiste, il renforce la mainmise du TUC sur le LP.

Company, Luis : chef du parti *Esquerra Republicana de Catalunya* et président de la *Generalitat* de Catalogne de 1933 à 1940.

Cordero, Manuel : membre de l'Exécutif du PSOE et proche collaborateur de Lamonedá.

Cot, Pierre : membre du Parti radical. Ministre de l'Air du Front populaire (juin 1936 à janvier 1938). Pro-interventionniste.

Cranborne, Lord : secrétaire d'État aux relations avec les dominions.

Crespy-Ducleau, Robert : chirurgien à l'hôpital d'Onteniente.

Cripps, Stafford : militant du LP à tendance pacifiste révolutionnaire et unitaire. Il se voit expulsé du parti en 1939.

Cusin, Gaston : ex-dirigeant du syndicat des douaniers chargé des relations interministérielles avec la République espagnole. Il coordonne la campagne d'aide militaire extralégale pour le ministre Vincent Auriol.

D-

Dahlem, Franz : communiste allemand, il deviendra chef de la Commission politique des Brigades internationales.

Daladier, Édouard : premier ministre de la France (Parti radical) d'avril 1938 à mars 1940. Il signe le Pacte de Munich à contrecœur.

Dallas, George : militant du LP, rapporteur à l'IOS.

Dalton, Hugh : député travailliste proche de Citrine et Bevin. Rapporteur à l'IOS.

De Block, Auguste : secrétaire flamand du POB, cadre du FIS.

De Brouckère, Louis : président de l'IOS et farouche opposant à la non-intervention.

Delattre, Achille : membre du Bureau du POB. Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans les gouvernements Van Zeeland, Janson et Spaak.

De los Rios, Fernando : socialiste de la tendance prietiste et membre de l'Exécutif du PSOE jusqu'en mai 1938. Ambassadeur à Washington.

Delvigne, Isy : syndicaliste, homme politique et rédacteur au Peuple. Père de Jean Delvigne.

Delvigne, Jean : secrétaire wallon du POB et membre de l'Exécutif et de la commission administrative de l'IOS.

De Man, Hendrik : théoricien (planisme) et vice-président du POB. Devient président en 1938. Incarne la tendance droitiste.

De Palencia (Oyarzabal), Isabel : femme de lettres, militante du PSOE et rapporteuse au comité des femmes socialistes. Ambassadrice à Stockholm.

Deutsch, Julius : général socialiste de l'Armée autrichienne ; ministre de la Défense du gouvernement révolutionnaire autrichien en 1918-1920 ; chef de la milice *Schutzbund* du PS autrichien. Il sert à titre de général de l'Armée républicaine durant la Guerre civile espagnole.

Dimitrov, Georgi Mikhailov : secrétaire général du Komintern de 1934 à 1943.

Dormoy, Max : député SFIO, il remplace Roger Salengro au poste de ministre de l'Intérieur. Antifasciste et antimunichois. Nommé sénateur en 1938.

Dupérier : délégué français du FIS séjournant à Onteniente lors de la visite de Vandervelde au début 1938.

E-

Eekelers, Willem : syndicaliste et député socialiste d'Anvers.

Eden, Anthony : ministre des Affaires étrangères de Baldwin.

Evrard, Raoul : ex-député et militant de la fédération socialiste du Pas de Calais; rapporteur à l'IOS.

F-

Faure, Paul : secrétaire général de la SFIO. Ministre d'État dans le premier cabinet Blum, il redevient député socialiste en 1938. Pacifiste et munichois.

Fimmen, Edo : syndicaliste hollandais revendiquant une solidarité internationaliste radicale. Secrétaire de la FSI jusqu'à sa démission en 1924 en raison de l'échec de l'appel à une grève générale pour protester contre l'occupation de la Ruhr par l'Armée française. Il dirige la FTI

jusqu'à son décès en 1942.

Finet, Paul : syndicaliste belge.

Fouchère, Berthe : militante SFIO. Participe à la fondation du Comité d'action et de solidarité pour l'Espagne (CASPE), gauche socialiste.

G-

Gailly, Arthur : syndicaliste belge, député de Charleroi. S'oppose au neutralisme belge.

Gallo (Longo), Luigi : dirigeant du PCI et du Komintern. Commissaire politique de la XIIe Brigade internationale.

Gillies, William : responsable du Bureau international du LP.

Gonzalez Pena, Ramon : chef du syndicat des mineurs d'Asturies et leader du soulèvement d'octobre 1934. Il est nommé président du PSOE en juin 1936, de l'UGT en octobre 1937 et ministre de la Justice en avril 1938.

Greenwood, Arthur : membre éminent du parti travailliste.

Grumbach, Salomon : internationaliste et antifasciste, il appuie cependant la non-intervention et l'apaisement pour des raisons stratégiques. Il est député pour la SFIO.

H-

Halifax (Lord) : ministre des Affaires étrangères de février 1938 à décembre 1940. Proapaisement.

Henche, Rafael : président de la fédération socialiste de Madrid. Tendance Lamonedá.

Henderson : militant travailliste.

Hérard, Lucien : militant SFIO, membre de la CAP de la tendance gauche révolutionnaire. Expulsé du parti avec le reste de la Gauche révolutionnaire en juin 1938.

Hernandez, Jesus : membre du PCE. Ministre de l'instruction publique jusqu'à sa mutation en avril 1938 au poste de commissaire politique en chef pour l'Armée de la région centrale.

Hernandez Zancajo, Carlos : responsable du Comité espagnol. Membre de l'UGT, faction caballeriste.

Hicks, George : syndicaliste et politicien, membre du conseil général du TUC, député travailliste.

Hoeglund (Hoglund), Zeth : maire socialiste de Stockholm. Rapporteur suédois à l'IOS.

Gauche du parti et unitaire.

Horner, Arthur : secrétaire général du *National Union of Mineworkers* (NUM) britannique.

Huerta, Antonio : délégué basque au Comité national du PSOE, élu membre de l'Exécutif en août 1938. Son oubli d'une serviette dans un train belge est à l'origine du scandale de trafic d'armes impliquant le président wallon du POB et la branche locale de la FIT.

Huysmans, Camille : ancien secrétaire de l'Internationale socialiste et militant du POB. Bourgmestre d'Anvers.

Huysmans, Marthe : surnommée « la pasionaria de la famille Huysmans », elle dérange par ses convictions unitaires. Fervente défenseuse de la République espagnole.

K-

Kuypers (Kupers), Evert: syndicaliste et politicien hollandais. Rapporteur aux Internationales.

J-

Janson, Paul-Émile : premier ministre libéral de la Belgique de novembre 1937 à mars 1938. Cousin de Spaak.

Jauniaux, Arthur : membre du Bureau POB et président des mutualités socialistes de Belgique.

Jimenez de Asua, Luis : vice-président du PSOE (juin 1936 - août 1938), ambassadeur et chargé d'affaires à Prague.

Jimenez Moreno, Antonio : fonctionnaire de l'INP et homme de terrain du Comité espagnol.

Jouhaux, Léon : secrétaire général de la CGT, vice-président de la FSI et grand défenseur de la cause républicaine.

L-

Lafargue, Paul : initiateur du socialisme en France et en Espagne. Gendre de Karl Marx.

Lamoneda, Ramon : Député de Granada passé de la tendance caballeriste à celle centriste de Prieto. Nommé secrétaire général du PSOE en 1936. Expulsé avec son Exécutif en 1946 par Prieto puis réintégré à titre posthume en 2009.

Largo Caballero, Francisco : premier ministre de la Seconde République espagnole de septembre 1936 à mai 1937, secrétaire général de l'UGT jusqu'en octobre 1937. Tendance gauche socialiste.

Laroque, Colonel François de : président des Croix de feu et, lors de leur dissolution, du Parti socialiste français (PSF). Prône un socialisme autoritaire empreint de valeurs conservatrices.

Laski, Harold : membre de la commission exécutive du LP. Professeur de sciences politiques au *London School of Economics*.

Lathan, George : député travailliste et syndicaliste. Trésorier du LP.

Leroux, André (Angelo Tasca) : un des fondateurs du PCI. Réfugié en France, il adhère à la SFIO et se consacre à la rubrique internationale du *Populaire*. Il s'oppose à la tendance pacifiste au sein de la SFIO.

Levy, Louis : journaliste au *Populaire*, membre de la CAP et militant de la Fédération de la Seine. Antimunichois.

Llopis, Rodolfo : sous-secrétaire du premier ministre Caballero. Il devient secrétaire général du parti en exil, président de l'UGT en exil et signe l'Acte fondateur de l'Internationale socialiste à Francfort en 1951.

Longuet, Jean : petit fils de Karl Marx, grand internationaliste et militant notoire de la SFIO; maire de Chatenay-Malabry et membre de l'Association juridique internationale. Farouche opposant à la non-intervention, il participe au CASPE et au journal *L'Espagne socialiste*. Il meurt des suites d'un accident de voiture au plus fort de la crise des Sudètes en septembre 1938.

M-

Marteaux, Albert : député socialiste de Bruxelles et membre de la Commission d'assistance publique de Bruxelles, il a pratiqué la médecine de guerre en 1914-1918. Met sur pied l'hôpital d'Onteniente. De Tendance unitaire, il passe au PCB dès la fin du conflit en Espagne.

Marty, André : dirigeant du PCF, secrétaire du Komintern et inspecteur général des Brigades internationales.

Meister : rapporteur suédois.

Mertens, Corneille : secrétaire général de la Commission syndicale belge devenue CGTB et sénateur. Opposant à la non-intervention dans le premier semestre de la guerre en Espagne, il devient un fervent partisan de socialisme-national de De Man et Spaak.

Merlot, Joseph : député de Liège, il sera ministre des Travaux publics, de l'Intérieur et de la Santé publique.

Middleton, James : secrétaire général du parti travailliste.

Modigliani, Giuseppe Emanuele : Le représentant de la tendance pacifiste du PSI en exil. En faveur de la non-intervention.

Montseny, Federica : Député CNT et ministre de la Santé de 1936 à mai 1937.

Morrison, Herbert : député travailliste.

Moulin, Jean : préfet et chef de cabinet du ministre radical de l'Air de Pierre Cot. Activement impliqué dans l'approvisionnement clandestin en armes à la République.

N-

Nathans, Nathan : militant syndicaliste hollandais, vice-secrétaire général de la FTI. Décède en 1937 dans un écrasement d'avion.

Negrin, Juan : ministre des Finances dans le cabinet de Caballero. Premier ministre de mai 1937 à mars 1939. Tendance centre-droite du PSOE.

Nenni, Pietro : secrétaire du PSI en exil, il sert brièvement de délégué du FIS en Espagne avant de devenir commissaire politique des Brigades internationales. De tendance unitaire, il revendique un socialisme offensif.

Neuman, Fernand : prestigieux chirurgien de l'hôpital Brugmann en Belgique. Recruté par Marteaux, il exerce à Onteniente.

O-

Otero, Alejandro : sous-secrétaire à l'Armement dans le cabinet Negrin. Nommé vice-président du PSOE en août 1938. Délégué à l'IOS.

P-

Patron, Le : surnom de Vandervelde.

Paul-Boncour, Joseph : membre du Parti républicain-socialiste nommé aux Affaires étrangères par Blum en mars 1938. Écarté du cabinet Daladier en raison de son opposition à l'apaisement.

Pels, Alice : militante socialiste belge, secrétaire du Comité des femmes socialistes.

Piérard, Louis : homme de lettres, journaliste au Peuple et militant du POB.

Pierlot, Hubert : sénateur et membre du Parti catholique belge, il devient premier ministre en février 1939.

Pivert, Marceau : chef de la Fédération de la Seine et fondateur de la Gauche révolutionnaire. Tendance défaitiste révolutionnaire de la SFIO. Expulsé en juin 1937.

Pouzet : socialiste belge.

Preteceille, Ogier : militant ugétiste, secrétaire d'Araquistain et responsable des achats à l'ambassade espagnole de Paris.

Pretel, Felipe : Trésorier de l'UGT, tendance unitaire.

Price, John : membre du secrétariat de l'IOS, délégué en Espagne.

Prieto, Indalecio : dirigeant socialiste de la tendance réformiste ou centriste. Ministre de l'Air et de la Marine dans le cabinet Caballero; ministre de la Guerre sous Negrin.

R-

Reventlow, Rolf : militant du groupe antihitlérien Neu Begginen et brigadiste.

Rhein, Mark : fils d'Abramovitch. Militant de Neu Begginen disparu à l'époque du soulèvement anarchiste et poumiste à Bareclone en mai 1937.

Rodriguez Vega, José : secrétaire général de l'UGT à partir de 1937. Tendance centriste.

Rolin, Henry : sénateur socialiste de tendance unitaire.

Rosenfeld, Oreste : responsable de la politique étrangère de la SFIO. Rédacteur en chef du *Populaire*. Non-interventionniste.

Rossell, Vidal : rapporteur ugétiste aux Internationales.

Rosselli, frères : militants antifascistes italiens assassinés à Bagnoles en juin 1937 par des agents de l'OVRA ou des cagouleurs.

Rufilanchas, Luis : député du PSOE fusillé en juillet 1937.

S-

Salengro, Roger : député socialiste et ministre de l'Intérieur dans le premier cabinet du Front populaire. La campagne de diffamation de la presse d'extrême droite – Salengro a dissout les ligues – le pousse au suicide en novembre 1936.

Santiago, Enrique : fonctionnaire de l'INP et responsable du Comité espagnol.

Schevenels, Walter : syndicaliste belge. Secrétaire de la FSI et directeur du FIS. Tendance modérée et antiunitaire.

Solozabal, Fernando : responsable de la *Comision de solidaridad internacional* en Espagne.

Spaak, Paul-Henry : ministre socialiste des affaires étrangères (13 juin 1936 - 9 février 1939) puis premier ministre (15 mai 1938 - 22 février 1939). Proche de De Man et Mertens, il incarne la tendance sociale-nationaliste du POB.

Spinoy, Antoon : secrétaire de la Fédération des Malines (Belgique) et délégué du FIS en Espagne.

Stolz, Georges : syndicaliste autrichien, vice-secrétaire de la FSI et cadre du FIS.

T-

Tayerlé, Rudolf : politicien et chef syndicaliste tchécoslovaque. Délégué au Bureau de la FSI.

Tomas, Pascual : secrétaire de l'UGT, tendance caballériste.

V-

Van der Heeg, Teun (Tonnis) : syndicaliste hollandais. Chef du secrétariat professionnel international du vêtement.

Vandervelde, Émile : Président du POB, surnommé « le Patron ». Ancien président de l'IOS.

Vandervelde, Jeanne : médecin et épouse d'Émile Vandervelde.

Van Roosbroeck, Joseph : militant belge et trésorier de l'IOS.

Vansittart, Robert : secrétaire permanent du *Foreign Office* jusqu'en janvier 1938, où il se voit remplacé en raison de son opposition à l'apaisement.

Van Zeeland, Paul : chef du Parti catholique belge. Premier ministre de la Belgique (mars 1935 à novembre 1937).

Vought (Voug), Allan : député socialiste suédois et rapporteur à l'IOS. Tendance socialiste nationale.

W-

Wauters, Arthur : député du POB, ministre de la Santé publique, directeur politique du Peuple jusqu'en 1937.

Wilkinson, Ellen : députée travailliste revendiquant l'envoi d'aide armée à la République.

Z-

Zak, William (Bill) : syndicaliste anglais, délégué des organisations de l'ameublement (NAFTA).

Zyromski, Jean : incarne la tendance gauche socialiste de la SFIO (la Bataille socialiste). Il est membre de la CAP et secrétaire de la Fédération de la Seine. S'oppose à la non-intervention tout en restant fidèle à la ligne majoritaire non interventionniste par souci de discipline. Fondateur du CASPE.

Introduction

Août 1936, le chef du Front populaire, le socialiste Léon Blum, se voit contraint de ratifier la loi de non-intervention en raison des implications de la crise en Espagne sur la stabilité de la France et de l'Europe. Cette politique, à laquelle l'Allemagne et l'Italie vont adhérer sans toutefois la respecter, joue sans surprise en faveur des généraux espagnols soulevés. Or, l'intervention soviétique en octobre va permettre aux républicains de résister pendant près de trois ans.

Si ces faits sont connus, l'implication des organisations internationales, auxquelles sont affiliés les protagonistes des fronts populaires espagnol et français, l'est moins. En effet, l'historiographie n'a gardé en mémoire que l'appui moral de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) du côté de la République espagnole, mais surtout, son incapacité à faire abroger l'embargo instauré par l'un de ses internationalistes notoires, Léon Blum. Quant à l'implication de la Fédération syndicale internationale (FSI) – la seconde composante du mouvement socialiste international –, elle est passée pratiquement inaperçue. Cette oblitération s'explique par l'absence d'études sur les réalisations concrètes du mouvement laquelle reflète un désintérêt pour le socialisme de l'entre-deux-guerres.

L'étude du socialisme à cette période a surtout porté sur ses principes tout en se voyant abordée dans une perspective nationale. Les quelques publications traitant de sa sphère internationale ont cherché à expliquer l'échec de l'IOS en mettant notamment l'accent sur ses relations avec le Komintern. En ce qui concerne l'historiographie de la Guerre civile espagnole proprement dite, elle évacue les liens transnationaux du mouvement socialiste en raison de sa prédilection pour les relations de puissance, et ce même si les partis et les centrales syndicales sont des acteurs majeurs de la vie politique européenne dans la seconde moitié des années trente.

Cette lacune justifie la validité d'une démarche axée sur les réalisations concrètes des Internationales socialistes en faveur de l'Espagne républicaine. Dans le cadre de cette thèse doctorale, nous reconstruisons les volets politique et humanitaire de la campagne de

solidarité de l'IOS, de la FSI et de leur Fonds international de solidarité (FIS). Il est à préciser qu'au fil de la lecture, on ouvrira un volet extralégal dont la reconstitution détaillée nécessiterait un travail de longue haleine, mais certes passionnant. Ce troisième volet est donc relégué à la marge de notre étude.

Ici, nous démontrerons plutôt comment la crise espagnole a déterminé la teneur des débats au sein des Internationales pendant plus de deux ans; qu'elle a forcé l'ensemble des acteurs à se positionner par rapport au principe « d'obligation morale de solidarité »; que la définition d'une politique commune s'est faite en interrelation avec les paliers national, international, politique et syndical; qu'une campagne de solidarité d'envergure a été accomplie; qu'elle contenait un volet politique et matériel. Bref, il s'agit ici de proposer une histoire socialiste de la guerre d'Espagne, vue dans son contexte international et mettant en relief les accomplissements du mouvement socialiste : la première en son genre.

En procédant de la sorte, nous nous trouvons à remettre en question le concept d'échec du socialisme international dans la seconde moitié des années trente. En effet, cette période est habituellement considérée comme le nadir de l'internationalisme. Pourtant, nos archives témoignent d'une activité intense engendrée par la crise en Espagne et la nécessité de prêter assistance à la République. Bien que l'IOS ne soit plus que le reflet d'elle-même, elle fait tout ce qu'elle peut afin d'aider le PS espagnol. Pour sa part, la FSI reste une force considérable et sans rival dans le monde syndical. Ainsi, les deux Internationales vont collaborer étroitement afin de remplir, dans la mesure du possible, le devoir moral de solidarité à l'égard des affiliés espagnols pris dans une lutte à mort contre une armée insurgée qui bénéficie de l'appui de puissances tierces.

Partis socialistes et Guerre civile espagnole : la vision tunnelaire.

Dans un domaine très étudié où les dernières trouvailles remontent à l'ouverture des archives du Komintern dans les années 1990, nous parvenons à innover en effectuant la première étude entièrement consacrée à l'implication du mouvement socialiste européen en faveur de la République espagnole. Les allusions au socialisme international dans

l'historiographie de la guerre civile sont peu communes. Lorsqu'on s'y réfère, c'est pour lui reprocher son attentisme ou la ratification de la non-intervention. En ce qui a trait au *Partido socialista obrero de Espana* (PSOE) et à l'*Union general de los trabajadores* (UGT), les ouvrages de Santos Julia restent la référence. Celui-ci ne fait cependant jamais référence à leurs liens internationaux, donnant ainsi l'impression qu'ils sont laissés pour compte par leurs Internationales¹. Helen Graham reprend sensiblement la même approche, tout en valorisant les relations avec le *Partido comunista de Espana* (PCE) et le Komintern puisqu'à son avis, « *The contribution of international socialism, at anything other than the level of the isolated individual, consisted in numerous declarations of moral solidarity and nothing else*². » Cette citation constitue un excellent exemple de « la vision tunnelaire » évoquée par Gerd Rainer Horn et découlant d'une approche non comparative focalisée sur les enjeux nationaux du socialisme³. L'approche d'Horn, qui valorise l'interconnexion entre les sections des Internationales, nous est donc plus utile que celle de Graham, dont le livre n'apporte de surcroît rien de neuf au champ historiographique.

L'ouvrage récent de Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, s'il ne souffre pas de cette vision tunnelaire, puisqu'il fait constamment allusion aux liens internationaux du mouvement, pêche cependant par excès de cynisme dans son analyse du comportement des dirigeants anglais dans l'affaire espagnole⁴. Pour notre part, nous accordons une place significative aux sentiments solidaires intrinsèques au principe « d'obligation morale de solidarité », si cher aux socialistes, tout comme à la valorisation des liens internationaux dans une optique identitaire.

L'historiographie du socialisme international dans l'entre-deux-guerres

Les ouvrages portant sur le socialisme international dans l'entre-deux-guerres se réfèrent

¹ Santos Julia, *La izquierda del PSOE, (1935-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1977, 328p.

² Helen Graham, *Socialism and War, The Spanish Socialist Party in Power and in Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p.131.

³ Gerd Rainer Horn, *European Socialists Response to Fascism : Ideology, Activism and Contingency in the 1930's*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 13. Pour les jalons d'une théorie portant sur l'interrelation entre les niveaux national et international, voir John Logue, *Toward a theory of Trade Union Internationalism*, Göteborgs, University of Göteborgs Press, 1980, 66p.

⁴ Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 272p.

peu ou pas à la Guerre civile espagnole. Qui plus est, ils mettent l'accent sur l'échec de l'IOS ou encore sur ses relations avec le Komintern⁵, reflétant de fait le contexte de la Guerre froide, mais aussi un désintérêt généralisé envers l'étude du socialisme.

Les histoires institutionnelles de l'IOS furent écrites par des fonctionnaires de l'Internationale ou des militants d'envergure. Il s'agit de récits fondés sur leurs expériences personnelles. Adolf Sturmthal publie en 1943 le premier livre sur le sujet, or il ne traite que brièvement de l'Espagne⁶. La décennie suivante, G.D.H. Cole publie sa collection *A History of Socialist Thought*, qui constitue une compilation des diverses expériences nationales des partis socialistes⁷. Cole se réfère peu à l'IOS, et tout comme notre prochain auteur, n'en fait aucunement mention dans son chapitre sur la Guerre d'Espagne.

Jeune militant austromarxiste exilé dans les années trente, Julius Braunthal devient secrétaire général de l'Internationale socialiste dans l'après-guerre. Au début des années soixante, il publie une histoire de l'Internationale où il argumente qu'en rejetant la démocratie politique, les communistes ont entraîné l'avènement du fascisme⁸. L'ouvrage ayant été rédigé au plus fort de la Guerre froide, il n'est guère surprenant qu'il mette l'accent sur les tensions entre l'IOS et le Komintern, et qu'il ne fasse aucune mention de l'IOS dans le chapitre sur la Guerre d'Espagne, mais seulement des relations entre le Komintern et les socialistes espagnols⁹.

Du côté des historiens non institutionnels – qui ne sont pas des fonctionnaires de l'IOS –, Maria Sokolova publie en 1954 une thèse sur les Congrès de l'IOS, qui ne traite cependant pas de la période nous intéressant, le dernier congrès de l'Internationale ayant eu lieu en 1933¹⁰. Ensuite, il faut attendre les années soixante-dix et regarder du côté de l'Italie pour

⁵ Nous nous limitons qu'aux ouvrages consacrés à l'IOS et à la FSI. Pour un panorama sur l'ensemble des forces ouvrières, consulter l'article de Patrizia Dogliani, « Socialisme et internationalisme », *Société d'étude jaurésiennes / Cahiers Jaurès*, 2009/1, no 191, p. 11-30.

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CJ&ID_NUMPUBLIE=CJ_191&ID_ARTICLE=CJ_191_0011

⁶ Adolf Sturmthal, *The tragedy of European Labour (1918-1939)*, New York, Columbia University Press, 1943, 389p.

⁷ G.D.H. Cole, *A history of socialist thought. Volume IV, Socialism and Fascism 1931-1939*, New York, St Martin's Press, 1965, 351p.

⁸ André Donneur, « Compte rendu », *Études internationales*, vol. 12, n° 2, 1981, 419.

⁹ Julius Braunthal, *History of the International. Vol. II : 1914-1943*, New York, Praeger, 596p.

¹⁰ Maria Sokolova, *Les Congrès de l'Internationale socialiste entre les deux guerres mondiales*, Paris, Meyrer-Ruelle, 1953, p. 182.

trouver un ouvrage se référant au socialisme international dans l'entre-deux-guerres. Dans *Le internazionali operaie*, Aldo Agosti consacre un chapitre aux rouges internes de l'Internationale, et ce même s'il considère qu'elle n'a pas d'existence concrète hormis celle des partis nationaux. Agosti fait toutefois remarquer que la carence historiographique dans le domaine empêche une critique de son propos¹¹. Au tournant de la décennie, Giuliano Procacci se penche sur l'implication des Internationales et la Guerre d'Éthiopie, mais il parle davantage du Komintern que de l'IOS¹². L'ouvrage collectif *Pace e guerra nella storia del socialismo internazionale* contient un trop court chapitre sur notre sujet. Y est fait allusion à la politique internationale de l'IOS qui, conçue pour une période de paix et de prospérité, connaît son coup de grâce avec l'arrivée du nazisme¹³.

En France, Hugo Portelli publie une histoire de l'Internationale socialiste dans l'après-Seconde Guerre mondiale. Ce qui nous intéresse dans cet ouvrage, c'est le court chapitre d'Alain Bergounioux sur l'IOS. Celui-ci avance la thèse selon laquelle le concept de la social-démocratie moderne s'est cristallisé dans l'entre-deux-guerres, et qu'il importe donc d'étudier cette époque, car elle peut être « révélatrice de l'évolution du socialisme européen et de ses contradictions à cette période »¹⁴. De l'autre côté de l'Atlantique, André Donneur, après avoir publié une critique de l'œuvre de Braunthal, rédige le *Que sais-je* sur l'Internationale socialiste¹⁵.

Dans les années 1980, l'intérêt des chercheurs italiens pour le socialisme ne tarit pas et les publications s'enchaînent. Mario Mancini publie le premier article consacré à la période nous intéressant. En ce qui concerne la Guerre d'Espagne, il explique l'intervention marginale de l'IOS par la prépondérance de la faction droitiste causée par la disparition des partis italien, allemand et autrichien¹⁶. En 1987, enfin, Enzo Collotti réalise le premier écrit

¹¹ Aldo Agosti, *Le internazionali operaie*, Turin, Loescher, 1974, p. 204. Précisons qu'en 1975, l'ancien vice-secrétaire de l'UGT, Amaro del Rosal, publie un ouvrage dénigrant l'IOS. Voir Amaro del Rosal, *Los congresos obreros internacionales en el siglo XX*, Barcelone, Grijalbo, 1975, 474p.

¹² Procacci, Giuliano, *Il socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia*, Rome, Riuniti, 1978, 319p.

¹³ Istituto Gramsci di Alessandria, *Pace e guerra nella storia del socialismo internazionale*, Turin, Tirrena-Stampatori, 1984, p. 101.

¹⁴ Hugues Portelli, *L'Internationale socialiste*, Paris, Éditions ouvrières, 1983, p.23.

¹⁵ Donneur, *loc. cit.* Voir aussi Donneur, André, *L'Internationale socialiste*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je », no 2101, 1983, 128p.

¹⁶ Mario Mancini, « L'IOS dalla guerra du spagna al patto tedesco-sovietico » dans *Annali del'Istituto Giangiacomo Feltrinelli 1983-1984*, pp. 199-224.

traitant exclusivement de l'implication de l'IOS dans la Guerre civile espagnole. Son approche reste similaire à celle de Mancini, à la différence qu'il mentionne quant à lui certaines réalisations concrètes de l'Internationale¹⁷. Leonardo Rapone clôt la décennie par un article consacré à « la crise finale de l'IOS », bien utile pour analyser la dernière année de la période couverte par notre étude¹⁸.

Dans leurs histoires du socialisme publiées dans les années 1990, Donald Sassoon et Michel Dreyfus, à l'instar des auteurs cités précédemment, s'attardent au principe du socialisme international, et non pas à son action concrète. Ils expliquent l'échec final de l'IOS par la contradiction entre sa rhétorique internationaliste révolutionnaire et la pratique strictement nationale-réformiste des sections.¹⁹ L'argument n'a rien de neuf, ayant été évoqué sans relâche par Pietro Nenni et ses collègues espagnols aux séances de l'IOS.

L'ouvrage *European Socialists Response to Fascism* de Gerd Rainer Horn est en rupture avec ce courant historiographique, car il valorise les accomplissements socialistes. Horn affirme que la social-démocratie était alors le premier vecteur de changement parmi la gauche européenne²⁰, cherchant ainsi à rééquilibrer une historiographie ayant privilégié les communistes. S'appuyant sur un large travail de sources, il fait valoir le rôle fondamental des socialistes dans la formation des fronts uniques et populaires, tout en priorisant l'interconnexion transnationale des sections. Dans les faits, Horn élabore peu sur les liens internationaux des partis. De plus, son analyse se termine en 1936. Finalement, au tournant de la décennie, Leonardo Rapone réalise une monographie consacrée à l'IOS où est soulignée la contradiction entre la vocation pacifiste de celle-ci et le retour imminent de la guerre mondiale. Tout comme l'ouvrage d'Horn, son analyse, reposant sur une masse considérable de sources, se termine en 1936²¹.

¹⁷ Enzo Collotti, «L'Internazionale operaia e socialista e la guerra civile in Spagna», *Italia contemporanea*, Mars 1987, n. 166, pp. 5-25.

¹⁸ Leonardo Rapone, « La crisi finale dell'Internazionale Operaia et Socialista », Dans *I socialisti e l'Europa*, Milan, Franco Angeli, 1989, p.37-91.

¹⁹ Michel Dreyfus, *L'Europe des socialistes*, Paris, Complexe, 1991, p. 103. et Donald Sassoon, *One Hundred Years of Socialism : The West European Left in the Twentieth Century*, London, New Press, 1998, p. 29.

²⁰ Horn, *op. cit.*, p. 136.

²¹ Leonardo Rapone, *La socialdemocrazia europea tra le due guerre, Dall'organizzazione della pace alla resistenza al fascismo*, Rome, Carocci, 1999, 431p.

L'étude du syndicalisme international étant très peu développée, notre bibliographie ne compte que trois ouvrages, dont l'histoire de la FSI par son secrétaire Walter Schevenels, et la monographie de Bob Reinalda portant sur la Fédération internationale des transports (FTI), qui met en lumière les luttes entre son chef Edo Fimmen et les dirigeants plus modérés de la FSI.²² En 2006, Geert Van Goethem réalise la première histoire intégrale de l'internationale syndicale. Basé sur une masse impressionnante d'archives, *The Amsterdam International* explore en profondeur les rouages de l'internationale syndicale tout en exposant ses actions concrètes, telles que l'organisation de réseaux clandestins en Allemagne et en Autriche. Alors qu'il ne traite que brièvement de l'implication du socialisme international auprès de la République espagnole, Van Goethem écrit cependant que la campagne du Fonds international de solidarité (FIS) constitue le seul exemple « *of an all round and coordinated joint international relief action*²³ ».

Des écrits font par ailleurs mention du Fonds de solidarité des Internationales. Dans son œuvre en plusieurs volumes publiée en 1976, Georges Soria consacre quelques pages à la campagne du Fonds tout en l'attribuant uniquement à la FSI. En revanche, il se réfère à l'hôpital militaire équipé, financé et administré par le socialisme international²⁴. Plus récemment, Elsa Rayet et Laurence Brown ont traité de la campagne humanitaire du FIS. Bien que le premier auteur reste classique dans son approche – l'explication de la défaillante solidarité socialiste –, il nous donne de précieuses informations concernant l'hôpital dont nous venons de faire mention. Le second auteur, lui, nous intéresse pour sa remise en question du mythe « de la grande trahison » des socialistes européens envers leurs collègues espagnols²⁵. L'approche de Brown s'apparente davantage à la nôtre. Précisons en dernier lieu que Lucy Viedma, une archiviste suédoise, a réalisé un commentaire portant sur les archives du Fonds de solidarité suédois. Le document contient

²² Bob Reinalda, *The International Transportworkers Federation, 1914-1945 : The Edo Fimmen Era*, Amsterdam, IISG, 1997, p. 58.

²³ Geert Van Goethem, *The Amsterdam international, The World of the IFTU 1913-1945*, Amsterdam, Ashgate, 2006, p. 54

²⁴ Georges Soria, *Guerre et révolution en Espagne, 1936-1939*, Paris, Laffont, 1976.

²⁵ Rayet et Brown n'ont pas poussé plus loin leurs recherches. Elsa Rayet, « Onteniente et la guerre d'Espagne », *Cahiers marxistes*, oct.-nov., 213, 1999, p. 145-178. Laurence Brown, « The great betrayal? European Socialists and Humanitarian Relief during the Spanish Civil War », *Labour History Review*, Vol. 67, No. i, Avril 2002, p. 83-99.

notamment une recension d'ouvrages qui abordent l'implication de la Suède dans la campagne pour l'Espagne²⁶.

En résumé, nous disposons de plusieurs écrits traitant des défaillances du socialisme international, mais de presque rien sur ses réalisations concrètes. De surcroît, rares sont les publications traitant exhaustivement du socialisme international durant la seconde moitié des années trente, bien qu'à cette période, la Guerre civile espagnole puisse entraîner une recrudescence d'activité internationaliste. Il nous appartient dès lors de réévaluer cette notion d'échec social-internationaliste à l'aide d'archives.

Corpus d'archives nécessaire à la production de la recherche

Nous avons séjourné à plusieurs reprises en Europe et visité de nombreux instituts et centres d'archives: l'*International Institute for Social History* (IISH) d'Amsterdam, l'Institut Émile Vandervelde à Bruxelles, l'*Instituut voor Sociale Geschiedenis* (AMSAB) à Gand, le *Litterruishaus* d'Anvers, la *Fundacion Pablo Iglesias* à Alcalá de Henares, l'Office universitaire des recherches socialistes (OURS) à Paris, le Centre d'archives départementales Gaston Defferre à Marseille, le Centre d'archives de la préfecture d'Aix-en-Provence, le *Verein für Geschichte der Arbeiterbewegung* (VGA) à Vienne et le *National Museum of Labour History* (NMLH) de Manchester. Bon nombre de fonds d'archives ayant souffert de l'occupation allemande, nous avons dû recourir aux archives du Parti ouvrier belge ainsi qu'à divers journaux socialistes pour nous aider à reconstituer les débats sur l'Espagne. Nous avons ainsi recueilli un corpus d'archives de plus de 10 000 pages, photographiées, numérisées ou photocopiées. Ces données ont été ensuite indexées et résumées.

Les documents colligés témoignent d'une vie internationale active, de la force du sentiment solidaire pour l'Espagne, mais aussi d'une tension constante entre les préceptes moraux internationalistes et l'intérêt national. Somme toute, notre corpus démontre bien que la

²⁶ Lucy Viedma, « 'Everything you have done for us Spanish children will live in our memories for ever' : Svenska hjälpkommittén för Spanien SHfS (Swedish Relief Committee for Spain) », *The Labour Movement Archives and Library* (ARAB), Stockholm, [S.D.], p. 35-40.

définition et l'adoption à l'unanimité de positions communes découlent avant tout de l'interrelation entre les sphères nationale et internationale du socialisme.

Justification de l'angle d'approche

La validité du socialisme comme objet d'étude a été explicitée dans les termes suivants par Sokolova au début des années 50 :

[...] cette histoire du mouvement socialiste en Europe est inséparable de l'histoire politique et diplomatique européenne en général [...] impossible de s'occuper de l'histoire politique des principaux États européens sans tenir compte des partis socialistes. Le socialisme était entré dans les moeurs et dans les institutions des pays démocratiques entre les deux guerres mondiales : ses partis représentaient souvent la fraction la plus nombreuse du corps électoral et les syndicats, qui dans la plupart des cas furent influencés, sinon dirigés par les socialistes, devenaient de plus en plus un facteur important dans la vie de chaque État démocratique²⁷.

La décision d'aborder la Guerre civile à partir du socialisme international, elle, se justifie par la nécessité de combler les lacunes d'une historiographie qui a priorisé la sphère nationale. Il nous paraît dès lors souhaitable et nécessaire de réaliser cette histoire « socialiste » du conflit tout en la positionnant dans son contexte européen. La portée de l'action politique de l'IOS est limitée dans les années trente en raison de la propension isolationniste des partis. Néanmoins, la crise espagnole entraîne une recrudescence de l'activité socialiste internationale; une collaboration accrue avec l'Internationale syndicale, générée par une grande vague de solidarité, mais aussi par l'insistance des sections espagnoles qui dirigent l'effort de guerre²⁸. D'importantes pressions politiques sont alors faites sur les gouvernements, la Société des Nations (SDN) et le Comité de non-intervention.

²⁷ Sokolova, *op. cit.*, p. 180-181.

²⁸ Collette se réfère à une culture internationaliste ouvrière florissante dans une période trouble : « *internationalism was not the dogma of the revolutionnary few, but commonly understood as the basis of socialism by the mainstream of the Labour Movement, its revolutionnary and evolutionnary wings, its leadership and membership.* » Voir Christine Collette, *The International Faith : Labour's Attitudes to European Socialism, 1918-39*, 1998, Burlington, Ashgate, 221p.

Les principaux protagonistes de notre thèse sont l'IOS, la FSI et leur Fonds de solidarité, le FIS²⁹. Le PSOE et l'UGT sont privilégiés puisqu'ils dirigent l'effort de guerre républicain. En France et en Angleterre, où les mouvements sont les plus nombreux, nous nous intéressons à la Section française de l'Internationale socialiste (SFIO), à la Confédération générale du travail (CGT), au Parti travailliste ou *Labour Party* (LP), au *Trade Union Congress* (TUC) et au *National Council of Labour* (NCL). Précisons ici que les travaillistes sont peut-être dans l'opposition, mais que leur influence politique en Angleterre – celle du TUC à vrai dire – est loin d'être négligeable. Enfin, nous accordons une importance toute particulière au mouvement belge en raison de sa grande implication dans le socialisme international à cette période. Il est constitué du Parti ouvrier belge (POB), de la Commission syndicale – qui devient en 1937 la Confédération générale du travail belge (CGTB) – et du Conseil général, instance suprême où délibèrent politiciens et syndicalistes.

Objectif et structure de la thèse

L'objectif de notre thèse est d'explorer la réponse du socialisme international à la Guerre civile espagnole. Le caractère novateur de notre travail est son traitement du socialisme en tant que communauté internationale. En effet, nous défendons l'idée que la politique commune sur l'Espagne des PS et syndicats a été déterminée en partie dans un contexte international. C'est donc la reconstitution de ces liens internationaux qui nous intéresse, ou, en d'autres termes, la remise en contexte du socialisme international durant la période de la Guerre civile espagnole.

L'analyse de notre corpus d'archives révèle que le mouvement est tout sauf indifférent au sort du PSOE et de l'UGT. En effet, l'Espagne figure au centre des débats durant plus de deux ans et une campagne de solidarité est mise en branle par l'IOS et la FSI afin de répondre au principe « d'obligation morale de solidarité », et ce, malgré l'écueil majeur que constitue la non-intervention. Dans le cadre de cette thèse, nous analysons les débats et leurs applications concrètes. La première partie se consacre à la campagne politique; la seconde, à celle humanitaire.

²⁹ Lorsque nous évoquons le terme « l'Internationale », nous nous référons à l'IOS; « les Internationales » à l'IOS et à la

Première partie : La solidarité politique pour l'Espagne

La première partie de l'étude accorde une attention particulière aux débats au sein des sections (partis et syndicats), des Internationales (IOS, FSI) ainsi qu'aux interrelations entre ces deux sphères du socialisme. Notre objectif est de démontrer que les deux paliers ne sont pas antinomiques, mais plutôt complémentaires, dans le processus de définition d'une politique commune sur l'Espagne.

Le premier chapitre sert à jeter les bases du discours socialiste puis à dresser le cadre politique pour l'ensemble de l'étude. Les chapitres deux et trois traitent des efforts espagnols pour accroître et concrétiser l'appui politique des Internationales. Or, ces pressions ne vont pas sans soulever le vieux problème de l'autonomie nationale des sections et des relations avec le Komintern.

S'ensuit le quatrième chapitre, consacré à la première moitié de 1938. Parallèlement aux efforts de revitalisation de l'internationalisme des Espagnols et des Anglais se poursuit le repli national et neutraliste des sections nord européennes. Tandis que le printemps connaît le zénith de l'internationalisme des années trente, l'automne, en revanche, en connaît le nadir. Le chapitre suivant se consacre au Pacte de Munich et à sa condamnation par les Internationales, deux événements entraînant une lutte contre l'application d'une solution similaire à l'Espagne, puis une opposition à la reconnaissance du gouvernement franquiste par le gouvernement belge. Le mouvement espagnol pourra se réjouir momentanément de ces deux victoires sur le front diplomatique.

Le sixième et dernier chapitre de la première partie traite en premier lieu de la place de l'Espagne dans le déclin de l'Ordre de Versailles. S'ensuit l'agonie de la République espagnole à l'hiver 1939 ainsi que la désintégration subséquente de l'IOS sous les coups de butoir d'un repli national exacerbé par l'incapacité de celle-ci à sauver les Républiques espagnole et tchécoslovaque. Les travaillistes leur ayant fait faux bond, les Espagnols vont se démener avec les Autrichiens et plaider pour doter l'IOS d'une politique de guerre dans le

FSI. Nous nous référons à l'Internationale communiste en tant que « Komintern » ou « Troisième internationale. »

souci de lui assurer une place dans la reconstruction de l'Europe, à laquelle participera – on l'espère – une Espagne débarrassée de Franco.

Deuxième partie : La solidarité matérielle

La seconde partie de notre thèse illustre comment la solidarité a été largement traduite en termes humanitaires et exclusivement socialistes en raison du cadre imposé par la politique de non-intervention, mais aussi parce qu'elle n'entache pas l'autonomie des sections nationales. Une attention particulière est accordée aux efforts de centralisation de la campagne autour du FIS, à la défense de sa spécificité socialiste puis à expliquer pourquoi le Fonds est méconnu. Précisons ici que le mouvement belge se voit propulsé à l'avant-scène en raison de son rôle fondamental dans le déploiement de la solidarité humanitaire.

Le secrétaire de la FSI et directeur du Fonds de solidarité, le Belge Walter Schevenels, va mener une lutte constante pour la centralisation de la campagne humanitaire afin de garantir le plein rendement de l'initiative. À cet escient, il lui incombe de calmer les ardeurs des militants, ce qui ne s'avère pas toujours réalisable, et de défendre la spécificité socialiste du FIS en rejetant les offres de collaboration des autres forces politiques, puisqu'une telle collaboration, croit-on, ne fait qu'engendrer des problèmes sans par là accroître l'aide réelle à la République. Il faut aussi publiciser la campagne, hors cela s'avère ardu en raison des facteurs suivants : le caractère flamboyant de l'aide armée soviétique et le battage publicitaire incessant des communistes, la priorisation socialiste de l'action concrète au détriment du crédit politique, et la nécessité de garder un profil bas en raison de situations nationales tendues.

Le premier chapitre de cette seconde partie de la thèse traite du déploiement de la campagne du FIS en Espagne et des difficultés en découlant en raison notamment de la difficulté à maintenir un permanent sur place. Nous démontrons ensuite comment l'intervention soviétique motive les socialistes à intensifier l'initiative et son implantation sur le terrain, tout en défendant leur spécificité socialiste. Un effort important dans ce sens est l'hôpital militaire d'Onteniente auquel nous consacrons un chapitre complet – le second.

Ce projet d'envergure, s'il répond à un besoin réel de l'Armée républicaine, ne contribue aucunement à la visibilité du FIS tout en causant passablement de tracas au niveau de son contrôle politique. Le troisième et dernier chapitre traite des irrégularités sur le terrain qui vont contribuer à la centralisation des initiatives humanitaires de tout acabit, ceci allant à l'encontre du mandat exclusivement socialiste du FIS. Or, ces considérations politiques, qui ont des répercussions jusqu'en Belgique, deviennent futiles lors du grand exode engendré par la chute de la République. Déjà à bout de souffle, le FIS repousse une fois de plus ses limites pour venir en aide aux réfugiés.

Au terme de ce travail, nous aurons démontré, d'une part, la vitalité des débats sur l'Espagne dans les instances internationales du socialisme, et l'importance de l'influence réciproque des instances nationale et internationale. D'autre part, nous aurons vu comment l'obligation morale de solidarité s'est traduite en actions politiques et humanitaires. Bref, le lecteur aura une bonne idée de la réponse du mouvement socialiste à la Guerre civile espagnole, un aspect de l'histoire jusqu'ici négligé par la recherche.

Première partie :

La solidarité politique envers l'Espagne républicaine

Premier chapitre : 1936 – La non-intervention et l'obligation morale de solidarité

Introduction

L'objectif de ce premier chapitre est d'exposer le cadre politique et diplomatique dans lequel vont se dérouler les débats et prises de position pour le reste de l'étude : il se résume à l'instauration de la « politique de non-intervention » et ses conséquences.

En effet, nous traitons de l'élaboration de la politique espagnole du mouvement socialiste entre juillet et décembre 1936. Une attention particulière est portée aux débats au sein des sections (partis et syndicats) et des Internationales (IOS, FSI) ainsi qu'aux interrelations entre les sphères nationale et internationale du socialisme dans le développement d'une politique extérieure commune.

Une semaine après son déclenchement, la guerre civile reste circonscrite au cadre plus large de la « lutte contre la guerre et le fascisme ». C'est pour nous l'occasion de mettre en relief des constantes du débat. Entre autres, la question de la participation gouvernementale, qui amplifie l'inadéquation entre « l'obligation morale de solidarité internationaliste » et « les impératifs nationaux ». Ou encore les interrogations entourant les stratégies de lutte politique à privilégier : appel aux forces morales, travail de l'opinion publique, socialisme offensif, embargo. Et finalement, le questionnement autour des revendications pour l'application de la sécurité collective et du droit international, ce à quoi certains préféreraient la formation du bloc antifasciste des démocraties avec l'URSS – le Front populaire mondial. Avec le lancement de la campagne de solidarité le 28 juillet, ces notions deviennent indissociables du débat sur l'Espagne, plus particulièrement à la suite de la ratification de la politique de non-intervention par un internationaliste notable : Léon Blum.

La question de la non-intervention est délicate pour les Internationales, puisque se prononcer en faveur de celle-ci revient à enfreindre les principes sacro-saints « d'obligation morale de solidarité » et de « sécurité collective ». Toujours est-il que la majorité des

délégués à l'IOS, Espagnols inclus, croient qu'elle n'est pas néfaste tant qu'elle se voit appliquée bilatéralement dans le court terme. De plus, la « non-intervention relâchée³⁰ » ne se poursuit-elle pas dans l'ombre?

L'automne venu, le ministre des Affaires étrangères de la République, le socialiste Julio Alvarez del Vayo, présente à la Société des Nations (SDN) des preuves de l'implication allemande et italienne. Et si celle-ci ne bouge pas, la campagne de reconsidération de la non-intervention, elle, prend de l'ampleur au sein du mouvement. Il s'agit désormais de savoir si ces preuves justifient l'adoption d'une résolution exigeant la révision des positions gouvernementales.

Le rejet de la non-intervention par les Internationales surviendra dans la foulée de l'intervention soviétique. Les pressions de la base militante, des Espagnols et des cadres internationalistes se voient décuplées; s'ensuit un réajustement politique des sections anglaises et belges, puis celui des Internationales.

Tandis que la victoire de la République est désormais envisageable, les socialistes ont un compétiteur politique de taille en Espagne : le Komintern. La préoccupation pour les Espagnols et leurs collègues internationalistes devient alors le maintien du rejet de la non-intervention puis l'accroissement de l'aide solidaire sous toutes ses formes. On s'attend surtout à ce que les sections appliquent les résolutions des Internationales et, fidèles à l'article trois de la charte³¹, qu'elles luttent pour faire tomber la non-intervention. Il en va du prestige du mouvement socialiste.

³⁰ Le terme « non-intervention relâché » se réfère à la campagne extralégale du Front populaire.

³¹ L'article trois de la charte de l'IOS stipule que : « *L'Internationale ouvrière socialiste ne peut être une réalité vivante que dans la mesure où ses décisions dans toutes les questions internationales sont obligatoires pour tous les éléments qui la composent. Toute décision de l'organisation internationale représente donc une limitation volontairement acceptée de l'autonomie des partis de chaque pays.* » Voir « La situation de l'IOS : Mémoire de Friedrich Adler, secrétaire de l'IOS », IISH, SAI, 3404.

Les principes de l'action internationaliste socialiste et le contexte politique national

Les instances du socialisme international ne saisissent pas immédiatement la gravité de la crise en Espagne et la relègue au thème plus large de la lutte contre la guerre et le fascisme. Or, lorsque résonne le 28 juillet leur appel mondial pour le *Frente popular*, la question espagnole est propulsée à l'avant-plan. Les Internationales passeront ensuite le plus clair de leur temps à définir une politique commune capable de concilier le principe de solidarité internationaliste avec le respect des autonomies nationales; politique qu'ils tenteront d'appliquer dans la sphère nationale. Le défi est sans précédent.

Tandis que les messages de solidarité fusent de la part des sections dès les premiers jours du soulèvement, l'IOS, elle, fait parvenir le 23 juillet un télégramme de soutien au PSOE. Elle dénonce d'une part l'armée insurgée « défenderesse autoproclamée de l'ordre », et d'autre part, le fascisme, ce « fauteur de guerre qu'il importe d'écraser par tous les moyens, plus particulièrement en terre espagnole, là où se jouent désormais le sort de la démocratie et la liberté du monde³² ». À pareille date, la commission administrative de l'Internationale termine un manifeste pour souligner le 22^e anniversaire du déclenchement de la Grande Guerre.³³ Y est dénoncée l'indulgence des démocraties à l'égard des puissances fascistes, indulgence favorisant l'avènement d'un nouveau cataclysme : « *Jamais le monde entier n'eut à ce point l'impression de se trouver à nouveau au bord de l'effroyable catastrophe – exactement comme ou même pis qu'en 1914* », clame-t-on³⁴. Face à la lâcheté des régimes démocratiques, la classe ouvrière est enjointe à militer activement pour la paix, pour l'union des forces démocratiques ainsi que pour la défense de la sécurité collective :

La paix est indivisible, c'est-à-dire que partout, dans tous les pays, dans tous les endroits menacés, il faut mener la lutte contre la guerre, la lutte contre le fascisme. Seule une politique de paix active et décidée peut encore sauver le monde de l'offensive des tanks, des avions de bombardement et des gaz de combat. Politique de paix, signifie politique antifasciste. À la classe ouvrière incombe le devoir d'organiser le rassemblement des masses et la direction d'une politique de paix antifasciste

³² « Telegram to the Spanish Socialist Party », National Museum of Labour History, Manchester (NMLH), LSI Papers, 151, 4/15/5. Voir aussi « The dangers of the European situation and the duties of International Labour », *International Information*, 17 mars 1936, p. 118, International Institute for Social History (IISH), SAI, 4/2/9.

³³ Concernant les manifestes sur le déclenchement de la Première Guerre mondiale, voir Walter Schevenels, *Forty-Five Years : International Federation of Trade Unions*, Bruxelles, IFTU Board of Trustees, 1956, p. 224-225.

³⁴ Souligné dans le texte. Circulaire, 25 juillet 1936, IISH, SAI, 3400.

consciente. Écrasez le fascisme par tous les moyens et dans tous les pays – et alors seulement, vous pourrez vous sauver vous-même de la misère et de l'esclavage et sauver l'humanité de la guerre³⁵ !

Le temps presse, souligne-t-on, puisqu'une autre démocratie est menacée :

Les fascistes de tous les pays ont salué dans la révolte militaire en Espagne une nouvelle et forte espérance d'extension de l'influence fasciste permettant de généraliser l'alliance guerrière [...]. Les événements d'Espagne démontrent que toujours le fascisme est prêt à brandir dans tous les pays les torches incendiaires de la guerre civile³⁶.

Enfin, le courage du peuple espagnol est encensé dans les termes suivants :

L'Internationale tout entière exprime sa profonde reconnaissance aux héroïques travailleurs d'Espagne qui ont pris les armes pour la défense du gouvernement du Front Populaire institué par la volonté de la majorité du peuple, elle s'incline devant ceux qui n'ont épargné aucun sacrifice pour la défense de la liberté et du droit contre la brutale violence³⁷.

Au moment où l'IOS énonce ses principes, Léon Blum, notoire internationaliste et chef du gouvernement français, se bute aux réalités de la politique de puissance. Il cherche à honorer le contrat de vente d'armes signé l'année précédente avec la République espagnole, mais sans provoquer l'intervention de l'Italie et de l'Allemagne dans le conflit. Blum se rend à Londres consulter Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères du conservateur Stanley Baldwin, qui lui signifie que son pays ne l'assistera pas s'il s'embourbe en Espagne. Pendant ce temps, à Paris, l'attaché militaire de l'ambassade d'Espagne – un sympathisant franquiste – déchaîne une campagne virulente contre Blum en révélant ses intentions à la presse de droite³⁸. Le vice-président du PSOE, Luis Jimenez de Asua, ainsi qu'un membre de l'Exécutif, Fernando de los Rios, sont dépêchés afin de prendre le contrôle de l'ambassade puis d'assurer l'approvisionnement en armes à la République. Mais le tort est fait : les notables du Parti radical français – hormis Pierre Cot, Jean Moulin, Jean Zay et Jacques Kayser³⁹ – montent aux barricades. Ainsi, après seulement quelques mois au

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. Tome 2, 1920-1940*, Paris, Payot, 1977 (1963), p. 336.

³⁹ Jean Moulin est chef de cabinet du ministre de l'Air Pierre Cot; Jean Zay est ministre de l'Éducation nationale; Jacques Kayser est député. Tous sont d'ardents sympathisants de la cause républicaine. Dans ses mémoires, Zay nous renseigne sur la situation au sein de son parti : « *Quant à Chautemps, c'est lui qui, quelques minutes avant le premier Conseil des ministres sur ce sujet, en juillet 1936, prit les jeunes ministres à part, et [...] les chapitra énergiquement, leur représentant*

pouvoir, le Front populaire est menacé d'effondrement⁴⁰. Le danger qu'il soit remplacé par un gouvernement hostile à la République espagnole est bien réel.

Le 25 juillet, Blum cause une autre commotion – dans le milieu ouvrier cette fois – en interdisant formellement les exportations d'armes à l'Espagne. Un rapport de l'IOS explique sa décision par les risques d'escalade, les réticences du gouvernement britannique et les pressions de « personnalités du système politique français et de ministres radicaux⁴¹ ». Le secrétaire de la FSI, lui, évoque d'une part le danger incarné par les ligues d'extrême droite « qui n'attendent que le moment propice pour déclencher une guerre civile en France », et d'autre part, les avertissements des ambassadeurs italien et allemand qui interpréteront un appui actif au *Frente popular* comme un *casus belli*⁴².

La décision de Blum a évidemment de lourdes conséquences pour la République espagnole qui s'approvisionne presque exclusivement en France⁴³. Le PSOE et l'UGT s'expliquent mal son geste, tout comme les Internationales socialistes d'ailleurs. Immédiatement après l'annonce de Blum, celles-ci entreprennent une séance commune de plusieurs jours afin de voir comment il y a lieu d'aider le PS et la centrale syndicale d'Espagne dans ce contexte défavorable. Nous y reviendrons après avoir traité de la rencontre du Conseil général du mouvement socialiste belge.

La tendance au repli national à l'aube du déploiement de la campagne pour l'Espagne

Le 27 juillet, tandis que le secrétaire général de l'IOS – Friedrich Adler – prépare la séance extraordinaire du lendemain, le président Louis de Brouckère assiste au Conseil général du mouvement belge qui regroupe les instances du parti et de la Commission syndicale. C'est

*que l'insurrection militaire serait victorieuse en peu de semaines et que le gouvernement républicain s'effondrerait comme un château de cartes. Les protestations les plus vives, pendant les délibérations gouvernementales, vinrent toujours de Viollette, ministre d'État, et de Vincent Auriol, ministre des Finances. J'y ajoutai les miennes. Daladier n'acceptait la "non-intervention" qu'avec des grognements hostiles. Comme ministre de la Défense nationale, il l'estimait funeste, confia-t-il alors à quelques-uns d'entre nous. Ce qui ne devait pas l'empêcher, devenu président du Conseil, de mettre beaucoup de hâte à reconnaître Franco, en février 1939. Mais celui-ci était à ce moment vainqueur incontestable.» Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, Paris, Belin, 2004, p. 136-137.*

⁴⁰ Buchanan, *op. cit.*, 2008, p. 37-38.

⁴¹ « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1er janvier 1936 au 31 décembre 1936 », p. 5, IISH, SAI, 485/31-40.

⁴² Schevenels, *op.cit.*, p. 247-249.

que le ministre socialiste des Affaires extérieures, Paul-Henry Spaak, s'est prononcé en faveur de l'abandon de la sécurité collective devant l'Union de la presse étrangère, déclaration qui a de surcroît été saluée par la presse allemande et italienne.

Le rappel à l'ordre de Spaak par le président de l'IOS, bien qu'il ne concerne pas directement l'affaire espagnole, nous importe pour deux raisons. Il constitue d'une part un exemple d'immixtion de la sphère internationale du socialisme dans la sphère nationale, et d'autre part, il permet de mettre en relief les constantes du discours de l'IOS et de la FSI à l'heure du déclenchement de la guerre en Espagne : sécurité collective, paix indivisible, travail de l'opinion publique, question de la participation gouvernementale, appel aux forces morales et au droit international.

D'entrée de jeu, de Brouckère rappelle que le POB et l'IOS ont la même politique internationale :

L'Internationale poursuit la même politique étrangère que le POB. Cette politique est consignée en un grand nombre de résolutions. Elles peuvent être résumées comme suit : sécurité collective par l'assistance mutuelle dans le cadre de la SDN avec le pacte renforcé par des accords ouverts à tous les peuples, traités sur un pied d'égalité avec des devoirs et des droits égaux⁴⁴.

Insistant tout particulièrement sur l'importance du droit international et le caractère indivisible de la paix, le président de l'Internationale considère « [qu'à] mesure qu'on abandonne le terrain du droit, le danger de guerre approche, on devient plus faible et plus menacé⁴⁵. » Réarmement de l'Allemagne, invasion de la Mandchourie, agression en Abyssinie, réoccupation de la Rhénanie et maintenant l'Espagne... Ces reculs successifs des démocraties sont inquiétants :

Je vous le répète, nous sommes à une heure très grave et l'heure où nous ne pouvons plus commettre une seule faute, l'heure où sauver la paix devient une entreprise de plus en plus difficile [...] à une heure où l'on doit enfin comprendre que l'on ne sauve pas la paix par des artifices ou par des trucs, qu'on ne sauve la paix qu'en suscitant dans la masse un grand enthousiasme pour une grande cause⁴⁶.

⁴³ « Memorandum on the Spanish Conflict by the Officier of the National Council of Labour », p. 3-4, IISH, SAI, 20/5/8.

⁴⁴ « Le POB et le discours de Spaak », *Le Populaire*, 28 juillet 1936, p.3.

⁴⁵ Séance du Conseil Général, 27 juillet 1937, p. 76, AMSAB-Instituut voor Sociale Geschiedenis (AMSAB-ISG), 1936-07-27_bwp_AR.pdf

⁴⁶ *Ibid.*, p. 89.

C'est pourquoi il incombe aux socialistes de promouvoir la sécurité collective par l'action médiatique : « *Cette politique de la SDN rendue possible par l'éveil des esprits que notre propagande aura provoqué dans l'opinion publique*⁴⁷. » Or, contrairement à ce qu'a suggéré l'historiographie, le président de l'IOS ne s'en tient pas qu'au pacifisme petit-bourgeois et réclame une ferme application du droit international. En effet, dans le but de faire sortir la SDN et l'Europe démocratique de la torpeur qui les accable depuis le commencement de la décennie, il suggère de concilier sécurité collective et politique de pacte; de faire cohabiter la SDN avec une « grande union antifasciste » constituée de la France, l'Angleterre, la Russie et des petites puissances démocratiques. Cette alliance sera puissante, assure-t-il, « *parce qu'en même temps dans l'opinion publique des peuples, elle aura une force morale et matérielle des grands pays*⁴⁸. » Il termine son intervention en se référant brièvement à l'Espagne :

*Voulez-vous, pour finir, me permettre de dire un mot d'une affaire singulièrement importante et grave, celle dont l'Internationale aura à s'occuper demain : l'affaire d'Espagne. Guerre civile dira-t-on, guerre de la réaction espagnole contre la République, mais guerre de tous les fascismes contre une seule démocratie*⁴⁹.

Après avoir délibéré, le Conseil général prescrit au ministre des Affaires extérieures ainsi qu'au groupe parlementaire du POB de s'en tenir à la plateforme électorale de 1936. Celle-ci prône la mise en œuvre, au sein du gouvernement de coalition du catholique Paul Van Zeeland, d'une politique extérieure fondée sur la sécurité collective et l'assistance mutuelle, donc conforme aux résolutions de l'IOS⁵⁰. Or, Spaak et le vice-président du POB, Hendrik De Man, ne l'entendent pas de cette oreille. La fracture entre le socialisme national qu'ils revendiquent et l'internationalisme de la vieille garde sera creusée par l'affaire espagnole.

D'ailleurs, en ce qui concerne l'Espagne, un message de solidarité du secrétaire Jean Delvigne est adopté. Il reprend les grandes lignes du télégramme de l'IOS du 23 juillet auquel Delvigne a rajouté le passage suivant : « *Votre victoire que nous souhaitons d'un*

⁴⁷ *Ibid.*, p. 68.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 87.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 86.

*coeur ardent, délivrera non seulement le peuple espagnol, mais consolidera la démocratie et le socialisme dans le monde entier*⁵¹. »

Force est de constater le peu d'importance accordée aux événements d'Espagne jusque-là. En revanche, à partir du lendemain, la question sera à l'avant-plan des préoccupations du mouvement belge pour plus de deux ans.

Solidarité pour l'Espagne : l'appel mondial du 28 juillet

La séance extraordinaire des Bureaux de l'IOS et de la FSI pour l'Espagne se déroule le 28 juillet, date du 22e anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Le peu que nous savons des échanges est qu'un rapporteur ugétiste du nom d'Airlandis clame son indignation face à l'attitude de Blum; qu'il réclame de l'aide pour acquérir des armes; que l'assemblée constate que les Espagnols ont besoin d'armes, qu'ils ont pleinement le droit d'en obtenir et qu'ils ne comptent évidemment pas s'en tenir à la décision de Blum; et enfin, que l'Italie et l'Allemagne ne sauraient s'abstenir trop longtemps d'intervenir⁵².

Le texte d'un appel solidaire intitulé « *La cause de l'Espagne libre est celle de la démocratie universelle* » est adopté⁵³. La masse ouvrière, assure-t-on, est consciente que la crise espagnole constitue une nouvelle phase dans la lutte entre la démocratie et le fascisme; qu'il lui incombe de remplir son devoir de solidarité en faisant tout pour assurer la victoire de la République :

*Ce sont les États fascistes eux-mêmes, ce sont les partis fascistes de tous les pays qui apportent aux rebelles espagnols [...], une aide efficace [...]. Cela seul suffirait à nous dicter envers nos frères d'Espagne notre devoir de solidarité internationale, sous une forme concrète, matérielle, immédiate*⁵⁴.

⁵⁰ « Le POB et le discours de Spaak », *loc. cit.*

⁵¹ Séance du Conseil Général, 27 juillet 1936, p. 5, AMSAB-ISG,1936-07-27_bwp_AR.pdf

⁵² « *There was a general agreement that Italian and German Fascism could not be trusted to observe such restraint, and there was very little doubt that our Spanish friends, who needed certain arms in view of a revolt by 80% to 90% of the army, regretted the policy that was about to be pursued.* » « Memorandum on the Spanish Conflict », *loc.cit.* Voir aussi « L'appel de l'IOS et de la FSI », *Le Populaire*, 29 juillet 1936, p.3.

⁵³ « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 288, IISH, SAI, 20/1/29.

⁵⁴ Fonds international de solidarité, « À toutes les centrales nationales affiliées et amies. À tous les Secrétariats professionnels internationaux. Objet : Espagne », 4 août 1936, IISH, SAI, 2764/32-33. Version anglaise : « To the Affiliated and Sympathising National Centres. To International Trade Secretariats, 'Help for Spain' », 5 août 1936, IISH, SAI, 19/5/5.

En ce qui concerne l'aide matérielle, les instances du Fonds international de solidarité (FIS) des deux Internationales sont priées de centraliser les collectes puis de les acheminer à la zone républicaine. Ensuite, au niveau médiatique, une veille des médias sympathisants avec l'armée insurgée sera réalisée et une campagne de presse rectifiera les propos injurieux. Quant à l'action combative, la Fédération internationale des transports (FIT) imposera un embargo sur le matériel militaire destiné à la zone nationaliste :

Bien que nous ayons la conviction que, jusqu'à l'heure actuelle, du matériel de guerre n'a pas été envoyé aux rebelles en provenance des pays où existent des syndicats libres, nous nous permettons cependant d'appeler les organisations affiliées et sympathisantes à la vigilance, attendu que les États et partis fascistes feront tout ce qui leur est possible non seulement pour seconder directement les rebelles, mais tenteront également de commander et de se procurer dans d'autres pays du matériel de guerre ou du moins d'en acheminer au travers d'autres pays⁵⁵.

Enfin, en ce qui a trait à l'action politique, les Internationales enjoignent à leurs membres d'effectuer les pressions nécessaires pour que l'Espagne recouvre ses droits de commerce : « *Exigez de tous les États démocratiques que, conformément aux règles constantes du Droit International, le Gouvernement régulier et légal de l'Espagne puisse obtenir les moyens nécessaires à sa défense!* ⁵⁶ »

À la fin de la séance, il est décidé qu'une délégation composée de de Brouckère, du président de la FSI et secrétaire du *Trade Union Congress* (TUC), Walter Citrine, puis du rapporteur du *Partito Socialista Italiano* (PSI) en exil, Pietro Nenni, ira immédiatement en Espagne afin d'évaluer la situation et les besoins des camarades républicains. Or, les délais administratifs repoussent le départ de la délégation au 4 août. De plus, la veille, Citrine s'est décommandé. Pour expliquer ce désistement soudain, de Brouckère évoque les réticences de ses collègues anglais. Les archives du TUC, elles, se réfèrent plutôt au désir manifesté par l'ambassadeur espagnol que Citrine rentre expressément afin d'intercéder auprès du gouvernement anglais et des fournisseurs d'armes⁵⁷. Toujours est-il que De Brouckère et Nenni représenteront les deux Internationales⁵⁸. À Madrid, ils font le bilan de la situation

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ « L'appel de l'IOS et de la FSI », *Le Populaire*, 29 juillet 1936, p.3.

⁵⁷ Buchanan, *op.cit.*, p. 49.

⁵⁸ « Memorandum on the Spanish Conflict », *loc.cit.*

des républicains. De Brouckère rentre quelques jours plus tard « *dans un puissant avion mis à sa disposition* » tandis que Nenni reste sur place pour œuvrer à titre de représentant des Internationales, mettre sur pied le service d'information du FIS puis se consacrer à la création de la brigade Garibaldi dont il devient commissaire politique.

Notons que le secrétaire général de la FSI, le Belge Walter Schevenels, les a précédés de quelques jours et qu'il a discuté avec l'UGT d'aide humanitaire et d'acquisition d'armes dans le nouveau contexte généré par le revirement de Blum. De retour à Paris, il s'entretient avec de los Rios et Léon Jouhaux, le chef de la Confédération générale du travail (CGT) française et le vice-président de la FSI. Après que Schevenels leur ait transmis les demandes espagnoles, Jouhaux commente la situation impossible dans laquelle se trouve le chef du gouvernement : les ambassadeurs allemand et italien lui ont signifié que leurs gouvernements « se libèreront de l'obligation de neutralité advenant la poursuite des exportations d'armes⁵⁹ »; l'Angleterre, elle, restera neutre quoiqu'il arrive. De los Rios leur demande néanmoins d'intercéder auprès de Blum tout en l'aidant à acquérir des armes, ce à quoi Jouhaux répond qu'indépendamment du contexte politique en France, il veillera à ce que la République reçoive ses armes. Nous ne connaissons pas le contenu de l'entretien subséquent avec Blum⁶⁰. Ce que nous savons en revanche, c'est que les livraisons se poursuivent discrètement jusqu'à ce que l'ambassadeur anglais somme le premier ministre français de fermer la frontière.

La non-intervention

Acculé au pied du mur, le chef du Front populaire présente le 6 août une proposition de non-intervention dans l'espoir de compromettre diplomatiquement les puissances fascistes⁶¹. Le projet de loi n'a pas encore été déposé à la chambre que Blum pense démissionner. À l'ambassade d'Espagne, il fond en larmes devant Jimenez de Asua et de los Rios⁶², leur fait part des insomnies et des douleurs d'estomac qui l'affligent depuis

⁵⁹ Buchanan, *op.cit.*, p. 48.

⁶⁰ Schevenels, *op.cit.*, p. 248

⁶¹ « Rapport du Secrétariat de l'IOS », *loc.cit.* Voir aussi Buchanan, *op.cit.*, p. 38.

⁶² Voir l'entrevue avec Pietro Nenni dans George Soria, *Guerre et révolution en Espagne, 1936-1939*. Tome 2, Paris, Laffont, 1976, [S.P.].

quelques jours, pour ensuite s'exclamer : « *Nous sommes des salauds si nous ne tenons pas nos promesses!* » Face à l'intention manifeste du premier ministre de démissionner, les diplomates espagnols le convainquent de ne pas commettre l'irréversible, que d'occuper le pouvoir reste le meilleur moyen d'aider la République tout en prévenant l'avènement d'un cabinet hostile au *Frente popular*. Le cruel dilemme est résumé en ces termes par l'IOS :

[...] *le rapport de force entre les éléments bourgeois et prolétaires de la majorité gouvernementale était tel qu'au début du mois d'août Léon Blum n'avait le choix qu'entre sacrifier le Front populaire sans rendre par là au Front populaire espagnol aucun autre service qu'une manifestation de sympathie héroïque, mais purement platonique, ou s'engager dans la voie d'une politique de moindre mal. À tous les moments décisifs, même les critiques communistes de Léon Blum en France ont hésité devant les conséquences éventuelles et ont maintes fois répété que le devoir suprême était de maintenir le Front populaire en France*⁶³.

Blum reste. Il ratifie la politique de non-intervention le 8 août puis invite les nations européennes à le suivre dans cette voie. Le schéma diplomatique est établi. Hormis les clauses de contrôle naval et de proscription des combattants étrangers, il ne sera pas modifié pendant toute la durée du conflit. Adolf Sturmthal écrira que le prix à payer pour la non-intervention est démesuré : en soumettant la politique extérieure française à celle ultraconservatrice de Baldwin, Blum ouvre la voie au Pacte de Munich de septembre 1938. Or, a-t-il d'autres choix? S'il se ligue avec l'URSS, il perdra sa majorité gouvernementale et cédera le pouvoir à un gouvernement fort probablement hostile au *Frente popular*⁶⁴.

Le mouvement socialiste face à la non-intervention

Tandis que les sections belges, hollandaises, tchécoslovaques et scandinaves appuient la non-intervention sans grand enthousiasme – ils considèrent que la question concerne la

⁶³ « Rapport du Secrétariat de l'IOS », *loc.cit.* En revanche, Zay écrit que « *Les deux promoteurs essentiels de la "politique de non-intervention" furent, dès le début, Léon Blum, président du Conseil, et Camille Chautemps, vice-président. Léon Blum ne l'a pas subie; il l'a croyait personnellement judicieuse. Qu'on se rappelle le courageux discours à Luna-Park.* » Zay, *op.cit.*, p. 136-137.

⁶⁴ Adolf Sturmthal, *The Tragedy of European Labor, 1918-1939*, New York, Columbia University Press, (1943), p. 283. Pour sa part, Zay croit que Blum avait le choix. Il écrit : « *Les hésitations du gouvernement français en juillet 1936 furent décisives. Il eût suffi alors d'une aide insignifiante au gouvernement de Madrid pour qu'il étouffât dans l'oeuf la rébellion. Et personne n'eut pu nous reprocher honnêtement notre concours au seul gouvernement légal de l'Espagne, avec lequel nous étions en droit de traiter. Le problème s'envenima rapidement, on sait pourquoi. La France ne pouvait être que perdante, parce que, là encore, elle fit une politique à mi-chemin, comme avec l'Allemagne après 1920, comme avec l'Italie pour l'Éthiopie. On pouvait intervenir ou ne pas intervenir. On intervint assez pour se le voir reprocher dans le camp adverse, pas assez pour donner aux républicains un appui efficace.* » Voir Zay, *op.cit.*, p. 137-138.

France et l'Angleterre⁶⁵–, le président de l'IOS, lui, y voit une trahison pure et simple : le notoire internationaliste qu'est Blum ne va-t-il pas à l'encontre de l'obligation morale de solidarité à l'égard d'un parti frère? De la sécurité collective? Du principe de la paix indivisible? Le jour même de la ratification de la non-intervention en France, de Brouckère dépose un rapport confidentiel sur sa visite en Espagne. Sa conclusion est que le sort de la République et celui de l'Europe sont intimement liés :

[...] nous sommes arrivés à un moment décisif pour le maintien de la paix, de la démocratie et du socialisme... Maintenant, ou jamais! Peut-être l'Europe n'a-t-elle plus que quelques jours pour se décider. Si elle demeure encore irrésolue et craintive, elle aura fixé son terrible destin⁶⁶.

À l'instar des militants espagnols, le président de l'IOS réclame des éclaircissements sur la ratification de cette « traîtresse » politique par un premier ministre socialiste :

Les délégués de nos deux Internationales ont reçu partout, et dans toutes les fractions, l'accueil le plus fraternel. Ils ont pu démontrer que nos organisations ont fait tout ce qui dépendait d'elles, dans des circonstances difficiles, pour aider la République. Mais on ne leur a dissimulé nulle part l'étonnement douloureux que l'on éprouvait devant l'attitude des gouvernements français et anglais. L'idée de la neutralité entre le gouvernement régulier et une bande d'insurgés, blesse le sens de la justice de nos camarades [...]. Et l'on comprend moins encore la pusillanimité qui empêche d'accorder au gouvernement de Madrid l'aide que l'on permet aux gouvernements fascistes d'accorder aux insurgés. [...] Si la situation actuelle devait se prolonger, les démocraties occidentales risquent de perdre toute considération auprès du peuple espagnol.

Du côté de l'Internationale syndicale maintenant, Schevenels explique que la FSI s'est pliée à cette décision en raison des risques de guerre européenne, de guerre civile en France et des pourparlers infructueux de Citrine avec le gouvernement anglais. Il souligne la grande difficulté à faire avaler la couleuvre aux camarades de l'UGT⁶⁷. Ceux-ci se considèrent à l'avant-garde de la lutte antifasciste mondiale et s'attendent à une pleine solidarité de la part des sections qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme des acteurs politiques influents. Un rapport de la centrale syndicale espagnole estime que les démocraties et tous les antifascistes ne font rien de moins que s'aider eux-mêmes en aidant la République :

⁶⁵ Sturmthal, *op.cit.*, p. 316.

⁶⁶ Cité dans Enzo Collotti, « L'Internazionale operaia e socialista e la guerra civile in Spagna », *Italia contemporanea*, Mars 1987, n. 166, p. 11.

⁶⁷ Schevenels, *Ibid.*, p. 249.

La solidarité internationale peut se manifester de deux manières : d'une part, celle des gouvernements, qui consiste à renforcer les échanges commerciaux avec le gouvernement légitime d'Espagne tout en lui facilitant l'acquisition d'armes, d'autre part, celle des organisations antifascistes mondiales qui, en nous aidant, cherchent à éviter d'être soumises à leur tour à cette torture affligeant les Espagnols⁶⁸.

Les socialistes d'Espagne exigent donc une solidarité concrète et effective – non pas que morale et humanitaire. En évoquant incessamment « l'obligation morale de solidarité socialiste » tout au long du conflit, en convoquant sans relâche des séances des deux Internationales et en forçant ces dernières à se positionner clairement et fermement, le PSOE et l'UGT sont à l'origine d'un important regain d'activité internationaliste dans la deuxième moitié des années trente. Un enjeu fondamental de cet effort de mobilisation, effort recevant par ailleurs un appui actif des militants internationalistes, est de transcender les résistances des sections qui dirigent un gouvernement, participent au pouvoir ou, à l'instar des travaillistes, constituent une force oppositionnelle influente et susceptible de retourner au pouvoir. Bref, le socialisme international constitue un canal diplomatique permettant de pallier l'indifférence de la SDN et des démocraties. Les Espagnols vont l'utiliser à fond dans leur campagne pour l'abrogation de la non-intervention.

La SFIO est dans l'ensemble solidaire à la République espagnole. La faction majoritaire « pacifiste », qui regroupe Blum, Salomon Grumbach, Oreste Rosenfeld, Bracke et Paul Faure⁶⁹ défend la non-intervention en public tout en détournant le regard des envois d'armes effectués dans le cadre de « la non-intervention relâchée », politique d'intervention officieuse en Espagne. On espère éventuellement convaincre l'opinion française d'abroger la non-intervention.

La tendance dite « belliciste » incarnée par Jean Zyromski, le secrétaire de la Fédération de la Seine, réclame une assistance militaire d'envergure pour la République. Zyromski reste cependant un militant loyal, discipliné, qui est de surcroît conscient des graves

⁶⁸ « *La solidaridad internacional puede manifestarse de dos maneras : Una, la que deben prestar los Gobiernos reconociendo el derecho que asiste al Gobierno legítimo de la Republica, intensificando su comercio con Espana y facilitando a su Gobierno legal todas la posibilidades para que adquiera las armas, con las cuales salve a Espana de la inversion. La otra solidaridad han de prestarla las organizaciones antifascistas del mundo, las cuales al canalizar hacia Espana su solidaridad, no hacen otra cosa mas que ayudarse a si mismas para no verse manana sometidas a la misma tortura que estan pasando los espanoles.* » Voir UGT, *Documento informativo de la GCE*, IISH, SAI, 2763f / 46-52.

⁶⁹ Grumbach est député, Rosenfeld est rédacteur en chef du Populaire, Bracke supplée Blum au poste de directeur politique du journal et Paul Faure est le secrétaire général du parti.

conséquences qu'entraînerait la chute du Front populaire. À l'extrême gauche du parti, Marceau Pivert, le dirigeant de cette même Fédération de la Seine, parvient à l'aide d'une cabriole sémantique à concilier désarmement et revendications d'aide militaire pour l'Espagne. Il prône pourtant le défaitisme révolutionnaire à l'instar du *Partido obrero de unificación marxista* (POUM) catalan et de son Internationale méconnue : le Bureau de Londres. Toujours est-il que la gauche SFIO regroupée au sein de la tendance *La bataille socialiste* fondera sous peu le *Comité d'aide socialiste pour l'Espagne* (CASPE) afin de promouvoir l'abrogation de la non-intervention au sein même du PS français.

La CGT, elle, ne cache pas son indignation envers la politique gouvernementale tout en se chargeant du travail de terrain de la campagne extralégale orchestrée par le ministre socialiste des finances Vincent Auriol, son sous-chef de cabinet Gaston Cusin⁷⁰, le ministre de l'Air Pierre Cot et son chef de cabinet Jean Moulin. C'est la « non-intervention relâchée » que Blum décrira en ces termes une décennie plus tard :

Devant l'évidence de leur mauvaise foi, devant leur refus de se soumettre à un contrôle efficace, nous avons alors fait comme eux. Nous avons fourni des armes sans le dire et surtout, car nos disponibilités d'alors étaient bien faibles, nous en avons fait passer. Nous avons pratiqué la «non-intervention relâchée», ce qui veut dire que nous avons organisé presque officiellement la contrebande. Cette organisation a fonctionné pendant toute la durée du gouvernement du Front Populaire et lui a même survécu assez longtemps. J'en ai assumé publiquement la responsabilité⁷¹.

En Belgique maintenant, le POB participe au gouvernement coalitionnaire de Van Zeeland depuis juin. Contre toute attente, ce n'est pas le président du parti et ex-président de l'IOS, Émile Vandervelde, qui a obtenu le ministère des Affaires étrangères, mais le jeune Spaak qui n'a aucune expérience en la matière. À la suite de sa conversion au planisme de De Man, il revendique un socialisme national tout en dépréciant l'internationalisme de la vieille garde qu'il trouve dépassé. C'est ce qui explique que Spaak puisse s'aligner le plus souvent sur la politique du gouvernement et non sur celle du POB⁷².

⁷⁰ Cusin est un ancien dirigeant du syndicat des douaniers. Il est nommé par Blum comme délégué aux relations interministérielles avec la République espagnole. Il le restera jusqu'à la fin du conflit. Voir Jean Maitron, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Vol IV : 1914-1939 : De la Première à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1983, ainsi que Soria *op.cit.*

⁷¹ Lefranc, *Ibid.*, p. 337.

⁷² Janet Polasky, *The Democratic Socialism of Emile Vandervelde ; Between Reform and Revolution*, Oxford, Berg, 1995, p. 231-232.

Au début août, Spaak approuve la proposition de Blum d'interdire l'exportation d'armes à l'Espagne. Or, le POB voit les choses différemment et entend poursuivre sa propre non-intervention relâchée. Le 4 août, le secrétaire wallon du parti, Jean Delvigne, ouvre la séance du Bureau du Conseil Général en déclarant tout bonnement :

Les camarades espagnols nous ont demandé de nous mettre à leur disposition, Indalecio Prieto est en réalité le chef du gouvernement et de los Rios est à Paris [...]. Il m'a demandé de nous mettre à sa disposition pour leur rendre certains services. Pour le moment ce qu'il importe surtout, c'est d'acheter des armes. À cette fin, il faudrait que DeBlock aille en Hollande et moi en Angleterre⁷³.

La requête de Delvigne est adoptée sans coup férir.

La position de Delvigne est la même que celle de Zyromski : profondément indigné par l'arrêté gouvernemental concernant l'interdiction d'exporter des armes à l'Espagne, il ne désire pas pour autant que des attaques soient dirigées à l'encontre du gouvernement : « *L'essentiel est de fournir aux Espagnols ce dont ils ont besoin. Si on critique le gouvernement, cela n'aboutira qu'à renforcer la surveillance sur le transport d'armes. Faisons le moins de bruit possible autour de cette question⁷⁴.* » Or, à la différence de Zyromski, Delvigne est proche du milieu de la défense – son père Isy Delvigne n'est-il pas pressenti comme prochain commissaire aux armements? Le secrétaire wallon du POB prend de surcroît une part active dans l'acquisition et l'acheminement d'armes vers la République; il collabore à cet escient avec la branche belge de la FTI⁷⁵.

Le 18 août, agissant sans l'accord de son parti, Spaak fait adopter la non-intervention par le gouvernement Van Zeeland⁷⁶. Le POB et la Commission syndicale belge se réunissent immédiatement pour en discuter. Corneille Mertens, qui est secrétaire général de la centrale syndicale et sénateur, déclare « *nous sommes en train de jouer un jeu de dupes* » puisque la non-intervention profite aux rebelles tandis que « *Nos amis espagnols ont besoin de*

⁷³ Séance du Bureau du Conseil Général, 4 août 1936, p. 1, AMSAB-ISG, 1936-08-04_bwp_BU.pdf

⁷⁴ *Ibid.*, p.12

⁷⁵ Voir la note de bas de page # 30 dans José Gotovitch, “La Belgique et la Guerre civile espagnole : un état des questions”, *Revue Belge d'Histoire Contemporaine / Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 14, 1983, 3-4, p. 508.

⁷⁶ « Memorandum on the Spanish Conflict », *loc.cit.*

*techniciens de mitrailleurs, des officiers d'état-major, des armes et munitions [...] surtout des avions*⁷⁷. » Or, Mertens, à l'instar de Blum et Delvigne, craint que de désertier le pouvoir favorisera le camp rebelle puisqu'il deviendra encore plus difficile – ou tout bonnement impossible – d'aider le *Frente popular* : « *nous ne voulons pas poser un acte qui disloquerait le Gouvernement, car les rebelles en profiteraient et ensuite, nous ne pourrions plus aider nos amis.* » Et lorsqu'il deviendra impossible d'aider les républicains, poursuit-il, il sera temps d'exiger l'abrogation de la non-intervention : « *Si on ne peut pas fournir ouvertement le tout à nos amis, il faudrait que notre Gouvernement fasse une démarche auprès des anglais et français pour que ce jeu ne continue pas*⁷⁸. » Lorsqu'Achille Delattre, un membre du Bureau du parti, lui rappelle que la SFIO défend toujours la non-intervention, Mertens renvoie la question aux Internationales : « *Les deux internationales vont s'occuper de cette question et on y décidera quelle attitude il faut prendre pour aider le gouvernement espagnol*⁷⁹. » Les propos de Mertens ont de quoi surprendre lorsqu'on sait qu'il deviendra sous peu un ardent défenseur du neutralisme. En effet, la Commission syndicale belge, qui devient en février 1937 la Confédération générale du travail de Belgique (CGTB), jouera un rôle clé dans la percée au sein du POB de la tendance dite socialiste nationale incarnée par Spaak et De Man. Ceux-ci priorisent les enjeux économiques et la participation gouvernementale au détriment de la solidarité internationaliste⁸⁰.

En Angleterre, la situation diffère grandement puisque les travaillistes sont dans l'opposition. Leur lobbying n'est cependant pas négligeable. Citrine, qui entretient de bonnes relations avec Eden et le sous-secrétaire du *Foreign Office* Robert Vansittart⁸¹, ne parvient cependant pas à modifier la ligne gouvernementale et encore moins à obtenir des armes pour la République. Au sein même du LP, Stafford Cripps, Harold Laski et Herbert

⁷⁷ Séance du Bureau du Conseil Général, 18 août 1936, p.24, AMSAB-ISG, 1936-08-18_bwp_BU.pdf

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ À ce sujet, Sturmthal écrit « *Undeterred, the Trade Unions continued to back Spaak and De Man, for any other course would have disrupted the government coalition and forced the socialists out of the government. This the union leaders feared above all.* » Sturmthal, *op. cit.*, p. 317.

⁸¹ Citrine lui transmet depuis 1933 les renseignements colligés par la FIT sur les activités maritimes allemandes. Il le gardera informé des envois d'armes à Franco tout au long de la guerre civile.

Voir la note de bas de page # 100 dans Buchanan, *op. cit.*, p. 100.

Morrison prônent une solidarité totale envers la République⁸², tandis que le chargé du Bureau international du parti, William Gillies, priorise les intérêts britanniques. Détail non négligeable, le LP est dominé à cette époque par le TUC, lui-même sous la férule du bloc Citrine, Hugh Dalton et Ernest Bevin. Ceux-ci éprouvent des réserves face au « maximalisme » de la faction caballeriste au sein du mouvement espagnol. Citrine ne déclare-t-il pas lors d'une conférence travailliste « [...] *one could say that there were a shrewd suspicion that if the Fascists had not started trouble, Caballero and his friends would have done [...]* »⁸³. Ils sont de surcroît anticommunistes et regardent d'un mauvais oeil le frontpopulisme. En un mot, les chefs syndicalistes se préoccupent avant tout des effets collatéraux de l'affaire espagnole sur leurs militants : accroissement de l'activisme et du sentiment unitaire, ou encore, vague d'indignation dans le milieu ouvrier catholique en raison des histoires de prêtreicide.

Pendant toute la durée du conflit, les dirigeants syndicalistes anglais auront un double discours : solidaires à la cause républicaine en public, ils critiqueront leurs confrères espagnols en privé. Respectant toutefois la volonté de la base militante, ils seront à l'origine du raffermissement de la politique espagnole des Internationales. Or, leur influence auprès du gouvernement tory est quasiment nulle et cela ne va pas sans décourager Citrine qui a intercédé à plusieurs reprises dans le premier semestre de la guerre pour faire sortir des armes du pays, mais sans succès. Il en vient à croire que seule l'action politique et humanitaire est possible⁸⁴. C'est que Citrine, tout comme la plupart des dirigeants socialistes britanniques, a un fort penchant insulaire et légaliste. Il reste néanmoins actif et s'entretient fréquemment avec le ministre des Affaires étrangères au sujet de l'Espagne. Par exemple, peu après la ratification de la non-intervention, Citrine visite Eden en compagnie de Gillies et du secrétaire général du LP, James Middleton, pour l'informer du côté pervers de cette politique. Ils se disent inquiets que l'Allemagne et l'Italie aident les rebelles alors que les démocraties, elles, optent pour une « fausse neutralité » qui empêche un gouvernement légitime de se défendre. Ils craignent que « *It would be an international disaster of the first magnitude for a properly elected Government to be overthrown by an*

⁸² Buchanan, *op. cit.*, p. 39.

⁸³ Buchanan, *op. cit.*, p. 45-46

⁸⁴ Buchanan, *op. cit.*, p. 49, 100.

*internal rebel whose victory was made possible by external assistance*⁸⁵. » Eden se montre réceptif tout en répliquant que, pour l'instant, son gouvernement s'accorde avec la décision du gouvernement français de contenir la crise espagnole; que de suivre une autre politique accroîtra le risque de guerre continentale. En revanche, il concède que si la non-intervention échoue, il faudra dès lors reconsidérer la politique extérieure britannique⁸⁶.

En résumé, les cadres socialistes des démocraties européennes se cantonnent dans trois positions :

- un premier camp voit la non-intervention comme la solution au défi posé par la guerre en Espagne à la stabilité européenne. Il considère que son application bilatérale donnera l'avantage, à court terme, aux républicains;
- un second camp revendique l'abrogation de la non-intervention et l'assistance militaire à la République, tout en défendant la participation gouvernementale. Cette position donne lieu à la non-intervention relâchée;
- le troisième camp trouve le binôme « démocratie c. fascisme » réducteur et priorise la dimension nationale du socialisme. Sa préoccupation principale n'est donc pas de trouver les moyens d'aider la République, mais de définir dans quelle mesure la question espagnole doit interférer dans les affaires nationales⁸⁷. Précisions que les cadres socialistes des petites puissances, lorsqu'ils ne sont pas internationalistes, adhèrent à cette troisième position puisqu'ils considèrent que l'affaire d'Espagne relève de la compétence des puissances démocratiques, soit la France et l'Angleterre.

Pour tout dire, la question découle du vieux débat irrésolu sur l'attitude des Internationales face à la guerre et au fascisme. Ce point d'achoppement entravera considérablement la

⁸⁵ « Memorandum on the Spanish Conflict », *loc.cit.*

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ Buchanan, *Ibid.*, p. 57.

définition d'une position commune sur l'Espagne, notamment dans la forme qu'est appelée à prendre la campagne de solidarité.

Pour une campagne offensive : les recommandations d'un militant de la Fédération internationale des transports

À l'insistance de Jouhaux, Schevenels accepte d'endosser un événement ouvert aux sympathisants de la République espagnole le 13 août à Paris. L'objectif de la « Conférence européenne pour la défense de la République espagnole et de la Paix » est le regroupement des diverses initiatives solidaires⁸⁸. De son côté, Citrine ne daigne même pas répondre à l'invitation et ne masque pas son désagrément face à l'implication du secrétaire général de la FSI à cette réunion non protocolaire. C'est que Citrine s'objecte à ce que des militants socialistes participent à titre personnel à des initiatives multipartites.

Dans une atmosphère informelle, des orateurs s'enchaînent. Parmi les socialistes, nous retrouvons de Brouckère, Jean Pierre-Bloch, député SFIO et journaliste du *Populaire*, puis la députée travailliste Ellen Wilkinson. L'assemblée adopte une déclaration qui n'est aucunement incriminante pour Blum – il a fait son possible vu les circonstances⁸⁹. Or, la confusion régnant à la conférence semble confirmer la nécessité de faire campagne seul. De l'avis de Schevenels, les expériences passées en matière d'initiatives conjointes n'ont jamais été concluantes et il y a de surcroît le risque que des gestes ou des déclarations de groupements non socialistes mettent les Internationales dans l'embarras. Le contrôle des initiatives solidaires est du reste fondamental pour la FSI⁹⁰.

L'Internationale syndicale regroupe en son sein des secrétariats professionnels dont le plus puissant est la Fédération internationale des transports ou FIT⁹¹. Cette dernière n'a d'ailleurs pas l'habitude de s'empêtrer de légalisme lorsque la solidarité ouvrière est en jeu. Trouvant

⁸⁸ Cette conférence donnera naissance à la Commission Internationale de Coordination et d'Information pour l'Espagne républicaine (CICIER). La Centrale sanitaire internationale (CSI) émergerait de ce comité en janvier 1937. George Soria, *Guerre et révolution en Espagne, 1936-1939*. Tome 3, Paris, Laffont, 1976, pp. 289, 318-319.

⁸⁹ Buchanan, *op. cit.*, p. 50

⁹⁰ « Camarade Jean Cassou », 14 août 1936, IISH, SAI, 2763/7-9. Voir aussi Buchanan, *op. cit.*, p. 50.

⁹¹ Le chef de la FIT, Edo Fimmen, est d'ailleurs l'ancien secrétaire général de la FSI. Il avait démissionné du poste à la suite de l'échec de la grève générale contre l'occupation de la Rhur par l'armée française. Voir André Narritsens, « Le syndicalisme international », *Cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale*, no 100, p. 8.

futile de prendre la parole à la conférence en question, un cadre de la FIT fait parvenir ses suggestions par écrit à Jean Cassou, membre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) et fonctionnaire au ministère de l'Éducation nationale et des Beaux-arts du Front populaire⁹². Tout ce que nous savons de l'auteur de la lettre est qu'il s'apprête à visiter la Fédération des transports espagnole et le syndicat des cheminots. Sa missive, elle, est intéressante puisqu'elle décrit la campagne politique envisagée par les militants les plus internationalistes : celle-ci repose sur deux principes, soit le caractère transnational de la Guerre civile espagnole et le recours à un socialisme offensif. L'auteur soumet une série de points qui, à l'instar d'autres points plus « délicats », devront être discutés lors d'une réunion réunissant des personnalités de confiance.

La campagne politique visera avant tout à renforcer « *le mouvement démocratique offensif*⁹³ » par le biais de rencontres et de manifestations. L'auteur évoque par ailleurs Jouhaux, qui a insisté sur la nécessité « *de mettre un terme à l'hésitation et à l'irrésolution des gouvernements démocratiques vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie* » et qui a dénoncé la « crainte de la guerre » dont les concessions sempiternelles ne font qu'alimenter l'arrogance fasciste.

En ce qui concerne l'abrogation de la non-intervention, on effectuera des pressions à tous les niveaux. Le LP jouera ici un rôle déterminant en tâchant de convaincre la Chambre des communes que sa politique compromet gravement la démocratie tout en accroissant le risque d'une guerre européenne qui sera néfaste pour l'Empire britannique.

Sur le front médiatique, on convoquera une conférence de presse à Paris avec des personnalités éminentes qui exposeront l'argumentaire suivant : le gouvernement légitime de la République ne cherche pas à instaurer la dictature du prolétariat et lutte plutôt pour la survie des institutions démocratiques contre une armée insurgée qui est appuyée par Hitler et Mussolini; les insurgés sont beaucoup plus brutaux que les milices et troupes gouvernementales; des lieux saints sont irrémédiablement endommagés lorsque des troupes

⁹² http://www.ordredelaliberation.fr/fr_compagnon/184.html

⁹³ Souligné dans le texte. « Camarade Jean Cassou », *loc. cit.*

rebelles les utilisent. Cet argumentaire devra être propagé par tous les moyens, y compris dans les contrées autoritaires.

La radiophonie n'est pas oubliée : « *Il est nécessaire finalement que nous passions vis-à-vis des émissions fascistes d'une défensive très insuffisante à une offensive énergique*⁹⁴. » Notre militant propose à cet escient d'accroître l'utilisation ainsi que la puissance des antennes à Strasbourg, Prague ou au Luxembourg, puis d'installer un puissant émetteur pour le compte du gouvernement républicain afin de diffuser des communiqués en plusieurs langues, plus particulièrement en allemand et en italien.

Pour sa part, la FSI effectue une grande campagne de « clarification » des griefs républicains, plus particulièrement dans les endroits où la sympathie pour la cause républicaine est faible. Dans son histoire de la FSI, Schevenels évoque la grande quantité de circulaires destinées aux militants, les communiqués de presse, les appels solidaires, ainsi que les nombreuses conférences ayant lieu en Scandinavie, en Suisse, en Angleterre, aux États-Unis et au Canada. Schevenels insiste particulièrement sur ses tournées avec Citrine en Amérique du Nord, dont l'objectif est « *to enlighten public opinion and collect important funds for the defence of democratic Spain*⁹⁵. »

La réunion conjointe du 21 août

Le 21 août, à la demande expresse des Anglais, se tient à Paris une séance conjointe de l'IOS et de la FSI. Y assistent les présidents et secrétaires des deux Internationales ainsi que les rapporteurs des sections anglaises, françaises et belges, soit Gillies, Jouhaux, Bracke, Longuet, Zyromski, Mertens et Delvigne⁹⁶. Ils échangent sur leurs campagnes respectives, sur les moyens utilisés pour aider la République à acquérir des armes puis sur l'embargo imposé au camp nationaliste⁹⁷. Vient ensuite le point litigieux des origines de la non-intervention. Français et Anglais se rejettent le blâme dans une scène disgracieuse qui se

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Schevenels, *op. cit.*, p. 250.

⁹⁶ Circulaire, 22 août 1936, IISH, SAI, 3400.

⁹⁷ « Memorandum on the Spanish Conflict », *loc. cit.*

répètera à chaque séance consacrée à l'Espagne⁹⁸. Les délégués s'accordent éventuellement à dire que la non-intervention découle d'une combinaison de circonstances : la funeste attitude de l'Italie et de l'Allemagne; les secteurs fascistes français qui fraternisent avec les rebelles; les éléments conservateurs anglais; l'opinion conservatrice des autres pays, plus particulièrement là où le catholicisme est influent... Tant d'éléments empêchant les écarts de conduite.

Soulignant combien il est pénible d'aller à l'encontre de leurs sympathies politiques, les délégués français croient tout de même que la non-intervention peut favoriser la République à court terme, mais qu'à long terme, l'impétuosité d'Hitler et Mussolini ne pourra être contenue. Qui plus est, l'ambivalence de l'opinion publique des pays démocratiques et l'absence de celle-ci en régime totalitaire freine l'intervention des puissances démocratiques tout en favorisant celle des puissances fascistes.⁹⁹ Un rapport de Nenni lu durant la séance avalise le diagnostic des rapporteurs français :

Il faut considérer le problème des armes et des munitions comme central et essentiel. La stabilisation actuelle ne peut durer et elle se modifiera au profit de celui des deux groupes qui aura reçu le plus d'armes. En ce sens, la situation ici est commandée par la situation en Europe. Si la neutralité est une comédie pour les États fascistes, alors nous pouvons avoir des surprises très désagréables¹⁰⁰.

L'assemblée considère ensuite des alternatives à la non-intervention : « exiger le recours à la force militaire pour bloquer l'alimentation des rebelles » ou encore « laisser les deux camps s'approvisionner librement sur le marché international des armes », puis les rejette en raison des risques qu'elles comportent pour la paix européenne. De toute façon, Blum n'est pas en mesure de ratifier de telles politiques sans l'aval de l'Angleterre et le gouvernement tory n'y souscrita jamais. Et puisqu'aucune puissance n'a d'intérêt à entrer en Guerre pour l'Espagne, les délégués s'accordent à dire qu'un accord diplomatique – la non-intervention – reste le meilleur moyen de restreindre l'implication de l'Italie et de l'Allemagne, de conclure l'assemblée.

⁹⁸ Buchanan, *op. cit.*, p. 52-53.

⁹⁹ « Memorandum on the Spanish Conflict », *loc. cit.* p. 3-4.

Bref, la non-intervention n'est peut-être pas si néfaste puisque l'Italie, l'Allemagne et l'URSS y adhèrent à la fin août. On croit aussi que le Portugal – la porte d'entrée vers le camp rebelle – la ratifiera prochainement. Bracke écrit dans *Le Populaire* que ce compromis diplomatique permet de maintenir le Front populaire et d'arrêter « *tout ce qui [peut] accroître le danger d'une victoire des forces rebelles en Espagne.* » Il défend l'efficacité de la mesure dans les termes suivants : « *Notre gouvernement a prolongé ses efforts pour rendre cette pratique efficace de la part de tous, n'ayant aucune preuve nette que depuis la conclusion des accords, ils eussent été rompus*¹⁰¹. » Même Zyromski semble convaincu des bienfaits de la non-intervention. Dans un rallye pour l'Espagne républicaine, il clame : « *La paix internationale est liée à la victoire – de plus en plus certaine – des républicains espagnols* », et ce malgré que la non-intervention soit « *peut-être momentanément obligatoire* ». À la foule en liesse, il fait part de son espoir que l'embargo devienne unilatéral : « *Ce qu'il faut obtenir [...] c'est que l'aide soit refusée aux seuls rebelles, mais que le gouvernement régulier puisse librement se ravitailler*¹⁰² ».

Côté anglais, une majorité de travaillistes croit elle aussi qu'il n'y a pas lieu de prôner l'abrogation de la non-intervention tant qu'elle se voit appliquée bilatéralement.

Vers la reconsidération de la non-intervention

Au début septembre, des entretiens ont lieu à Paris entre Blum, Jouhaux, de los Rios, des cadres des Internationales ainsi qu'une délégation travailliste composée de George Hicks, George Dallas, Dalton et Gillies. La CGT vient de changer son fusil d'épaule et milite désormais pour l'abrogation de la non-intervention. Elle demande à ce que les Anglais fassent de même. Or, les chefs syndicalistes anglais sont persuadés que de revendiquer l'abrogation en Angleterre ne fera qu'embarrasser Blum sans apporter par là aucune aide au gouvernement espagnol¹⁰³. La base militante, elle, voit les choses autrement. Le délégué des organisations de l'ameublement Bill Zak et le député travailliste Herbert Morrison

¹⁰⁰ Nenni à Adler, 21 août 1936, IISH, SAI, 2770a. Voir aussi Fonds International de Solidarité pour l'Espagne, 'Rapport intérimaire arrêté le 4 septembre 1936', p.4. IISH, SAI, 479/14-18.

¹⁰¹ Bracke, « Clarté nécessaire », *Le Populaire*, 5 septembre 1936, [S.P.].

¹⁰² « Vive l'Espagne républicaine! Vive la Paix! », *Le Populaire*, 26 août 1936, p. 3.

¹⁰³ Buchanan, *op. cit.*, p. 64-65.

déposent lors des congrès du TUC et du NCL leurs motions condamnant la non-intervention et enjoignant les Internationales à faire campagne pour son rejet. Mais les motions sont successivement défaites par Citrine et Bevin qui évoquent l'absence de preuves concrètes d'intervention.¹⁰⁴

Le Comité de non-intervention – ou Comité de Londres – siège pour la première fois le 9 septembre¹⁰⁵. En sortant ainsi la question espagnole du cadre de la SDN, les puissances démocratiques espèrent que l'Italie et l'Allemagne resteront compromises diplomatiquement, la première étant réticente à siéger à Genève depuis l'affaire abyssine et la seconde ayant quitté la SDN en 1933. Le hic c'est que le sort de la République espagnole relève désormais de la politique de puissance, non plus du droit international. Cette situation accroît cependant l'importance accordée par le PSOE et l'UGT au canal diplomatique socialiste international, d'autant plus qu'un socialiste, Largo Caballero, vient d'être nommé chef du gouvernement en Espagne.

À cette période, une délégation de l'IOS et de la FSI se rend à Madrid pour mettre sur pied le Comité espagnol du Fonds international de solidarité (FIS). Elle se compose de Georges Stolz, secrétaire adjoint de la FSI, Jean Delvigne, secrétaire du POB et membre de l'Exécutif et de la commission administrative de l'IOS, et de John Price, membre du secrétariat de l'IOS ayant fait ses preuves lors de la crise autrichienne¹⁰⁶. Nenni les accompagne. Les pourparlers avec Largo Caballero (alors premier ministre et ministre de la Guerre) et Indalecio Prieto (ministre de la Marine et de l'Air) les 14 et 15 septembre ne sont pas des plus aisés¹⁰⁷. Caballero exprime sa déception que Blum puisse appliquer une politique qui favorise les insurgés tout en reprochant aux Internationales de ne pas avoir fait suffisamment de pressions pour empêcher la ratification de la non-intervention. Prieto, lui, dresse un parallèle avec le manque d'appui des Internationales lors du soulèvement des mineurs asturiens en octobre 1934. La délégation ne peut que constater leur manque d'intérêt pour l'aide humanitaire; qu'ils désirent plutôt une assistance pour faire entrer des

¹⁰⁴ Buchanan, *op. cit.*, p. 60-61, 66-67

¹⁰⁵ Y siègent les 5 puissances directement concernées par la guerre en Espagne (France, Angleterre, Allemagne, Italie et URSS) et une quinzaine de pays de moindre envergure, dont la Belgique.

¹⁰⁶ Friedrich Adler aux secrétariats de l'UGT et du PSOE, September 10, 1936, IISH, 2763a/35-36.

armes en zone républicaine et pour faire révoquer la non-intervention¹⁰⁸. Or, Caballero et Prieto vont finalement consentir à la mise sur pied du Comité espagnol du FIS, en échange de quoi les Internationales devront rejeter la non-intervention et lancer une campagne majeure pour son abrogation. Cela est d'autant plus important que la représentativité de l'Espagne à la SDN est menacée.

À la fin septembre, Alvarez del Vayo, le ministre socialiste des Affaires extérieures de la République, présente à la SDN les preuves d'intervention allemande et italienne en Espagne. Dans son allocution, il déclare que la non-intervention, malgré qu'elle puisse constituer un précédent très dangereux – un coup mortel à la sécurité collective –, recevrait néanmoins l'appui de son gouvernement si elle était appliquée bilatéralement. Or, ce n'est pas le cas :

Mais quand le régime normal des relations commerciales avec l'Espagne se trouve soudain interrompu, quand les contrats conclus par le gouvernement espagnol avant le soulèvement sont annulés, qu'il nous soit permis de déclarer, une fois de plus, que cette politique de non-intervention a été faite uniquement au détriment du gouvernement et par conséquent au profit des rebelles. [...] Dans la pratique, ce qu'on appelle la non-intervention se traduit par une intervention effective, directe et positive en faveur des rebelles¹⁰⁹.

Or, le chef républicain des Affaires étrangères s'est déplacé en vain. La France et l'Angleterre tiennent mordicus à la non-intervention et le secrétaire général de la SDN, Joseph Avenol, ne désire surtout pas que la question espagnole ruine ses efforts visant à assurer la présence de l'Italie aux séances et le retour éventuel de l'Allemagne. C'est d'ailleurs pourquoi il a refusé de publier les documents probatoires déposés par Alvarez del Vayo, forçant ainsi la délégation espagnole à les publier ainsi qu'à les distribuer par ses propres moyens¹¹⁰.

Alors que la question ne débloque pas du côté de la SDN – qu'elle reste confinée au Comité de Londres –, d'importants débats au sein du socialisme international vont mener à la

¹⁰⁷ Caballero compile alors les fonctions de chef du gouvernement et ministre de la Guerre. Prieto est ministre de l'Air et de la Marine.

¹⁰⁸ Fonds de Solidarité International, « Rapport de la Délégation en Espagne, du 10 au 21 septembre 1936 », 25 septembre 1936, p.2, IISH, SAI, 479/19-24.

¹⁰⁹ Jean Zyromski, « Oui ou non laissera-t-on assassiner la République espagnole ? », *Le Populaire*, 2 octobre 1936, p. 6.

¹¹⁰ *Ibid.*

condamnation formelle de la non-intervention. En effet, le mouvement de reconsidération a pris de l'ampleur et il est impossible de le contenir plus longtemps.

D'Espagne, Nenni lance un appel au nom du gouvernement Caballero en faveur de l'abrogation de la non-intervention et pour l'imposition d'un embargo envers le camp nationaliste.¹¹¹ Zyromski, lui, raffermi son propos. Dans sa colonne du *Populaire*, il écrit que la question « *qui se pose brutalement* » à la suite du discours d'Alvarez del Vayo est la suivante : « *Oui ou non laissera-t-on assassiner la République espagnole?* » Il fait part de cette « émotion dans les milieux socialistes; ce désir de reconsidération et d'abrogation de la non-intervention gagnant du terrain de jour en jour en raison des preuves d'intervention italienne et allemande¹¹². » Considérant la disproportion grandissante entre l'arsenal nationaliste et républicain, « *il n'est plus possible de se taire, il n'est plus possible de se réfugier dans l'équivoque; il n'est plus possible de continuer à être dupe* », conclut-il.

La séance commune des 27 et 28 septembre

Le 27 septembre, l'Exécutif et le Bureau de l'IOS sont réunis pour entendre le bilan de Jimenez de Asua – qui vient d'être nommé ambassadeur et chargé d'affaires à Prague¹¹³ – et discuter du rapport de la mission de Stolz, Delvigne et Price¹¹⁴. Le lendemain 28 septembre, la séance commune des Internationales convoquée par l'UGT¹¹⁵ se déroule en l'absence de Citrine et Schevenels partis promouvoir la cause républicaine en Amérique du Nord¹¹⁶. C'est donc Jouhaux et de Brouckère qui président cette réunion dont l'objectif est de déterminer si les preuves d'interventions présentées à la SDN justifient un changement de ligne¹¹⁷.

¹¹¹ Enzo Collotti, *loc. cit.*, p. 11.

¹¹² Zyromski, *loc. cit.*

¹¹³ Berdah, Jean-François, « Un réseau de renseignement antinazi au service de la République espagnole (1936-1939) : Le mouvement Neu Beginnen et le Servicio de Informacion Diplomatico Especial (SIDE) », dans Guelton, Frédéric et Abdil Bicer (dir.), *Naissance et révolution du renseignement dans l'espace européen (1870-1940)*, 2006, p. 295-322.

¹¹⁴ « LSI Executive and Bureau », 27 septembre 1937, NMLH, LSI Papers.

¹¹⁵ « Adler aux membres de l'Exécutif de l'IOS », 16 septembre 1936, IISH, Spanish Civil War File (SCW), 6/2.

¹¹⁶ Schevenels, *op. cit.*, p. 250. Voir aussi

¹¹⁷ On rapporte que 16 centrales syndicales nationales sont représentées ainsi que 13 secrétariats professionnels pour la FSI. Tous les membres de l'Exécutif de l'IOS sont présents. « Compte rendu de la réunion mixte du Conseil Général de la FSI et du Comité exécutif de l'IOS, tenue le 28 septembre 1936 à Paris », p.1., IISH, SAI, 479/48-57.

Les rapporteurs de l'UGT et du PSOE prennent la parole. Pascual Tomas, le secrétaire général de l'UGT, remercie les sections des Internationales pour l'assistance morale, financière et matérielle, tout en spécifiant que l'aide militaire reste la plus importante. En effet, les rebelles ont mis la main sur la majorité des arsenaux et ils sont sur le point de s'emparer de la cartoucherie de Tolède – la première d'Espagne. Les insurgés sont de surcroît approvisionnés par le Portugal, qui n'est pas signataire de l'accord de non-intervention. La partie est trop injuste, déplore-t-il, une République désarmée contre une armée rebelle soutenue par trois États fascistes. « *On ne peut pas nous abandonner, car cela ne serait certainement pas de la neutralité, mais une aide indirecte [...] à la rébellion* », s'exclame Tomas.

Il critique vertement les démocraties qui, après avoir soutenu le gouvernement « illégitime » d'Alejandro Lerroux lors du soulèvement d'Asturies en 1934, restent aujourd'hui indifférentes au sort de la République « [puisqu'en] *vérité, ces gouvernements paraissent craindre le progrès social et l'avènement socialiste*¹¹⁸ ! » Tomas a la certitude que la non-intervention va à l'encontre de leurs intérêts en rendant possible la victoire nationaliste qui « *sonnera le glas des libertés et de la démocratie* [...] ». Ainsi, la France se retrouvera coincée entre trois puissances fascistes; sa position stratégique et celle de l'Angleterre dans la Méditerranée s'affaibliront; les Baléares deviendront italiennes, les Canaries, allemandes. Par la suite, le Reich procédera à la conquête de l'Europe... Or, les dés ne sont pas jetés et seule une victoire républicaine peut prévenir le désastre : « *Il est de votre intérêt pur et simple de nous aider* », assure le secrétaire général de l'UGT¹¹⁹.

Tomas poursuit en faisant part de ses inquiétudes relativement à la campagne de « calomnies » de la presse bourgeoise. Il regrette qu'elle puisse alimenter les tergiversations au moment où l'opinion publique doit être éclairée et que le mouvement socialiste doit passer à l'offensive :

Il nous paraît nécessaire que la FSI et l'IOS adoptent une attitude nette et courageuse vis-à-vis des gouvernements, notamment en France où il y a un gouvernement de Front populaire à direction socialiste. Il se peut que l'adoption de cette attitude, logique et

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ *Ibid.*, p.2.

courageuse, engendre des crises : à vous de déterminer! [...] Je dis à Léon Blum que sa politique erronée est un danger international. Je dis aux camarades belges, qui affrontent un fascisme en formation, que si nous sommes écrasés, le danger grandira pour eux bien plus que s'ils nous aident plus intensivement. Il y a les croix de Feu en France, il y a les rexistes en Belgique; deux énormes dangers qui grandiront si les fascistes espagnols, aidés par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, triomphent¹²⁰.

Puis, s'adressant aux délégués anglais, il leur signifie que l'intransigeance du gouvernement Baldwin ne saurait aucunement entraver l'accomplissement du devoir de solidarité :

Mais sur ces questions oscillant entre la conscience du devoir socialiste et les préoccupations de politique intérieure, je préfère ne pas me prononcer à cette tribune. Je me permettrai cependant de dire à nos amis anglais qu'ils pourraient bien opérer une pression énergique sur leurs gouvernements, pour l'abandon de sa politique de non-intervention. Si le gouvernement anglais ne veut pas modifier son attitude, que les travailleurs britanniques fassent leur devoir de classe et prennent les armes où elles sont pour les envoyer à leurs frères espagnols qui luttent pour eux¹²¹ !

Le message est on ne peut plus clair : le reste de l'Europe, voire le monde, se retrouvera dans la même posture que l'Espagne si des armes ne sont pas envoyées à l'instant :

Donnez-nous des armes camarades, sinon nous serons écrasés et alors la responsabilité retombera, infiniment lourde, sur les peuples qui ont pris le parti commode et irréfléchi de la neutralité. Les rebelles ne font pas de quartier! Nous serons tous assassinés comme tant d'entre nous le furent déjà. Il faut agir, agissez! Notre sang se répand pour vous, ne le méprisez pas. L'UGT demande à la FSI de fournir des armes aux milices qui défendent la liberté du monde afin qu'elles puissent écraser le fascisme et aider au renouveau triomphal de la démocratie en Europe¹²².

Jimenez de Asua enchaîne en clamant que la non-intervention tire son origine de l'Angleterre; la virulence de la campagne contre la République à cet endroit en constitue la preuve irréfutable. Il tient ensuite à lever une ambiguïté : le coup d'État des généraux ne résulte pas du « maximalisme » du *Frente popular*, mais plutôt du « complexe de persécution » d'élites ultraréactionnaires espagnoles qui n'ont jamais digéré les « timides » réformes de la Seconde République depuis son avènement en 1931. Le vice-président du PSOE est catégorique : si la République pêche, elle le fait par son ouverture d'esprit et par ses bonnes intentions – non pas par radicalisme¹²³. Il précise que la racine du problème est la lutte entre l'absolutisme et le libéralisme, que cette dynamique historique ne peut être

¹²⁰ *Ibid.*, p.3-4.

¹²¹ *Ibid.*, p.3-4.

¹²² *Ibid.*, p.4.

¹²³ « The LSI and help for Spain », *International Information*, 17 octobre 1936, p. 386, IISH, SAI, 20/1/10.

altérée par une victoire nationaliste qui fera plutôt jaillir le chaos tant redouté par l'opinion anglaise, tandis que les masses prolétariennes désorganisées « *se jetteront dans les bras des anarchistes* ». Jimenez de Asua se fait alors prophète de malheur : « *si vous nous abandonnez, vous, pays démocratiques pour lesquels ma démocratie répand son sang, craignez la rancune qui s'emparera de nous à l'égard de ceux qui auront oublié leur devoir de nous aider dans l'épreuve*¹²⁴. » Se ressaisissant, il termine en soulignant combien son pays sera un allié précieux lors du prochain conflit mondial en raison de ses ressources naturelles, de sa position stratégique et de ses bases navales.

S'ensuit alors la période de débat. Agissant à titre de modérateur, Jouhaux énonce la problématique : « les preuves déposées par Alvarez del Vayo à la SDN suffisent-elles à exiger des démocraties qu'elles reconsidèrent la non-intervention? » L'assemblée est divisée : d'une part le camp non interventionniste réclame davantage de preuves d'intervention en raison des risques d'escalade, et d'autre part, les opposants à la non-intervention y voient que tergiversations.

S'exprimant au nom du TUC, Hicks tient à ce qu'il soit clair que « *c'est à la demande du gouvernement français que le gouvernement britannique a adhéré à la politique de non-intervention* »¹²⁵. De toute façon, poursuit-il, ce choix politique ne saurait engager les mouvements anglais et français qui ont été placés devant le fait accompli. Il rappelle ensuite que le TUC s'est élevé contre la non-intervention et qu'il exerce continuellement des pressions sur le gouvernement britannique, notamment en ce qui concerne l'attitude du Portugal, tout en se disant persuadé que d'autres preuves d'intervention rendront les tories plus réceptifs. En ce qui concerne l'opinion publique anglaise, il propose d'envoyer une grande délégation internationale en Espagne républicaine afin de faire la lumière sur la situation intérieure.

Pour sa part, Gillies reproche à Tomas et Jimenez de Asua de prêcher l'inéluctabilité d'une guerre mondiale, soulignant combien cette attitude est dangereuse. En revanche, assez paradoxalement d'ailleurs, il trouve nécessaire d'une part de faire « *reculer la guerre*

¹²⁴ « Compte rendu de la réunion mixte », *loc. cit.*, p.7.

jusqu'au moment où les pays démocratiques soient dans une position avantageuse certaine », et d'autre part, d'éviter que l'affaire d'Espagne entraîne les démocraties dans un conflit européen alors qu'elles sont en position de faiblesse. Le chef du Bureau international du LP se dit par ailleurs convaincu que le gouvernement tory modifiera sa position moyennant davantage de preuves d'intervention.

Se produit alors un échange houleux et prolongé sur l'origine de la non-intervention entre le chef du secrétariat du Vêtement, Teun Van der Heeg, et Dallas. Jouhaux reprend éventuellement le contrôle de l'assemblée puis donne la parole au chef syndicaliste tchécoslovaque Rudolf Tayerlé. Celui-ci explique que les grandes puissances ont confiné son gouvernement à la non-intervention et qu'il faudra davantage de preuves d'intervention pour que Prague accepte de réviser sa position.

Le représentant de la tendance modérée du PSI en exil, Giuseppe Emanuele Modigliani, fait l'apologie de la politique du Front populaire en évoquant notamment l'adhésion de l'URSS au pacte de non-intervention. Il craint que de déroger de cette ligne puisse mener à la reconnaissance du camp rebelle par l'Allemagne et l'Italie, justifier l'intervention ouverte de ces dernières et entraîner une guerre continentale. Qui plus est, une ingérence déclarée des démocraties ferait le jeu des fascistes puisque la chute du Front populaire qu'elle entraînerait « *serait une catastrophe égale au moins à la défaite de nos amis espagnols* ». Modigliani demande donc plus de preuves de violation du Pacte de non-intervention avant de prier les démocraties de reconsidérer leur politique.

Arthur Wauters, le directeur politique du *Peuple*, le journal du POB, signifie à Tomas et Jimenez de Asua que « *Le fait qu'un parti collabore au gouvernement d'un pays ne peut faire naître des espoirs démesurés*¹²⁶ ». Il s'avère que le parti tout comme la Commission syndicale belge accomplissent leur devoir de solidarité à l'égard de la République en dépit d'un contexte politique défavorable et d'un matraquage constant de l'opinion publique « par une presse bourgeoise au service des intérêts belges dans la péninsule ibérique ». Il est donc impératif de fournir plus de preuves d'intervention.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 8.

Les allocutions en faveur d'une reconsidération de la non-intervention ne sont pas légion. S'exprimant cette fois au nom de la CGT, Jouhaux renvoie la balle à Hicks : « la centrale syndicale française n'a jamais adhéré à la non-intervention et elle fait tout son possible pour aider le *Frente popular* ». Le chef syndical français réclame ensuite la reconsidération immédiate de la non-intervention – les preuves d'Alvarez del Vayo étant à son avis plus que probantes. Zyromski abonde dans le même sens tout en plaidant pour un socialisme offensif : « *On n'assure en effet pas la paix en reculant devant les fauteurs de guerre et en faisant des concessions au fascisme*¹²⁷ ». Pour sa part, le vice-secrétaire général de la FTI, le Néerlandais Nathan Nathans, enjoint à ses collègues anglais d'accroître les pressions sur Baldwin.

Jusqu'ici, tout porte à croire que les Internationales exigeront du *Frente popular* davantage de preuves d'intervention italienne et allemande. Or, de Brouckère ne l'entend pas de cette façon. Dans un premier temps, il dénonce avec vigueur l'obsession de l'assemblée envers la dimension nationale de la question : « *on a trop parlé des politiques nationales particulières par comparaison aux considérations directement accordées à la situation espagnole proprement dite.* » Dans un deuxième, il prie les délégués de rester fidèles à la déclaration du 28 juillet et d'oeuvrer pour le triomphe du droit international. Enfin, il les enjoint à se tenir les coudes en vue de l'adoption d'une résolution qui saura éclairer l'opinion publique et lui donner un idéal : « *Il faut qu'il sorte de cette réunion une résolution vivante et génératrice d'action, une résolution qui montrera que nos Internationales ont encore un cerveau et un coeur au sein de ce monde en désarroi*¹²⁸. »

Une plénière rédige la résolution qui est adoptée moyennant quelques modifications¹²⁹. La version définitive reprend fidèlement la ligne du 28 juillet, notamment en ce qui concerne le droit du gouvernement républicain d'obtenir « *les moyens nécessaires à sa défense* ». Sans se prononcer explicitement sur la validité des preuves d'intervention, le texte signale

¹²⁶ *Ibid.*, p.9

¹²⁷ *Ibid.*, p.8

¹²⁸ *Ibid.*, p.10.

¹²⁹ La plénière est formée de Mertens, de Brouckère, Gillies, Zyromski, de Asua, Vougt, Meister, Hicks, Vorrinck et Hansen.

toutefois « *l'importance des déclarations faites par le ministre des Affaires étrangères d'Espagne à la Société des Nations* » qui font en sorte que « le mouvement ouvrier international ne saurait rester neutre¹³⁰. » En dernier lieu, les États démocratiques sont enjoins à reconsidérer leur position : « *La violation de cette nouvelle convention internationale par l'Allemagne et l'Italie doit aboutir inévitablement à un nouvel examen de la situation par les autres États*¹³¹ ».

Tomas et Jimenez de Asua repartent mi-figue mi-raisin puisque la résolution ne constitue pas une condamnation formelle du Pacte de non-intervention. Or, trois événements significatifs pousseront les Internationales à renforcer leur solidarité politique et morale envers la République, soit le revirement du mouvement anglais, du mouvement belge, puis l'intervention militaire soviétique.

La condamnation de la non-intervention

Au congrès d'Édimbourg en octobre, le Parti travailliste adopte à l'instar du NCL et du TUC une résolution non-interventionniste. Or deux envoyés du PSOE viennent brouiller les cartes : Jimenez de Asua et Isabel de Palencia soulèvent l'indignation des militants par leurs discours enflammés et par cette déclaration toute simple : « Supportez-vous l'Espagne contre le fascisme – oui ou non¹³² ? » Les leaders travaillistes se voient forcés d'adopter une nouvelle résolution qui exige cette fois une enquête sur les violations alléguées du Pacte de non-intervention. Le président du parti, Clement Attlee, ainsi qu'un notable militant du nom d'Arthur Greenwood, se rendent aussitôt à Londres porter la requête au premier ministre. Les deux orateurs espagnols viennent de lancer le mouvement qui mènera à la condamnation formelle de la non-intervention par les Internationales.

Le 21 octobre, le NCL traite du revirement du LP et conclut à son tour à l'insoutenabilité de la non-intervention. Il est statué que les preuves d'Alvarez del Vayo sont insuffisantes, mais

¹³⁰ « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 288, IISH, SAI, 20/1/29.

¹³¹ « Compte rendu de la réunion mixte », *loc. cit.*, p. 10.

¹³² De Palencia est ambassadrice à Stockholm. Buchanan, *op. cit.*, p. 71.

que leur véracité suffit néanmoins à justifier un changement de ligne¹³³. Le NCL convoque alors une séance des Internationales et suggère même d'y inviter le Komintern, ce choix s'expliquant sûrement par l'imminence de l'intervention soviétique en Espagne¹³⁴. De fait, deux jours plus tard, se produit le tournant de la guerre civile. Il n'est pas le fruit d'un revirement des démocraties, mais bien de la décision de Moscou de fournir une assistance militaire à la République¹³⁵. Les armes lourdes et avions de chasse soviétiques qui arriveront sous peu permettront aux républicains de stopper l'offensive franquiste sur Madrid puis d'établir le statu quo sur l'ensemble des fronts.

L'intervention soviétique force l'ensemble du mouvement socialiste à se repositionner. D'une part, des cadres craignent les défections des militants vers les communistes si la non-intervention n'est pas rejetée, et d'autre part, la perspective d'une victoire républicaine met le vent dans les voiles de la tendance internationaliste et force les leaders neutralistes à mettre de l'eau dans leur vin, comme c'est le cas en Belgique.

Le Conseil général du mouvement belge a décidé lui aussi de réexaminer la question et d'accepter les preuves d'intervention déposées à la SDN par Alvarez del Vayo¹³⁶. Le Congrès du POB fait de même le 25 octobre puis adopte la résolution suivante :

Considérant que le pacte de non-intervention a été violé systématiquement et unilatéralement au profit des rebelles par les co-signataires fascistes de cet accord; Que la dénonciation par la Russie du pacte devenu caduc met fin à une équivoque mortelle pour la république espagnole. Le Congrès réclame : Le retour à la légalité internationale en faveur du gouvernement régulier de l'Espagne, membre de la SDN; Confirme la décision unanime du Conseil Général réclamant la levée du blocus sur toutes les fournitures nécessaires à la défense du gouvernement légal¹³⁷.

Le mouvement belge s'est donc repositionné à temps pour la réunion conjointe des Bureaux des Internationales du lendemain, réunion à laquelle le Komintern n'a évidemment pas été convié.

¹³³ Buchanan, *op. cit.*, p. 69 et Sturmthal, *op. cit.*, p. 286-287.

¹³⁴ « Le Labour Party et la non-intervention », *Le Populaire*, 22 octobre 1936, p.1.

¹³⁵ Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1er janvier 1936 au 31 décembre 1936, p. 5, IISH, SAI, 485 / 31-40. IMG_2917

¹³⁶ Réunion du Conseil Général, 21 octobre 1936, p.1., AMSAB-ISG, 1936-10-21_bwp_AR.pdf

¹³⁷ Réunion du Conseil Général, 23 juillet 1937, p. 41., AMSAB-ISG, 1937-07-23_bwp_AR.pdf

Présidée par de Brouckère et Citrine, la séance se déroule à la Maison de la Mutualité à Paris. La trentaine de participants discutent des implications du revirement de l'URSS. *Le Populaire* nous apprend que le discours d'Alejandro Otero, le rapporteur du PSOE, est écouté avec un vif intérêt; qu'il se répercutera grandement sur la résolution¹³⁸. Alors que nous ne connaissons pas la teneur de son allocution, on s'imagine qu'elle s'apparente à ce télégramme du PS espagnol reçu peu après la séance. Les revendications contenues dans le câble vont comme suit : il n'est plus possible de nier les transgressions de l'Italie, de l'Allemagne et du Portugal; seule l'hypocrisie – formule suprême de la diplomatie – explique que les transgressions soient toujours ignorées; considérant ce qui précède, exiger davantage de preuves d'intervention constitue le comble du sarcasme; il incombe dès lors d'obtenir la fin du blocus contre la République au nom des principes fondamentaux de la solidarité prolétarienne. Ensuite, les auteurs du télégramme enjoignent au PS français de profiter de la fenêtre d'opportunité créée par l'intervention soviétique pour renverser la vapeur : « *Le PSOE s'adresse à son parti frère, la SFIO, pour qu'il impose la rectification de cette énorme erreur politique commise par le gouvernement français en instaurant la Non-intervention.* » On rappelle que si la République n'eût été dépossédée de ses droits de commerce, l'insurrection aurait été matée en quelques semaines et les ouvriers espagnols ne seraient pas en train de payer du prix de leur sang la non-intervention. Enfin, les responsables de cette catastrophe diplomatique sont mis en garde contre « l'énorme responsabilité historique qu'ils auront sur leurs épaules s'ils ne passent pas à l'offensive afin d'éviter le déclenchement d'une autre guerre mondiale¹³⁹ ».

Le débat entre les délégués anglais et français retient ici toute notre attention. Les rôles se sont désormais inversés alors que les Britanniques exigent des Français qu'ils exposent clairement leur position¹⁴⁰. Soulevant le thème d'une éventuelle abrogation de la non-intervention, Citrine précise qu'il incombera aux Internationales, le cas échéant, de développer une politique favorable à la République, et qu'à cet escient, le concours de la SFIO sera nécessaire. Or cette dernière n'est même pas encline à reconsidérer sa position

¹³⁸ On rapporte que 33 délégués de 12 pays y assistent, dont Maria Martinez Sierra, Alejandro Otero et Antonio Bolanos pour l'Espagne; Jouhaux, Georges Buisson pour la CGT; Bracke, Grumbach, Longuet, Séverac et Zyromski pour la SFIO. Représentant le mouvement anglais : Citrine, Hicks et Findlay pour le TUC; Greenwood, Dallas et Gillies pour le LP. « Le mouvement ouvrier international et les événements d'Espagne », *Le Populaire*, 27 octobre 1936, p. 3.

¹³⁹ « La voz autentica de Espana : El PSOE se dirige a las dos internacionales », *El Socialista*, 26 octobre 1936, [S.P.].

actuelle, déplore-t-il. Ne pourrait-elle pas effectuer un revirement, forcer Blum à abandonner la non-intervention, et ce, même au prix de l'effondrement du Front populaire? Grumbach rétorque que la France dépend de l'Angleterre dans les affaires européennes et le prie de s'en tenir à la dimension internationale de la question¹⁴¹. Citrine fait alors allusion aux graves conséquences pour les Internationales qu'entraînerait l'incapacité d'établir un consensus sur cette question. Son intransigeance force les délégués français à tenir un bref conciliabule. À la reprise des délibérations, Bracke cause une surprise en annonçant que la SFIO appuiera l'abrogation de la non-intervention si le LP s'engage à faire changer de cap le gouvernement britannique. La délégation française soumet alors une résolution qui se voit remaniée par une plénière, puis adoptée à l'unanimité¹⁴². Celle-ci clame l'échec de la non-intervention tout comme l'impossibilité d'effectuer un contrôle efficace des frontières maritimes et terrestres. Les militants sont tenus d'accroître l'agitation politique afin d'amener les gouvernements français et anglais à reconsidérer leur position :

*[...] le devoir commun des classes ouvrières [...] est d'arriver par leur action à la fois sur l'opinion publique et sur leurs gouvernements, à ce que par un accord international établi sur l'initiative des gouvernements français et britannique, soit rétablie la liberté commerciale complète pour l'Espagne républicaine dont la défense doit être au premier rang des préoccupations du prolétariat mondial*¹⁴³.

L'action directe n'a pas été mise de côté et les sections de dockers et de personnel navigant sont invitées à poursuivre leurs actions « *pour empêcher dans toute la mesure du possible le ravitaillement des rebelles d'Espagne*¹⁴⁴. »

Une fois la séance terminée, Adler et de Bouckère prennent connaissance du télégramme cité plus haut et constatent avec joie que la résolution correspond tout à fait aux attentes de l'Exécutif du PSOE. Le secrétaire et le président de l'IOS peuvent donc se targuer d'avoir fait condamner la non-intervention malgré que les sections l'approuvent toujours – imposant ainsi l'idéal internationaliste aux partis et syndicats. En revanche, l'application concrète de la résolution dans la sphère nationale ne relève pas de l'autorité de l'IOS¹⁴⁵.

¹⁴⁰ Buchanan, *op. cit.*, p. 69-70.

¹⁴¹ Buchanan, *op. cit.*, p. 70.

¹⁴² *Ibid.*, p. 70.

¹⁴³ « Le mouvement ouvrier international et les événements d'Espagne », *loc. cit.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Sturmthal, *op. cit.*, p. 287-288.

En Angleterre, lors de la conférence du mouvement travailliste du 28 octobre, nombreux délégués font savoir qu'ils sont outrés par la résolution des Internationales, puisqu'à leur avis, les preuves d'intervention ne sont pas concluantes. Le fin diplomate qu'est Citrine leur fait avaler la couleuvre en statuant qu'ils devaient signifier leur opposition bien avant la réunion des Internationales, soit lors des congrès des TUC, du LP et du NCL. Ensuite, il évoque à nouveau le spectre menaçant de se retrouver sans politique commune : « Puisque nous venons de convaincre la SFIO, que se passera-t-il si nous désavouons la résolution de l'IOS et de la FSI... Nous nous retrouverons sans politique internationale... » Enfin, il argue que la seule alternative à sa motion est celle plus radicale de Morrison, et qui enjoint le gouvernement à « faciliter l'acquisition d'armes aux républicains ».

En imposant la résolution des Internationales à ses collègues anglais, puis en faisant en sorte que le LP présente la motion dès le lendemain à la Chambre des communes, Citrine satisfait la condition posée par la SFIO qui, on le rappelle, stipule que « les travaillistes amèneront le gouvernement anglais à agir de concert avec le Front populaire dans l'établissement d'un accord international qui restaurera les droits de la République¹⁴⁶ ». En revanche, la question ne progresse toujours pas de l'autre côté de la Manche : la SFIO ayant refusé de seconder la requête du Parti communiste français (PCF) pour l'abrogation de la non-intervention¹⁴⁷.

Pendant ce temps, en Espagne, Franco mobilise ses effectifs en vue de la grande offensive sur Madrid. Néanmoins, *Le Populaire* rapporte que le moral est bon du côté républicain en raison du changement de cap de l'Union soviétique et des Internationales socialistes :

Les déclarations de l'URSS au comité de non-intervention de Londres et les décisions toutes récentes de la réunion commune de l'IOS et de la FSI ont été portées à la connaissance des républicains espagnols et elles ont été accueillies avec un vif enthousiasme. Nos camarades espagnols, qui ont conscience de se battre pour une cause qui est avant tout européenne, sont extrêmement sensibles aux témoignages de solidarité active qui leur viennent de la part des travailleurs russes, français, britanniques¹⁴⁸.

¹⁴⁶ Buchanan, *op. cit.*, p. 71.

¹⁴⁷ Sturmthal, *op. cit.*, p. 288.

¹⁴⁸ « La situation militaire en Espagne », *Le Populaire*, 28 octobre 1936, p.3.

Les troupes franquistes déferlent sur Madrid le 6 novembre et le gouvernement républicain est aussitôt évacué à Valence. Le 23 novembre, Franco stoppe l'offensive en raison de la résistance acharnée des forces républicaines¹⁴⁹. Les pays fascistes répondent à cet échec par la reconnaissance de son État-major situé dans la ville de Burgos; l'Italie dépêche le *Corpo di truppe volontarie* (CTV); l'Allemagne, la Légion condor. Inquiet de cette escalade, le Comité de Londres formule un projet de contrôle des frontières navales et terrestres qu'il dépose en fin d'année¹⁵⁰.

En ce qui concerne les Internationales socialistes, l'escalade en Espagne a comme conséquence d'intensifier le débat sur l'accroissement et le caractère de l'aide solidaire.

Intensification de l'aide et maintien du rejet de la non-intervention

Pour Nenni et Delvigne, les résolutions et « les pots de marmelade » ne suffisent pas...

L'aide armée de l'URSS augmente drastiquement les attentes des socialistes espagnols et des militants internationalistes à l'égard de l'IOS et de la FSI. La correspondance entre Nenni et Adler illustre bien le conflit entre le principe de solidarité internationaliste et le contexte politique national.

Agissant à titre de commissaire auprès de la Brigade Garibaldi sur le front de Madrid, Nenni se rend bien compte de l'influence grandissante des communistes et tire l'alarme à ce sujet. Selon lui, la seule façon de raviver le prestige du socialisme international tout en apportant une aide efficace à la République est la formation d'un corps de brigadistes relevant de l'IOS, dont il fait la demande dès octobre. N'ayant pas eu de réponse à sa requête, Nenni relance Adler en début décembre :

Il y a parmi les miliciens des socialistes – les partis socialistes – sauf le parti italien, sont absents. Et c'est la une grave faute politique qu'on aurait dû éviter et qu'il faudrait réparer. Les ordres du jour, les secours aux victimes, les pots de marmelade, l'agitation même à l'intérieur de chaque pays ne suffisent pas à traduire concrètement nos devoirs de solidarité [...]. Il nous faudra étudier très sérieusement ces problèmes et

¹⁴⁹ Michael Alpert, *A New International History of the Spanish Civil War*, New York, Palgrave MacMillan, 1994, p. 87.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 86, 101.

*donner à notre action plus d'élan et plus d'éclat, faute de quoi nous verrons, comme c'est le cas ici en Espagne, – périliter une influence politique qui pouvait être décisive*¹⁵¹.

Adler répond que les membres de la commission administrative se sont tous opposés à sa proposition. Invoquant la situation délicate des sections participant à des gouvernements, il lui explique la nécessité de conserver un profil bas en matière d'aide à la République :

*Si à ce moment nous avons fait publiquement une déclaration conforme à vos propositions, elle aurait fait dans les différents pays l'objet d'une attaque de front de la part des fascistes, et l'aide pratique effective n'en aurait été que diminuée. [...] Les résultats bénéfiques d'une telle propagande ayant été mis de côté afin de ne pas nuire à "l'action pratique véritable"*¹⁵².

Adler consent tout de même à discuter de l'élaboration d'un petit comité chargé d'aider les brigadistes socialistes, afin de pallier le manque d'appui des partis et centrales syndicales.

Le secrétaire wallon du POB Jean Delvigne a effectué un second séjour en Espagne, d'une durée de deux semaines cette fois. Dans les pages des *Informations internationales*, il louange l'intervention soviétique tout en émettant des réserves sur son caractère unilatéral : « *What a pity for the working class of the democratic country that is Spain, when they wish to show their gratitude to those who have saved them, the people are obliged – facts are facts – to acclaim the portrait of Stalin alone*¹⁵³ ! » Il déplore ensuite l'incapacité de l'IOS et la FSI à traduire la solidarité de la base militante en termes concrets :

*But, what have we done for the Spanish people ? Nothing. Yet by its innumerable gifts, by its moving proofs of solidarity, the working class of our country has clearly shown that it was heart and soul with the workers attacked by the generals who had broken their oath. We have only been able to translate this into platonic resolutions*¹⁵⁴.

Précisons que le secrétaire du POB, lui, a joint l'action à la parole : au moment où l'article est mis sous presse, il fait face à des accusations de trafic d'armes pour le camp républicain ainsi qu'à une campagne de diffamation par la droite belge. Pour en revenir à l'article des

¹⁵¹ Nenni à Adler, 15 décembre 1936, p. 1-3, IISH, SAI, 2770a.

¹⁵² Adler à Nenni, 17 décembre 1936, p.1-3, IISH, SAI, 2770a

¹⁵³ « We have not yet done enough for Spain », *International Information*, 29 décembre 1936, p. 500-501, IISH, SAI, 20/3/24.

¹⁵⁴ *Ibid.*

Informations internationales, Delvigne le conclut en reprochant à Blum et Eden de persister dans la voie de la non-intervention alors que l'échec de la politique a été consommé.

Dans un autre ordre d'idée, l'entêtement des gouvernements français et anglais ne va pas sans décourager certains cadres socialistes, dont Citrine. Ses homologues commencent à se demander s'il restera fidèle à la résolution du 26 octobre, et ce, à un moment où les pressions pour accroître l'engagement des Internationales redoublent.

La réunion conjointe des 4-5 décembre : lobbying c. armes.

Alors qu'elle avait demandé une conférence ouverte à tous les antifascistes, la centrale syndicale espagnole doit se contenter d'une séance commune des Internationales socialistes à Paris les 4 et 5 décembre¹⁵⁵. D'entrée de jeu, le chef de l'UGT explique que la séance a été convoquée afin « *d'assurer une victoire plus sûre et plus rapide* » par l'accroissement de l'implication des Internationales, notamment au niveau politique :

*The sending of foodstuffs, clothing, medical supplies, etc., was not sufficient. The war in Spain had reached such a point that everybody in the two Internationals must be obliged to take a definite stand in compelling the Governments concerned to end the policy of neutrality. [...] If the two Internationals were unable to give the Spanish people more concrete assistance then the Spanish Government would be crushed, and the problem would pass to other countries*¹⁵⁶.

Ensuite, il fait part des inquiétudes suscitées par le prestige grandissant des communistes en Espagne depuis l'intervention soviétique, soulignant combien il devient ardu de rivaliser avec un PCE propulsé à l'avant-scène. Tomas demande finalement aux socialistes anglais, français et belges de poser un geste politique en signifiant deux choses à leurs gouvernements : les Espagnols n'ont rien à faire d'un schéma de contrôle naval qui favorisera les rebelles; il est grand temps d'abroger la non-intervention¹⁵⁷. Il termine son allocution en reprochant à ceux qui croient que sa requête favorise l'avènement de la guerre européenne, « d'avoir succombé à la propagande fasciste ».

¹⁵⁵ Pascual Tomas à la FSI, *Fundacion Pablo Iglesias* (FPI), AH-73-40, 35.

¹⁵⁶ « Report of Meeting of I.F.T.U. General Council and L.S.I. Bureau, Held in Paris on Friday & Saturday, 4 & 5 December, 1936 », p. 1. IISH, SCW/5/36.

Plus diplomate que son homologue syndicaliste, le secrétaire général du PSOE Ramon Lamonedá apporte tout d'abord la gratitude de son parti pour l'appui moral et matériel des Internationales, tout en soulignant qu'il faut faire davantage pour vaincre la rébellion. Il explique d'office que la séance a été convoquée expressément pour étudier les moyens d'accroître l'aide concrète. Il propose à cet effet le blocus de la zone rebelle, la publication d'un argumentaire pour contrer la presse réactionnaire, l'envoi de porte-parole à Blum et de grandes délégations en Espagne républicaine. Il s'engage aussi à ne plus convoquer de telles séances une fois que les Internationales auront accru leur implication.

Bracke prend alors la parole et livre l'habituel plaidoyer de la faction majoritaire de son parti : Blum ne dirige qu'un gouvernement de coalition; suite à une profonde réflexion, la SFIO a conclu qu'il était dans l'intérêt de la paix que le Front populaire reste au pouvoir; le fait d'occuper ce pouvoir facilite considérablement le travail de sensibilisation à la cause républicaine...

Jouhaux rétorque que la SFIO a adopté la dernière résolution des Internationales, mais qu'elle n'a toujours rien fait à ce sujet. Il suggère qu'elle interdise la vente de munitions aux rebelles à l'instar du gouvernement suédois, ou encore, qu'elle considère la proposition espagnole de blocus des côtes ibériques par les flottes française, anglaise et soviétique¹⁵⁸. Le chef de la CGT pose ensuite une question à l'assemblée : « *Croyez-vous réellement que la non-intervention porte préjudice à la démocratie espagnole?* » Il insiste pour que les délégués s'expriment avec franchise et sans réserve : que ceux qui considèrent que les Internationales n'ont qu'à adopter des résolutions et ne rien faire le disent franchement; que ceux qui croient qu'elles doivent agir plus concrètement le disent aussi.

Citrine prend la parole. À son enthousiasme des mois précédents s'est substituée une amère désillusion en raison de l'intransigeance de Baldwin, Eden et Blum. D'un ton maussade, il déplore le manque de réalisme de certains délégués qui « semblent croire qu'ils siègent au sein d'un "gouvernement planétaire" », alors que dans les faits, « ils n'ont même pas la capacité d'appliquer leurs idéaux ». Il concède que les socialistes constituent une frange

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 2.

importante de la population mondiale, que dans une échelle variant d'un pays à l'autre, ils exercent une influence certaine sur les gouvernements et sur l'opinion publique. Néanmoins, les choses restent ardues en Angleterre : le LP a multiplié les débats consacrés à l'Espagne à la Chambre des communes sans que la majorité tory accepte de reconsidérer sa politique. N'aidant en rien, l'opinion publique anglaise ne semble pas prête à risquer une guerre pour l'Espagne. Doutant que des progrès véritables pour l'abrogation de la non-intervention puissent être accomplis ailleurs en Europe, il reformule la question de Jouhaux et l'adresse aux délégués français : « *Désirez-vous sincèrement mettre un terme à la non-intervention?* », rajoutant qu'à sa connaissance, la SFIO n'a à aucun moment pressé le Front populaire à l'abroger en raison des risques impliqués.

Jouhaux intervient pour clarifier deux choses. Primo, la CGT n'a jamais adhéré à la non-intervention; le défi pour la centrale reste donc d'approvisionner la République en matériel militaire sans par là faire tomber le Front populaire. Secundo, et à l'instar des Anglais, le peuple de France ne veut pas d'une guerre. En revanche, l'opinion française n'est pas dupe, elle ne voit pas dans la non-intervention un gage de paix européenne. En fin de compte, de lancer Jouhaux à l'assemblée, si on refuse tout risque de guerre, « ne reste plus qu'à croiser les bras et ne rien faire! »

Citrine revient alors sur la question des armes qui, à son avis, reste de la compétence exclusive des gouvernements, plus particulièrement en Angleterre où le LP est minoritaire :

*Jouhaux had said that it was a matter for the Internationals but it had to be remembered that the internationals were composed of national Movements, and each national Movement could help only to the extent by which they could sway their respective Governments*¹⁵⁹.

Tandis que Citrine s'interroge sur comment accroître l'aide à la République dans ces conditions défavorables, Edo Fimmen, le chef de la FIT, soutient que la législation anglaise ne saurait constituer un empêchement : « *Under recent legislation, no British ship was to be allowed to carry arms to Spain. Ships, however, [can] be obtained* », et il n'y a qu'à s'assurer « *wheter British seaman would be allowed to man those vessels, and British*

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 3.

*Dockers allowed to load them*¹⁶⁰. » Fimmen demande alors à Citrine « *would the British movement be prepared to face the consequences of any action to help the Spanish people as against British law and British opinion ?* » Celui-ci rétorque que seules les sections concernées sont aptes à prendre une telle décision, tout en sachant fort bien que la *Transport and General Workers'* (TGW) de Bevin n'acceptera jamais de se compromettre dans le transport d'armes¹⁶¹. Fimmen déclare alors que la TGW est l'unique section de l'Internationale des transports qui n'applique pas les consignes de solidarité :

*The ITF had sent out a circular to all its affiliated organisations making them to do all in their power to prevent the transport of war material to the rebels, and, on the other hand to assist the Government to get the arms they required. [...] The British Transport Workers evidently had not responded to that request*¹⁶².

Passant à la question de l'embargo contre le camp franquiste, Fimmen rappelle que les Espagnols y tiennent obstinément. Il évoque ensuite une décision prise par les Internationales il y a plusieurs années : « les dockers et le personnel navigant impliqués dans les actions de boycottage bénéficieront de l'assistance pratique, morale et financière de l'ensemble du mouvement socialiste ». Fimmen termine en s'engageant à respecter la volonté de la FIT – solidaire à la République – sans égard au résultat de la présente séance¹⁶³.

De Brouckère intervient

Le président de l'IOS vient clore la séance. Remerciant Citrine pour « l'indispensable caractère réaliste » qu'il confère aux débats, il lui signifie qu'il répondra à ses doutes « *comme président non seulement de cette séance commune, mais de l'IOS, et qui sent parfois peser lourdement et parfois douloureusement sur ses épaules les responsabilités*¹⁶⁴. » Il débute : Citrine a déclaré que les Internationales se retrouvent

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁶⁰ « Report of Meeting of I.F.T.U. General Council and L.S.I. Bureau », *loc. cit.*, p. 4.

¹⁶¹ Buchanan, *op. cit.*, pp. 80-83.

¹⁶² « Report of Meeting of I.F.T.U. General Council and L.S.I. Bureau », *loc. cit.*, p. 4-6.

¹⁶³ Précisons que les secrétariats professionnels internationaux (SPI) affiliés à la FSI, tel que la FIT, considèrent qu'ils incarnent l'idéal internationaliste puisque dépourvus d'attaches nationales. Les SPI aspirent d'ailleurs à réformer la FSI en entité purement internationaliste. Voir Schevenels, *op. cit.*, p. 369.

¹⁶⁴ « Discours prononcé par Louis de Brouckère devant la réunion commune du Conseil Général de la FSI et l'Exécutif de l'IOS », 6 décembre 1936, p.1, IISH, SAI, 2763c/31-41.

devant de nouvelles circonstances en raison de l'impossibilité de modifier la position des gouvernements anglais et français. Sur la base de ce constat, il nous a demandé si au fond de notre cœur, nous désirions vraiment l'abrogation de la non-intervention; s'il n'était pas préférable de modifier la politique espagnole des Internationales; si nous étions certains que la position actuelle du socialisme international est la plus politique et si on devait lui rester fidèle? De Brouckère répond catégoriquement : la non-intervention est néfaste! Il en a la certitude depuis le premier jour de sa ratification.

En ce qui concerne la question de l'opinion publique maintenant, le président de l'IOS est persuadé qu'on « *ne doit pas suivre l'opinion, mais la conduire. Deux générations de lutteurs ont formé cette opinion et avec les moyens puissants dont nous disposons nous pouvons agir sur elle*¹⁶⁵. » À l'heure où la presse conservatrice anglaise s'indigne des bombardements de civils par le camp nationaliste, il incombe de renforcer la campagne de sensibilisation afin de sauver l'honneur et l'avenir des Internationales. Le temps presse, s'exclame-t-il, l'ampleur de l'intervention étrangère en Espagne rend imminente la généralisation du conflit :

*Je crois que la non-intervention n'est plus la question essentielle. Nous nous trouvons dans une situation nouvelle. Nous sommes sous la menace immédiate d'une guerre, car le blocus c'est, je le répète, la guerre certaine. [...] Les fautes que nous cumulons depuis 1914 ne permettent plus à aucune politique de prévenir la guerre. Pour éviter la guerre, il faudrait faire justice aux anciens vaincus et ne pas céder aux menaces de violences*¹⁶⁶.

Ce n'est pas notre campagne contre la non-intervention qui rend le contexte européen volatil, assure de Brouckère, mais plutôt le projet de blocus maritime des côtes espagnoles que contemple le Comité de Londres; blocus maritime qui ne sera jamais appliqué bilatéralement puisque l'Italie et l'Allemagne n'hésiteront pas à camoufler leurs navires ou à les céder aux rebelles. D'un ton catégorique, il déclare : « *Je dis, moi, que nos hommes d'État, lorsqu'ils conclurent le pacte, devaient être bien aveugle s'ils ont véritablement cru qu'il serait observé. Le résultat cherché était de créer un déséquilibre au détriment du*

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.5-6.

*gouvernement espagnol*¹⁶⁷. » Il rejette du revers de la main les propos de Rafaël Abramovitch, le chef du parti menchévique en exil, qui a évoqué plus tôt dans la séance des statistiques du Comité de Londres suggérant que les deux camps sont ex aequo en matière d'armements. Selon le président de l'IOS, « *il n'y a pas de comparaisons possibles. Mais même si cela était, les deux positions ne sont pas les mêmes*¹⁶⁸. » Il salue ensuite, sans le nommer, ce pays qui, peu importe ses motifs véritables, a sauvé la République en cessant de se prêter au « stupide jeu » de la non-intervention. En revanche, il appréhende, d'une part que l'intervention soviétique puisse faire le jeu des puissances fascistes en faisant traîner le conflit en longueur, et d'autre part, que l'Espagne devienne une colonie italo-allemande à la suite d'une défaite républicaine¹⁶⁹.

En ce qui concerne l'absence d'actions tangibles dont a parlé Citrine, de Brouckère évoque les mois de propagande passionnée contre la non-intervention. Il l'enjoint d'ailleurs à se renseigner auprès des partis et des syndicats à ce sujet, puisqu'en tant que président de l'IOS, il ne peut s'exprimer en leur nom. Il concède en retour que les Internationales ont trop parlé, mais pas assez agi : « *qu'avons-nous fait de notre côté? Avons-nous vraiment fait tout ce qu'il eut fallu pour prévenir tout cela*¹⁷⁰ ? » Il déplore qu'au moment où Franco traversait le détroit de Gibraltar avec ses Maures, « *nous avons discuté, mais nous ne sommes pas intervenus* ». Mais fort heureusement, les républicains ont su résister à l'armée rebelle tout en subissant les calomnies d'une presse mondiale qui n'a jamais fait allusion à la disparité des forces en présence.

À la question suivante – si en rejetant la non-intervention, les Internationales agissent véritablement pour la paix – le président de l'IOS répond : « *Je n'en suis pas certain, mais ce dont je suis sûr c'est que si nous maintenons cette politique les chances de guerre deviennent cent fois plus grandes.* » Fervent opposant du « pacifisme passif », de Brouckère réclame, comme il l'a toujours fait, une application rigoureuse de la sécurité collective :

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 4.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 4.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 3.

[...] je n'ai jamais cru que l'humanité pourrait conquérir la paix par de faux mouvements pseudopacifistes. La paix demande la sécurité collective dans la sauvegarde du droit [...] Mais chaque fois que nous avons voulu appliquer ce principe, devant quelles difficultés ne nous sommes-nous pas trouvés¹⁷¹?

Malgré les tares de la Société des Nations, poursuit-il, il nous incombe de sortir la question espagnole du Comité de Londres, de la renvoyer à la SDN et de donner suite à chaque démarche des républicains à Genève. Et s'il y a médiation, tranche le président, elle se fera qu'à la requête expresse des républicains et sous les auspices de la SDN. Il conclut en professant sa foi envers la ligne de l'IOS et de la FSI :

« Je veux croire que nous avons cru et que nous croyons encore à ce que nous avons dit et je me trouverais placé devant le plus douloureux devoir de conscience s'il était démontré que nous n'avons pas cru en nos propres paroles¹⁷². »

La résolution

La plénière chargée de mettre par écrit la résolution se compose, pour l'IOS, de de Brouckère, Bracke et Adler, pour la FSI, de Hicks, Schevenels ainsi qu'un certain Laurent. Dans un premier temps, la version définitive souligne le courage des travailleurs madrilènes et des brigadistes internationaux dans Madrid devenue « *le symbole glorieux de la résistance ouvrière contre le fascisme international¹⁷³* ». Dans un deuxième, elle défend qu'on ne saurait mettre sur un pied d'égalité un gouvernement légitime « *et les hordes sanguinaires des généraux parjurés* » qui, depuis l'échec de l'offensive de Madrid, « *s'emploient à la détruire en lançant des bombes qui tuent des femmes et des enfants¹⁷⁴* ». Sont dénoncés ensuite « *l'appui toujours plus massif et plus cynique donné en violation du droit international par les puissances fascistes aux généraux rebelles et notamment la présence en nombre croissant de soldats italiens et allemands en Espagne* », tout comme le « *scandale* » du recrutement massif de « *mercenaires* » au Maroc, « *territoire soumis à un certain contrôle international¹⁷⁵* ». C'est pourquoi les Internationales enjoignent à la SDN d'assurer le rétablissement de la « *paix des nations* » en donnant suite à chaque plainte des

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 6.

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ « Les Internationales syndicales et socialistes pour l'Espagne, contre le ravitaillement des insurgés, contre la destruction de Madrid », IISH, SAI, 483/1-2.

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ *Ibid.*

républicains espagnols. Les gouvernements démocrates doivent faire de même, plus particulièrement s'ils comptent des socialistes en leur sein :

[...] le maintien de la paix, intérêt suprême des masses travailleuses de tous les pays et qui, par conséquent, se place en tête des gouvernements à direction ou à participation socialiste, ne saurait être assuré que si la démocratie oppose une attitude ferme au chantage et aux menaces fascistes¹⁷⁶.

En dernier lieu, l'appel à l'embargo est réitéré dans les termes suivants : « *Les deux Internationales [...] estiment qu'il y a lieu, à l'heure actuelle, de concentrer tous les efforts pour empêcher le renforcement des rebelles espagnols en armes et en hommes par les fascismes étrangers¹⁷⁷.* » À cet escient, des comités coordinateurs nationaux devront être mis sur pied.

Immédiatement après la séance, Fimmen enjoint aux sections de la FIT – hormis la TGW – d'appliquer rigoureusement la consigne d'embargo. Outré par le légalisme des délégués britanniques « qui se sont comportés à la séance comme des représentants de leur gouvernement », il outrepassera l'autorité de Bevin et travaillera directement avec les sections de Cardiff et de Newcastle, celles-ci étant reconnues pour leur activisme¹⁷⁸.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Ibid.*

Conclusion : 1936 – *La non-intervention et l'obligation morale de solidarité*

Dans ce premier chapitre, nous avons vu comment le grand internationaliste qu'est Léon Blum a choisi de ratifier la non-intervention afin de maintenir le Front populaire et la paix européenne. En rompant avec « l'obligation morale de solidarité » et la « sécurité collective », il met les Internationales socialistes dans une situation délicate. En Belgique, le ministre socialiste des affaires extérieures, Paul-Henry Spaak, fait ratifier la politique contre l'assentiment du Conseil général. Or, aidé par la « non-intervention relâchée », le consensus se maintient jusqu'à ce que des preuves de l'intervention des puissances fascistes aux côtés de la rébellion soient déposées à la SDN. Ensuite, la question de la validité de ces preuves d'intervention va figurer au centre du débat sur la reconsidération de la non-intervention par les Internationales et leurs sections.

L'IOS et la FSI parviennent finalement à condamner la non-intervention et à rester ainsi fidèles au principe de solidarité internationaliste. Ce choix politique s'explique par plusieurs facteurs : pressions des socialistes espagnols, intervention de l'URSS, revirement des mouvements anglais et belge répondant à leur base militante. Or, si la République peut désormais survivre, c'est grâce aux armes soviétiques. En revanche, avec cette nouvelle donne, le mouvement socialiste doit se préparer à une campagne de longue durée où les pressions visant à lui faire réaliser son mandat vont s'accroître. Bref, les débats se focaliseront désormais sur l'accroissement de l'aide solidaire à la République, plus particulièrement au niveau politique; sur le maintien de l'opposition à la non-intervention et sur l'application des résolutions des Internationales dans la sphère nationale. En un mot, dans ce premier chapitre, la table est mise pour le reste de l'étude.

¹⁷⁸ Buchana, *op. cit.*, p. 81-82.

Deuxième chapitre : 1937 – Accroître l'implication des Internationales

Introduction

Ce chapitre traite de l'affermissement de la posture solidaire à l'égard de l'Espagne, tout particulièrement en Angleterre, où le mouvement socialiste a entamé sa conversion à la sécurité collective. Nous verrons comment cet affermissement répond à des considérations tant nationales qu'internationales, comme le montrent les pressions de la base militante anglaise envers ses dirigeants ou encore la faillite du schéma de contrôle naval dans la Méditerranée.

Il y a deux événements particulièrement significatifs en ce début d'année 1937. D'une part, le meurtre d'un diplomate belge aux allégeances douteuses à Madrid et la gestion de l'affaire par Spaak, qui entraîne la démission d'un Vandervelde en proie « à une crise de conscience » depuis la ratification de la non-intervention. Le ministre socialiste des Affaires extérieures accuse le Patron – surnom de Vandervelde – de mener sa propre politique extérieure – en accord avec le « dictat » de l'IOS – et de vouloir mettre un terme à la participation gouvernementale du POB au nom de la solidarité pour l'Espagne. Il est alors clair que la fracture entre la tendance internationaliste et la tendance sociale nationaliste s'élargit sans cesse au sein du parti. D'autre part, le Comité de Londres présente sa nouvelle « trouvaille » : un schéma de contrôle naval des côtés ibériques incluant les flottes française, anglaise, allemande et italienne. Les socialistes espagnols, après avoir obtenu la condamnation de la non-intervention en octobre 1936, doivent s'assurer que les Internationales fassent de même avec ce qu'ils qualifient de « seconde farce diplomatique ». Ils vont donc demander l'accroissement des pressions politiques, une grande conférence antifasciste et la mise sur pied d'une union interparlementaire socialiste. Ces requêtes soulèvent cependant peu d'intérêt et le président de l'IOS doit insister auprès des sections sur l'importance de ne pas amoindrir la présence de la République sur le plan international.

La Conférence de Londres servira de compromis : elle ne s'adresse qu'aux socialistes et ne traite que de la campagne humanitaire – dans les séances publiques du moins. À huis clos,

l'assemblée se prononce en faveur de l'action politique et du travail de l'opinion publique au détriment d'actions plus radicales telles que la grève solidaire. Alors que le projet d'union parlementaire est écarté, on se prononce cependant pour le retrait des combattants étrangers côté franquiste. Les Espagnols sont loin d'être satisfaits par cet événement qui n'a pas débordé du cadre légal imposé par le gouvernement anglais.

En résumé, après avoir mis en relief l'interrelation entre les événements en Espagne républicaine ainsi que leurs répercussions dans la sphère nationale belge du socialisme, puis après avoir vu comment les requêtes espagnoles se sont concrètement traduites – la conférence de Londres –, nous étudierons l'affermissement de la position solidaire du mouvement engendré par une combinaison de facteurs : des fuites concernant le discours non interventionniste de Bevin à la Conférence de Londres, les victoires républicaines dans la zone centrale, la nomination du socialiste Juan Negrin au titre de premier ministre, les exactions nationalistes et la menace d'une conquête de la zone cantabrique, zone sensible pour les Anglais.

Nouvelle année, démission, non-intervention et contrôle naval

En Belgique

La situation au sein du mouvement belge est passablement tendue. Au débat houleux sur la non-intervention se superpose la campagne contre Delvigne puis l'affaire Borchgrave. Soupçonné d'intelligence avec l'ennemi par les autorités républicaines, le diplomate Jacques de Borchgrave est assassiné près de Madrid le 29 décembre¹⁷⁹. La façon cavalière dont Spaak s'occupe de l'affaire – il exige 1 million de francs belges au gouvernement républicain en guise de réparation – révolte Vandervelde qui fait tout en son pouvoir pour le faire reculer. Spaak et De Man l'accusent en retour de mener sa propre politique extérieure « en accord avec le dictat de l'Internationale » en raison notamment de ses entretiens réguliers avec l'ambassadeur d'Espagne et du fait qu'il fournit des informations « confidentielles » au *Peuple*¹⁸⁰.

Le président du POB cumule les frustrations depuis la formation du cabinet Van Zeeland en juin 1936 : la nomination de Spaak aux affaires étrangères et la question espagnole l'affectent grandement. Le 22 janvier, il fait part aux membres du Bureau de la crise de conscience qui l'afflige depuis la ratification de la non-intervention : « *Nous savons très bien que la politique que nous sommes condamnés à suivre par le fait que Léon Blum en a pris l'initiative. Et cette politique va à l'encontre des sentiments profonds du parti*¹⁸¹. » L'affaire Borchgrave fait déborder le vase et les tensions au sein du cabinet ministériel multipartite éclatent au grand jour le 25 janvier. Le premier ministre catholique Van Zeeland somme Vandervelde de remettre sa démission en évoquant sa position minoritaire. Le Patron obtempère sans toutefois demander le retrait des socialistes du gouvernement. Il se voit remplacé par le directeur du *Peuple*, Arthur Wauters, mais conserve cependant la présidence du POB¹⁸². Alors que la question est relativement réglée au Parlement, le débat au Bureau du parti, lui, n'en finit plus.

¹⁷⁹ Réunion du Conseil général, 18 février 1937, p. 11. AMSAB-ISG, 1937-02-18_bwp_AR.pdf

¹⁸⁰ Polasky, *op. cit.*, p. 241.

¹⁸¹ Séance du Parti, 22 janvier 1937, AMSAB-ISG, p. 36, 1937-01-22_bwp_BU.pdf

¹⁸² André Leroux, « La crise politique belge », *Le Populaire*, 29 janvier 1937, p.3. Voir aussi Elsa Rayet, « Onteniente et la guerre d'Espagne », *Cahiers marxistes*, 213, 1999, p. 160.

Tandis que le Patron récupère de sa crise de conscience, le secrétaire général de la Commission syndicale, Corneille Mertens, se remet de la fièvre solidaire des premiers mois : il est devenu un ardent défenseur du socialisme national de Spaak et De Man. Au cours d'une séance conjointe avec le POB, il décrit d'entrée de jeu la brouille au sein de l'IOS concernant les origines de la non-intervention :

Nous assistons à ce spectacle que c'est Blum qui a demandé au gouvernement anglais de formuler une proposition de neutralité dans les affaires de l'Espagne. Dans nos réunions les Anglais nous disent que les Français l'ont demandé et les Français prétendent le contraire. [...] Pendant ces cinq réunions, nous avons vu cette lutte entre français et anglais qui se rejettent la balle¹⁸³.

De toute façon, le chef syndicaliste considère que le maximalisme des socialistes espagnols justifie amplement le maintien de la non-intervention. Il cite Caballero s'adressant aux Jeunesses socialistes peu avant le soulèvement militaire : « *le seul salut du prolétariat est de mourir ou vaincre les armes dans les mains* », et en tire la conclusion suivante : « *Les événements ont commencé là et vous voyez comment ils se déroulent.* » Aux yeux de Mertens, les socialistes italiens, autrichiens et espagnols paient le prix de leurs tactiques insurrectionnelles et le reste du mouvement n'a certes pas à écopier pour ces folies révolutionnaires : « *Dans les Internationales on n'est pas d'accord pour suivre une politique qui peut nous conduire à la guerre. J'ai entendu dire par des Français, qu'ils ne veulent pas nous conduire à la guerre pour l'Espagne et je dis la même chose.* » Puis, il évoque Citrine qui a déclaré à maintes reprises que le gouvernement britannique n'abandonnerait jamais sa neutralité; que « *l'immense majorité du peuple britannique et tout le LABOUR Party y compris, ne veut pas abandonner la non-intervention.* » Voilà pourquoi Mertens est persuadé que la position non interventionniste de Spaak est la meilleure. Lorsqu'il déclare que le Bureau du POB devra se débrouiller sans la Commission syndicale s'il décide de s'opposer au ministre des Affaires étrangères, Vandervelde le met vivement en garde contre toute atteinte à la position solidaire de l'IOS :

[...] mais ce qu'on ne fera jamais admettre par l'IOS, c'est que quelle que soit la politique des gouvernements, elle reste passive devant le spectacle abominable des puissances fascistes intervenant en Espagne s'efforçant d'assassiner la République et

¹⁸³ Séance du Bureau de la Commission Syndicale et du Bureau du Parti, 9 février 1937, Institut Émile Vandervelde (IEV), Bureau du POB 1937-1938, p. 104.

nous croisant les bras et disant "tout cela est dommage, mais il faut nous résigner dans l'intérêt de la Paix"¹⁸⁴.

Il est impératif, explique le Patron, de concilier la participation gouvernementale avec la solidarité envers l'Espagne, puisque le manquement à l'obligation morale de solidarité serait fatal pour l'IOS :

Nous devons soutenir par tous les moyens en notre pouvoir nos amis espagnols. On pourra trouver d'excellents arguments pour soutenir la politique suivie par le gouvernement belge, mais si nous n'agissons pas dans l'IOS avec plus de force et plus d'énergie, il se réalisera une chose, dont Buset a parlé venant d'Espagne, que l'Espagne sera le tombeau de la IIe Internationale¹⁸⁵.

Après cette brève incursion dans le mouvement belge, revenons à la dimension internationale du conflit espagnol.

Dans les instances internationales

La nouvelle année s'est inaugurée par le dépôt au Comité de Londres de la proposition franco-britannique de contrôle des côtes ibériques et de proscription des combattants étrangers. Nenni fait part au *Populaire* du point de vue des Espagnols à ce sujet :

L'opinion espagnole est très sceptique sur la possibilité d'obtenir en faisant appel exclusivement aux forces morales et au droit international, l'adhésion de l'Allemagne et de l'Italie à une politique réelle de non-intervention. Mais d'une façon générale, elle reconnaît que le grand problème européen posé par les événements d'Espagne est en effet celui d'empêcher – par des moyens appropriés – l'intervention des États fascistes¹⁸⁶.

Du côté des Internationales socialistes, Schevenels, dans son communiqué portant sur la campagne de solidarité, évoque la position délicate dans laquelle Blum a plongé le mouvement en ratifiant la non-intervention :

Si, par la suite, les deux Internationales ont, par la force des choses, dû subir le pacte de non-intervention conclu par les gouvernements, c'était pour des raisons que tout le monde connaît et qui ont précisément déterminé l'attitude de tous les gouvernements

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 103.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 102.

¹⁸⁶ « Pietro Nenni nous déclare... », *Le Populaire*, 2 janvier 1937, p.3.

*démocratiques et de toutes les organisations ouvrières nationales responsables, sans exception, quelle que soit leur tendance particulière*¹⁸⁷.

Il félicite cependant les Internationales qui, dans ce contexte difficile, n'ont pas dérogé du devoir de solidarité à l'égard de la République. Elles ont effectué sans relâche, par des moyens appropriés, du lobbying pour la République et contre la légitimation des rebelles par les gouvernements et l'opinion publique. Les violations incessantes de l'accord de non-intervention, poursuit-il, ont par ailleurs entraîné la tenue d'assemblées conjointes où les résolutions et actions à entreprendre ont été adoptées puis publicisées. Le secrétaire insiste sur le fait « *que toutes ces décisions et résolutions ont été prises à l'unanimité et que, chaque fois, les actions préconisées ont été entreprises sans délai*¹⁸⁸. »

En terminant, Schevenels souligne la « grave crise diplomatique » résultant du rejet par l'Italie et l'Allemagne de la proposition franco-anglaise de contrôle des côtes ibériques et de prohibition des combattants étrangers. Il annonce qu'un entretien consacré à ce thème se tiendra le 14 janvier entre les secrétaires des Internationales et les délégations de France et d'Angleterre¹⁸⁹.

Les projets de grande conférence pour l'Espagne et d'union interparlementaire socialiste

À cet entretien du 14 janvier, Jouhaux plaide sur la nécessité de reprendre l'initiative en matière de solidarité pour l'Espagne et suggère la tenue d'une grande conférence ouverte à tous les sympathisants de la cause républicaine. Citrine rétorque qu'il s'oppose à ce que des communistes y soient invités.

Pendant ce temps, à Valence, Schevenels s'évertue à convaincre Caballero et Tomas qu'il est impossible – compte tenu des caractéristiques actuelles du mouvement – de tenir une conférence « ouverte à tous ». Le chef du *Frente popular* lui répond sèchement que la conférence en question comblerait les lacunes des Internationales en matière de lobbying¹⁹⁰.

¹⁸⁷ Circulaire, 8 janvier 1937, p. 1, IISH, SAI, 2763d/3-5.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 2.

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ Buchanan, *op. cit.*, p. 85-86.

Plus conciliant, Tomas suggère un compromis : une conférence de l'IOS et de la FSI pour l'Espagne – strictement socialiste – à laquelle participeront les parlementaires des PS¹⁹¹. En plus des bénéfices médiatiques découlant d'un tel événement, poursuit le secrétaire de l'UGT, les groupes parlementaires auraient l'occasion de se concerter puis de synchroniser leurs actions politiques pour l'Espagne. Pour sa part, Schevenels est conscient de l'influence grandissante des communistes en Espagne et comprend l'importance de satisfaire, dans la mesure du possible, les requêtes des socialistes espagnols afin de prévenir leur défection. C'est pourquoi, à son retour d'Espagne, il discute avec Citrine de la viabilité du projet de conférence ouverte et fait même allusion à la possibilité de fournir aux républicains une centaine de mitrailleuses¹⁹².

Parallèlement à la visite de Schevenels, une députation socialiste belge composée de Camille Huysmans, Edward Anseele, Max Buset, Isabelle Blume et Paul Finet séjourne en Espagne¹⁹³. Ils remarquent à leur tour l'influence grandissante des communistes et en concluent que l'IOS et la FSI doivent accroître leur implication sur le terrain. Au fil des discussions avec les camarades espagnols, trois projets sont retenus : la mise sur pied d'un hôpital militaire, la réalisation d'une union interparlementaire socialiste ainsi qu'une grande conférence pour l'Espagne. L'objectif de ce dernier projet serait d'amorcer un mouvement d'opinion, surtout en Angleterre, en faveur de « *la reconnaissance du Gouvernement républicain comme la seule représentation légitime et constitutionnelle du peuple espagnol ainsi que le rétablissement de toutes les relations qui découlent de cette reconnaissance*¹⁹⁴. » Tandis que certains suggèrent qu'elle se déroule à Londres, Huysmans, lui, préfère Toulouse pour la raison suivante : « *C'est plus près, nous avons un gouvernement plus favorable, et d'autre part, il ne serait pas mauvais que les délégués puissent éventuellement passer la frontière et voir de leurs propres yeux*¹⁹⁵. »

¹⁹¹ Walter Schevenels, *Report of Joint Réunion of IFTU executive and LSI*, 17 février 1937, IISH, SAI, 19/5/18, p.1-6. Voir aussi Walter Schevenels, *Rapport confidentiel sur la mission en Espagne du 21-29/01/37*, IISH, SAI, 2763°/18.

¹⁹² « Report of interview between Schevenels and Citrine, 8/2/37 », TUC doc 3, cité dans Buchanan, *op. cit.*, p.149.

¹⁹³ Huysmans est un militant notoire du mouvement et bourgmestre d'Anvers; Anseele, Buset et Blume sont membres du Bureau du POB; Finet est syndicaliste.

¹⁹⁴ Séance du Bureau du POB, 5 février 1937, IEV, Bureau du parti 1937-1938, p. 72, p. 75.

¹⁹⁵ Réunion du Conseil général du POB, 18 février 1937, p. 10, AMSAB-ISG, 1937-02-18_bwp_AR.pdf

À son retour d'Espagne, la députation belge va chercher à intensifier l'implication des Internationales. L'édition du Peuple du 31 janvier fait connaître les propositions de la délégation. Elle a ceci à nous apprendre concernant le projet d'union interparlementaire :

[...] que les ministres socialistes des Affaires étrangères des pays démocratiques se réunissent pour discuter des affaires d'Espagne; [...] que la délégation belge à l'IOS ait une entrevue avec les délégations des pays où les socialistes collaborent au gouvernement, pour préciser leur attitude en ce qui concerne la politique de l'IOS et la faire examiner à nouveau au sein de l'IOS¹⁹⁶.

La question espagnole monopolise ensuite les séances du Bureau du parti les 5 et 8 février. Le 5 février, Buset commente le séjour de la délégation, insiste sur l'accroissement de la présence socialiste là-bas, puis met en valeur les avantages découlant d'un rapprochement entre la Belgique et l'Espagne républicaine :

Après les événements, nous y aurons une démocratie qui fera des réalisations importantes mais qui se souviendra des amitiés qu'elle aura eues. Nous devons dire en Belgique que l'Espagne est susceptible à un développement économique formidable et que nous pouvons l'aider à ce développement. Je souhaiterais dès que se dessine la victoire, que nous formions nous-mêmes une bourse du travail pour leur procurer des spécialistes, pour les aider à l'expansion face aux exigences économiques, qu'elle aura à chercher des relations extérieures et qu'elle sera influencée par le souvenir de la guerre et les pays qui auront eu l'air d'ignorer sa détresse actuelle ou qui n'interviennent pas en sa faveur n'auront pas des accords avantageux¹⁹⁷.

Le 8 février, ce sont Anseele et De Block qui cette fois s'évertuent à convaincre Spaak de souscrire au projet d'union interparlementaire socialiste. Celui-ci permettrait de synchroniser l'action pour l'Espagne et d'éviter que se reproduisent d'autres incidents diplomatiques tels que l'affaire Borchgrave. Anseele en profite pour faire part des inquiétudes espagnoles relativement à la présence de sympathisants franquistes dans les ambassades de pays qui comptent des ministres des Affaires étrangères socialistes : la Norvège, la Suède et... la Belgique. Il avalise les craintes espagnoles en commentant sa propre visite de l'ambassade belge :

[...] quand nous sommes allés là-bas, on nous a dit qu'il y avait 40 Espagnols et que c'était des femmes et des enfants et des vieillards. Je dis que ce sont des fascistes.

¹⁹⁶ Séance du Bureau du POB, 8 février 1937, IEV, Bureau du parti 1937-1938, p. 88.

¹⁹⁷ Séance du Bureau du Parti, 5 février 1937, IEV, Bureau du Parti 1937-1938, p. 77-78.

*Notre visite à l'Ambassade belge les a ennuyés. J'ai l'impression qu'ils y ont même un poste de T.S.F. Il y a des types très louches à l'ambassade*¹⁹⁸.

C'est en discutant de cette affaire, poursuit-il, que la délégation belge et leurs camarades espagnols en sont venus à se demander :

*[...] si les ministres socialistes des différents pays ne pourraient se réunir incognito [...] si vous pouviez avoir une réunion avec les ministres socialistes français, tchécoslovaques, etc. vous verriez beaucoup plus clair et vous pourriez prendre certaines décisions et exercer des influences de telle façon qu'on change cette politique vis-à-vis de l'Espagne*¹⁹⁹.

Anseele termine son allocution en insistant pour « *que nous fassions un effort au point de vue diplomatique pour entraver le blocus et que le Parti prenne parti contre le blocus et pour l'envoi des armes*²⁰⁰. » Quant à Spaak, il rejette du revers de la main les allégations de « mauvaise fréquentation » de l'ambassade belge à Valence et livre un plaidoyer en faveur de la non-intervention, évoquant les moyens limités des petites puissances et l'impossibilité d'intervenir sans le concours de la France et de l'Angleterre. En revanche, le ministre des Affaires étrangères ne voit aucun problème à se réunir avec ses homologues socialistes, et ce, même « s'ils ne contemplent pas l'abrogation de la non-intervention dans un avenir rapproché ». Enfin, Spaak s'accorde sur l'impact médiatique bénéfique que pourrait avoir une grande conférence pour l'Espagne²⁰¹. Pour sa part, le secrétaire flamand du POB, Auguste De Block, abonde dans le sens de Spaak en ce qui concerne les moyens limités des petites puissances. Il croit cependant qu'il y a tout à gagner en mettant sur pied un réseau ministériel alternatif; une sorte de non-intervention relâchée à l'échelle européenne :

*On peut suivre deux politiques : une politique officielle qui doit être la non-intervention, mais à côté de cela une politique officieuse et de ce côté on pourrait peut-être faire beaucoup si les ministres socialistes des différents pays pouvaient se voir. [...] Je conclus : 1) au point de vue de la politique à suivre par le Gouvernement, je pense qu'il n'y pas moyen de faire autre chose que de suivre la non-intervention; 2) une réunion devrait avoir lieu entre des socialistes des différents pays pour voir ce qu'on pourrait faire*²⁰².

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 81.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 81.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 82.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 84.

²⁰² *Ibid.*, p. 87.

En fin de compte, le Bureau du POB n'adoptera que la proposition de conférence pour l'Espagne, tout en spécifiant « [qu'il] *n'y a pas lieu de faire une action avec les communistes, mais bien avec les Trade Unions (syndicats)*²⁰³. » La proposition se voit ensuite relayée aux instances internationales.

À la requête du mouvement espagnol, une séance des Internationales est convoquée le 17 février au siège de la CGT pour discuter de « l'extension des invitations » à la conférence²⁰⁴. Entretemps, Wauters informe Adler qu'il sera absent puisque le Conseil général belge tient le même jour une importante séance sur l'Espagne. Il en profite pour lui faire part des fortes résistances dans le mouvement belge face à la conférence anticipée : certains souhaiteraient plutôt la tenue d'une réunion des PS scandinaves, tchécoslovaque, français et anglais²⁰⁵. De son côté, le PS de Suède fait savoir qu'il n'enverra aucun délégué puisqu'il considère que la question espagnole a été amplement débattue et qu'elle concerne avant tout les sections françaises et anglaises²⁰⁶. Enfin, et bien qu'ils soient à l'origine de la convocation, le PSOE et l'UGT ne seront pas en mesure d'y assister²⁰⁷.

En visite à Londres, Huysmans et Willem Eekelers – ce dernier est syndicaliste et député d'Anvers – s'entretiennent avec Attlee et Gillies. Les chefs travaillistes réaffirment leur refus d'assister à une conférence où des communistes seraient présents. Attlee suggère plutôt un événement dépolitisé, consacré au FIS, se déroulant en sol anglais, et dont l'objectif serait de convaincre l'opinion publique et le gouvernement anglais de souscrire à la campagne humanitaire. Les questions politiques, elles, seraient reléguées aux séances se déroulant à huis clos. Eekelers s'accorde avec le projet et suggère que les délégations soient peu nombreuses afin de minimiser les tensions et faciliter l'adoption de moyens d'action.

Lorsque la proposition d'Attlee est soumise au Bureau du POB, Vandervelde fait part de ses réserves concernant son apolitisme puis rappelle que c'est précisément pour cette raison que Zyromski et Jouhaux désirent qu'elle se déroule en sol français.

²⁰³ *Ibid.*, p. 88.

²⁰⁴ Circulaire, 9 février 1937, IISH, SAI, 3401. Voir aussi « Réunion du FIS », 9 février 1937, IISH, SAI, 2763e/45.

²⁰⁵ Wauters à Adler, 12 février 1937, IISH, SAI, 2763/50.

²⁰⁶ PS suédois à Adler, 13 février 1937, IISH, SAI 2763e/56.

La séance du 17 février

Schevenels inaugure la séance du 17 février par le bilan de sa mission du mois précédent en Espagne. S'ensuivent les débats sur le projet de conférence²⁰⁸. D'entrée de jeu, Citrine déplore que les Espagnols – qui ont convoqué cette assemblée – ne soient présents afin d'exposer leurs attentes et aider les Internationales à se positionner. Adler lui rappelle que l'Espagne est toujours en guerre et que leur absence se voit dès lors amplement justifiée. Citrine poursuit en émettant des doutes sur les retombées positives de la conférence. Il craint que le socialisme international présente une image ambivalente à l'opinion publique, ou pis, qu'il donne l'impression de partager la position des gouvernements, ce qui ne contribuerait en rien au prestige de l'IOS et de la FSI²⁰⁹. De Brouckère rétorque que les Internationales ont l'obligation de répondre aux attentes espagnoles, mais surtout, « de ne rien faire qui puisse diminuer encore plus leur représentativité dans la sphère internationale ». Il évoque les retombées positives des déclarations et résolutions du socialisme international sur l'opinion publique puis souligne que l'UGT a fait la moitié du chemin en acceptant le caractère exclusivement socialiste de la conférence. Le président de l'IOS demande à ce qu'elle se tienne dans les plus brefs délais – afin de ne pas perdre l'initiative – et que de grandes délégations y participent. Bracke abonde dans le sens de de Brouckère en ce qui concerne l'importance de satisfaire les requêtes espagnoles. Bien qu'il soit peu probable que la conférence change quelque chose, avance-t-il, l'essentiel reste que des députés socialistes se rencontrent et se concertent. Jouhaux, lui, déplore que la requête initiale – un grand rassemblement antifasciste pour l'Espagne – ait été rejetée, alors qu'elle aurait pu engendrer d'importantes retombées, à l'instar de la conférence pour la Paix de 1921. Il croit cependant que l'événement envisagé aura son utilité puisqu'il permettra d'accroître les pressions pour l'abrogation de la non-intervention et d'élever une forte protestation contre le schéma de contrôle naval, dont l'échec aura sûrement été consommé à pareille date. Le chef de la CGT livre ensuite un plaidoyer sur le rôle des petites puissances et l'influence qu'elles peuvent avoir sur les grandes :

²⁰⁷ Tomas à IOS, 16 février 1937, IISH, SAI, 2763e/65.

²⁰⁸ Pour la FSI : Citrine, Mertens, Kupers, Jouhaux, Tayerle, Jacobsen, Schevenels, Stolz. Pour l'IOS : de Brouckère, Adler, Hilferding, Bracke, Abramovitch, Modigliani. « Report of Joint Meeting of IFTU Executive and LSI Bureau », 17 février 1937, IISH, SCW/5/36.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 3.

[...] *if a protest were made, say, by a Scandinavian country to the effect that it would no longer participate in a scheme which was being violated then that would undoubtedly have its effects upon the larger Powers. Small country could play a very important part in this matter*²¹⁰.

Revenant au thème de la conférence, Citrine insiste pour qu'elle se tienne à Londres, non pas à Genève ou à Toulouse, afin de démontrer « une fois pour toutes » aux camarades espagnols que ses vues reflètent celles de la base militante anglaise. L'assemblée adopte la suggestion du secrétaire général du TUC : la conférence se déroulera à Londres les 10 et 11 mars; y assisteront en grand nombre des militants et parlementaires; l'objectif étant de « *Donner à la conférence commune le plus de retentissement et d'autorité qu'il se peut* » puis « [d'associer], *aux yeux de l'opinion publique, les groupes socialistes qui siègent dans les Assemblées à la délibération comme à l'action qui s'ensuivra*²¹¹. » Elle se verra précédée par les séances du Bureau et de l'Exécutif de l'IOS ainsi que par une rencontre conjointe des deux Internationales²¹².

Avant de clore la séance, Citrine demande à ce qu'Adler et Schevenels s'assurent que le communiqué dénonce le déploiement de soldats italiens et allemands « au moment même où se déroulent les négociations sur le contrôle », tout comme l'attitude des démocraties qui ont passé outre cette violation au pacte de non-intervention²¹³.

Une grande conférence... du Fonds international de solidarité

À la fin février, Citrine communique à Schevenels le cadre dans lequel devra se dérouler la conférence. Il lui explique tout d'abord que les autorités britanniques ont été avisées qu'il s'agit d'un événement caritatif et que les participants ne viendront qu'à cette fin. Ensuite, il l'avertit que le gouvernement britannique n'entend tolérer « aucune immixtion dans les affaires espagnoles²¹⁴ »; que les agents de douanes repousseront tout individu suspecté de venir faire de la propagande pour l'un des deux camps; que les étrangers pris dans une

²¹⁰ *Ibid.*, p. 5.

²¹¹ Bracke, « Pour l'Espagne républicaine : L'effort des deux internationales », *Le Populaire*, 7 mars 1937, p. 2.

²¹² Adler aux membres de l'Exécutif et aux Secrétariats des Partis affiliés, 19 février 1937, IISH, SAI, 484/2.

²¹³ « Report of Joint Meeting of IFTU Executive and LSI Bureau », *loc. cit.*, p.5.

réunion non autorisée seront expulsés, telle intransigeance s'expliquant par le refoulement d'un nombre croissant d'activistes étrangers, précise Citrine²¹⁵. Il sera donc impératif de veiller à ce que les participants aient en main les laissez-passer attribués par leurs organisations respectives et qu'ils ne participent qu'aux activités du NCL pour le FIS.

Quelques jours avant la conférence, Bracke annonce aux lecteurs du *Populaire* que la SFIO y enverra une délégation de 14 militants. Le caractère novateur de l'événement, écrit-il, « *c'est d'une part, l'initiative prise par les organisations espagnoles elles-mêmes, et c'est, d'autre part, l'élargissement de la conférence [...]*²¹⁶. » Bracke ne se réfère toutefois pas au caractère strictement humanitaire et socialiste, qui n'a plus grand-chose à voir avec la requête initiale des Espagnols. Toujours dans *Le Populaire*, Zyromski précise que les participants devront « *se préoccuper des conditions et des moyens pour peser effectivement sur la politique des gouvernements démocratiques en vue d'assurer la victoire de la République espagnole* ». Et afin d'y parvenir, il sera nécessaire de dresser un plan d'action efficace. Par ailleurs, Zyromski souhaiterait que le thème du rétablissement de la paix à la suite d'une victoire républicaine soit abordé, soulignant au passage que ce processus ne doit pas se faire au prix des avancées sociales et de la révolution²¹⁷.

La réunion de l'Exécutif de l'IOS du 8 mars, celle conjointe du 9 mars et la Conférence de Londres des 10 et 11 mars.

À Londres, lors des séances préliminaires des 8 et 9 mars, le climat est tendu. Manuel Cordero et Francisco Azorin, les rapporteurs du PSOE à l'IOS, ne sont pas du tout enchantés par le caractère philanthropique de la conférence. Ils font savoir à plusieurs reprises que l'événement n'a rien à voir avec leur requête initiale, qu'ils entendent donc boycotter les actes publics pour protester contre leur apolitisme²¹⁸.

²¹⁴ Stolz aux affiliés, « Conférence internationale de la FSI et de l'IOS au sujet de l'Espagne », 2 février 1937, IISH, SAI 940/11.

²¹⁵ Citrine à Schevenels, « *IFTU and LSI Conference and Demonstration RE Spain* », 27 février 1937, IISH, SAI 940/2.

²¹⁶ Bracke, *loc. cit.*, p. 1.

²¹⁷ Jean Zyromski, « La conférence internationale des 10 et 11 mars pour l'Espagne républicaine », *Le Populaire*, 3 mars 1937, p. 4.

²¹⁸ Ils y assisteront finalement à titre d'observateurs. Voir « Memoria sobre la Conferencia internacional convocada en Londres », [S.D.], FPI, AH-74-1. Voir aussi Buchanan, *op. cit.*, p. 86.

La conférence débute le 10 mars. Précisons ici que seuls les journalistes socialistes, tels que Louis Lévy du *Populaire*, sont admis à ces séances « politisées ». Bondant le hall central de Westminster, on dénombre pas loin de 200 militants provenant de 19 pays et qui, selon Lévy, sont réunis par le désir « *d'aider au mieux l'Espagne républicaine* » et par la conviction que « *les républicains espagnols ne défendent pas seulement leur liberté, mais notre liberté à tous [...]*²¹⁹. »

Présidant la séance avec sa fermeté habituelle, Citrine procède au discours d'ouverture puis donne la parole aux représentants espagnols. Tomas, que Levy décrit comme « *jeune et ardent* », explique que le PSOE et l'UGT ne cherchent pas « l'anarchisation » de l'Espagne, tandis que Cordero tient à ce qu'il soit clair que, contrairement à ce qu'affirme la presse bourgeoise, aucune église n'a été fermée et que celles qui ont été incendiées servaient de repères à l'ennemi²²⁰. Tomas enjoint alors l'assemblée à œuvrer pour contrer « l'abstentionnisme suicidaire des démocraties » qui a facilité l'avènement du fascisme en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Abyssinie et dont l'Espagne fait aujourd'hui les frais. Puisque les méthodes du fascisme ne relèvent pas de la raison ou de la morale, poursuit Tomas, les socialistes doivent recourir à la force, lorsque nécessaire. Cordero abonde dans le même sens : si les Internationales ne veulent pas disparaître, une révision des tactiques s'impose²²¹.

Cette première journée se termine par un rallye solidaire ouvert au public et consacré exclusivement à la campagne humanitaire. Peu courue et boycottée par la délégation espagnole, l'expérience s'avère de surcroît désagréable pour Citrine qui se fait interrompre et même huer lors de ses interventions²²².

À la reprise de la séance le lendemain, Nenni livre un énergique plaidoyer : « l'Internationale n'est pas un État, elle n'a pas à tenir compte des difficultés gouvernementales et elle doit définir une politique ouvrière. » Il déplore comment certains cadres et militants oublient le principe de la paix indivisible; « [qu'ils] *s'obstinent à ne pas*

²¹⁹ Louis Levy, « La conférence de Londres s'est ouverte hier », *Le Populaire*, 11 mars 1937.

²²⁰ « *Memoria sobre la Conferencia* », loc. cit., p. 3.

²²¹ Levy, *loc. cit.*

voir le lien indissoluble entre leur destin et celui du peuple espagnol » en raison de leur propension « *à isoler les faits, à en considérer les détails et non l'ensemble* ». Dans la lutte globale entre le socialisme et le fascisme, clame ensuite Nenni, « il n'y a plus de neutralité qui tienne », et les socialistes ont le devoir d'intensifier l'agitation afin que les démocraties prennent conscience de la dimension européenne de la guerre d'Espagne. Jouhaux poursuit dans cette veine internationaliste en enjoignant les organisations ouvrières à agir de leur propre chef et de ne pas se soumettre aux gouvernements. Même chose pour de Brouckère, qui estime que les contraintes éprouvées par un PS dirigeant ou participant à un gouvernement ne sauraient entacher l'idéal des Internationales ou limiter leur champ d'action. Le président de l'IOS insiste à son tour sur le caractère universel des requêtes espagnoles, celles-ci « correspondant entièrement aux aspirations de tout socialiste »²²³. Vandervelde, lui, dénonce la « banqueroute frauduleuse » de la non-intervention et d'un contrôle naval qui ne sera « jamais sérieusement appliqué ». Et lorsque l'échec du plan de retrait des combattants étrangers aura été constaté, poursuit-il, il incombera aux Internationales de « *transformer la politique suivie depuis six mois et rétablir "les notions essentielles du droit des gens."* » Il plaide en dernier lieu sur l'importance de « galvaniser » l'opinion publique en faveur de la République.

Les derniers orateurs opposés à la non-intervention sont J. H. Albarda et Attlee. Tandis que le chef du PS hollandais déclare que « *la guerre d'Espagne n'est pas une guerre civile, mais une guerre internationale qui met en péril tous les pays démocratiques* », le chef du LP, lui, reproche à Baldwin son mépris envers le droit international, puis professe sa foi envers la sécurité collective et la victoire républicaine²²⁴.

Le discours de Marceau Pivert, le chef de la tendance « défaitiste révolutionnaire » de la SFIO, ne figure pas dans les minutes de la séance. On en retrouve cependant le compte-rendu dans *Le Populaire*. Revendiquant le caractère fondamental des idéologies, Pivert estime que ce qui est grave dans « l'angoissant problème de l'aide à l'Espagne », tout comme dans celui de la « lutte contre la guerre », « *c'est que les obstacles semblent venir*

²²² Buchanan, *op. cit.*, p. 86.

²²³ « Memoria sobre la Conferencia », *loc. cit.*, p. 4.

²²⁴ Louis Levy, « Ce que fut la dernière journée de la conférence », *Le Populaire*, 13 mars 1937, p. 3.

*autant de nous-mêmes que de nos ennemis de classe*²²⁵. » En effet, il s'inquiète de la préséance parmi les socialistes d'une perspective militariste des relations internationales qui, d'une part, laisse croire que l'Europe est au bord de la guerre, et d'autre part, ne tient aucunement compte de la lutte des classes :

[...] *ceux qui veulent la guerre d'un côté, et ceux qui se préparent à l'accepter de l'autre... Comme si, décidément, la frontière de classe devait s'effacer devant la fatalité d'une catastrophe à laquelle les peuples acceptent de se préparer fébrilement en s'épuisant à l'avance dans la course aux armements*²²⁶.

Pivert termine par un plaidoyer en faveur d'une Internationale socialiste et révolutionnaire « *décidée au plus impitoyable des combats de classe*²²⁷. »

Les discours de Zyromski et de Grumbach reflètent davantage la ligne majoritaire de la SFIO. Le premier réclame « *la fin des interventions fascistes et le retour de la liberté commerciale pour l'Espagne républicaine* » tout en insistant sur la nécessité que le Front populaire reste au pouvoir en France puisque sa chute constituerait « *un nouvel échec pour la République espagnole*²²⁸. » Le second constate l'échec de la non-intervention mais considère qu'il est dangereux de l'abandonner en ce moment; qu'il vaut mieux chercher à obtenir le retrait des combattants étrangers ou attendre que l'échec du retrait entraîne une reconsidération de la ligne du parti. Chez les Anglais, Gillies soutient une position similaire : l'échec certain du contrôle naval va permettre d'exposer les violations du pacte de non-intervention puis d'amener les démocraties à reconsidérer leur position²²⁹.

Passons maintenant à l'allocation d'un non-interventionniste déclaré qui vient jeter une douche froide sur l'assemblée. Fidèle à son habitude, Bevin s'adresse tout d'abord aux délégués français pour leur signifier que la non-intervention, ne leur en déplaise, est bel et bien française, et qu'il est malhonnête d'en reporter l'entière responsabilité sur l'Angleterre. Grumbach rétorque alors que la SFIO sera innocentée le jour où les archives diplomatiques

²²⁵ Marceau Pivert, « D'une tragédie à l'autre? », *Le Populaire*, 13 mars 1937, p. 4.

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ Levy, *loc. cit.*

²²⁹ « *comprobar las transgresiones para colmar las razones a las Democracias pacifistas para llevarlas a una decision* ». « Memoria sobre la Conferencia », *loc. cit.*, p. 5.

pourront être publiées²³⁰. Bevin poursuit en faisant l'apologie de la politique de Baldwin : le premier ministre n'est certes pas franquiste puisque Franco n'a toujours pas les droits de belligérances; il est conscient du choc imminent entre les puissances démocratiques et fascistes, mais tout aussi conscient que l'Angleterre ne peut entrer en guerre pour l'instant. Le leader de la TGW croit en revanche que Baldwin se montrera intransigeant en matière de retrait des combattants étrangers, l'Angleterre s'étant toujours opposée à l'immixtion des puissances dans les conflits locaux. Le cas échéant, précise Bevin, il faudra voir à ce que l'application bilatérale du retrait des étrangers n'entraîne pas la reconnaissance de Franco.

S'évertuant à convaincre l'assemblée que la seule alternative à la non-intervention est la guerre européenne, Bevin déclare à Tomas et Cordero : « *We are willing to give you money. We are willing to give you food and medical supplies. But arms? No! Abandonment of the Non-intervention policy? No! For any other policy would lead to a world war*²³¹. » Il enjoint ensuite ses homologues du LP à soulever sans relâche à la Chambre des communes la question des intérêts britanniques en zone nationaliste, plus particulièrement le fait que Franco puisse financer son effort de guerre par la vente de minerai provenant des concessions anglaises aux Allemands. Puis, Bevin évoque le labeur incessant des organisations anglaises pour transformer une opinion publique échaudée par les abus des éléments qu'il qualifie « d'anarchistes révolutionnaires ». Enfin, il demande aux Espagnols de ne pas se faire d'illusions sur la marge de manœuvre du mouvement anglais, de se montrer compréhensifs, de laisser le NCL déployer sa politique avec souplesse, mais de ne douter à aucun instant que tout sera fait pour assurer le triomphe des forces démocratiques espagnoles.

En soirée, l'assemblée se penche sur un programme d'action soumis par Tomas et dont les 5 points vont comme suit :

- 1) La publication d'un document explicatif sur les origines et le sens de la lutte en Espagne;

²³⁰ Séance du Bureau Parti, 15 mars 1937, IEV, Bureau du Parti 1937-1938, p. 148.

²³¹ *Tribune*, 19 mars 1937. Cité dans Alpert, *op. cit.*, p. 119.

- 2) Que les parlementaires socialistes français et anglais s'enquière des intentions véritables de leurs gouvernements envers la République espagnole (« *averiguen el secreto designio de los gobernantes respecto a nosotros.* »);
- 3) Que les parlementaires socialistes exigent de leurs gouvernements la suppression du Comité de non-intervention et le retour des droits de commerce de la République;
- 4) Qu'armes et munitions soient envoyées au gouvernement républicain;
- 5) Que des arrêts de travail sporadiques soient effectués dans le monde entier pour marquer la solidarité avec l'Espagne²³².

Les Français émettent des réserves à propos des points trois et cinq. D'une part, ils suggèrent d'attendre ce qu'il adviendra du contrôle naval et du retrait des combattants étrangers avant de revendiquer la dissolution du Comité de non-intervention, et d'autre part, ils trouvent que les grèves ont peu d'influence sur les gouvernements et l'opinion publique. La délégation du LP ne manque pas l'occasion de se targuer d'être l'unique parti outre-Pyrénées s'opposant ouvertement à la non-intervention²³³. Rappelons toutefois que LP n'est qu'un parti d'opposition; qu'il n'a pas à compromettre ses principes internationalistes.

Vient le moment du vote : le point 1 est facilement adopté, la motion stipulant que « *Les deux Internationales décident de rendre publics les documents relatifs à l'origine et au caractère de la lutte en Espagne*²³⁴. » Les points 2 et 3 sont eux aussi adoptés, l'assemblée donnant le mandat aux groupes parlementaires de dénoncer sans relâche les infractions au Pacte de non-intervention. Les points 4 et 5 sont rejetés.

La plénière chargée de la rédaction de la résolution est formée par de Brouckère, Bracke, George Lathan (G.-B) et un certain Hoeglund (Suède)²³⁵. Soucieux de ne pas exercer de pressions supplémentaires, les Espagnols s'abstiennent d'y participer. Ils demandent

²³² « Memoria sobre la Conferencia », p. 3.

²³³ « The Labour Party, Report of the 37th Annual Conference », 4-8 octobre 1938, p. 8-9. IISH, SAI.

²³⁴ « Les origines de la lutte en Espagne », IISH, SAI, 940/34-36.

²³⁵ Lathan est député ainsi que trésorier du LP; Hoeglund est maire de Stockholm et rapporteur à l'IOS.

toutefois à ce que la résolution condamne la participation de l'Allemagne et de l'Italie au contrôle naval tout en exigeant le retrait immédiat des combattants étrangers²³⁶.

La version finale du texte de résolution réclame une stricte application de la sécurité collective et du principe de paix indivisible – seuls moyens de mettre en échec le bellicisme des puissances fascistes chaque jour plus flagrant. Elle reprend ensuite la formule de « lutte pour la libération nationale » tel qu'énoncée par le chef du parti *Izquierda republicana* et président de la République espagnole, Manuel Azana :

*Il est aujourd'hui évident aux yeux de tous que nous assistons à une agression délibérée de l'Italie et de l'Allemagne fasciste contre l'Espagne et que celle-ci se trouve engagée, suivant la juste formule du président Azana, non dans une guerre civile, mais dans la guerre de sa libération nationale*²³⁷.

Les requêtes de la délégation espagnole ont été satisfaites. D'une part, le retrait unilatéral des étrangers qui combattent dans le camp franquiste est revendiqué, considérant que « *La position des volontaires véritables, qui, animés par un idéal, combattent dans les brigades internationales pour la liberté des peuples est essentiellement différente de celle des mercenaires que les dictateurs fascistes ont mis à la disposition de Franco.* » D'autre part, la participation de l'Allemagne et de l'Italie au programme de surveillance côtière est dénoncée. Une fois le constat d'échec du contrôle naval dressé, le devoir des organisations affiliées consistera à « [...] *travailler à faire prévaloir, par tous les moyens en leur pouvoir, une politique assurant à la démocratie espagnole la possibilité de se procurer par le commerce libre tous les moyens nécessaires à sa défense*²³⁸. » À cet escient, il conviendra entre autres de poursuivre les efforts de sensibilisation de l'opinion publique mondiale :

C'est parce que cette opinion était mal informée ou tiède que l'agression a été possible. C'est parce qu'elle n'a pas fourni aux gouvernements bien disposés un appui suffisant, parce qu'elle n'a pas exercé sur les gouvernements mal disposés la pression nécessaire que la politique préconisée par les deux internationales a été si peu suivie. [...] Déjà la propagande socialiste et syndicale a obtenu de larges succès. [...] C'est le moment de redoubler d'efforts. Si chacune de nos organisations fait son devoir tout

²³⁶ « Proposition de la délégation espagnole », IISH, SAI, 932/4.

²³⁷ « Résolution de la Conférence de Londres, 10-11 mars 1937 », p. 2, IISH, SAI, 936/25-26. Voir aussi Circulaire, « Résolution », p. 2., IISH, SAI, 3401 ainsi que « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 288, IISH, SAI, 20/1/24.

²³⁸ « Résolution de la Conférence de Londres », *loc. cit.*, p. 1. Voir aussi Levy, *loc. cit.*

*entier, la victoire de nos camarades espagnols peut être rendue plus certaine et plus prompte*²³⁹.

En fin de séance, un télégramme rédigé par Nenni et destiné au premier ministre Caballero est adopté. Il réitère l'appui des Internationales envers son gouvernement tout en engageant l'ensemble du mouvement dans la mise en œuvre d'une nouvelle campagne énergique en faveur de la République²⁴⁰.

La Conférence de Londres dans les médias socialistes

La couverture de la Conférence de Londres varie considérablement dans la presse socialiste. Dans *Le Populaire*, Zyromski félicite de Brouckère qui a su défendre avec brio la ligne solidaire du 28 juillet 1936 :

On peut dire qu'un gros écueil a été évité grâce, reconnaissons-le, à l'énergie de notre camarade président de l'IOS, Louis de Brouckère, qui a refusé de laisser « oublier » la position prise par les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière dès l'origine du conflit.

Le secrétaire de la Fédération de la Seine rappelle aux lecteurs que le devoir de solidarité envers l'Espagne constitue « l'obligation la plus sacrée pour les militants des deux Internationales »; qu'ils doivent dès lors s'inspirer de ce passage de la résolution : « *que les gouvernements "bien disposés" sentent un appui et que les gouvernements "mal disposés" subissent une pression, de la part de leur peuple éclairé, documenté, alerté, par les soins, par la propagande des organisations de la classe ouvrière.* » En revanche, pour Zyromski, le lobbying politique ne saurait remplacer les mesures plus drastiques telles que l'embargo, qu'il définit comme « *l'action directe sur le plan économique des organisations syndicales afin d'entraver le ravitaillement des fascistes*²⁴¹ ». Il reste cependant fidèle à la ligne de son parti : s'il faut d'un côté éviter de faire tomber le Front populaire, ce qui serait néfaste pour l'Espagne, il faut de l'autre générer « *les conditions psychologiques, matérielles et morales* » qui mèneront la France vers un soutien total à la République. Une fois ce soutien obtenu, il deviendra possible d'influencer la politique extérieure du gouvernement

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ « Télégramme proposé par Pietro Nenni », IISH, SAI, 934/7.

²⁴¹ Jean Zyromski, « L'action internationale pour l'Espagne républicaine », *Le Populaire*, 17 mars 1937, p.4.

britannique. Zyromski termine par une mise en garde destinée aux gauchistes qui croient que les échecs de la SDN favorisent « *l'action révolutionnaire du prolétariat* ». Bien au contraire, tranche-t-il, l'effondrement de la SDN fera l'affaire des adversaires de la paix, des impérialistes, des nationalistes bornés ainsi que de « *tous ceux qui préconisent le repli national*²⁴² ».

Berthe Fouchère est militante de la gauche SFIO et cofondatrice avec Zyromski du Comité d'action et de solidarité pour l'Espagne (CASPE). Le journal du CASPE, *L'Espagne socialiste*, a le mandat de « *coordonner dans le Parti un puissant mouvement conformément aux décisions de l'IOS* »²⁴³ » Un article de Fouchère décrit les effets bénéfiques de la Conférence de Londres :

*La propagande acquiert une plus grande portée depuis la Conférence de Londres. Il faut que nos camarades du Parti sachent bien que le Comité d'actions socialiste pour l'Espagne est d'accord avec les deux Internationales socialiste et syndicale dont les délégués ont, à Londres, dénoncé avec force la duperie de la politique de non-intervention [...] et d'un contrôle qui s'exerce seulement aux dépens des Républicains [...]. Notre Parti, nous en avons la certitude, finira par comprendre*²⁴⁴.

Dans *Le Peuple*, Vandervelde encense Nenni qui a « *animé une assemblée, peut-être un peu froide, par sa flamme révolutionnaire* »; tandis que le *Nuovo Avanti*, organe du PSI en exil, regrette justement que la « *flamme révolutionnaire de Nenni* » n'ait pas transparu davantage dans la résolution finale, que l'on trouve « *excessivement pédante et diplomatique* »²⁴⁵. » À Valence, Azorin écrit dans *Adelante* que la conférence n'a pas répondu aux attentes espagnoles, mais que le déplacement en valait toutefois la peine :

*En dépit de nos efforts, les décisions prises ne répondirent pas non plus à nos espoirs. On était tout près de l'accord de non-intervention et il y avait là-bas des délégations qui ne prévoyaient pas un échec aussi complet que nous l'annoncions. Toutefois, la délégation espagnole parvint à dissiper de nombreuses équivoques, à redresser d'injustes erreurs répandues dans le monde entier par la grande presse capitaliste et qui avaient exercé de l'influence même dans les milieux ouvriers*²⁴⁶.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ Zyromski, *loc. cit.*, p. 2.

²⁴⁴ Berthes Fouchères, « Il faut agir », *L'Espagne socialiste*, avril 1937, no 1, p. 6.

²⁴⁵ *Nuovo Avanti*, 19 mars 1937. Cité dans Pietro Nenni, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Maspero, 1959, p. 209.

²⁴⁶ Francisco Azorin, « La politique du parti socialiste en relation avec les internationales ouvrières », *Adelante*, IISH, SAI, 2763H/5-7.

Vers un raffermissement des positions solidaires

En marge de la conférence, la gauche travailliste s'est inspirée du CASPE français et a fondé le groupe de pression *Labour Spain*, dont le mandat est la création d'un mouvement d'opinion au sein du LP en faveur de l'abrogation de la non-intervention. La tâche de *Labour Spain* se voit considérablement facilitée par le journal communiste *Daily Worker*, qui a publié des fuites sur l'allocution non-interventionniste de Bevin et ainsi causé l'indignation d'un bon nombre de militants socialistes²⁴⁷. Dorénavant, ceux-ci exigeront de leurs chefs de file qu'ils se positionnent clairement en faveur de la République.

Le 18 mars, soit le jour même où le Corps expéditionnaire italien est mis en déroute à Guadalajara, l'opposition travailliste vote à la Chambre des communes un projet de loi autorisant la présence d'observateurs du Comité de non-intervention à bord des navires marchands anglais. Force est de constater qu'en dépit des pressions croissantes de la base militante, les dirigeants du LP persistent à croire que l'application bilatérale de la non-intervention est possible²⁴⁸. Mais, le 22 mars, les pressions semblent avoir finalement porté leurs fruits. Bevin et Citrine convoquent un entretien avec Eden pour lui demander des éclaircissements concernant l'usage du minerai provenant des concessions anglaises en zone nationaliste. Et s'ils plaident toujours pour une application bilatérale de la non-intervention, en revanche, ils exigent désormais un retrait des troupes étrangères orchestré par la SDN, Citrine soulignant avec force que sa base militante est en train de perdre patience en raison de l'inaction du gouvernement tory²⁴⁹.

Pendant ce temps, à l'international, des militants d'envergure s'impatientent eux aussi. Nenni s'inquiète de la stagnation de la campagne d'abrogation de la non-intervention au moment où la République remporte des victoires. Il enjoint dès lors à Adler de faire en

Le rapport annuel du LP stipule que la volonté de faire tout ce qui est possible pour la République s'est dégagée des débats, hormis une action de grève concertée ou une intervention armée. Voir « The Labour Party, Report of the 37th Annual Conference ». *loc. cit.*

L'historien Laurence Brown écrit que la Conférence de Londres a été considérée comme une réussite par ses organisateurs anglais puisqu'ils visaient à justifier les stratégies établies plutôt qu'à modifier les politiques gouvernementales. Brown, *loc. cit.*, p. 90.

²⁴⁷ Buchanan, *op. cit.*, p. 95.

²⁴⁸ Alpert, *op. cit.*, p. 118-119.

²⁴⁹ Buchanan, *op. cit.*, p. 90.

sorte que l'IOS agisse concrètement au lieu de « *collectionner une énième résolution* »; de ne pas hésiter à prôner le recours à l'action directe, puisque les conséquences d'un manquement à l'obligation morale de solidarité seront, à son avis, bien plus funestes :

*Si nous ne réussissons pas, dans un délai très court, à modifier la politique internationale, nous aurons condamné l'Espagne à la défaite et rien au monde ne pourra nous laver de l'accusation de trahison qui montera vers nous de l'Espagne martyrisée. [...] Faute d'une action éclatante et résolue nous porterons devant le prolétariat et devant l'histoire la responsabilité de la défaite de l'Espagne et nous aurons préparé la défaite définitive de la démocratie européenne, ou de ce qui reste de la démocratie ou qui en porte le nom.*²⁵⁰

Il insiste en terminant pour que l'IOS « dirige les faits » et qu'elle ne fasse pas que les « enregistrer » comme certains le désirent.

La troisième semaine d'avril, Adler et Schevenels se rendent à Madrid et visitent le front en compagnie de Nenni, du général austrosocialiste Julius Deutsch et de Jean Delvigne, celui-ci ayant été nommé délégué des Internationales en Espagne²⁵¹. Malgré que le *Journal de la XIVe Brigade internationale* se réfère aux promesses d'aide armée et d'unité d'action effectuées par les deux secrétaires,²⁵² le rapport du voyage publié dans les *Informations internationales* n'en fait aucune mention. D'un côté, Adler salue les efforts de centralisation qui ont mené à la formation de l'Armée du peuple, puis rapporte une diminution du nombre de combattants étrangers, précisant que la situation est inverse dans le camp nationaliste « puisque le contrôle facilite l'apport en mercenaires ». De l'autre, Schevenels fait savoir qu'il a remarqué une augmentation de la part de volontaires socialistes au sein des Brigades internationales²⁵³.

Émus par ce qu'ils ont vu, mais surtout, par le bombardement de Guernica, les secrétaires ont décidé d'une part de dédier l'appel annuel du Premier mai au peuple espagnol²⁵⁴, et d'autre part, de souligner avec force l'enjeu global du conflit en Espagne : « *What is now at stake is perhaps the life of a whole generation, as well as your own lives, since you are the*

²⁵⁰ Nenni à Adler, 9 avril 1937, IISH, SAI, 2770a/57-58.

²⁵¹ « Un gesto de solidaridad internacional », *Le soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade internationale*, no 25, 27 avril 1937, IISH, SAI 2765/10.

²⁵² Rayet, *loc. cit.*, p. 155.

²⁵³ Buchanan, *op. cit.*, p78.

prospective victims of the new war which Fascism is concocting! »²⁵⁵ Ils enjoignent aussi à leurs militants de redoubler d'ardeur dans la lutte contre le fascisme : « *Work everywhere and by all means to defeat fascism*²⁵⁶ ! »

Fortement affecté par Guernica, Vandervelde choisit plutôt de souligner la Fête des travailleurs par une lettre ouverte à Léon Blum :

*How long will the scandal be allowed to continue? [...] Do I need to tell you, my dear friend, who as a prime minister have remained fully committed to your socialist principles, with what agonizing impatience the workers continue to ask [when the Socialists will intervene] ? Must I remind you once more that we are looking to you to lead the democratic governments out of this quagmire?*²⁵⁷

Pour en revenir à la visite en Espagne d'Adler et Schevenels, tout indique qu'ils n'ont pas été mis au fait de la situation en Catalogne. Une semaine après leur départ, la *Confederacion del trabajo* (CNT) anarchiste et le POUM en viennent aux mains avec les forces gouvernementales catalanes, où l'influence communiste du PCE et du *Partido socialista unificado de Cataluña* (PSUC) est déterminante, plus particulièrement dans la police. La crise fait tomber le gouvernement Caballero et la tendance centriste du PSOE en profite pour détrôner la gauche au sein du parti, former le prochain cabinet puis s'attaquer au pouvoir des centrales syndicales UGT et CNT en évoquant la nécessaire centralisation de l'effort de guerre²⁵⁸. Caballero, lui, se réfugie dans le comité exécutif de l'UGT, d'où il mène sa résistance. Il n'en sera détrôné qu'en fin d'année par le groupe centriste de Ramon Gonzalez Pena. Nous y reviendrons.

Bien qu'il incarne la gauche du PSOE, Alvarez del Vayo a toutefois été reconduit dans ses fonctions de ministre des Affaires extérieures par le nouveau premier ministre, le socialiste Juan Negrin. Au moment où il s'appête à retourner plaider à la SDN à la fin mai, il reçoit

²⁵⁴ Friedrich Adler, « May Day Celebration in Favour of Spain », *International Information*, 28 avril 1937, vol. XIV, no 16, pp. 198-200.

²⁵⁵ « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 290, IISH, SAI, 20/1/24.

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ Émile Vandervelde, « Intervention italo-allemande en Espagne », *Dépêche de Toulouse*, 28 mars 1938; « En pensant à l'Espagne : Lettre ouverte à Léon Blum », *Le Peuple*, 1 mai 1937. Cités dans Janet Polasky, *The Democratic Socialism of Emile Vandervelde*, p. 246-247.

²⁵⁸ L'historien Santos Julia écrit que le camp républicain n'est pas divisé par le binôme « guerre ou révolution », mais par le binôme « partis ou syndicats ». Voir Julia, *op. cit.*, p. 257.

un câble des secrétaires et présidents des Internationales, qui a par ailleurs été envoyé aux médias socialistes. Les signataires expriment dans un premier temps « *toute leur sympathie et leurs vœux ardents pour votre succès* »²⁵⁹, et dans un deuxième, lui rappelle les points sur lesquels il devra insister à Genève : se référer à une guerre de libération nationale; exiger le départ des troupes italiennes et allemandes; ne pas établir d'analogie – ni morale ni légitime – entre les brigadistes internationaux et les soldats des puissances fascistes ou encore les « mercenaires marocains. » Ils osent espérer que l'intervention d'Alvarez del Vayo occasionnera une revalorisation, aussi minime fût-elle, de la sécurité collective :

*Si même la lente procédure de la Société des Nations l'empêchait de donner aujourd'hui à l'Espagne la satisfaction entière à laquelle elle a droit, il faudra du moins que, fidèle à la lettre et à l'esprit de l'Art. 11 du Pacte, elle prenne sans tarder les mesures propres à sauvegarder effectivement la paix des nations.*²⁶⁰

Pour leur part, les dirigeants de l'IOS et de la FSI promettent que leurs militants « *redoubleront d'efforts pour éclairer l'opinion publique et pour amener leurs gouvernements à prendre une attitude propre à défendre la loi internationale et à ainsi sauvegarder la démocratie et la paix* »²⁶¹.

Pendant ce temps, les exactions des alliés de Franco se poursuivent de plus belle. Le 31 mai, en riposte à l'attaque aérienne d'un destroyer allemand, la marine du Reich décharge ses canons sur la ville d'Almería. Un télégramme de l'IOS fait part d'une profonde indignation tout en annonçant une nouvelle phase dans ce conflit, soit celle du « *dévoilement cynique du fascisme* » qui ne manquera pas d'alerter l'opinion mondiale²⁶². Dans le même câble, le PSOE est avisé des protestations qui seront effectuées auprès des gouvernements démocratiques pour empêcher l'exécution du député socialiste Luis Rulanchas ainsi que 15 autres militants à La Corogne.

²⁵⁹ « Télégramme des deux Internationales », *Le Populaire*, 26 mai 1937, p.1.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ *Ibid.* Voir aussi « Au citoyen Del Vayo », 25 mai 1937, IISH, SAI, 2763i/5.

²⁶² « Adler aux membres de l'exécutif », 3 juin 1937, IISH, SAI, 2764/67. Voir aussi « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 290.

Désormais, l'Allemagne et l'Italie ne s'empêchent plus du contrôle naval et attaquent tout navire suspecté de se diriger vers un port républicain²⁶³. La gravité de la situation pousse Adler et de Brouckère à convoquer une séance conjointe l'IOS et de la FSI²⁶⁴. Or, au même moment, le Bureau international du travail (BIT) tient ses assises à Genève. La séance ne pourra donc avoir lieu avant une quinzaine. Entretemps, l'IOS aura frôlé l'effondrement. C'est que les pressions unitaires en provenance de l'Espagne sont décuplées. Le PSOE, l'UGT et le PCE enjoignent sans relâche à l'IOS et au Komintern de réaliser l'unité d'action. Georgi Dimitrov, le secrétaire général de l'Internationale communiste, a proposé la mise sur pied d'un comité coordinateur – première étape vers le front unique –, alors que de Brouckère ne contemple qu'un entretien exploratoire en raison des répercussions négatives que comportent ces rapprochements sur l'IOS. De Brouckère est toutefois conscient de l'importance de satisfaire les requêtes espagnoles afin d'éviter leur défection vers le camp communiste, à l'instar des jeunesses socialistes espagnoles et du PSUC²⁶⁵. En un mot, il est pris entre l'écorce et l'arbre.

²⁶³ « Rapport du secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre, pour la session de l'exécutif à Bruxelles, les 16 et 17 janvier 1938 », p. 5, IISH, SAI, 498/39-44.

²⁶⁴ « Adler aux membres de l'exécutif », *loc. cit.*

²⁶⁵ E.H. Carr, *The Comintern and the Spanish Civil War*, New York, Palgrave MacMillan, 1984, p. 48-49. Cité dans Buchanan, *op. cit.*, p. 91.

Conclusion : 1937 – *Accroître l'implication des Internationales*

En début de chapitre, nous avons vu que l'assassinat d'un diplomate belge en Espagne a créé un incident diplomatique qui a aggravé la tension au sein du POB au sujet du programme de participation gouvernementale et de la solidarité envers l'Espagne, ce qui démontre à nouveau l'interrelation entre les sphères politiques espagnole et belge. Afin d'éviter la répétition de tels incidents, un projet de conférence interparlementaire visant à améliorer les liens entre les députés et les diplomates socialistes est proposé par les Espagnols. Or, il se voit rejeté au cours de la Conférence de Londres, celle-ci ne parvenant d'ailleurs pas à formuler une vive condamnation de l'initiative de contrôle navale des côtes ibériques par les puissances impliquées dans le conflit (hormis l'URSS).

Contre toute attente, le contexte évolue en faveur des revendications du PSOE et de l'UGT. En effet, les pressions pour l'abrogation de la non-intervention se décuplent en raison des victoires républicaines sur le front madrilène, mais aussi de la menace d'une conquête franquiste de la zone nord-ouest. Spécifions ici que les mineurs d'Asturies et d'Euskadi bénéficient d'une forte sympathie de la part de leurs confrères du reste de l'Europe – plus particulièrement en Angleterre –; que le clergé catholique basque est prorépublicain et que les nationalistes massacrent sans discrimination. Dans un autre ordre d'idées, le remplacement de Caballero par Negrin améliore l'image du *Frente popular* auprès des dirigeants socialistes les plus réformistes.

L'affermissement politique est particulièrement notable en Angleterre où Citrine et Bevin vont se positionner clairement pour la République en raison des pressions de la base militante, mais aussi de l'obstination du nouveau premier ministre tory Neville Chamberlain envers l'apaisement. La conversion du mouvement anglais à la sécurité collective s'en voit accélérée, ce qui aura des effets considérables sur la prochaine résolution des Internationales. En effet, celle-ci n'exigera rien de moins que la solidarité obligatoire.

Troisième chapitre : 1937 – Le raffermissement des positions solidaires

Introduction

À la séance des Internationales du 24 juin, les Anglais font savoir qu'ils ont renforcé leur position solidaire envers l'Espagne et s'attendent à ce que l'ensemble du mouvement fasse de même. Les Espagnols en profitent pour passer à l'offensive en demandant, d'une part, l'unité d'action avec le Komintern, et d'autre part, l'adoption d'un programme de trois points dont le troisième rend obligatoire la solidarité pour la République. De fait, ils soulèvent deux problèmes non résolus et qui restent sensibles : la question unitaire et la présence de l'IOS sur les sections. Le résultat est catastrophique : de Brouckère et Adler démissionnent; l'Internationale est menacée d'effondrement. Ce n'est qu'après de longues délibérations qu'un compromis est trouvé avec l'adoption du troisième point espagnol – la solidarité obligatoire pour l'Espagne – contre l'abandon des requêtes d'unité d'action. L'Internationale est sauvée : le président et le secrétaire général restent; le PSOE aussi.

Il importe ensuite de faire adopter le programme espagnol, et en particulier le troisième point, par les sections nationales. Or, les résultats seront mitigés : adoption intégrale en France et en Angleterre; le rejet du troisième point en Belgique. L'application du programme se bute de surcroît à de nombreuses difficultés. Ces échecs ne découragent cependant pas les cadres des Internationales qui vont intervenir là où ils le peuvent : lobbying à la SDN; reconstitution de l'UGT divisée.

À la fin de l'été, le contrôle naval des côtes ibériques a vécu et les attaques de la marine italienne dans la Méditerranée se feront plus fréquentes jusqu'à ce que la Conférence de Nyon condamne ces « actes de piratage ». Les Internationales profitent de cet affermissement des démocraties pour tenter de sortir la question espagnole des « griffes » du Comité de non-intervention et la renvoyer à la SDN. Or, ces efforts sont annihilés par la reprise des pourparlers quadripartis au Comité de Londres – le travail de lobbying des Internationales doit reprendre du début.

L'espoir est à nouveau permis en fin d'année. D'une part, sur le front intérieur, la FSI parvient à résoudre la crise de gouvernance au sein de l'UGT, dont l'unité est fondamentale, non seulement pour l'effort de guerre républicain, mais aussi pour la campagne de solidarité internationale. Soulignons d'ailleurs combien l'intervention de Jouhaux constitue un bon exemple d'immixtion du socialisme international dans le domaine national. D'autre part, sur le front militaire, le premier ministre français Camille Chautemps a rouvert la frontière avec l'accord d'Eden, permettant ainsi aux républicains de stocker des armes puis de remporter la victoire à Teruel.

La « forteresse assiégée » que constitue l'Espagne républicaine est bel et bien en mesure de tenir jusqu'au revirement des démocraties. L'IOS et la FSI doivent faire en sorte que le revirement en question se produise, puisque de l'avis des militants internationalistes, le sort de l'Europe en dépend.

Juin : Faillite du contrôle naval et démissions à l'IOS.

À Genève, au début juin, Azorin et Tomas ne chôment pas. D'une part, ils obtiennent des délégués du BIT qu'ils apposent leurs signatures au bas d'un télégramme enjoignant Lord Plymouth, le président du Comité de non-intervention, et Joseph Avenol, le secrétaire général de la SDN, à faire en sorte que le député Rupilanchas et la quinzaine de socialistes corognais condamnés au peloton d'exécution par Franco soient graciés²⁶⁶. D'autre part, ils demandent à Adler et Schevenels de convoquer un entretien le 16 juin pour discuter notamment des résultats de la conférence des ambassadeurs espagnols à Valence²⁶⁷.

L'entretien des Internationales se déroule les 16 et 17 juin à la Maison du Peuple genevoise. C'est de Brouckère qui préside en l'absence d'Adler et de Citrine. La France est représentée par Jouhaux, Zyromski, Longuet et Grumbach; la Belgique, par le secrétaire général de la CGTB, Corneille Mertens, et le secrétaire Joseph Bondas; l'Angleterre, par Gillies et un certain Hayday, le vice-président du TUC. La délégation espagnole, elle, se compose de Tomas, José Rodriguez Vega et Vidal Rossel pour l'UGT; d'Azorin et de Palencia pour le PSOE²⁶⁸. Azorin débute en faisant savoir qu'il ne se contentera pas d'une résolution platonique à la prochaine séance des Internationales prévue pour le 24 juin²⁶⁹, le bombardement d'Almería, la destruction de Guernica et la chute imminente de Bilbao rendant impérieuse l'adoption d'un programme d'action. Gillies lui rappelle que la priorité des États démocratiques n'est pas de mettre un terme au conflit en Espagne, mais d'éviter qu'il se propage au reste du continent. Il souligne ensuite le caractère contradictoire de la position des Internationales qui réclament l'abrogation de la non-intervention et le retrait unilatéral des combattants étrangers du côté franquiste, ceci constituant à son avis une forme d'intervention. Gillies demande tout de même à Azorin de préciser ses requêtes afin

²⁶⁶ « Reunion de representantes de la FSI y de la IOS en Ginebra. El 16 y 17 de junio 1937 », FPI, AH-74-2, 14. Pour le texte du câble, voir « Documento 4 : Contre les crimes des factieux », FPI, AH-74-2, 17.

²⁶⁷ « Adler aux membres du Bureau de l'IOS », 12 juin 1937, IISH, SAI, 2764/74. Voir aussi « Nuestros delegados triunfan en la Oficina Internacional del Trabajo », *El Socialista*, 25 juin 1937, [S.P.].

²⁶⁸ « Documento 2 : Socialistes et syndicalistes discutent à Genève », FPI, AH-74-2, 17. Pour Grumbach voir « Reunion de representantes », *loc. cit.*, 13.

²⁶⁹ Buchanan, *op. cit.*, p. 92.

qu'il puisse les soumettre au Conseil général travailliste du 22 juin. Tomas acquiesce : le PSOE lui présentera sous peu des propositions²⁷⁰.

Jusque-là, la séance se déroule bien. Un communiqué soulignant l'échec du contrôle naval et du retrait des combattants étrangers est adopté. Puis vient le sujet litigieux : l'entretien du 21 juin avec le Komintern²⁷¹. Gillies fait savoir qu'il s'y oppose en raison des répercussions négatives sur l'unité organique du mouvement anglais, sa crédibilité et son influence auprès l'opinion publique²⁷². L'intransigeance de Gillies, mais aussi celle de Mertens, est la goutte qui fait déborder le vase pour le président de l'IOS, qui rédigera sa lettre de démission peu après la séance.

Dans sa missive destinée à Adler, de Brouckère dénonce avant tout la passivité des démocraties et du mouvement socialiste, tout en se disant profondément convaincu qu'on « *ne sauvera la paix ou ce qui reste de paix en Europe – que si les gouvernements démocratiques prennent une attitude ferme, et la prennent promptement.* » À cet escient, poursuit-il, il appartient à l'IOS de créer un puissant mouvement d'opinion publique qui contraindra les démocraties à adhérer à la sécurité collective :

*[...] cette mission que l'histoire lui impose, l'Internationale ne l'accomplira qu'en montrant elle aussi de la clairvoyance et du courage, en se faisant l'animatrice de l'opinion populaire, en s'y associant, pour l'éclairer au lieu de s'isoler en se repliant sur soi-même*²⁷³.

Après s'être plaint d'être « rarement suivi jusqu'à l'action », alors que « *c'est l'action seule qui compte* », de Brouckère fait savoir qu'il démissionne du poste de président, puisqu'il ne veut plus assumer la responsabilité de cet immobilisme.

Adler, qui est en déplacement, ne prend connaissance de la lettre que le 20 juin. Il lui répond qu'il ignore totalement ce qui l'a mené à poser ce geste tout en se remémorant :

[...] combien de fois nous avons constaté entre nous que la situation actuelle au sein de l'Internationale nous imposait une tâche dont nous n'avons cessé de sentir

²⁷⁰ « Reunion de representantes », *loc. cit.*, 14.

²⁷¹ « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 290, IISH, SAI, 20/1/29.

²⁷² « Reunion de representantes », *loc. cit.*, 13.

²⁷³ « De Brouckère à Adler », 18 juin 1937, IISH, SAI, 3401.

*l'oppressante difficulté et qui nous faisait nous demander toujours s'il ne vaudrait pas mieux en laisser l'accomplissement à d'autres camarades*²⁷⁴.

Il lui signifie ensuite son admiration envers sa remarquable capacité à concilier les opinions divergentes dans les situations difficiles, notamment dans le cadre de l'affaire d'Espagne :

*[...] c'est par votre profonde compréhension du problème espagnol et votre fermeté à mettre dès le déclenchement de la rébellion fasciste, toute votre personnalité au service de la cause de la République espagnole, vous avez rendu, non seulement aux combattants de la liberté espagnole, mais aussi à toute l'Internationale Ouvrière Socialiste, un service dont il serait impossible de surestimer l'importance. C'est à vous surtout que notre Internationale doit d'être sortie honorablement et sans s'affaiblir des graves dangers que devaient susciter les conflits au sein du mouvement ouvrier espagnol lui-même et les méthodes employées pour les résoudre*²⁷⁵.

En fin de lettre, Adler joint sa démission ainsi que celle du trésorier Joseph Van Rooesbroeck. Puis, il avise de Brouckère que des élections figureront à l'ordre du jour de l'Exécutif de l'IOS du 25 juin, mais que dans l'intervalle, les trois démissionnaires devront conserver leurs fonctions.

Ayant le plus à perdre d'un effondrement de l'IOS, ou encore, de la présence d'Anglais ou d'Hollandais moins internationalistes aux postes de secrétaire et de président, les Espagnols n'entendent pas rester passifs. De l'ambassade républicaine à Prague, Jimenez de Asua avise Negrin par cryptogramme qu'il faudra se débrouiller seul à la prochaine séance de l'IOS, puisque « *la situation actuelle du socialisme français empêche d'appuyer les démissionnaires* »²⁷⁶, et tout faire pour que de Brouckère et Adler restent en poste. Cependant, au moment des négociations, les rapporteurs du PSOE et de l'UGT auront des atouts dans leur jeu : la grande vague de solidarité ainsi que le fort désir de réunification du mouvement ouvrier.

²⁷⁴ Adler à de Brouckère, 20 juin 1937, IISH, SAI, 490/9-10.

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ « *situacion actual socialismo francés le impida apoyar dimisionarios [...] partido socialista español es clave batalla decisiva.* » Jimenez de Asua au sous-secrétaire d'État, 21 juin 1937, FPI, AH-74-2, 24.

Les trois points d'Azorin

Toujours le 20 juin, mais en Espagne cette fois, Azorin fait approuver un programme en trois points par le PSOE et l'UGT puis le communique aux NCL en vue de sa séance du 22 juin et aux Internationales en vue de celle du 24 juin. Azorin ne demande rien de moins que la solidarité obligatoire pour l'Espagne :

Le Parti Socialiste Espagnol, comme suite à la suggestion faite au cours de la réunion de l'IOS et de la FSI en date du 17 juin à Genève, en vue d'exposer ses aspirations au sujet de la guerre internationale dont pâtit notre sol national, déclare et estime :

Que la solidarité morale vis-à-vis de notre cause témoignée maintes fois par les adhérents et les dirigeants des dites Internationales, ainsi que les résolutions de Londres (19-3-37), de Genève (17-6-37) constatant la faillite du contrôle, obligent d'agir comme suit :

- 1. – Faire pression sans délai, et par tous les moyens, sur les gouvernements adhérents à la SDN afin qu'en accord avec le Pacte ils aident le gouvernement espagnol à récupérer son indépendance politique et territoriale.*
- 2. – Imposer le retour à la liberté de commerce afin que le Gouvernement espagnol – dont la légitimité est hors de doute – puisse acquérir les armes nécessaires à la défense de son territoire et de son droit...*
- 3. – Étendre les obligations de solidarité envers notre cause à tous les militants et à toutes les organisations responsables, adhérent aux Internationales²⁷⁷.*

Au Conseil général travailliste des 22 et 23 juin, Bevin déclare sur un ton catégorique que le mouvement anglais rejettera de façon inconditionnelle toute proposition d'unité d'action avec le Komintern et ses partis. En revanche, il plaide pour l'adoption inconditionnelle des trois points d'Azorin « qui correspondent entièrement à notre position ». En fait, le chef de la TGW se trouve à opter pour le moindre de deux maux en soumettant cette motion qui, en théorie du moins, renforcera l'autorité de l'IOS sur les PS au détriment des revendications d'unité d'action. Toujours est-il que l'assemblée n'adhère pas immédiatement aux points d'Azorin et s'ensuit un interminable débat. Bevin et Citrine jugent éventuellement approprié de prendre congé pour se rendre au *Foreign Office* discuter du contexte diplomatique avec Eden. Celui-ci étant absent, c'est Lord Cranborne, le secrétaire d'État aux relations avec les dominions, qui les reçoit. Cranborne tente de les convaincre de la parité des forces en

présence en Espagne, mais ne parvient qu'à les dégoûter en raison de son arrogance qu'il peine à dissimuler. De retour au Conseil, les officiers déclarent aux militants qu'il n'y a plus rien à attendre de ce gouvernement et parviennent même à les convaincre d'adopter les trois points d'Azorin²⁷⁸, « même si cela mène le pays à la guerre » peut-on lire dans la motion.

Pour expliquer le revirement de Bevin et Citrine, Buchanan évoque les pressions de la base militante et « l'instinct de survie » des cadres anglais qui les pousse à s'ajuster au contexte. Or, d'autres facteurs entrent en ligne de compte. D'une part, le fait que Negrin et Prieto dirigent le gouvernement républicain depuis mai rassure les leaders travaillistes et syndicaux. D'autre part, l'invasion du Pays Basque et les exactions franquistes envers les civils causent un grand émoi dans un pays comptant d'importants intérêts miniers en Euskadi. De surcroît, les mineurs anglais entretiennent des liens étroits de solidarité avec leurs camarades basques et Citrine fait souvent figure de porte-parole du gouvernement britannique dans la région²⁷⁹. Enfin, les chefs de file du mouvement anglais savent très bien que s'ils ne font pas de compromis – l'acceptation des trois points d'Azorin dans ce cas précis – l'IOS risque gros puisque, rappelons-le, la direction de l'Internationale est démissionnaire.

La séance commune du 24 juin

Lorsque, le 24 juin, les Bureaux de l'IOS et de la FSI sont réunis au siège de la CGT à Paris, le contexte tant au niveau international qu'au sein du mouvement socialiste joue en la faveur des Espagnols. En effet, l'Allemagne et l'Italie ont quitté l'initiative de contrôle naval²⁸⁰, le NCL a adopté les trois points d'Azorin et la menace de démission du secrétaire et du président de l'IOS rend les PS plus accommodants.

²⁷⁷ Circulaire, « Propositions du Parti socialiste espagnol », 24 juin 1937, IISH, SAI, 3401. Voir aussi FPI, AH-74-2, 35.

²⁷⁸ « Reunion de los Bureaux de la IOS y de la FSI en Paris el 24 juin 1937 », p. 40, FPI, AH-74-2.

²⁷⁹ Buchanan, *op. cit.*, p. 100.

²⁸⁰ Leur départ s'explique par une supposée attaque du croiseur Leipzig et le refus de la France d'approuver des sanctions envers la République espagnole. « Rapport du secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1937, pour la session de l'exécutif à Bruxelles, les 16 et 17 janvier 1938 », p. 6, IISH, SAI, 498/39-44. Voir aussi Zara Steiner, *The Triumph of the Dark*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 233.

La délégation espagnole inaugure la séance en dressant le bilan de sa politique internationale depuis le déclenchement du conflit puis présente la motion Azorin²⁸¹. Nenni enchaîne en livrant un discours pessimiste : les franquistes disposent d'une puissance de feu supérieure et une discipline de fer règne dans l'arrière-garde, tandis que le gouvernement républicain, lui, a peiné à mater le soulèvement du POUM et de la CNT à Barcelone au début mai. Il rapporte aussi un recul de l'influence du socialisme à tous les niveaux depuis l'avènement de Negrin, ainsi qu'une perte de motivation au front. Le chef du PSI en exil n'est pas plus optimiste en ce qui concerne le contexte international : il est futile de dénoncer l'ingérence étrangère en Espagne à la SDN, considérant que celle-ci « n'existe plus ». Faire de même auprès des conservateurs anglais est tout aussi absurde; en ce qui concerne la France, il est d'avis que le premier ministre radical Camille Chautemps ne fera rien pour l'Espagne puisque Blum – qui est socialiste – n'a rien fait; et enfin, Nenni déclare ironiquement qu'une fois que l'URSS aura quitté la péninsule ibérique, ce ne seront pas les déclarations platoniques des Internationales qui changeront quoi que ce soit au destin tragique de la République. Cordero tente alors de relativiser ses propos, mais Nenni insiste qu'il faut dire la vérité : « La République ne peut espérer vaincre la coalition fasciste à elle seule... » De Brouckère, lui, fait remarquer qu'il conviendrait de profiter du retrait de l'Allemagne et de l'Italie du contrôle naval pour exiger l'application du droit international; de faire en sorte que la SDN et le Comité de Londres somment la flotte allemande de s'éloigner des côtes ibériques²⁸². Le président de l'IOS livre ensuite un plaidoyer en faveur de l'adoption des points d'Azorin, insistant particulièrement sur le troisième. Le fait de rendre obligatoire la solidarité pour l'Espagne, soutient-il, renforcera considérablement le prestige de l'IOS. Il soumet alors un projet de résolution qui soulève de vives réserves de la part de la SFIO²⁸³. Azorin commentera la situation en ces termes dans *Adelante* : *L'impression causée par le troisième de ces points [...] fut énorme, surtout en France, où d'éminents camarades crurent, et pensent encore, que cela implique qu'ils devaient soumettre la détention de leurs hautes charges politiques à la discipline du parti*²⁸⁴.

²⁸¹ « Proposition du Parti socialiste espagnol », *loc. cit.*

²⁸² « Se debe exigir de los alemanes que si se apartan del compromiso del bloqueo no intervencionista se alejen de Espana. » Voir « Reunion de los Bureaux », *loc. cit.*, p. 42-45.

²⁸³ « An important decision of the LSI and the IFTU », *International Information*, p. 259. IISH, SAI, 20/1/28.

²⁸⁴ Francisco Azorin, « La politique du parti socialiste en relation avec les internationales ouvrières », *Adelante*, IISH, SAI, 2763H/5-7.

Toujours est-il que les délégués belges et anglais sont résolus à ce que le texte du président soit adopté. D'une part, Vandervelde se dit persuadé que la vague de sympathie pour la cause républicaine, qui déferle partout en Europe, et plus particulièrement en Belgique²⁸⁵, facilitera l'application des trois points espagnols. D'autre part, la délégation travailliste précise que sa décision n'a pas été prise à la légère; que les points en question ont été étudiés en profondeur, qu'elle s'attend donc à ce que les sections les adoptent et les mettent en pratique²⁸⁶. Citrine signifie aux oslosocialistes²⁸⁷ qu'il est incohérent de fonder tous les espoirs sur le parti travailliste qui a peu d'influence auprès du gouvernement Chamberlain et dont les militants catholiques restent peu sympathiques à la cause républicaine. Gillies abonde dans le même sens et enjoint aux délégués des petites puissances « à cesser une fois pour toutes de rejeter la responsabilité de l'affaire espagnole sur les Anglais et les Français et de passer à l'action »²⁸⁸.

La délégation française va hésiter longuement à voter l'adoption du troisième point d'Azorin, mais le fait que Blum n'est plus premier ministre va peser dans la balance²⁸⁹. Finalement, le texte de résolution adopté engage les sections à appliquer les trois points avec la plus grande énergie :

*En face de la situation extrêmement grave créée par la dénonciation du contrôle international par l'Allemagne et l'Italie révélant les intentions dangereuses du fascisme international qui attaque l'Espagne, déclarent accepter sans réserve les propositions [...] soumises par les représentants du PSOE et de l'UGT [...] Les deux Internationales engagent toutes leurs sections affiliées à l'application la plus énergique de ces directions*²⁹⁰.

Satisfaits, Azorin et Cordero remercient leurs confrères au nom de la classe ouvrière espagnole²⁹¹. Ne reste plus qu'à faire adopter les points aux congrès nationaux de la SFIO et du POB en juillet. Or, pour l'instant, il est impératif de régler la question demeurée en suspens des démissions à l'IOS.

²⁸⁵ « Reunion de los Bureaux », *loc. cit.*, p. 44-45.

²⁸⁶ La délégation anglaise se compose de Citrine, Dallas, Jenkins et Gillies. « An important decision », *loc. cit.*

²⁸⁷ Militants provenant du bloc neutraliste formé des pays scandinaves, de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg.

²⁸⁸ « Spain must be defended », *The Daily Herald*, 24 juin 1936, [S.P.].

²⁸⁹ « Reunion de los Bureaux », *loc. cit.*, p. 44-45.

²⁹⁰ « Les bureaux de l'IOS et de la FSI se sont réunis hier à Paris », *Le Populaire*, 25 juin 1937. [S.P.].

²⁹¹ « Las Internacionales Socialista y Sindical, reunidas en Paris, acuerdan actuar decisivamente en apoyo a los derechos de Espana », *El Socialista*, 25 juin 1937, p. 1.

La séance de l'Exécutif de l'IOS du lendemain est entièrement consacrée à cette question. Les minutes de cette rencontre tenue à huis clos étant inexistantes, nous savons en revanche qu'un télégramme du PSOE est lu et que l'enlèvement de Mark Rhein à Barcelone, le fils du menchévique Abramovitch, est évoqué, tout comme le fait que les pistes convergent vers la police catalane procommuniste, ce qui ne favorise aucunement les revendications unitaires. Les notes manuscrites d'un délégué espagnol (Azorin ou Cordero) font mention des pressions exercées sur de Brouckère pour qu'il reste en poste, des discussions houleuses sur le thème de l'unité d'action et des menaces de défection des PS anglais et scandinave²⁹². Finalement, tard dans la soirée, les démissions du président, du secrétaire et du trésorier sont rejetées en bloc « puisqu'elles compromettent l'action même de l'Internationale ». Les sections espagnole, française, hollandaise et scandinaves déposent alors une motion de confiance stipulant que :

L'Exécutif ne donne pas seulement à cette décision le sens d'une complète estime et confiance dans ces trois camarades, mais y ajoute la certitude que mieux que personne ils continueront à user, dans les rapports avec toutes organisations extérieures, des pouvoirs tels qu'ils ont été définis par l'IOS dans l'intérêt constant de l'unité de l'Internationale ouvrière elle-même et de sa propagande active. Ainsi seront préservés, dans le moment critique où se trouvent toutes les forces opposées aux entreprises fascistes, les meilleurs moyens pour l'IOS de travailler à la défense de la démocratie et de la paix²⁹³.

Par la suite, le texte de cette motion causera passablement de confusion en ce qui concerne la question de l'autorité de l'IOS sur ses sections, plus particulièrement dans les relations avec le Komintern. Reste que l'IOS a été sauvée de justesse par un compromis réalisé au nom de la solidarité pour l'Espagne – le rejet de l'unité d'action contre un affermissement des positions solidaires. Force est de constater qu'à cette époque d'apaisement et de repli national, les porte-paroles des PS tiennent toujours à leur Internationale. Reste à voir s'ils parviendront à faire adopter la résolution dans la sphère nationale et à la mettre en pratique.

²⁹² « Reunion conjunta de la IOS et de la FSI 1937 », FPI, AH-74-2, 52.

²⁹³ « Proposition présentée d'accord par les sections espagnole, française, scandinave et hollandaise », IISH, SAI, 490/18.

La résolution Azorin et la sphère nationale du socialisme

Le congrès de la SFIO à Marseille

Le 10 juillet, dès l'ouverture du congrès de la SFIO à Marseille, Louis Levy déclare qu'il ne saurait se terminer sans qu'ait été adoptée la résolution des Internationales du 24 juin. Zyromski plaide à son tour pour qu'elle soit adoptée telle qu'elle. Il souligne aussi le caractère absurde de la non-intervention et demande à ce que la SDN soit saisie du problème : « *Si on ne le fait pas, c'est tout l'édifice juridique de l'organisation de la paix, qui sera mis à bas*²⁹⁴ ». Grumbach rétorque que si la France était intervenue en Espagne sans l'Angleterre, cela n'aurait pas servi « *la cause du droit et de la paix, celle de notre propre sécurité et celle même de l'Espagne républicaine.* »²⁹⁵ Blum abonde dans le même sens. Il a la certitude qu'en dépit des « erreurs » et des « remords dont nous avons souffert », la non-intervention a permis de sauver la paix : « le jour où les archives gouvernementales s'ouvriraient au public, vous réaliserez combien près nous avons passé de la catastrophe²⁹⁶ » déclare-t-il aux congressistes. Notons au passage que Blum est désormais vice-président du cabinet de Chautemps, qu'il vient d'autoriser l'ouverture de la frontière pour quelque temps et que le matériel transitant par la frontière va permettre à la République de remporter une importante victoire à Brunete. Bref, la non-intervention relâchée se poursuit même si un socialiste n'occupe plus le poste de premier ministre.

Malgré leurs plaidoyers non interventionnistes, Grumbach et Blum votent en faveur des trois points d'Azorin²⁹⁷. La résolution des Internationales est donc adoptée à l'unanimité moins une voix, celle du pivertiste Lucien Hérard, qui proteste contre l'absence de toute mention du triste sort des poumistes catalans enfermés dans les geôles communistes. Toujours est-il que le groupe parlementaire de la SFIO reçoit le mandat suivant : saisir la SDN de la question espagnole, obtenir le retrait immédiat des contingents étrangers dans la péninsule ibérique, empêcher le gel des avoirs en France de la Banque d'Espagne puis

²⁹⁴ « Le Congrès National du Parti Socialiste s'est ouvert hier matin », *Le Populaire*, 11 juillet 1937, p.2.

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ Sturmthal, *op. cit.*, p. 294.

²⁹⁷ Bureau du Parti, 16 juillet 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 251.

installer un ambassadeur à Valence. La classe ouvrière, elle, est enjointe à poursuivre en collaboration avec la CGT le boycottage et l'embargo imposé au camp nationaliste²⁹⁸.

Le Comité national du PSOE à Valence

À Valence cette fois, la séance du Comité national du PSOE se déroulant du 19 au 21 juillet confirme l'expulsion de la gauche caballériste du parti. Or, dans ce chapitre, ce sont plutôt les considérations d'ordre internationales qui nous intéressent, non pas les luttes intestines au sein du parti.

Le secrétaire général fait le bilan des démarches du PSOE à l'IOS tout en précisant que l'Internationale s'oppose au Comité de non-intervention qui est favorable – par calcul ou par incidence – aux intérêts de Franco. Lamoneda commente ensuite sa participation au congrès de la SFIO la semaine précédente : son enthousiasme initial découlant de l'adoption de la résolution des Internationales du 24 juin est vite tombé après qu'il ait entendu des cadres français spéculer sur une défaite républicaine ou sur une éventuelle paix négociée avec Franco. Au moment de quitter, poursuit-il, « les aurevoirs ressemblaient davantage à des adieux, un peu comme si nous nous embarquions pour un voyage sans retour²⁹⁹ ». Lamoneda en déduit que les dirigeants de la SFIO ne sont pas aussi solidaires que la base militante, bien que « l'obligation de solidarité soit la même pour tous les socialistes, qu'il s'agisse d'un ouvrier ou d'un président de conseil. [...] C'est la thèse que nous défendons sans relâche devant les Internationales³⁰⁰ ».

Antonio Huerta, un militant basque qui vient d'intégrer l'Exécutif du parti³⁰¹, demande le recentrage de la politique du parti à l'IOS : « L'attitude des démocraties nous pousse à la défensive, ce qui nous occasionne du tort; le PSOE doit agir avec plus d'énergie au sein de l'Internationale et faire en sorte qu'elle obtienne l'abrogation de la non-intervention ». Jimenez de Asua rajoute que le PSOE n'a jamais demandé d'hommes ou d'argent à l'IOS,

²⁹⁸ « La motion sur l'Espagne », *Le Populaire*, 14 juillet 1937, p.2.

²⁹⁹ « Al regreso de Royan : Testimonio de Lamoneda sobre la actitud presente de los socialistas franceses », *El Socialista*, 15 juin 1938, p.1.

³⁰⁰ *Ibid.*

mais plutôt « des pressions effectuées par le mouvement ouvrier sur les gouvernements afin qu'on nous laisse acheter ce dont nous avons besoin avec notre or³⁰² ». Cela est d'autant plus important que l'armée républicaine vient d'abandonner le saillant de Brunete en raison de l'intervention de la Légion condor.

Les délégués vont adopter une résolution qui dénonce l'apathie de la SDN et des pays dits « démocratiques » qui « agissent tous en fonction des intérêts du libéralisme et de son instinct de conservation ». Devant la défaillance du droit international, poursuit le texte, les socialistes espagnols n'ont qu'un seul espoir : « une action unitaire énergique du prolétariat mondial et des Internationales³⁰³ ».

À Bruxelles

Alors que le Conseil général belge du 13 juillet a fait sienne la résolution des Internationales sans coup férir,³⁰⁴ les choses ne se passent pas aussi aisément au Bureau du parti le 16 juillet. Vandervelde et le sénateur Henry Rolin n'arrivent pas à faire adopter le troisième point de la résolution Azorin en raison de la résistance acharnée de Spaak et Mertens. C'est la motion du chef de la CGTB qui l'emporte finalement. Elle stipule :

[...] qu'il y a lieu de faire en commun avec la Commission Syndicale des démarches officielles auprès du Gouvernement Belge, afin que celui-ci examine la possibilité de prendre, en accord avec les autres gouvernements, et particulièrement avec ceux de la France et de la Grande-Bretagne, toutes les mesures susceptibles à aider à la réalisation des points 1 et 2 de la résolution des deux Internationales³⁰⁵.

Amer du résultat, Vandervelde dénonce ce recul pour la cause espagnole :

Je veux cependant insister sur le fait qu'il s'agit d'établir une union des différents partis socialistes et des organisations syndicales de tendance socialiste sur un point de vue fondamental. Nous constatons qu'en France on est arrivé à ce résultat. Nous voyons qu'en Angleterre on fait une campagne très énergique en faveur des décisions prises par les deux internationales³⁰⁶.

³⁰¹ Il s'agit de ce même « capitaine Huerta » qui, en oubliant son porte-document dans un train en Belgique, révéla l'existence du trafic d'armes impliquant Jean Delvigne et des militants de la FTI.

³⁰² « Comité nacional del partido socialista », *El Socialista*, 21 juillet 1937, [S.P.].

³⁰³ « Comité national du PS espagnol », *Documents et discussions : Supplément des Informations internationales*, 12 août 1937, p. 90, IISH, SAI, 500/39-43.

³⁰⁴ « Résolution du Conseil général du 13 juillet 1937 », p. 41, AMSAB-ISG, 1937-07-23_bwp_AR.pdf p.41.

³⁰⁵ Bureau du Parti, 16 juillet 1937, p. 251, IEV, Bureau du POB 1937-1938.

³⁰⁶ *Ibid.*

Mertens fait alors remarquer que la SFIO peut adopter des résolutions à volonté puisqu'elle n'a pas à les appliquer aussitôt, tandis qu'il convient d'être prudent en Belgique et ne pas engager le mouvement trop rapidement. Spaak enchaîne en soulignant combien la résolution de la SFIO, tout comme le mandat donné au groupe parlementaire, n'est pas conséquent avec les engagements du gouvernement français au Comité de Londres. À son avis, il s'agit « *d'un singulier méli-mélo* » reflétant une fois de plus la contradiction entre l'idéal internationaliste, incarné par les résolutions de l'IOS, et la réalité politique nationale : « *J'ai beaucoup insisté au Conseil Général sur l'effort que je crois que nous devons faire, c'est de trouver le point de contact entre les directives de l'IOS et la politique de chaque parti pour qu'il n'y ait plus de contradictions*³⁰⁷ » conclut le ministre des Affaires étrangères.

Au Conseil général belge du 23 juillet, Louis Piérard, un journaliste du *Peuple*, félicite ses collègues du Bureau du parti pour être parvenus à s'entendre sur une résolution qui garantit l'unité du POB tout en restant solidaire à l'Espagne. Précisant d'une part combien les débats menant à son adoption ont été éprouvants, il tient d'autre part à apporter quelques éclaircissements. Piérard souligne avant tout la retenue et la modération de la résolution des Internationales, puis encense de Brouckère – qui ne compte pas que des amis au POB. À son avis, le président de l'IOS a su tenir compte « des contingences politiques » pour parvenir « avec infiniment de tact » à formuler des demandes raisonnables « que le Bureau du POB nous soumet à son tour ». En ce qui concerne le troisième point de la résolution des Internationales – l'obligation de solidarité –, le journaliste précise que, contrairement à ce que certains pensent, de Brouckère ne demande pas de mettre un terme à la participation gouvernementale, puisqu'il est conscient « [qu']à supposer que les socialistes quittent le Gouvernement demain en Belgique et en France, cela ne facilitera pas la tâche de l'Espagne républicaine dans son combat³⁰⁸. » Il demande plutôt à ce que des pressions soient exercées sur le gouvernement belge afin qu'il sorte la question espagnole du Comité de non-intervention et la renvoie à la SDN. Précisons au passage qu'un pas dans cette

³⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁸ Réunion du Conseil général, 23 juillet 1937, p. 15a, 42, AMSAB-ISG, 1937-07-23_bwb_AR.pdf

direction est accompli quelques jours plus tard alors qu'une délégation du POB et de la CGTB s'entretient avec le premier ministre Van Zeeland à ce sujet³⁰⁹.

Toujours dans la dernière semaine de juillet, et sans égard à la résolution du POB, Vandervelde clame lors d'un rallye pour l'Espagne à la Maison du peuple de Namur que son parti adhère entièrement aux points de l'IOS. *El Socialista* fait part de sa satisfaction dans un article intitulé « *Le POB adopte unanimement la position des Internationales*³¹⁰ ». Dans la même édition, nous retrouvons une traduction d'un article du Patron publié dans le *Journal des Nations* de Genève. Le ton particulièrement acerbe de son propos ainsi qu'une allusion un peu forte au « bolchevisme » portent à penser que le sommaire a été quelque peu « adapté ». Toujours est-il que Vandervelde tire l'alarme : une fois les Basques vaincus, Franco jettera le poids de l'offensive sur Madrid, là où les troupes et la population sont exténuées et démoralisées en raison des privations et des politocaileries. Alors qu'on se targuait en début de conflit que l'Espagne serait « la tombe du fascisme », désormais, d'écrire Vandervelde, il serait plus exact de se référer à « la tombe du bolchevisme ». L'aide humanitaire n'aide en rien, constate-t-il, tout comme les « gestes futiles de ces socialistes qui se retirent de la communion internationale au nom du neutralisme ». L'article se termine en évoquant la nécessité que « *les Internationales socialistes et leurs organisations fassent l'impossible afin d'aider, aujourd'hui plus que jamais, les martyrs de la liberté en Espagne*³¹¹. » Et si nous ne sommes pas en mesure de valider le propos de Vandervelde dans cet article, nous soulignerons toutefois qu'il est dans son habitude de faire des déclarations enflammées et même unitaires lors d'événements publics pour l'Espagne. Ces manquements à la discipline du parti ne vont pas sans causer l'ire de membres du Bureau du POB et de la CGTB.

Pour en revenir brièvement à ce rallye de Namur, le Patron a annoncé le lancement d'une semaine de solidarité pour l'Espagne dans les termes suivants : « *Nous pouvons vous*

³⁰⁹ « Los obreros belgas hacen presion sobre su gobierno en favor de Espana », *El Socialista*, 30 juillet 1937, p. 1.

³¹⁰ « El POB adopta por unanimidad el punto de vista de las dos Internacionales », *El Socialista*, 31 juillet 1937, p. 3.

³¹¹ « Solamente con actos de solidaridad humana no se ayuda lo debido a la republica », *El Socialista*, 31 juillet 1937, p. 4.

affirmer dans la plus grande sincérité que la classe ouvrière belge n'a jamais réalisé un tel effort³¹² ! »

La semaine de solidarité pour l'Espagne

Les Internationales s'étaient engagées lors de la Conférence de Londres à réaliser « *une semaine de propagande [...] de proportions particulièrement vastes* » afin de mobiliser l'opinion publique et ainsi accroître les pressions sur les gouvernements³¹³. Réuni à Varsovie au début juillet, le Conseil Général de la FSI vote l'intensification de l'action pour la reconnaissance des droits de la République³¹⁴ et annonce qu'il consultera ses membres sur la faisabilité de cette action de solidarité. La première semaine d'août est envisagée pour plusieurs raisons : elle laissera un peu de temps aux sections pour se préparer, elle coïncidera avec l'anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, du lancement de la campagne pour l'Espagne l'année précédente, puis avec les Olympiades ouvrières d'Anvers qui ont été placées cette année sous le signe de la solidarité avec la République.

S'accordant avec la proposition de la FSI, Adler enjoint aux PS de prendre part à cette semaine, puisque « *la collaboration avec les organisations syndicales [va] de soi* ». Il insiste que cette action « *est d'une importance capitale et devra prendre précedence sur toutes les difficultés dans les différents pays*³¹⁵ ». Il termine par l'évocation du mot d'ordre adopté le 24 juin :

Application du Pacte de la SDN au conflit espagnol – Rétablissement de la liberté entière de commerce pour le gouvernement légitime d'Espagne – Obligation illimitée de solidarité s'appliquant à toutes les organisations ouvrières et à tous les socialistes³¹⁶.

³¹² « El POB adopta por unanimidad, el punto de vista de las dos Internacionales », *El Socialista*, 31 juillet 1937, p.3.

³¹³ Adler aux membres de l'Exécutif de l'IOS, 10 juillet 1937, IISH, SAI, 2764/83.

³¹⁴ « La FSI, reunida en Varsovia, propone una accion urgente de ayuda a Espana », *El Socialista*, 03/07/1937, p.1.

³¹⁵ Adler aux membres de l'Exécutif de l'IOS, *loc. cit.* Voir aussi « A iniciativa de la IOS, se organiza una intensa campana de agitacion en pro de Espana », *El Socialista*, 25 juillet 1937, p.1.

³¹⁶ Adler aux membres de l'Exécutif de l'IOS, *loc. cit.* Voir aussi « An international propaganda week for spain », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 287, IISH, SAI 20/1/29.

Nous ne disposons pas d'information sur le déroulement de cette semaine de solidarité, hormis un témoignage d'Azorin séjournant alors à Paris en compagnie d'une délégation du PSOE et de l'UGT. Au cours d'un entretien avec Adler, il déplore l'absence de synchronisation tout comme le manque de vigueur et d'éclat de la campagne : « *En raison du peu de temps employé à la préparation de cette semaine de mouvement pour l'Espagne, et sans doute aussi pour d'autres raisons, cette semaine d'agitation ne semble pas apporter le succès désiré.* » Il refuse toutefois de se laisser abattre : « *comme de vrais socialistes les échecs nous servent de stimulant, et, en conséquence, je crois que l'IOS devrait insister pour une action simultanée des sections nationales.* »³¹⁷ Azorin demande à ce qu'une semaine subséquente soit réalisée juste avant la session de la SDN qui débutera le 10 septembre, qu'elle soit précédée cette fois-ci par un important battage médiatique et qu'elle comporte des réunions synchrones à Londres et Paris qui seront ouvertes à tous les antifascistes et auxquelles participeront des orateurs de renommée. Or le projet n'aura pas de suite en raison de l'aggravation de la situation méditerranéenne et de la brève ouverture diplomatique qui en résultera. Les Internationales lui préférèrent une action de lobbying.

En Angleterre

De l'autre côté de la Manche, le changement de cap du mouvement anglais se maintient. Un comité spécial, le *Spain Campaign Committee*, a été mis sur pied afin de coordonner la semaine de solidarité du début août tout comme l'ensemble de la campagne pour la République. Ensuite, le chef du LP, le major Attlee, a effectué une première visite en Espagne qui a par ailleurs suscité l'indignation des tories à la Chambre des communes : ceux-ci l'ont accusé de commettre « une violation de la neutralité anglaise »³¹⁸. Enfin, le jour du premier anniversaire de la non-intervention, soit le 8 août, le NCL a diffusé un communiqué revendiquant la restauration des droits de la République.

Au moment de faire adopter les points d'Azorin par le Conseil général de la FSI en juillet, Citrine avait déclaré qu'il défendrait la proposition de résolution bec et ongles, et ce, même

³¹⁷ Azorin à Adler, Paris, IISH, SAI, 2763g/12. Voir aussi Francisco Azorin, « *Informe sobre la semana española en Europa* », 14 août 1937, FPI, AH-74-3, 12.

³¹⁸ Sturmthal, *op. cit.*, p. 294.

au prix d'une dégradation des relations entre les démocraties et les puissances fascistes³¹⁹. À l'automne, les organisations anglaises n'ont toujours pas adopté formellement les trois points d'Azorin et Citrine entend rectifier la situation. Au congrès du TUC à Norwich au début septembre, il amorce son intervention en exposant la position du mouvement face à la non-intervention :

[...] depuis le début de la rébellion, le mouvement travailliste n'a jamais hésité à proclamer sa totale solidarité avec nos camarades espagnols. Ce n'est qu'après de longues discussions, et avec répugnance, que nous avons donné notre acquiescement et non notre adhésion au pacte de non-intervention³²⁰.

Zak enchaîne en se disant profondément dégoûté par la « correspondance amoureuse » qu'entretiennent Chamberlain et Mussolini « à l'heure où les canons du Maroc espagnol pointent sur Gibraltar et que des "pirates" coulent des navires anglais dans la Méditerranée ». Le porte-parole du NAFTA (syndicat de l'ameublement) se réfère ici à l'accroissement des attaques par la marine italienne depuis août, mais nous y reviendrons. Pour sa part, Dalton dénonce la déchéance des dirigeants tories qui, par « leurs intérêts de classe capitalistes, poussent l'Angleterre à s'agenouiller devant le Führer et le Duce ». Tandis qu'Arthur Horner, le secrétaire général du syndicat des mineurs, réclame une action vigoureuse de la part du mouvement dans le cas où la SDN refuserait de bouger.

« Quelle est donc la politique à suivre? » demande Citrine à l'auditoire ; alors que plusieurs croient qu'Hitler et Mussolini bluffent et qu'ils cesseront d'approvisionner Franco en armes si on leur oppose un front démocratique résolu. « *C'est possible, poursuit-il, mais en fin de compte, il faut bien se dire que sans doute, seule la volonté de leur barrer fermement la route, au besoin par la force, pourra les obliger à baisser pavillon³²¹.* » Voilà pourquoi le chef du TUC plaide pour l'adoption intégrale de la résolution Azorin. Il précise toutefois que cette nouvelle ligne ne saurait entraîner « *la fourniture automatique et immédiate au gouvernement espagnol des armes dont il [a] besoin* » ; que le mouvement britannique recourra à l'action extralégale « *si aucune autre alternative ne se présente à lui³²².* » Vient l'instant du vote : la non-intervention est à nouveau rejetée ; la résolution des

³¹⁹ « Walter Citrine voto en pro de medidas energicas de ayuda electiva a Espana », *El Socialista*, 4 juillet 1937, p.1.

³²⁰ Jean Longuet, « La SDN doit agir en Espagne », *Le Populaire*, 11 septembre 1937, p. 5.

³²¹ *Ibid.*

Internationales du 24 juin, aisément adoptée ; la SDN, elle, se voit pressée de mettre un terme à l'intervention étrangère en Espagne³²³.

On apprendra sans surprise que le gouvernement tory restera intransigeant et que les tentatives de Citrine pour faire abroger la non-intervention seront défaites une par une³²⁴.

La Conférence de Nyon : le « recul » de Mussolini

Au début août, Franco a demandé à Mussolini d'accroître les attaques sur les voies maritimes de la République. Le Duce acquiesce aussitôt, car il désire une victoire rapide du camp franquiste en Espagne. Or la multiplication du tonnage coulé dans la Méditerranée ne va pas sans entraîner de vives protestations. À la mi-août, Eden ordonne à la marine britannique de riposter aux attaques de navires anglais. Malgré cet avertissement, un cargo anglais est envoyé par le fond le 1^{er} septembre et un destroyer échappe de peu à une torpille³²⁵. L'opinion britannique est outrée.

En France, le premier ministre Chautemps réclame de toute urgence un entretien avec les puissances concernées à défaut de quoi il menace de rouvrir la frontière franco-espagnole. Une conférence d'experts navals est donc convoquée à Nyon dans la deuxième semaine de septembre³²⁶. Bien que l'Italie et l'Allemagne refusent d'y assister, les attaques dans la Méditerranée, elles, connaîtront un court répit³²⁷. Plusieurs socialistes, dont André Leroux du *Populaire*, y voient la preuve que les puissances fascistes reculent lorsque les démocraties se montrent fermes. Le journaliste demande à ce que le traitement des violations de la non-intervention soit le même :

Le problème de la non-intervention doit être abordé dans le même esprit, avec la même fermeté que celui de la lutte contre la piraterie en Méditerranée. Il s'agit du reste, du même problème. Il faut que les divisions italiennes soient rappelées

³²² *Ibid.*

³²³ Buchanan, *op. cit.*, p. 75-76.

³²⁴ Sturmthal, *op. cit.*, p. 294. Voir aussi Buchanan, *op. cit.*, p. 103.

³²⁵ Buchanan, *op. cit.*, p. 79.

³²⁶ Sturmthal, *op. cit.*, p. 238, 241

³²⁷ La conférence de Nyon sera le dernier événement diplomatique majeur engendré par la guerre en Espagne. Voir Steiner, *op. cit.*, p. 238

*d'Espagne, de même que les sous-marins pirates doivent être refoulés de la Méditerranée*³²⁸.

En revanche, Leroux ignore que l'Italie a stoppé ses attaques dans la Méditerranée puisqu'elle a atteint ses objectifs et que le Duce n'a pour l'instant aucun intérêt à entrer en guerre contre l'Angleterre. Qui plus est, il n'a aucune idée que Nyon sera le dernier événement diplomatique majeur engendré par la guerre en Espagne³²⁹.

La réunion commune de l'IOS et de la FSI des 15 et 16 septembre

L'UGT convoque une séance des deux Internationales les 15 et 16 septembre à Paris afin de faire le point sur les Accords de Nyon et voir ce qu'il y a lieu d'être fait en vue de la prochaine session de la SDN³³⁰. Deux délégations espagnoles y assistent : une représente le centre du mouvement, et l'autre, la gauche caballériste en voie de se faire expulser de l'UGT par Ramon Gonzalez Pena, le président du PSOE. La délégation de « l'ancien Exécutif » de l'UGT comprend Caballero, Tomas et Luis Araquistain; celle du « nouvel Exécutif », Gonzalez Pena, Cordero et Azorin. On remarque par ailleurs l'absence d'Alvarez del Vayo. Ce membre notoire de la gauche du PSOE a refusé d'engager les hostilités contre Negrin et cela lui a valu, d'une part, de conserver sa fonction aux Affaires étrangères, mais d'autre part, de se faire expulser de la *Agrupacion Madrilena*, toujours caballeriste.

Comme on peut l'imaginer, les délégations sont à couteaux tirés. Ne s'adressant nullement la parole des deux jours, elles rejettent même une offre de médiation d'Adler. Dalton décrira la tension aigüe qui règne dans les termes suivants : « *Six Spaniards present glaring at each other. A Spanish bull fight is expected when they get going*³³¹. » Nous reviendrons sur le schisme affligeant l'UGT plus tard dans le chapitre. Poursuivant, Caballero, Gonzalez Pena et de Brouckère présentent tour à tour des rapports sur la situation en Espagne. La question de la SDN est ensuite abordée. Caballero propose une requête visant à faire reconnaître Franco comme agresseur – en accord avec l'article 16 de la Charte de la SDN –,

³²⁸ André Leroux, « Le tournant de Nyon et l'intervention italienne en Espagne », *Le Populaire*, 19 septembre 1937, p.3.

³²⁹ Steiner, *op. cit.*, p. 238.

³³⁰ La FSI est représentée par Schevenels, Stolz, Jacobsen, Jouhau, Kupers, Mertens, Tayerle et Buisson; l'IOS par de Brouckère, Adler, Dalton, Gillies et Bracke. Voir « Rapport du secrétariat de l'IOS », *loc. cit.*

³³¹ Buchanan, *op. cit.*, p. 114.

mais Citrine s'y oppose vivement puisqu'à son avis, le fait d'invoquer cette mesure extrême est dangereux et injustifié³³². Après moult délibérations, le panel parvient à s'entendre sur trois points à soumettre au Conseil de la SDN par une délégation composée de Longuet, de Brouckère, Citrine et Jouhaux. Les trois points vont comme suit :

- 1) la suppression de la piraterie en Méditerranée par l'action de la SDN et non par un pacte des puissances, tel que le pacte de Nyon;
- 2) le retrait des troupes étrangères en accord avec l'article 10 de la charte de la SDN;
- 3) la liberté d'acquérir des armes pour l'Espagne républicaine³³³.

En dernier lieu, est adopté le texte de résolution qui souligne entre autres combien l'opinion publique mondiale peut contraindre la SDN à intervenir en faveur de la République espagnole et garantir la paix universelle.³³⁴

Deux perspectives sur la validité de l'action politique des Internationales.

Dans la presse socialiste, la perception de la dernière séance des Internationales diffère selon le côté des Pyrénées où l'on se trouve. Bracke allègue dans *Le Populaire* que les Espagnols ont une bonne impression du lobbying des Internationales :

Si quelque chose a pu frapper plus particulièrement [...] nos camarades espagnols venus assister aux délibérations, c'est de constater le travail fait par les deux Internationales pour orienter l'opinion publique en tous pays vers la conception réelle de ce qui se passe au-delà des Pyrénées³³⁵.

À son avis, la contribution des Internationales au travail de l'opinion publique est non-négligeable :

La notion capitale, que socialistes et syndiqués ont contribué à faire pénétrer dans les têtes, c'est que la guerre [...] menace bien autre chose que la démocratie espagnole, et

³³² *Ibid.*, p. 94.

³³³ « Les bureaux des internationales socialiste et syndicale ont tenu hier une réunion commune », *Le Populaire*, 17 septembre 1937, p. 3. Voir aussi « Rapport du secrétariat de l'IOS », *loc. cit.*

³³⁴ « The LSI and the IFTU send a delegation to Geneva », *International Information*, [17] septembre 1936, p. 367. IISH, SCW/5/12-13.

³³⁵ « Pour l'Espagne », *Le Populaire*, 18 septembre 1937, p. 1.

*met en danger tous les pays démocratiques et par conséquent toutes les chances de libération ouvrière*³³⁶.

Pour sa part, dans *Adelante*, Azorin écrit « *Notre délégation indiqua que ce qui faisait défaut ce n'est pas de nouvelles décisions, mais la résolution pour les imposer "sans délai et par tous les moyens"* »³³⁷. » D'un ton plus dur, *El Socialista* qualifie l'action des Internationales de purement platonique puisque « les rencontres de Londres, de Paris, de Genève et d'Annemasse n'ont eu aucune répercussion d'ordre pratique; que les sections nationales tenues d'accomplir les recommandations ont désobéi »³³⁸.

Toujours le même problème : résolutions exemplaires à l'international ; impossibilité de les appliquer dans la sphère nationale. Or, en ce mois de septembre, la joute se disputera plutôt dans la sphère diplomatique genevoise. En effet, cherchant à profiter du raffermissement de la France et de l'Angleterre dans la question méditerranéenne, l'IOS et la FSI vont envoyer une délégation à la SDN afin de mousser les intérêts républicains.

Le retour à Genève

Dans un article intitulé « Le retour à Genève », de Brouckère plaide pour que la question espagnole soit traitée à la SDN et non plus à Londres. Il évoque l'échec complet du Comité de non-intervention, cette véritable entente à quatre puissances où l'URSS et les pays de second ordre ne sont que des figurants. À son avis, le fait que l'Allemagne se soit retirée de la SDN et que l'Italie boycotte les séances consacrées à l'Espagne, ne change rien au fait que :

*Article XVII makes formal provision for this very case. A decided attitude on the part of Europe can make its fulfilment morally possible. If this does not materialise, an agreement between the Powers of good-will will nevertheless help to clarify the atmosphere and will undoubtedly facilitate a general understanding*³³⁹.

Le 18 septembre, Negrin soumet au Conseil de la SDN sa proposition d'abrogation de la non-intervention et de retrait des combattants étrangers. L'absence de nombreuses

³³⁶ *Ibid.*, p. 2.

³³⁷ Azorin, « La politique du parti socialiste », *loc. cit.*

³³⁸ « En torno a la solidaridad internacional », *El Socialista*, 20 novembre 1937, [S.P.].

³³⁹ Louis de Brouckère, « Return to Geneva », *Le Peuple* (traduction anglaise), 7 juillet 1937, IISH, SAI, 20/2/54.

délégations nationales trahit une certaine indifférence face à la question espagnole³⁴⁰. Néanmoins, la délégation de l'IOS et de la FSI s'affaire au travail de coulisse. Le correspondant du *Populaire* évoque un entretien « très cordial » avec Yvon Delbos, la délégation des Internationales ayant trouvé le ministre français des Affaires étrangères des plus compréhensifs. De plus, Citrine s'est apparemment entretenu à plusieurs reprises avec Eden, tout comme Longuet, qui se dit particulièrement satisfait d'un échange d'une trentaine de minutes³⁴¹. En revanche, le journal communiste *Daily Worker* rapporte que le ministre britannique des Affaires étrangères aurait ignoré Citrine tandis que le *Manchester Guardian* nous apprend qu'Eden aurait été sommé de ne pas adresser la parole à la délégation socialiste³⁴². Si tel est le cas, il est possible que *Le Populaire* se soit référé à des entretiens informels.

La réélection de l'Espagne au Conseil de la SDN figure à l'horaire de la session. La question importe puisqu'elle met en jeu la représentativité de la République au niveau international. Longuet explique dans *Le Populaire* qu'il faut au moins deux tiers des votes lors d'un scrutin à huis clos pour renouveler le mandat espagnol. Or, ce conciliabule l'inquiète : « *On a quelque raison de craindre que ne s'y trame contre la vaillante République espagnole – qui connaît tant de cruelles épreuves – de malhonnêtes complots* »; que la SDN « capitulera à nouveau » en écartant du Conseil « *la plus grande victime européenne* ». Longuet espère, d'une part, que les militants britanniques ont exercé les pressions nécessaires sur leur gouvernement, et d'autre part, que les diplomates français se montreront solidaires. Il a par ailleurs ceci à dire à ses collègues du Parlement : « *De notre côté, nous ne voulons pas faire au gouvernement du Front populaire de France l'offense de penser qu'il hésiterait à faire son devoir*³⁴³. »

Le scrutin se déroule le 20 septembre et les craintes de Longuet s'avèrent fondées : l'Espagne obtient à peine 23 votes sur un total de 47, alors que le seuil de réélection est de

³⁴⁰ Alpert, *op. cit.*, p. 149.

³⁴¹ Louis Lévy, « La journée à Genève », *Le Populaire*, 21 septembre 1937, p. 3.

³⁴² *Daily Worker*, 21 septembre 1937. Cité dans Buchanan, *op. cit.*, p. 94.

³⁴³ Jean Longuet, « L'Espagne doit être réélue au Conseil de la SDN », *Informations Internationales*, 30 août 1937, p. 359, IISH, SAI, 500/72.

32 votes³⁴⁴. Lévy évoque les « *manœuvres savamment ourdies par les puissances fascistes* » au sein d'une SDN « qui vient de se diminuer une autre fois par ce geste honteux ». Les sentiments antirépublicains de plusieurs délégués latino-américains ont pesé dans la balance, explique-t-il, notamment ceux du délégué chilien qui, en allant à l'encontre de son gouvernement, a causé une vague d'indignation dans son pays³⁴⁵. D'autres facteurs évoqués par le journaliste sont le poids du Vatican sur le vote suisse et le désir « égoïste » de la Turquie de renouveler son siège³⁴⁶. *El Socialista*, lui, choisit de passer l'éponge puisque « de siéger au Conseil ne favorise pas nécessairement les revendications d'un membre de la SDN », et qu'il convient plutôt « de se concentrer sur le suivi des revendications au lieu de s'arrêter à un vote frauduleux³⁴⁷. » La rédaction félicite cependant la délégation espagnole pour avoir refusé de marchander le vote des pays latino-américains qui comptent des ressortissants emprisonnés en Espagne républicaine : « Ceci illustre bien la force de caractère et l'intégrité de la République », écrit-on. Elle se réjouit tout autant du vote de la France et l'Angleterre en faveur de la République³⁴⁸.

Le retour de la question espagnole à... Londres

Au début octobre, la requête de Negrin d'abrogation de la non-intervention et de retrait des combattants étrangers est définitivement écartée par la SDN. Comble de malheur, la France et l'Angleterre offrent à l'Italie de reprendre les pourparlers sur la question méditerranéenne, et celle-ci pose la condition que les négociations se déroulent au Comité de non-intervention afin que l'Allemagne accepte d'y participer. Les puissances démocratiques acceptent et la question espagnole se voit aussitôt renvoyée au cadre de la politique de puissance d'où elle ne sortira plus³⁴⁹. Un document du FIS condamne ce

³⁴⁴ « SDN : Fué denegada la reeleccion de Espana como miembro permanente del Consejo », *El Socialista*, 21 septembre 1937, p. 1

³⁴⁵ Lévy, *loc. cit.* Voir aussi « La intriga en Ginebra : En Chile hay gran agitacion politica [...] la conducta del delegado Edwards », *El Socialista*, 23/09/1937, p. 1.

³⁴⁶ Lévy, *loc. cit.*

³⁴⁷ « *Espana debe conceder muchisima mas importancia a lo que ahora suceda con la discusion de sus reivindicaciones que al incidente secundario de una votacion malograda en una cuestion de regimen interno de la Sociedad de Naciones.* » Voir « SDN : La exclusion de Espana no influira en las decisiones concretas que tenemos solicitadas », *El Socialista*, 22 septembre 1937, p. 1.

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ « Rapport du secrétariat de l'IOS », *loc. cit.*

« nouveau dérapage » du processus d'arbitrage qui force les Internationales « à recommencer du début leur travail de sensibilisation³⁵⁰ ».

Lueur d'espoir dans un sombre tableau

Comble d'ironie, au moment où reprennent les pourparlers au Comité de Londres, l'Italie accroît les effectifs du CTV en vue de la conquête de la province des Asturies. Lorsque Gijon tombe le 21 octobre, les Internationales enjoignent aux pays démocratiques d'envoyer des navires en grand nombre afin d'évacuer la population menacée par les massacres, mais rien n'y fait³⁵¹. Alvarez del Vayo tente sa chance auprès de Blum qui lui signifie qu'il ne peut rien faire sans l'appui du mouvement anglais. Une fois Citrine mis au fait de sa requête, il la relaye au ministre des Affaires étrangères puisqu'elle constitue à ses yeux « une intervention ». Mais Eden va la rejeter à son tour en évoquant le refus net de Franco envers toute évacuation³⁵². Précisons tout de même que Citrine et Schevenels ont jonglé avec l'idée d'envoyer un délégué de la FSI à Gijon, mais qu'ils ont changé d'idée en raison de la forte probabilité qu'il se retrouve dès son arrivée dans une geôle franquiste³⁵³.

Seul point positif dans ce sombre tableau, la conquête des Asturies a entraîné l'ouverture de la frontière par le premier ministre français Chautemps avec l'appui tacite, précisons-le, d'Anthony Eden. Il est d'ailleurs possible que Citrine soit intervenu auprès du ministre des Affaires étrangères, mais rien ne nous permet de confirmer telle hypothèse. Toujours est-il que les armes stockées par l'Armée républicaine à cette période lui vaudront la prise de Teruel en fin d'année³⁵⁴. À cette victoire sur le front militaire se conjuguera une victoire dans l'arrière-garde, soit la réunification du mouvement syndical espagnol par le chef de la CGT et vice-président de la FSI : Léon Jouhaux.

³⁵⁰ « Aid for Spain », 1938, p. 3, IISH, SCW/6.

³⁵¹ « Relief Work in Spain », *Industrial News*, no 51, p. 3, IISH, SAI, 19/5.

³⁵² Buchanan, *op. cit.*, p. 103.

³⁵³ Buchanan, *op. cit.*, p. 105.

³⁵⁴ Alpert, *op. cit.*, p. 150-152.

La crise de gouvernance au sein du mouvement syndical espagnol

Nous terminerons ce chapitre par un exemple concret d'intervention du socialisme international dans la sphère nationale d'un mouvement, soit la médiation de la FSI dans la crise de gouvernance au sein de l'UGT. Cet épisode démontre à nouveau l'importance et la vitalité des liens internationaux à cette époque.

La FSI se doit d'intervenir rapidement en raison des risques que comporte ce schisme sur l'effort de guerre et la campagne de solidarité d'outre-Pyrénées. Jouhaux est la personne tout indiquée pour servir de médiateur puisqu'il est bien respecté en Espagne. Les tendances au sein du PSOE vont comme suit : à la droite, nous retrouvons Besteiro et Negrin; au centre Prieto, Lamonedá, González Peña; à la gauche, Caballero, Tomás, Araquistáin et Álvarez del Vayo. Nous qualifierons les deux premiers groupes de tendance « centriste ».

À la suite du déclenchement de la guerre civile, le PSOE et l'UGT maintiennent leur unité grâce à l'attitude conciliante du centre envers l'impétueux Caballero, devenu premier ministre en septembre 1936. À l'hiver 1937, lui qu'on avait surnommé « le Lénine espagnol » déchanté de ses partenaires communistes devenus envahissants depuis l'intervention soviétique. Il s'oppose à leur interférence dans l'armée, la police et répond à leurs incessantes requêtes d'unification par des rapprochements avec la CNT. La droite et le centre du PSOE n'apprécient guère que les syndicalistes, surtout s'ils sont anarchistes, se mêlent de politique.

En mai, le POUM et les anarchosyndicalistes se soulèvent à Barcelone. La *Generalitat* et le PSUC, où l'influence communiste est déterminante, vont désarmer les milices en évoquant la nécessaire centralisation de l'effort de guerre. Or, au même moment, déferle une nouvelle vague de terreur en Union soviétique. La chasse aux trotskystes et autres antistaliniens se transpose à l'Espagne républicaine. Le fils du menchévique Abramovitch, Mark Rhein, en fait les frais. Au Parlement de Valence, les députés du PCE réclament la démission de Caballero, qui a hésité à écraser le soulèvement; le gouvernement tombe. Suite à une tentative avortée de former un second cabinet dirigé par Caballero, le président Azana

cause la surprise en ne désignant pas Prieto comme remplaçant, mais bien l'économiste Negrin, en raison de son calme raisonné, son caractère conciliant et sa grande expérience en affaires internationales. Prieto obtient le ministère de la Défense et les centristes s'installent aux postes clés de l'État. La centralisation, le renforcement de l'armée régulière, l'ordre dans l'arrière-garde et la protection des petites et moyennes propriétés, sont à l'ordre du jour. S'il s'agit en fait du programme du PCE, il est cependant faux de penser que le PS est entre les mains de celui-ci ou du Komintern. Bref, on assiste à la revanche du centre et de la droite du PSOE, qui n'avaient jamais digéré la participation des syndicats, plus particulièrement de la CNT, au gouvernement Caballero. Dorénavant exclue de la direction du PSOE, du gouvernement et du Comité national de l'UGT, la gauche caballériste se retranche dans la commission exécutive de la centrale syndicale, dans *l'Agrupacion socialista madrilena*, dans la Fédération socialiste de Valence et lance ses attaques à partir du journal *La corespondancia de Valencia* qui est restée entre leurs mains. *Claridad* et *Adelante*, eux, sont passés aux mains des majoritaires³⁵⁵.

Devenu fervent anticomuniste, Caballero se fait syndicaliste orthodoxe et dénonce « le communiste Negrin » dans les journaux lui étant restés fidèles ainsi que lors d'allocutions publiques. Celui qu'on appelait le « Lénine espagnol » serait-il en voie de devenir le « Bakhounine espagnol »? Toujours est-il que la direction du PSOE s'inquiète et qu'elle mandate son président afin qu'il conquière l'Exécutif de l'UGT. Gonzalez Pena va donc profiter à l'automne 1937 de la vague de mécontentement engendrée par l'expulsion de 14 fédérations nationales pour mettre sur pied son propre Exécutif. L'UGT est désormais bicéphale et c'est par ailleurs ce qui explique la présence de deux délégations à la séance de la mi-septembre des Internationales³⁵⁶. À la fin du mois, le PSOE reconnaît officiellement la direction de Gonzalez Pena. Or, les caballéristes n'ont pas dit leur dernier mot.

Politiciens syndicalistes et syndicalistes politiques

Les attaques de ce qu'on qualifie désormais « d'ancien Exécutif de l'UGT » fusent et *El Socialista* tente du mieux qu'il peut de rectifier les faits. Un éditorial intitulé « *De Paris*

³⁵⁵ Julia, *op. cit.*, p. 257, 263.

³⁵⁶ « Rapport présenté par le PSOE », 16 décembre 1937, p. 4, IISH, SAI, 500/8-14.

a Ginebra : Los sindicalistas politicos, o algunos politicos, sindicalistas » s'attaque à « l'apolitisme » du groupe syndicaliste minoritaire qui vient de vilipender l'action de l'IOS à Genève. Le texte a de quoi surprendre, puisqu'il défend l'action politique de l'Internationale – ce qui est rarissime – et tente par le fait même de légitimer la faction majoritaire du PSOE.

D'entrée de jeu, l'éditorialiste affirme que la guerre se livre autant sur le front national qu'international : la « jeune et vaillante » armée populaire sur le front militaire et les ambassadeurs du socialisme international sur le front diplomatique. En second lieu, il remarque que ceux-là mêmes qui ont dénigré l'action de l'IOS à la SDN – puisqu'ils sont convaincus que seuls les syndicats et la classe ouvrière sauveront l'Espagne – ont pourtant voté lors de la dernière séance des Internationales en faveur de l'envoi de cette délégation à Genève. L'éditorialiste ne nie pas que la SDN est en plein effondrement et que l'IOS peine à remplir son mandat en raison des intérêts contradictoires qui l'afflige. En revanche, il ne voit pas l'utilité de casser du sucre sur le dos d'un allié qui fait son possible dans les méandres de la diplomatie genevoise, tout comme dans « l'apolitisme acerbe » que l'on oppose aux autres réalisations « des amis sincères de l'Espagne », qu'il s'agisse des déclarations d'Attlee et d'Henderson à la chambre des Communes, des pressions de Zyromski au Palais-Bourbon, ou encore, des déclarations de Vandervelde et de Huysmans au Parlement belge. À son avis, ces interventions sensibilisent le monde démocratique à la cause républicaine et les caballéristes ont tort de faire *tabula rasa* en rabâchant l'antienne dithyrambique de l'action syndicale. Le journaliste se défend ensuite de dénigrer l'importance de cette action syndicale en faisant l'éloge de dockers anversois qui ont récemment empêché l'acheminement de 26 wagons de matériel militaire en zone rebelle. Reste que la solidarité de tous les syndicats du monde, argue-t-il, n'équivaudra jamais à l'aide armée de l'URSS et du Mexique. Il en conclut que l'action politique a son importance, puis précise au passage que la CNT anarchiste partage son opinion : ne participe-t-elle pas au gouvernement du *Frente popular*?

En fin d'éditorial, l'auteur nous surprend à nouveau en évoquant la ligne politique du PCE – celle de la collaboration de classe – pour appuyer son propos :

*Le matérialisme historique nous enseigne que la lutte capitaliste pour les matières premières et pour les marchés fait coïncider les intérêts d'un secteur important de la société avec les intérêts du prolétariat espagnol. Ceci est du marxisme, et non pas de la démagogie marxiste pour les jeunes cesantes ou mauristes*³⁵⁷.

Cet argument emprunté au PCE ne contribuera certes pas à atténuer l'anticommunisme de la faction minoritaire de l'UGT. En somme, les positions sont irréconciliables et seul un arbitre respecté des deux clans peut calmer le jeu.

La médiation de la FSI

Le 24 octobre, le Comité national du PSOE reconnaît l'Exécutif de Gonzalez Pena à l'UGT. Le même jour, Azorin commente dans *Adelante* la séance des Internationales du mois précédent – celle où deux délégations de l'UGT s'étaient présentées³⁵⁸. Il rapporte combien la tension était palpable au cours des séances conjointes se déroulant au siège parisien de la CGT. Pendant ce temps, à l'entrée de l'édifice, des membres de la *Agrupacion Socialista Madrileña* fidèle à Caballero distribuaient un pamphlet dénonçant la prise de contrôle de l'UGT par Gonzalez Pena³⁵⁹. C'est pourquoi, au cours du déjeuner, Schevenels suggéra aux délégués ugétistes qu'il intervienne, en compagnie d'Adler, à titre de médiateur. Quelques heures plus tard, et toujours selon l'auteur, Caballero signifiait son refus à Adler³⁶⁰.

Cet article va donner lieu à un échange de lettres musclé entre Tomas et Azorin, celui-ci prenant soin de mettre Adler en copie conforme³⁶¹. Le secrétaire de la faction minoritaire est outré par l'allégation voulant que Cabellero ait refusé l'offre de médiation, puisqu'à sa connaissance, une telle offre n'a jamais été faite à Paris. De surcroît, il s'insurge qu'Azorin ne l'ait pas consulté avant de publier son article : « En exposant ainsi les divisions du mouvement sur la place publique vous jouez le jeu de nos compétiteurs et les ennemis du

³⁵⁷ « [...] *el materialismo historico nos prueba que la lucha capitalista por materias primas y por mercados hace coincidir los intereses de un fuerte sector con los intereses del proletariado espanol. Esto si que es marxismo, y no demagogia marxista para uso de cesantes o de ex jovenes mauristas.* » Par « mauristas » l'auteur se réfère au poumiste Joaquim Maurin. Voir « *De Paris a Ginebra : Los sindicalistas politicos, o algunos politicos, sindicalistas* », *El Socialista*, 17 octobre 1937, [S.P.].

³⁵⁸ Le journal *Adelante* vient alors de passer aux mains des majoritaires. Voir Graham, *op. cit.*, p. 189-193.

³⁵⁹ Azorin à Tomas, 26 octobre 1937, IISH, SAI, 2763H/4.

³⁶⁰ Francisco Azorin, « La politique du parti socialiste en relation avec les internationales ouvrières », *Adelante*, IISH, SAI, 2763H/5-7.

³⁶¹ Azorin à Adler, 26 octobre 1937, IISH, SAI, 2763g/36.

socialisme ne manqueront pas d'en tirer parti³⁶². » Dans sa réponse, Azorin l'assure de ses bonnes intentions, spécifiant qu'il a même annulé un voyage à Bruxelles au cas où serait convoqué l'entretien, puis qu'il fut déçu lorsqu'Adler lui communiqua ce refus de Caballero : « *Indubitablement Adler ne ment pas* », ³⁶³ rajoute-t-il. Il explique ensuite pourquoi il ne l'a pas consulté avant la publication dudit article :

Quant à consulter quelqu'un d'entre vous sur le cas, camarade Tomas, j'ai cru que les relations personnelles étaient rompues entre nous, bien que j'en ignore la cause, quand je vis à Paris, à plusieurs reprises, que vous ne nous saluiez pas, au grand étonnement des délégations de divers pays qui observèrent que nous ne pouvions dissimuler nos discordes à l'étranger. À part cela, cette affaire avait pris un caractère public³⁶⁴.

En terminant, il s'excuse si jamais ses allégations – qui sont fondées –, insiste-t-il, servent les intérêts des détracteurs du mouvement. À la lumière de ce qui précède, le recours aux instances internationales pour régler le litige devient impératif. Il en va non seulement de l'effort de guerre républicain, mais aussi de la campagne de solidarité dans le reste de l'Europe.

Un premier entretien dans le cadre de la FSI

Le 29 novembre, c'est au tour de premier ministre Negrin de reconnaître l'Exécutif de Gonzalez Pena. Caballero, qui n'entend pas rendre les armes, réclame la tenue immédiate d'un congrès extraordinaire de l'UGT, demande aussitôt rejetée par Gonzalez Pena. C'est pourquoi Caballero va décider de recourir aux instances internationales. Il envoie son ancien sous-secrétaire Rodolfo Llopis plaider sa cause auprès de Schevenels. En retour, celui-ci va consacrer la séance de l'Exécutif de la FSI des 7 et 8 décembre à cette question³⁶⁵. Face à l'insistance de Schevenels, Gonzalez Pena accepte. Il se déplacera en compagnie de Rodriguez Vega et du trésorier Felipe Pretel. Du côté de l'ancien Exécutif, nos sources ne mentionnent que Caballero³⁶⁶.

³⁶² Tomas à Azorin, 24 octobre 1937, IISH, SAI, 2763h/3.

³⁶³ Azorin à Tomas, 26 octobre 1937, IISH, SAI, 2763h/4.

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ Graham, *op. cit.*, p. 194.

³⁶⁶ « La UGT enviara tres representantes », *El Socialista*, 4 décembre 1937, [S.P.].

Les délégations exposent leurs versions des faits pendant que Citrine, Schevenels et Jouhaux écoutent attentivement. Les échanges qui suivent ont tôt fait de dégénérer. Au discours unitaire des majoritaires, Caballero répond qu'il est victime d'une machination puisqu'il refuse de devenir à son tour « agent de Moscou³⁶⁷ ». Gonzalez Pena rétorque que les impératifs de la guerre dictent la nécessité d'imposer – par la force si nécessaire – un commandement unifié et la collaboration avec les communistes. Il lui attribue ensuite la responsabilité du soulèvement de mai en Catalogne puisqu'il a toléré le maximalisme du POUM et de la CNT. Lorsque Caballero proteste, Rodriguez Vega l'interrompt en insistant sur l'importance de s'en tenir aux questions statutaires afin de ne pas embêter la FSI avec des litiges personnels ou politiques « qui ne la concerne aucunement³⁶⁸ ». Jouhaux intervient en précisant que les « impératifs de la victoire » justifient tout autant le maintien de l'unité de l'UGT, celle-ci étant nécessaire au succès de l'effort de guerre tout comme de la campagne solidaire d'outre-Pyrénées.³⁶⁹ Il leur propose alors qu'une délégation investie des pleins pouvoirs de négociation se rende à Barcelone, capitale de la zone républicaine depuis le 30 octobre, pour régler le litige. La proposition est acceptée et la médiation pourra débiter au tournant de l'année.

Notons qu'à son retour de Paris, Caballero se voit assigné à résidence. Il en fait part à la rédaction du *Daily Herald* et à *El Socialista*. Celui-ci s'empresse de nier la nouvelle puis de condamner ce manque de réserve de la part du dirigeant déchu³⁷⁰.

La médiation de Jouhaux au tournant de 1938.

Jouhaux arrive à Barcelone à la fin décembre accompagné par Schevenels, qui conservera un profil bas tout au long des négociations. Citrine, lui, s'est à nouveau désisté. Il vient de faire échouer le projet d'intégration des syndicats soviétiques à la FSI négociée par Jouhaux, Schevenels et Stolz à Moscou, et n'a aucun désir de se retrouver sous le tir croisé

³⁶⁷ Voir Buchanan, *op. cit.*, p. 114.

³⁶⁸ « La unidad en la UGT : Ha sido aceptada la mediacion de la FSI para poner fin a la escision », *El Socialista*, 11 décembre 1937, p.1.

³⁶⁹ Buchanan, *op. cit.*, p.114.

³⁷⁰ « La unidad en la UGT » *loc. cit.* Voir aussi « Commission Ejecutiva de la UGT : Ha aprobado la convenida intervencion de la FSI para resolver el pleito interno sindical », *El Socialista*, 17 décembre 1937, [S.P.].

du chef de la CGT et des délégués de l'UGT³⁷¹. Alors qu'il est évident que Jouhaux favorisera l'Exécutif actuel de l'UGT – puisque la CGT est unitaire –, il serait erroné de croire que la présence de l'anticommuniste Citrine aux côtés de Schevenels eut nécessairement équilibré les choses. En effet, le président et le secrétaire de la FSI priorisent avant tout la stabilité du mouvement espagnol³⁷². C'est du moins ce que suggère cette lettre datée de novembre 1937, où Schevenels livre ses impressions favorables du nouvel Exécutif de Gonzalez Pena :

[They are] *one hundred per cent reliable Socialists and Trade Unionists, beyond any shadow of a doubt, and certainly not less so than Caballero. In their attempts to resist the rebellion and to lead Republican Spain to final victory in the civil war, they may be using methods which, in our opinion, are the wrong ones, but then this applies at least as much to Caballero – both when he was Prime minister and later – as it does to Pena*³⁷³.

Qui plus est, Caballero ne s'est-il jamais privé de critiquer les cadres de la FSI? Toujours est-il que la première séance de médiation se déroule le matin du 27 décembre dans la capitale catalane. Après s'être engagées à résoudre honnêtement le contentieux, les parties exposent leurs griefs³⁷⁴. Jouhaux demande ensuite la convocation d'un Comité national élargi auquel seraient conviés les représentants provinciaux ainsi que l'ancien Exécutif de Caballero³⁷⁵. Or, la question est remise au lendemain puisque les panellistes doivent se rendre à un grand rassemblement pour célébrer la victoire républicaine à Teruel. Partageant la tribune avec le président de la *Generalitat* Luis Company et la députée anarchiste Federica Montseny, Jouhaux et Schevenels y vont tour à tour d'un discours apportant la solidarité des Internationales socialistes, celui de Jouhaux étant particulièrement enflammé. Le soir, les chefs de l'Internationale syndicale sont les invités d'honneur d'un banquet

³⁷¹ Citrine cherchait plutôt à intégrer les syndicats états-unis. Voir Walter Citrine, « Memorandum on Affiliation of The Central Council of Trade Unions of the USSR », IISH, IFTU Papers, inv. nrs 137, 138 ; Van Goethem, *op.cit.*, p. 98-99; Graham, *op.cit.*, p. 194; « Se Firmo un acuerdo en principio para la afiliacion de los sindicatos sovieticos a la FSI », *El Socialista*, 28 novembre 1937 ; « Un paso mas hacia la cooperacion de las Internacionales obreras », *El Socialista*, 30 novembre 1937.

³⁷² Buchanan écrit à ce sujet « *It was apparent that the niceties of international trade unionism, and even the imperative of anti-communism, could be sacrificed to the winning of the war.* » Buchanan, *op. cit.*, p. 114.

³⁷³ *Ibid.* 113.

³⁷⁴ « Comité Nacional de la UGT : Réunion con asistencia de miembros de la Comision Ejecutiva anterior », *El Socialista*, 28 décembre 1937, p. 1.

³⁷⁵ « El domingo proximo se reunira en [...] el Pleno del Comité Nacional [...] », *El Socialista*, 30 décembre 1937, [S.P.].

organisé par la faction majoritaire de l'UGT. Negrin et Prieto y assistent, tout comme des dignitaires du PCE. En revanche, le groupe caballériste, lui, n'a pas été invité³⁷⁶.

À la séance du lendemain, après de longues discussions, la proposition de tenir une plénière élargie du Comité national en vue de l'élection d'un Exécutif unifié est acceptée par les deux clans³⁷⁷. Désormais, la question de la représentativité au sein de ce nouvel Exécutif va monopoliser le débat jusqu'à la séance extraordinaire du Comité national les 2 et 3 janvier à Valence.

L'éditorial de *El Socialista* du 3 janvier trahit l'anxiété de la rédaction. Aucunement informé des délibérations du Comité national, l'éditorialiste procentriste en est réduit à rabâcher les vertus de l'unité socialiste. Il cite notamment Jouhaux, qui aurait déclaré : « *Comment voulez-vous [...] qu'il y ait consensus parmi les masses ouvrières internationales sur la question de l'aide à l'Espagne s'il n'y a pas de consensus parmi les Espagnols*³⁷⁸ ? » En revanche, il termine en louangeant le « dévouement » de l'Exécutif de Gonzalez Pena dans la reconstitution du mouvement syndical.

Pendant ce temps, à Valence, le vice-président de la FSI tranche : un nouvel Exécutif sera formé de 15 membres, dont 11 provenant du groupe de Gonzalez Pena et 4 du groupe caballéristes³⁷⁹. L'assemblée approuve le verdict, lève les sanctions envers les fédérations restées caballéristes, puis opte pour centraliser l'ensemble des instances à Barcelone. L'Exécutif unifié s'engage à respecter les nouvelles normes afin de maintenir l'unité la plus parfaite; à besogner ardemment pour la réussite de l'effort de guerre; à poursuivre les rapprochements avec la CNT puis à maintenir des relations cordiales avec le PCE. La séance se termine non sans qu'ait été adoptée une lettre visant à remercier la FSI pour le succès de sa médiation.

³⁷⁶ « Comité Nacional de la UGT », *loc. cit.*

³⁷⁷ « *El domingo proximo* », *loc. cit.*

³⁷⁸ « *Como quereis [...] que haya acuerdo en las masas obreras internacionales para ayudar a Espana, si no hay en la masa entera espanola para valerse a si misma?* » Voir « La unidad en la conducta, condicion fundamenta de la victoria », *El Socialista*, 3 janvier 1938, p.1

³⁷⁹ Ramon Gonzalez Pena, président; Edmundo Dominguez, vice-président ; José Rodriguez Vega, secrétaire général; Amaro del Rosal, vice-secrétaire; Felipe Pretel, trésorier, Pascual Tomas, Antonio Pérez, Carlos Hernandez, Daniel Anguia, Antonio Génova, Ricardo Zabalza, Claudina Garcia, Cesar Lombarda (le reste est illisible), membres de l'exécutif. Voir « Union general de trabajadores », *El Socialista*, 5 janvier 1938, p.1.

En réalité, la formule réconciliatrice de Jouhaux vient de renforcer le groupe de Gonzalez Pena³⁸⁰. Il n'est pas exagéré d'évoquer le triomphe définitif des centristes et la fin de toute influence de la gauche socialiste sur les sphères du pouvoir. Celle-ci n'émettra désormais que des critiques sporadiques à partir notamment de la *Agrupacion Madrilená*, mais sans véritables conséquences³⁸¹. Ne participant pas au nouvel Exécutif, Caballero éprouvera de la rancune contre Jouhaux qui, à son avis, s'est tout simplement aligné sur les majoritaires. Précisons toutefois que le vice-président de la FSI n'a jamais eu le temps de se sensibiliser à ses griefs, puisque les majoritaires ne l'ont pas lâché d'une semelle de tout le séjour. Bref, si l'unité est bel et bien sauvée, en revanche, la réconciliation ne sera pas scellée avant l'intégration de Caballero à l'Exécutif du PSOE – non pas de l'UGT – à la fin de l'été 1938.

1938 augure bien

Bien installés au pouvoir, les protagonistes de la tendance centriste du mouvement espagnol ont de quoi être optimistes. Dans l'arrière-garde, le parti et les syndicats ont été conquis ou « disciplinés » et le foyer de dissension caballériste, éteint. Il incombe de préciser ici deux choses. En premier lieu, contrairement à ce qu'a suggéré l'historiographie, ils n'ont rien de satrapes communistes. En effet, Negrin, Lamóneda et Gonzalez Pena sont conscients de l'importance cruciale de l'aide soviétique, tout comme de la nécessité de faire miroiter au PCE une possible unification alors qu'ils ne la désirent aucunement, à moins qu'ils se sentent en condition de contenir les impétueux communistes³⁸². En second lieu, il ne faut pas perdre de vue que la campagne pour l'unité prolétarienne en Espagne s'inscrit dans un contexte plus large : l'espoir d'un pacte antifasciste des démocraties avec l'URSS qui sauvera la République.

Sur le front militaire, la situation ne s'annonce pas moins brillante, plus particulièrement après la grande panique qu'a causée dans les rangs franquistes la prise de Teruel par la nouvelle armée républicaine. Lors d'un passage à Paris, le général Deutsch a déclaré au

³⁸⁰ Graham, *op. cit.*, p. 212.

³⁸¹ Julia, *op. cit.*, p. 266.

³⁸² Graham, *op. cit.*, p. 125

Populaire que les déboires républicains dans la zone cantabrique ont été largement compensés par le « redressement » politique opéré en Catalogne et par l'imposition du commandement central. Il ne cache cependant pas le prix payé pour ce redressement³⁸³ tout comme les succès qu'il a engendrés : victoires à Guadalajara, à Brunete, à Quinto, Belchite, et l'abandon des offensives nationalistes dans la zone centrale. C'est pourquoi le général républicain compare la République à « une forteresse assiégée qui tiendra jusqu'à ce le siège soit brisé³⁸⁴ ». Cette phrase reflète bien le mot d'ordre du premier ministre Negrin pour 1938 : tenir le fort jusqu'au revirement des démocraties, ou encore, jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

³⁸³ Deutsch se réfère au démantèlement des milices et des communautés autonomes d'Aragon à la fin de l'été 1937.

Conclusion : 1937 – *Le raffermissement des positions solidaires*

Lorsqu'Azorin, le rapporteur espagnol, soumet aux Internationales un programme en trois points dont le dernier rend la solidarité envers l'Espagne obligatoire, c'est le vieux problème de la préséance des Internationales sur les sections qui est soulevé. Le vase déborde suite à une seconde requête, plus grave de conséquence celle-là, qui concerne l'unité d'action avec le Komintern. Volontairement ou non, le PSOE et l'UGT vont tirer leur épingle du jeu en parvenant à troquer, en raison surtout de l'appui britannique et des démissions du secrétaire et du président de l'IOS, l'adoption de leur programme de trois points en échange des requêtes unitaires.

Alors que les trois points d'Azorin sont adoptés sans coup férir en France, puisque le parti n'a pas à les mettre en pratique aussitôt, et en Angleterre, où les travaillistes sont dans l'opposition, la situation est tout autre en Belgique. Le troisième point, qui, on le rappelle, rend la solidarité obligatoire, est tout bonnement rejeté par Spaak et Mertens. Ces derniers insistent en effet sur la nécessité d'une posture « réaliste », puisque le contexte belge, à la différence de celui des deux pays mentionnés ci-dessus, dicte la nécessité de trouver « les points de rencontre entre la politique de l'IOS et des partis socialistes³⁸⁵ ».

En septembre se produit une ouverture diplomatique majeure : la Conférence navale de Nyon. Les Internationales entendent en profiter pour sortir la question espagnole du cadre de la politique de puissance – le Comité de non-intervention – et la ramener à celui de la sécurité collective – la SDN. Or les gouvernements français et anglais mettent le projet en échec par la réactivation des pourparlers au Comité de Londres. Cependant, tout n'est pas perdu. D'une part, la FSI est parvenue à reconstituer l'UGT, dont l'unité est essentielle au succès de l'effort de guerre, mais aussi de la campagne de solidarité dans le reste de l'Europe. D'autre part, la victoire à Teruel donne une nouvelle impulsion à la campagne en prouvant que la République est apte à résister jusqu'à un revirement démocratique.

³⁸⁴ « L'Espagne tiendra-t-elle? », *Le Populaire*, 10 octobre 1937, p. 1-4.

³⁸⁵ Bureau du Parti, 16 juillet 1937, p. 251, IEV, Bureau du POB 1937-1938.

Bref, ce chapitre aura notamment démontré comment les pressions de la base militante anglaise ont entraîné la radicalisation de la direction du mouvement. Celle-ci, en faisant adopter une résolution drastique par les Internationales, fait accroître en retour les pressions sur les autres sections nationales. N'oublions pas non plus l'intervention de l'Internationale syndicale dans la reconstitution de l'UGT, qui aura illustré une utilisation possible de la FSI dans un cadre purement national.

Quatrième chapitre : 1938 – Apogée et nadir de l'internationalisme socialiste dans les années trente

Introduction

La victoire à Teruel au tournant de 1938 et la reconstitution de l'UGT placent le gouvernement républicain dans une position morale et stratégique des plus favorable. De surcroît, la première moitié de l'année connaît un nouvel affermissement de la posture de la France et de l'Angleterre face à l'expansionnisme allemand et italien, plus précisément en Espagne et en Tchécoslovaquie. Pour leur part, les Internationales adoptent la résolution la plus forte de la décennie.

En revanche, la question espagnole disparaît progressivement de la une pour se diluer dans la crise globale de la sécurité collective. L'agonie de l'ordre de Versailles renforce d'ailleurs le penchant isolationniste des oslosocialistes. Ce mouvement de repli national inquiète fortement les socialistes espagnols qui n'ont certes pas l'intention de connaître le sort de la Chine, de l'Autriche, de l'Abyssinie et encore moins celui réservé à la Tchécoslovaquie à l'automne 1938. Le socialisme international est l'un des derniers canaux diplomatiques à leur disposition et ils entendent l'utiliser et le maintenir en fonction.

Ainsi, le PSOE propose derechef la fondation de l'union interparlementaire socialiste et, en compagnie de Nenni, plaide pour un congrès de l'IOS – le dernier ayant eu lieu en 1933 – pour faire le point sur les positions et stratégies du mouvement. Ces requêtes se butent à l'opposition des socialistes scandinaves, qui, par leur posture neutraliste en matière de politique européenne, choisissent plutôt de diminuer leur activité internationale.

Réunie à Oslo, la FSI traite de « la lutte contre la guerre, la réaction et le fascisme ». Jouhaux y fait le bilan des positions du mouvement syndical puis suggère un embargo rigoureux imposé aux puissances fascistes, à l'instar de ce qui fut réalisé avec plus ou moins de succès durant l'affaire abyssine. Cette dernière proposition est écartée.

Les reculs successifs n'empêchent cependant pas l'affermissement des positions des Internationales qui font du printemps 1938 un point culminant de l'internationalisme socialiste en cette sombre décennie. D'une part, Blum revient brièvement au pouvoir et voudrait sommer l'Allemagne de quitter la péninsule ibérique. D'autre part, en vertu des efforts conjugués des délégués espagnols et anglais, les Internationales adoptent la résolution la plus forte et la plus éclairée de la décennie. Il est à noter que nous étudierons plus loin les conséquences de cette résolution sur les débats au sein du mouvement belge.

Toujours est-il que le printemps 1938 ne dure que « l'instant d'un matin », car le sursaut de combativité s'épuise avec la chute du cabinet Blum. En avril, tandis que la zone républicaine est sur le point d'être scindée par l'armée rebelle, Negrin envoie le général autrichien Julius Deutsch s'enquérir auprès des cadres des mouvements anglais et français des possibilités d'obtenir de l'armement lourd. Malgré un entretien peu concluant, les républicains reprendront espoir en raison de l'attitude intransigeante des démocraties face aux prétentions hitlériennes sur la Tchécoslovaquie. Qui plus est, la frontière pyrénéenne restée ouverte permet de stocker des armes en vue d'une opération majeure : l'offensive de l'Èbre. De leur côté, les Internationales vont enjoindre les démocraties à maintenir cet esprit de résistance à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie tout en priant le remplaçant de Blum – le radical Édouard Daladier – de ne pas refermer la frontière au moment où la République parvient à stopper « les avancées du fascisme international et de leur feudataire Franco ».

Pendant ce temps, les sections scandinaves s'éloignent toujours plus des compromis internationalistes. Elles suivent une politique neutraliste et cherchent le moyen d'empêcher l'IOS d'émettre des résolutions les plongeant souvent dans l'embarras. Les cadres du PSOE s'inquiètent de ce mouvement de repli national qui affaiblit leur position internationale. Réunis en congrès national, ils vont donc opter pour « couper la retraite » aux Scandinaves à l'heure où l'apaisement atteint son point culminant.

Les séances des Internationales à la mi-janvier 1938

Réuni à Paris les 12 et 13 janvier, le Bureau de la FSI dresse un bilan positif de la situation en Espagne : l'UGT a été reconstituée; les pourparlers concernant l'unité syndicale avec la CNT avancent à bon train, tout comme les pourparlers d'unité entre le PSOE et le PCE. À la stabilisation de l'arrière-garde se conjugue la victoire de Teruel sur le front militaire. Jouhaux en conclut que le gouvernement républicain se trouve « *moralement, dans une position plus favorable qu'il n'en connut jamais et qui justifie les plus grands espoirs dans la victoire de l'Espagne républicaine*³⁸⁶. »

S'ensuit la séance commune des Internationales du 15 janvier à Bruxelles où on remarque que l'affaire sino-japonaise a rattrapé l'espagnole. D'une part, les travaillistes réclament l'imposition d'un embargo au Japon, et d'autre part, la formation d'un pacte défensif entre l'Angleterre, ses dominions, la France, la Hollande et l'URSS. L'insistance des Anglais s'explique par les intérêts britanniques en Asie, qui sont de loin supérieurs à ceux de la péninsule ibérique. Malgré les craintes de l'Exécutif de la FSI – les risques de guerre sont à nouveau évoqués – la motion travailliste est adoptée.³⁸⁷ Elle donnera le ton au prochain semestre³⁸⁸.

À la séance de l'Exécutif de l'IOS du 17 janvier, Lamoneda demande à ce qu'une conférence interparlementaire socialiste soit convoquée prochainement en vue d'établir ou renforcer « *les liens de solidarité entre les minorités parlementaires socialistes des partis adhérents à l'IOS dans le monde entier* » et permettre « *la convocation de réunions*

³⁸⁶ « Un brandon de discorde qui s'éteint », *Le Gutenberg de Lausanne*, 28 janvier 1938, [S.P.].

³⁸⁷ La résolution stipule que les sections doivent faire œuvre de propagande afin d'amener les populations à appliquer la consigne de boycottage, et les gouvernements, à remplir leurs obligations internationales : « [...] *la suppression des crédits, l'embargo sur les importations en provenance du Japon, l'embargo sur les exportations principales destinées à ce pays, et notamment sur les huiles minérales et autres produits nécessaires pour mener la guerre, la coordination internationale des mesures à arrêter, de sérieuses garanties d'assistance mutuelle dans le domaine financier, dans le domaine économique, et éventuellement, dans le domaine militaire.* » Au niveau politique, elle insiste sur l'urgence « *d'appliquer les principes de la sécurité collective pour repousser l'agression fasciste dans le cas de la Chine comme dans celui de l'Espagne. Il faut que les mouvements ouvriers de tous les pays exercent sur leurs gouvernements l'action nécessaire pour qu'ils remplissent enfin les obligations que le Pacte de la SDN comporte.* » Enfin, les sections feront en sorte que les démocraties réalisent qu'elles ont les moyens de « *contraindre l'agresseur à renoncer à son agression, si elles appliquent les sanctions dans l'esprit qui convient et non pas avec la mollesse et les hésitations qu'on a pu constater lors de l'affaire abyssine.* »

Jean Longuet, « L'IOS et la FSI recommandent le boycottage des produits japonais », *Le Populaire*, 16 janvier 1938, p. 3.

*périodiques, la publication d'annuaires et de revues, etc*³⁸⁹. » Le besoin est criant, poursuit-il, puisque l'union interparlementaire déjà existante « *n'est pas composée exclusivement de socialistes et son action n'est pas imprégnée de ces normes de solidarité et d'unité idéologique qui caractérisent une organisation socialiste*³⁹⁰. » Afin d'éviter la répétition du scénario de la Conférence de Londres de mars 1937 – où la censure du gouvernement anglais avait empêché toute déclaration à caractère politique –, Lamonedá demande à ce qu'elle se déroule cette fois en Espagne :

[...] *car c'est dans ce pays que les problèmes internationaux de l'Europe trouvent leur expression la plus profonde et la plus dramatique, et que des hommes animés par l'idée socialiste essayent de les résoudre avec l'appui total des masses socialistes, dans le cadre des aspirations de la démocratie socialiste européenne*³⁹¹.

Toujours selon le secrétaire général du PSOE, l'IOS et le groupe parlementaire de son parti élaboreraient conjointement un ordre du jour consacré à des questions internationales, juridiques et économiques, qui seraient discutées dans le cadre des séances se déroulant à Barcelone, Valence et Madrid, de la fin mars au début avril.³⁹² Un délégué fait alors remarquer que des parlementaires européens se rendent déjà à la rentrée des *Cortes* se déroulant à pareille date, qu'il serait donc préférable d'attendre le congé pascal afin d'assurer la continuité des actions ainsi qu'une présence accrue des députés socialistes en Espagne. L'Exécutif tranche : les secrétariats des PS se concerteront avec leurs groupes parlementaires respectifs et communiqueront leur décision à Adler³⁹³. Dans l'intervalle, ils enverront un représentant à la rentrée des *Cortes* à Barcelone³⁹⁴.

Cette question liquidée, Nenni prend la parole pour faire part des attentes espagnoles envers les Internationales :

L'Espagne attend de l'IOS un grand effort d'agitation et de pression sur l'opinion publique, sur les Parlements et les gouvernements pour que soit réalisée la politique d'entière solidarité de la démocratie mondiale envers la démocratie espagnole,

³⁸⁸ Leonardo Rapone, « La crisi finale dell'Internazionale Operaia et Socialista », *I socialisti e l'Europa*, Milan, Franco Angeli, 1989, p. 53.

³⁸⁹ « Proposition du Parti Espagnol, pour l'exécutif de l'IOS des 16 et 17 janvier 1938 », IISH, SAI, 500/83.

³⁹⁰ Circulaire, « Ramon Lamonedá au Comité Exécutif de l'IOS », p. 1-2, IISH, SAI, 3402.

³⁹¹ *Ibid.*, p. 2.

³⁹² « Proposition du Parti Espagnol », *loc. cit.*

³⁹³ Circulaire, « Adler aux secrétariats des partis affiliés à l'IOS », 7 février 1938, IISH, SAI, 3402.

³⁹⁴ « L'IOS salue la victoire de Teruel », *Le Populaire*, 18 janvier 1938, p. 2.

*politique si clairement définie par toutes nos résolutions, qui souvent sont restées lettre morte*³⁹⁵.

Or, pour Nenni, l'accroissement de la solidarité pour l'Espagne passe irrémédiablement par la révision des stratégies du socialisme international, puisqu'à son avis, il n'est pas cohérent de chercher à relever les défis actuels « avec la tactique de l'époque du progrès démocratique d'avant-guerre » ou en « alternant le pacifisme passif du temps de paix à l'union sacrée du temps de guerre ». Contrairement à ce que plusieurs pensent, poursuit-il, la phase de la guerre civile ne s'est pas terminée en 1917. Le bolchévisme, le fascisme, le nazisme, la tentative de coup d'État de février 1934 en France, le clérical-fascisme en Autriche et la guerre en Espagne constituent autant d'exemples de sa constance dans l'ordre de Versailles. Nenni est catégorique : le « patronat de combat » en est le grand instigateur et il n'y a que l'action révolutionnaire pour en venir à bout :

*Nulle action politique de la classe ouvrière n'est possible que sur la base d'une doctrine révolutionnaire et d'une tactique adaptée aux conditions historiques du développement de la société. Le socialisme démocratique se doit de confronter ses postulats et sa tactique du passé aux nouvelles tâches du prolétariat*³⁹⁶.

Il est à son avis impératif de tenir un congrès de l'IOS afin de fixer une fois pour toutes « la politique de la classe ouvrière dans la paix et dans la guerre »³⁹⁷. La demande n'est pas des moindres puisqu'aucun congrès n'a été convoqué depuis 1933 en raison des risques pour l'unité du mouvement. Adler rajoute qu'il permettrait de « régler aussi certaines questions d'organisation », puis finit par convaincre l'Exécutif de tenir une séance préparatoire en avril consacrée aux « stratégies de luttes pour la démocratie » en vue d'un congrès à l'été ou à l'automne. Or, dans les faits, le manque d'enthousiasme des travaillistes et des sections du Nord se conjuguera à la détérioration du contexte international – Anschluss, crise tchécoslovaque, Pacte de Munich – pour repousser la tenue de cette séance préparatoire à janvier 1939. Le congrès, lui, n'aura jamais lieu.

La résolution générale de l'Exécutif de l'IOS du 17 janvier condamne « l'Internationale fasciste » qui conspire en vue « de saper les institutions démocratiques et de déclencher la

³⁹⁵ Pietro Nenni, « Notes sur la situation en Espagne, Pour la réunion de l'exécutif à Bruxelles les 16 et 17 janvier 1938 », p. 3, IISH, SAI, 500/55.

³⁹⁶ *Ibid.*, p. 4.

³⁹⁷ *Ibid.*

guerre civile internationale » : intervention italo-allemande en Espagne; invasion de la Mandchourie par le Japon; Pacte antikomintern et conjurations fascistes dans nombre de pays. À l'instar des résolutions précédentes, elle stipule que le seul moyen de stopper ces agressions reste le recours à la sécurité collective, et qu'il incombe dès lors aux organisations socialistes d'accroître les pressions sur les gouvernements afin qu'ils honorent le pacte de la SDN³⁹⁸. Quant à la résolution sur l'Espagne, elle reconduit les décisions antérieures « se voyant aujourd'hui pleinement justifiées par les événements » tout en reprenant l'essentiel d'un rapport déposé par Nenni : la patiente réorganisation de l'armée par le gouvernement à direction socialiste, qui a mené à la victoire à Teruel, est saluée; la foi dans le triomphe militaire du PSOE, « qui permettra d'instaurer le socialisme et la liberté sur l'ensemble du territoire espagnol », est professée³⁹⁹. La délégation espagnole formée d'Azorin et Cordero se dit satisfaite de la communion des vues entre l'IOS et le PSOE⁴⁰⁰.

Longuet écrira le lendemain dans le *Populaire* que « *Plus on prend contact avec les diverses sections de l'IOS [...] plus on constate qu'il n'y a pas de question sur laquelle toutes les fractions, toutes les tendances du Socialisme universel sont aussi complètement unies que celles de l'Espagne républicaine*⁴⁰¹. » C'est d'ailleurs ce qui explique que la motion sur la victoire de Teruel fut « *votée dans une unanimité enthousiaste*⁴⁰². »

Anschluss, dégel printanier et crise tchécoslovaque

En février, le contexte diplomatique n'est pas reluisant, plus particulièrement après la démission d'Eden. C'est qu'au moment où celui-ci somme les Italiens de quitter l'Espagne,⁴⁰³ Chamberlain, lui, poursuit les rapprochements avec Mussolini. Exaspéré, le secrétaire des affaires extérieures démissionne le 20 février – le jour de la perte de Teruel par les républicains – et se voit remplacé par le très conciliant Lord Halifax. Libéré d'Eden,

³⁹⁸ « Projet de résolution pour l'Espagne, Pour la session de l'exécutif de l'IOS, 16 et 17 janvier 1938 ». IISH, SAI, 500/86.

³⁹⁹ *Ibid.*

⁴⁰⁰ « The Labour Party, Report of the 37th Annual Conference », *loc. cit.*, p. 26-27.

⁴⁰¹ « L'IOS salue la victoire de Teruel », *loc. cit.*

⁴⁰² *Ibid.*

⁴⁰³ Alpert, *op. cit.*, p. 152.

Chamberlain déclare à la Chambre des communes que la sécurité collective n'est qu'une « phrase ».⁴⁰⁴ Le NCL répond en réitérant son engagement envers la sécurité collective et contre tout rapprochement avec les fascistes⁴⁰⁵. Le départ d'Eden leur a fait une forte impression et leur opposition au gouvernement s'en voit marquée.

Pendant ce temps, Hitler fait pression sur l'Autriche sans que l'Angleterre et la France ne bougent pour autant. Lamonedá s'inquiète et réclame de toute urgence la tenue d'une grande conférence antifasciste « *pour adopter une attitude énergique pour la défense de la liberté mondiale*⁴⁰⁶. » Adler va tenter de convoquer une séance du Bureau de l'IOS par voie télégraphique à la fin du mois, mais sans succès. Les instances ne se réuniront à Paris qu'à la mi-mars,⁴⁰⁷ au moment même où Blum va tenter d'inverser le cours de la politique européenne.

Le 12 mars, le Reich occupe l'Autriche. Le lendemain, Blum reprend les rênes du pouvoir et place le républicain-socialiste Joseph Paul-Boncour – un sympathisant de la République – aux Affaires extérieures. Negrin se rend immédiatement à Paris afin de voir ce qu'il y a lieu de faire. Suite à cet entretien, le premier ministre français convoque le Comité permanent de la Défense et propose de sommer Hitler de quitter la péninsule ibérique. Le Comité s'oppose formellement à la suggestion, mais donne son assentiment à ce que deux divisions soient déployées le long de la frontière catalane à titre dissuasif. Alors que, d'une part, ce déploiement va ralentir l'offensive franquiste dans la zone nord-est⁴⁰⁸, d'autre part, l'ouverture de la frontière va permettre à la République de stocker des armes puis de passer à l'offensive l'été venu.

Les séances des 14, 15 et 16 mars des Internationales.

Le 14 mars, au siège de la SFIO à Paris, le Bureau de l'IOS traite de la proposition de conférence interparlementaire socialiste en Espagne. Les rapporteurs font part de leurs

⁴⁰⁴ Circulaire, « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1938 », p. 45, IISH, SAI, 3402.

⁴⁰⁵ Rapone, loc. cit., p. 59.

⁴⁰⁶ « Adler aux membres du Bureau de l'IOS, 2 février 1938 », IISH, SAI, 22/2/5-6.

⁴⁰⁷ *Ibid.*

décisions : la SFIO et le PS suisse sont d'accord; les Danois anticipent que les risques de bombardements en feront hésiter plusieurs, ce qui diminuera la force de la convocation; les Suédois ne peuvent se libérer avant juin et suggèrent de se concentrer sur l'union déjà existante.⁴⁰⁹ Le SDAP ne voit pas plus la nécessité d'une seconde union, puisque « *Par leur affiliation à l'IOS, les Partis sociaux-démocrates des différents pays ont tous les contacts qu'ils désirent ou dont ils ont besoin [...]*⁴¹⁰. » Dédoubler ainsi les contacts leur paraît superflu puisque des décisions pourraient ne pas concorder avec celles des instances de l'IOS et engendrer de la confusion et des conflits. Il y a aussi l'ordre du jour suggéré par le PSOE, qui ne diffère pas sensiblement des points habituellement traités à l'IOS, puis le danger de convoquer une telle conférence dans un pays en guerre. Le rapporteur hollandais propose plutôt d'attendre la victoire de la République. En revanche, le PS hollandais s'engage à convoquer une réunion préliminaire s'adressant exclusivement aux députés socialistes à la session de la fin août de l'Union, qui se tiendra à La Haye⁴¹¹.

Malgré le rejet de la proposition, la conjoncture reste favorable aux Espagnols : à la radicalisation de Blum se conjugue l'affermissement des positions du LP⁴¹² et cela se répercute sur les délibérations puisque, lors de la séance commune des deux Internationales, la résolution la plus énergique de la décennie est adoptée⁴¹³. L'historien Leonardo Rapone écrira à ce sujet que :

[La réunion de] *Paris fut une étape de plus dans l'apparente radicalisation de l'analyse politique de l'IOS. À cette séance, un "nouvel accent" s'est fait entendre; la conférence se caractérisa par un ton énergique et une clarté insolite dans les positions*⁴¹⁴.

Or, avant d'y arriver, un incident impliquant la délégation belge se produit au cours des délibérations. Précisons d'entrée de jeu que celle-ci est formée de Mertens, Vandervelde et Buset, et que Mertens représente désormais la majorité puisqu'au dernier Conseil général, il

⁴⁰⁸ Alpert, *op. cit.*, p. 154-155.

⁴⁰⁹ Circulaire, « Conférence interparlementaire socialiste, Pour la session bureau de l'IOS, Paris, 14 mars 1938 », IISH, SAI, 3402.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p. 2.

⁴¹¹ Adler, 11 juin 1938, FPI, AH-74-7, 47.

⁴¹² Alpert, *op. cit.*, p. 59

⁴¹³ Adler, 2 mars 1938, IISH, SAI, 508/2.

a défait la motion Buset condamnant la politique extérieure de Spaak⁴¹⁵. C'est d'ailleurs ce qui explique que Vandervelde quitte soudainement la séance des Internationales en évoquant un malaise. Il expliquerait par la suite le motif véritable de son départ :

[...] pendant tout ce séjour à Paris, j'ai éprouvé la sensation d'être dans une position fautive comme membre de la minorité du Parti et que je trouvais qu'il était préférable et équitable de laisser un membre de la majorité comme Mertens défendre la politique suivie par le Conseil Général⁴¹⁶.

Buset, lui, a décidé de se taire pour ne pas commettre d'indiscipline⁴¹⁷. C'est donc seul que le chef syndicaliste affrontera une assemblée qui ne partage pas ses vues. Considérant qu'il n'a « aucun compte à rendre aux Exécutifs des Internationales⁴¹⁸ », Mertens se lance dans une harangue neutraliste et non-interventionniste tout en déclarant que les crises espagnole, tchécoslovaque et chinoise⁴¹⁹ ne sont pas interreliées, enfreignant ainsi le principe fondamental de la paix indivisible. Plusieurs délégués sont outrés : Gillies le blâme pour le « recul » du Conseil général belge;⁴²⁰ Grumbach critique vertement la politique de Spaak⁴²¹ et la délégation du PSI est tout bonnement dégoûtée. Elle écrira dans son journal *Nuovo Avanti* :

Nous n'en sommes plus qu'amers d'avoir à constater après deux jours de débats, la persistance de certaines illusions. Nous avons entendu Mertens défendre la politique de son gouvernement avec des arguments pires que les actes mêmes de ce dernier.⁴²²

De son côté, la délégation espagnole n'entend pas rester passive. Rodriguez Vega livre un poignant compte-rendu de la situation en Espagne, qui est accueilli par un tonnerre d'applaudissements; Gonzalez Pena exige que les Internationales se positionnent clairement et que soit votée une résolution efficace à appliquer dans l'immédiat. Enfin, une émouvante intervention de la part des délégués autrichiens et tchécoslovaques achève de convaincre l'assemblée de la nécessité de rester fidèle au principe de la paix indivisible :

⁴¹⁴ « Parigi fu un'altra tappa sulla via di un'apparente radicalizzazione dell'analisi politica della IOS. Nel corso dei lavori echeggiarono «accenti nuovi», e la conferenza fu «caratterizzata da un tono energico et da un'insolita chiarezza di proposte ». Voir Rapone, *loc. cit.*, p. 54.

⁴¹⁵ Nenni, *op. cit.*, p. 241-242.

⁴¹⁶ Bureau du Parti, 21 mars 1938, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 568.

⁴¹⁷ Bureau du Parti, 4 avril 1938, p. 7, AMSAB-ISG, 1938-04-04_bwp_BU.pdf

⁴¹⁸ *Ibid.*, p.3

⁴¹⁹ « Comité Nacional del PSOE », *El Socialista*, 11 août 1938, p. 1.

⁴²⁰ Rapone, *loc. cit.*, p. 56.

⁴²¹ Bureau du Parti, *loc. cit.*

⁴²² [S.T.], *Nuovo Avanti*, 19 mars 1938. Cité dans Nenni, *op. cit.*, p. 241.

Il ne s'agit pas que de la Tchécoslovaquie ou de l'Autriche : mais de l'Espagne [...]. Sur son sol rougi par le sang des héros se joue l'indépendance de l'Autriche et la sécurité de la Tchécoslovaquie. Nous devons tous soutenir l'Espagne, car si elle l'emporte, l'Autriche sera libre et la Tchécoslovaquie ne sera plus menacée. La paix, la liberté et la démocratie, que le peuple espagnol défend l'arme à la main, seront sauvées⁴²³.

Le débat s'oriente alors sur la place à accorder à la SDN dans le texte de la résolution générale. Tandis qu'une majorité de délégués se prononcent pour une politique de sécurité collective, les rapporteurs suédois Harald Akerberg et Allan Vougt, eux, font savoir qu'ils s'opposeront à toute revendication de sanctions militaires ou économiques. Gillies perd patience : il critique le neutralisme des oslosocialistes puis déclare que la question tchécoslovaque les concerne autant que l'Angleterre ou la France⁴²⁴. Pour leur part, le PSI, le PSOE et le Bund polonais s'opposent carrément à ce que la SDN soit évoquée dans la résolution « puisqu'elle n'est pas l'endroit idoine pour la création d'un bloc antifasciste ». Nenni préférerait la formation d'une alliance défensive entre la France, l'Angleterre et l'URSS, mais l'assemblée est peu encline à troquer la sécurité collective contre une politique de pacte.

La résolution générale adoptée soutient que l'Anschluss, la menace planant sur la Tchécoslovaquie et l'injustice subie par l'Espagne constituent autant d'exemples de la déchéance du droit international. La couardise des démocraties fait en sorte que l'Europe est désormais « *exposée à subir la loi du fascisme qui la réduirait à la misère et à l'esclavage*⁴²⁵ ». La conflagration générale, poursuit la résolution, ne peut être évitée que par une action concertée des forces ouvrières, démocratiques et pacifistes – un accord d'entraide mutuel reposant sur le Pacte de la SDN. Notons qu'un passage stipulant que « la revitalisation de la sécurité collective doit être initiée par l'Angleterre et la France » figure

⁴²³ « *No se hable de Checoslovaquia y de Austria: hablad de Espana. En su tierra se ventila la paz del mundo. Sobre su suelo, enrojecido por la sangre de los heroes, se esta jugando la independendencia de Austria y la seguridad de Checoslovaquia. Es Espana a la que todos estamos obligados a sosterner hoy. Si Espana vence, Austria sera libre y Checoslovaquia dejara de estar amenezada. Seran salvadas la paz, la libertad y la democracia que el pueblo espanol esta defendiendo con las armas en la mano.* » Voir « La reunion de Internacionales : A Austria y a Checoslovaquia hay que defenderlas desde Espana », *El Socialista*, 22 mars 1938, p. 1.

⁴²⁴ Rapone, *loc. cit.*

⁴²⁵ « La réunion commune de l'IOS et de la FSI », *Le Populaire*, 17 mars 1938, p. 1-2.

dans la résolution, à l'instigation des rapporteurs anglais et français⁴²⁶. Il sera bien utile aux petites puissances afin de s'esquiver à nouveau de leur devoir de solidarité politique.

La résolution sur l'Espagne rappelle aux sections que leur devoir est d'employer tous les moyens « *même les plus énergiques* » pour faire tomber la non-intervention, renforcer la campagne de solidarité et concrétiser l'embargo à l'endroit des nationalistes ainsi que le boycottage des produits provenant de la zone rebelle. Qui plus est, les partis et les syndicats sont tenus d'être prêts :

*[...] à soutenir les gouvernements français et britanniques dans toutes les mesures morales, politiques, financières, économiques ou militaires qui pourraient être nécessaires pour mettre fin à l'agression allemande et italienne, mesures auxquelles tout pays, grands ou petits, doivent collaborer dans la mesure de leurs forces*⁴²⁷.

Le texte se distingue des résolutions précédentes par ce passage qui y figure à la demande expresse des Espagnols :

*À cette heure tragique, les Internationales ont mieux à faire qu'à formuler une fois encore les principes qui ont constamment inspiré leur politique et que les événements ont si clairement vérifiés. Elles appellent à l'action leurs organisations affiliées*⁴²⁸.

Rapone écrira qu'il s'agit de « *l'une des résolutions où se dégagent avec le plus de force une vision globale de la crise européenne et la notion du caractère unitaire et indivisible du problème de la paix*⁴²⁹. » Il fera remarquer que, pour la première fois dans une séance de l'IOS, le thème de la résistance militaire au fascisme a été abordé formellement et de manière explicite⁴³⁰.

En fin de compte, l'absence de Vandervelde et le mutisme de Buset n'auront pas été néfastes en ce sens où cela aura amené les Internationales à se positionner fermement

⁴²⁶ Bureau du Parti, *loc. cit.*, p. 7.

⁴²⁷ Circulaire, « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 1937 au 31 décembre 1937 », p. 23, IISH, SAI, 3402.

⁴²⁸ « Projet de Résolution soumis par la commission des Résolutions, pour la sessions commune de l'IOS et de la FSI, Paris, les 15 et 16 mars 1938 », IISH, SAI, 3402.

⁴²⁹ « [...] *uno di quelli da cui emergono con piu forza una visione globale della crisi europea e la cognizione del carattere unitario e indivisibile del problema della pace.* » Voir Rapone, *loc. cit.*, p. 54.

⁴³⁰ « [...] *senza celarlo dietro involute e prudenti circonlocuzioni.* » Voir *ibid.*, p.55-56.

contre le socialisme national de Mertens. Le Patron se dira d'ailleurs fort satisfait de la résolution.

Cordero se confie à El Socialista

La déclaration des délégués autrichiens et tchécoslovaques à la séance des Internationales fait la une de l'édition du 22 mars d'*El Socialista* : « *Il faut défendre l'Autriche, et la Tchécoslovaquie depuis l'Espagne*⁴³¹ ! » La rédaction se réjouit de voir que le caractère indivisible de la paix a été souligné avec autant de force. Il faut résister à l'invasion, écrit-on, et ce jusqu'à ce que les démocraties abandonnent leur attentisme et passent à l'action.

À son retour de Paris, Cordero déclare au journal que la résolution reflète fidèlement les revendications du mouvement espagnol et qu'elle témoigne d'une forte volonté de mettre un terme à l'invasion de l'Espagne par une intervention étrangère si nécessaire. Lorsque le journaliste s'enquiert de l'attitude de la délégation anglaise, Cordero rétorque que celle-ci a approuvé entièrement la résolution, précisant que l'attitude des Anglais a changé du tout au tout, qu'ils ne considèrent plus la guerre en Espagne comme un conflit périphérique sans importance.

Le reporter lui demande ensuite si le changement d'attitude observable dans le mouvement ouvrier s'observe parmi les gouvernements; le rapporteur du PSOE répond par l'affirmative : Blum vient de placer Paul-Boncour – ce fervent démocrate et apôtre de la paix – aux affaires extérieures. Ce geste ne manquera pas de rassurer les libéraux européens tout en leur démontrant l'importance d'une victoire républicaine pour leurs intérêts. En ce qui concerne certaines rumeurs de démission de Chamberlain, l'interviewé, qui ne peut rien confirmer, déclare que le cas échéant, c'est le dernier obstacle empêchant la France « *d'effectuer un effort décisif pour la paix et la liberté* » qui sauterait.

Il commente ensuite la participation de la délégation aux séances et souligne la verve et l'éloquence de Gonzalez Pena lorsqu'il s'opposa à Mertens, Cordero ajoutant que le

⁴³¹ « La reunion de Internacionales : A Austria y a Checoslovaquia », *loc. cit.*

secrétaire général de l'UGT est de plus en plus respecté et écouté au sein des Internationales. Il termine par la description de l'acte de clôture au Trocadéro, où près de 15 000 militants socialistes s'étaient massés; rapportant comment la délégation espagnole a été émue par cette foule en liesse « qui scandait le nom de notre patrie et réclamant de l'aide pour la vaillante armée républicaine⁴³² ».

Le POB fait le point à la suite de la séance de l'IOS

L'échange suivant tenu à la séance du Bureau du POB du 21 mars illustre bien les difficultés relatives à l'application des résolutions des Internationales lorsqu'un PS participe au gouvernement.

Spaak est outré par la déclaration suivante de Vandervelde à un rallye pour l'Espagne : « rien de plus réconfortant que l'action du Parti travailliste anglais, quand on voit trop de socialistes qui aiment l'Espagne, mais se laissent influencer par leur désir de rester au gouvernement⁴³³. » Se défendant de vouloir faire tomber le gouvernement, l'habile diplomate qu'est Vandervelde rétorque :

[qu'il] ne m'est pas venu à l'esprit qu'il s'agit ici de la politique du POB et qu'elle serait influencée par le désir de rester au gouvernement. J'ai dit s'il y a une différence entre l'action du Labour Party qui est dans l'opposition et celle des partis scandinaves, belges, sans parler du Parti français, cela tient à ce que nos amis dans ces différents pays collaborent [à des gouvernements]⁴³⁴.

Delattre ayant rétorqué « Mais pas un auditeur n'a pas compris qu'il ne s'agissait pas ici des socialistes belges⁴³⁵ », le Patron lui signifie qu'il n'apprécie guère qu'on doute de son intégrité; qu'il ne cherche pas la chute du gouvernement, mais bien la conciliation du devoir de solidarité internationaliste à la participation gouvernementale :

[...] si nous voulons garder vis-à-vis de l'IOS le prestige que nous avons toujours observé jusqu'à présent, nous devons montrer qu'il y a un gouvernement où nos amis rencontrent des difficultés que je reconnais, mais qu'il y a aussi le Parti qui a l'impérieux devoir de faire avec les autres organisations une propagande énergique pour en finir avec ce double mensonge de la politique de non-intervention. Double

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ Bureau du POB, 21 mars 1938, p. 570, AMSAB-ISG, 1938-03-21_bwp.pdf

⁴³⁴ *Ibid.*, p. 572.

⁴³⁵ *Ibid.*

*mensonge, parce que les uns interviennent après avoir solennellement promis de ne pas intervenir et parce que les autres persistent à maintenir cette politique. Il y a une propagande à faire, propagande qui n'est en rien dirigée contre le gouvernement, mais qui doit être faite*⁴³⁶.

Or, Spaak lui rappelle que la dernière résolution de l'IOS stipule que l'abrogation ne se produira que si la France et l'Angleterre bougent. Il mentionne de plus que Paul-Boncour – ce farouche opposant à la non-intervention – a déclaré à l'ambassadeur belge à Paris « *mais aujourd'hui, il est bien tard pour agir et je ne peux rien faire sans l'Angleterre.* » Spaak de renchérir : *Il était contre la non-intervention aussi longtemps qu'il n'avait pas le pouvoir, maintenant qu'il l'a, il reconnaît qu'il ne peut rien faire sans l'Angleterre. En finir avec la non-intervention ? Je veux bien dans les conditions où c'est indiqué par l'IOS elle-même.*⁴³⁷

Après que Vandervelde ait admis que Paul-Boncour lui a tenu le même propos, le ministre des Affaires étrangères signifie qu'il n'a guère apprécié cette autre incartade au rallye pour l'Espagne : « *Ce qu'il nous faut, ce sont des canons, des avions, des munitions*⁴³⁸ ». Il juge donc approprié de lui faire la liste des actions qu'il est en mesure de réaliser : bloquer toute reconnaissance du camp nationaliste, amener le gouvernement à protester contre les bombardements ainsi qu'à lancer une campagne humanitaire mondiale. Du reste, Spaak est catégorique : hormis les munitions, envoyer des armes est tout bonnement impossible.

Son dernier grief concerne la partie de la résolution des Internationales consacrée à la sécurité collective ainsi qu'à « l'effort pour la Paix ». Il la trouve réductrice et insuffisante en ce sens où elle ne fait que « diaboliser » les régimes fascistes sans traiter du problème fondamental, soit les injustices découlant du Traité de Versailles :

*La question qui se pose n'est pas celle qu'il faut s'unir pour résister à l'attaque, la question qui se pose c'est de trouver une solution aux problèmes mondiaux qui se posent. [...] Quand on dit: faites l'union des pays pacifiques, qu'est-ce que cela veut dire en réalité? Faites l'union des pays satisfaits*⁴³⁹ ?

Vandervelde ne peut s'accorder avec ce qui frise à son avis l'apologie du fascisme. Les débats s'échauffent jusqu'à ce qu'Eekelers intervienne en disant regretter que la question

⁴³⁶ *Ibid.*, p. 569.

⁴³⁷ *Ibid.*

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ *Ibid.*, p. 570.

d'Espagne divise autant les troupes : « *Nous sommes en train de faire un gouffre entre le Patron d'un côté et le ministre des Affaires étrangères de l'autre et cela rend la tâche de nos militants impossible. Nous devrions avoir une ligne de conduite*⁴⁴⁰. » De Block propose dès lors qu'une « circulaire interprétative » soit réalisée afin d'éclairer les militants sur la posture du POB. Elle devra indiquer que la Belgique n'est pas en position de fournir des canons à l'Espagne, mais qu'elle s'attend à ce que la France et l'Angleterre passent à l'action. Il se dit certain que l'ensemble du mouvement belge s'accordera avec cette dernière déclaration et acceptera de s'y en tenir :

*Il faut faire l'effort nécessaire pour que tout le monde dise la même chose. Il faut insister sur ce point surtout pour préparer l'opinion publique, car si vous êtes au gouvernement ou si vous n'y êtes pas, aussi longtemps que l'opinion publique n'est pas favorable, vous ne ferez rien. [...] il est urgent de préparer l'opinion publique. Les catholiques sont tous contre l'Espagne et il faut réagir*⁴⁴¹.

Le Bureau décrète qu'une fois rédigé, le texte de la circulaire sera soumis en premier lieu à Spaak et Vandervelde, puis envoyé aux journaux socialistes et aux représentants du mouvement.

La fin de l'espoir printanier

Pour reprendre l'expression de Rapone, l'espoir printanier n'aura duré que l'instant d'un matin. Le sursaut de combativité des mouvements anglais et français s'épuise vite puisque le socialisme international, dans toute sa complexité, n'a pas la conviction ni l'énergie pour défier l'intransigeance des gouvernements et appliquer la ligne adoptée à Paris.

La décision du POB de laisser l'initiative aux Anglais et aux Français en ce qui concerne l'abrogation de la non-intervention ne plait pas à Gillies, tout comme au reste du LP. Or, au même moment, le TUC discute réarmement avec Chamberlain et Citrine lui donne sa parole « qu'aucune action ultérieure ne sera prise en accord avec ligne définie à Paris⁴⁴² ».

La chute du cabinet Blum le 8 avril met un terme à la participation gouvernementale de la SFIO. Le nouveau premier ministre, le radical Édouard Daladier, nomme Georges Bonnet

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 571.

⁴⁴¹ *Ibid.*, p. 573.

aux Affaires étrangères afin de plaire au Quay d'Orsay – décision équivalant à remettre les rênes de la politique extérieure à Chamberlain.⁴⁴³ Cependant, avant de quitter, Blum s'est fait garantir que la non-intervention relâchée se poursuivrait. Comme de fait, elle se poursuivra jusqu'à ce que Bonnet et Chamberlain convainquent Daladier de refermer la frontière à la mi-juin afin de ne pas nuire aux rapprochements avec l'Italie. Les socialistes protesteront en vain lorsqu'ils s'en rendront compte quelques jours plus tard⁴⁴⁴.

Mais revenons-en à la mi-avril où les événements augurent mal pour la République. Tandis que Franco est sur le point de couper la zone républicaine en deux, Chamberlain et Mussolini signent le Pacte anglo-italien qui reconnaît l'Abyssinie italienne en échange d'une garantie de retrait des troupes italiennes à la suite d'une victoire franquiste⁴⁴⁵. Pour sa part, Negrin se déclare profondément indigné des spéculations du gouvernement anglais alors que ses troupes viennent de stopper les offensives nationalistes en Catalogne et sur l'Èbre. Précisons toutefois que le Pacte anglo-italien ne sera pas ratifié avant la fin de l'année, en raison, d'une part, de la résistance acharnée des républicains et de leurs alliés politiques d'outre-Pyrénées puis, d'autre part, parce que Chamberlain et Halifax auront alors statué que l'affaire espagnole ne constitue plus une menace pour la paix européenne.

Le général Deutsch comme envoyé de la République

L'urgence de la situation force les socialistes espagnols à renouveler les pressions pour l'abrogation de la non-intervention et l'obtention d'armes, plus particulièrement en Angleterre. À cette fin, Negrin décide d'y envoyer le général Deutsch. À l'annonce de cette visite, Citrine et Hicks ont un entretien préalable avec Halifax qui confirme leur supposition : le gouvernement ne bougera pas le petit doigt pour l'Espagne⁴⁴⁶. Résignés, les chefs du TUC auront l'ingrate tâche d'annoncer au général qu'il n'y a rien à tirer de leur côté.

⁴⁴² «nessuna ulteriore azione» avrebbe dovuto essere intrapresa sulla linean definita a Parigi. » Rapone, *loc. cit.*, p. 59.

⁴⁴³ *Ibid.*, p.60.

⁴⁴⁴ Sturmthal, *op. cit.*, p. 295.

⁴⁴⁵ Alpert, *op. cit.*, p. 154-156, 260.

⁴⁴⁶ Buchanan, *op. cit.*, p. 108-109.

L'envoyé spécial arrive le 12 avril. Il explique à Citrine, Middleton et Gillies que Negrin a besoin d'un aperçu objectif de la situation pour planifier l'effort de guerre. Soucieux de ne pas créer de faux espoirs, Citrine lui avoue franchement que Chamberlain a gagné la bataille de l'opinion publique en convainquant celle-ci que la seule alternative à la non-intervention est la guerre européenne. Lorsque Deutsch suggère de faire tomber le gouvernement par une grève générale, les trois cadres lui répondent qu'en plus d'être interdite par l'Acte de 1927, une telle action se buterait à la désapprobation d'une fraction importante de la société anglaise⁴⁴⁷. Quelqu'un suggère ensuite de se réunir avec les Exécutifs des Internationales et une délégation française. L'entretien a lieu deux jours plus tard au siège de la FSI à Paris⁴⁴⁸.

Sont présents à la réunion, les secrétaires et présidents des deux Internationales; pour l'Angleterre, Hicks, Dallas, Gillies et un certain Bolton; pour la France, Jouhaux, Grumbach, Longuet, Bracke, Zyromski et Max Dormoy, ce dernier était le ministre de l'Intérieur dans le cabinet Blum qui vient de tomber. Le général autrichien expose la situation dans les termes suivants : le *Frente Popular* est une coalition de partis réunis autour d'un programme de défense de la République où l'influence socialiste est déterminante. Les forces gouvernementales, elles, se divisent en deux camps : ceux qui croient en la victoire et ceux qui désirent poursuivre le combat malgré la défaite probable. Deutsch enchaîne sur la situation militaire : les pertes ont été importantes à Teruel et la zone républicaine risque la partition; l'effort de résistance et les contrattaques sont minés par le manque d'armes, les républicains disposant de 12 fois moins d'aéroplanes et de 6 fois moins de canons qui sont de surcroît d'un calibre moindre. Il présente ses requêtes : la République doit acquérir rapidement et en grande quantité des avions, de l'artillerie de gros calibre et des canons antiaériens; il veut donc savoir ce que les socialistes peuvent faire au niveau matériel et politique.

Grumbach veut avant tout rassurer Deutsch sur les intentions de Daladier : le fait que le nouveau cabinet soit moins favorable à la République ne changera rien à la non-intervention relâchée, les ministres concernés lui ayant donné leur parole « *that they would*

⁴⁴⁷ *Ibid.*, p. 111.

*do their best to keep the machinery functioning which had already been set up to help the Spanish comrades to get the war material they needed*⁴⁴⁹. » Dormoy enchaîne en relatant comment il s'y prenait pour envoyer des armes et munitions en Espagne républicaine, mais le verbatim est avare de détails à ce sujet. Jouhaux assure que la CGT œuvre sans relâche pour accroître l'approvisionnement en armes à la République, mais qu'elle a besoin pour ce faire de la « *neutralité bienveillante* » de l'Angleterre. À cet escient, il suggère d'approcher Chamberlain et Daladier, de leur signifier que la République est résolue à vaincre Franco, qu'elle a besoin de leur aide, mais surtout, que la responsabilité historique d'une défaite républicaine leur incombera.

Bracke, lui, tient à rappeler que la France n'est pas en position d'intervenir ouvertement sans l'appui de l'Angleterre. Il dit regretter que Chamberlain désire la victoire du camp franquiste; « *Et il travaille pour!* » complète Zyromski. De tels propos ne vont pas sans irriter Gillies qui déclare que l'Armée de l'air française n'a même pas les moyens de défendre son propre territoire. Dormoy le corrige aussitôt en évoquant une absence d'excédents d'aéroplanes, alors qu'Hicks mentionne une déclaration de son gouvernement sur l'insuffisance de la production aéronautique anglaise. Celui-ci poursuit en commentant la situation politique dans son pays. Il croit peu probable la tenue d'élections générales dans un avenir rapproché et encore moins probable une réorientation de la politique anglaise; c'est du moins l'impression qu'il a tiré de son dernier entretien avec Halifax. Il précise cependant que ce contexte défavorable n'empêche nullement le LP de poursuivre sans relâche ses moyens de pression à la Chambre des communes : votes de censure, résolutions, questions et critiques concernant la politique espagnole. Plus pessimiste, Citrine ne peut s'empêcher de constater que la question espagnole a été soulevée près de 200 fois à la Chambre, dont une quinzaine de fois dans les derniers mois, et que cela n'a servi qu'à embarrasser le gouvernement à quelques occasions. Dallas, lui, reste malgré tout optimiste. Il a bon espoir que la vague d'indignation engendrée par l'Accord anglo-italien mène à des élections générales. Considérant l'humeur de la classe ouvrière, avance-t-il, notre représentativité s'en verrait nettement accrue. Dans l'intervalle, il s'engage à ce que le

⁴⁴⁸ « Report of joint meeting of IFTU and LSI representatives », 14 avril 1938, IISH, SCW/5.

⁴⁴⁹ *Ibid.*, p.3.

mouvement anglais poursuive ses efforts : « *Thousands of meetings had been held, and no opportunity will be let slip in the House of Commons with a view to helping Spain* ».

De Brouckère souligne la modestie des leaders anglais concernant le résultat de leur campagne, tandis que Longuet les félicite pour leur action parlementaire tout en se disant certain que la complaisance des classes dirigeantes anglaises leur vaudra la défaite aux prochaines élections.

L'entretien tire à sa fin. Citrine remercie les orateurs pour avoir clairement exposé au général les limites de la campagne socialiste. Il réitère l'engagement du mouvement envers la République dans les termes suivants : « *The Spanish Government could rely upon every constituent Party of the Internationals, going to the utmost of their limits, to help the Spanish comrades in their struggles [...]* ». Deutsch remercie à son tour les délégués pour ce portrait objectif de la situation qui contribuera à la planification de l'effort de guerre républicain. Il a bon espoir de revenir bientôt avec de meilleures nouvelles⁴⁵⁰.

Or quelques jours après l'entretien de Paris, l'armée nationaliste atteint le rivage méditerranéen à Vinaroz, partitionnant de fait la zone républicaine. En revanche, les républicains ne se découragent pas pour autant. L'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Morel, fait part à ses supérieurs de l'impressionnant redressement militaire et moral de l'armée populaire⁴⁵¹. Le conflit ne semble pas prêt de se terminer.

À la fin du mois, Negrin présente aux *Cortes* un programme de treize points qu'il soumettra à la SDN⁴⁵². Des historiens y verront une ouverture pour une paix négociée, considérant de surcroît que Deutsch y a fait allusion à Londres.⁴⁵³ Ceux-ci ne tiennent cependant pas compte de l'irrecevabilité du programme pour Franco – le huitième point ne mentionne-t-il pas l'abolition des latifundiums? – puis du fait que le premier ministre tout comme le général républicain savent très bien que Franco n'acceptera qu'une reddition

⁴⁵⁰ *Ibid.*

⁴⁵¹ Alpert, *op. cit.*, p. 160

⁴⁵² Alpert, *op. cit.*, p. 160

⁴⁵³ Buchanan, *op. cit.*, p. 108, 112.

inconditionnelle. Il appert que le programme des treize points vise plutôt à peaufiner l'image de la République auprès des démocraties par des requêtes considérées « raisonnables » tout en brossant un portrait convenable du camp républicain. Toutefois, rien ne semble venir à bout de l'intransigeance de l'Angleterre et de la France, dont les délégués à la SDN n'ont démontré aucun intérêt pour la proposition de Negrin.

Dans un autre ordre d'idée, à la même période, l'URSS commence à diminuer son implication auprès du *Frente popular*. Cela n'empêche toutefois pas *El Socialista* de concentrer le feu de ses critiques sur les Internationales socialistes, dans ce cas particulier, la FSI, tout en épargnant le Komintern. L'éditorial « *Palabras anodinas : Le manifeste de la FSI* » use de termes liturgiques pour dénoncer « l'homélie rituelle du 1er mai de l'Internationale syndicale⁴⁵⁴. » Malgré l'énorme potentiel de la FSI, écrit l'éditorialiste, ses dirigeants préfèrent s'en tenir à de « pathétiques appels » pour la sécurité collective plutôt qu'à des prises de position « viriles et concrètes ». De cette façon, les « grands prêtres » du mouvement syndical international réconfortent les mourants par leurs oraisons tout en administrant l'extrême-onction aux centrales syndicales tombées sous le joug fasciste, d'ironiser l'éditorialiste⁴⁵⁵.

Celui-ci, qui se défend de chercher à fomenter la division, écrit tout de même que les militants doivent considérer le divorce puisque le manifeste du 1er mai ne correspond pas à leurs attentes et que « l'aide la plus concrète ne provient certes pas des signataires ». Pure provocation militante? Sympathie communiste? On est en droit de se questionner sur son allégeance politique véritable. Or, il se peut que la diatribe soit motivée par la question de l'intégration des syndicats soviétiques qui ne débloque pas.

La séance de la FSI à Oslo

Le Conseil général du FSI qui se tient à Oslo du 17 au 21 mai rejette définitivement la question de l'intégration des syndicats soviétiques; on y déclare même que le communisme

⁴⁵⁴ « Palabreria anodina : El Manifiesto de la FSI », *El Socialista*, 26 avril 1938, p. 28.

⁴⁵⁵ *Ibid.*

constitue une menace autant pour la démocratie que le fascisme⁴⁵⁶. En ce qui nous concerne, c'est plutôt la séance consacrée à « la lutte contre la guerre, la réaction et le fascisme » qui nous intéresse, puisque Jouhaux y présente un important bilan des positions de la FSI à ce sujet.

Le vice-président de l'Internationale syndicale explique qu'à la fin des années vingt, on se référait uniquement « à la lutte contre la guerre et la réaction ». Ensuite, au début des années trente, vint se greffer le concept de « lutte contre le fascisme », jusqu'à ce que plus récemment, l'accent soit mis entièrement sur l'antifascisme :

La lutte contre le fascisme est, essentiellement, la lutte contre la guerre! C'est dans cet esprit et à raison de cette circonstance que naquit la formule de la "paix indivisible"; c'est le sens même qu'on donne à la "sécurité collective" : commettre une agression contre un pays équivaut à une agression contre tous les pays. Cela implique et signifie la défense collective de tous contre cet agresseur, ou pour le dire en d'autres termes, une politique active de paix (au contraire de la politique "anti-guerre" d'autrefois, plus générale, de conception plutôt propagandiste et idéologique)⁴⁵⁷.

Cette conception active du pacifisme s'imposa au congrès de Bruxelles en 1933. Deux ans plus tard, à Copenhague, la FSI déclarera qu'elle fera tout en son pouvoir pour stopper un agresseur. Stopper un agresseur signifiant notamment de s'en prendre au transit des armes :

L'application des sanctions, comme on le tenta pour la première fois dans le conflit abyssin, avec au début du moins, des résultats satisfaisants, la question de la politique de non-intervention en Espagne, l'attitude envers la Chine dans le conflit sino-japonais, s'identifient au problème de la fabrication, du transport, du commerce et du contrôle du matériel de guerre⁴⁵⁸.

Qu'il s'agisse de l'Abyssinie, de la Chine ou de l'Espagne, déclare Jouhaux, le problème reste le même : à quoi bon appliquer un blocus à l'encontre d'un agresseur s'il n'est même pas respecté par les États démocratiques? Les conséquences de cette passivité ne sont pas des moindres :

Force est malheureusement de constater qu'en face de cette disposition du prolétariat, se dresse une carence totale de la plupart des gouvernements déterminants qui, s'ils avaient suivi, en temps opportun et avec logique, la voie de la paix indivisible et de la

⁴⁵⁶ « La lutte pour la démocratie : Mémoire du Parti Social-Démocrate de Georgie », p. 2, FPI, AH-74-9, 3-4.

⁴⁵⁷ Souligné dans le texte. « Pour la session du Conseil Général, Oslo, 17-21 mai 1938, Lutte contre la guerre, la réaction et le fascisme. Rapport de Léon Jouhaux au point 6 de l'ordre du jour », IISH, IFTU papers, 102, 175.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p. 4.

*sécurité collective, eussent pu sauver la paix. Au lieu de cela, nous nous trouvons à l'heure actuelle en pleine guerre! La défense collective n'a pas répondu à l'agression, et celle-ci n'a eu que de nouvelles agressions pour conséquence*⁴⁵⁹.

Il remarque cependant que le mouvement socialiste a aussi ses torts. Le fait de ne pas avoir effectué d'étude approfondie des causes de la guerre n'est pas étranger à la crise actuelle :

*Les événements politiques qui se sont succédé et la lutte incessante et directe contre le fascisme (Abyssinie, Espagne, Chine, etc.) portent certainement la responsabilité partielle du fait que ne se produisirent ni une première discussion générale, telle qu'elle avait été prévue pour Copenhague, ni une délibération plus concrète devant le congrès de Londres*⁴⁶⁰.

Jouhaux commente ensuite la situation européenne en des termes peu rassurants : « si l'Espagne est vaincue, la France sera menacée, et si la France est vaincue à son tour, vous serez tous attaqués à tour de rôle. » Sa lucidité est surprenante : il fait mention d'une possible alliance entre Staline et Hitler, « qui ferait disparaître le dernier obstacle à une invasion de l'ouest par le Reich⁴⁶¹. »

Les forces réactionnaires des États démocratiques sympathisent avec le fascisme, contre le prolétariat, poursuit-il, et cela dicte le besoin aux masses ouvrières organisées de ne rien attendre de personne; de passer à l'action afin d'attaquer les racines du fléau de la guerre. À cette fin, il demande l'instauration d'un embargo obligatoire envers l'Allemagne, l'Italie et le Japon, auquel les sections ne pourraient se défilier en évoquant comme toujours la position de leurs gouvernements.

S'ensuivent les délibérations. D'une part, les délégués espagnols et mexicains apportent leur accord au projet d'embargo tandis que Citrine le rejette du revers de la main, puisqu'à son avis l'Allemagne n'hésitera pas une seconde à s'en prendre à un pays lui imposant un embargo⁴⁶². La proposition est rejetée.

L'édition du 21 mai d'*El Socialista* marque l'irritation de la rédaction à la suite du rejet de la motion Jouhaux en deux diatribes aux titres provocateurs : « *Soit avec l'Espagne, soit*

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 2.

⁴⁶⁰ *Ibid.*, p. 5.

⁴⁶¹ « Congreso de Oslo : Para Citrine lo principal es no disgustar a Hitler », *El Socialista*, 21 mai 1938, p.1.

contre les ouvriers » et « *Pour Citrine le plus important est de ne pas décevoir Hitler*⁴⁶³ ». En revanche, quelques jours plus tard, un entrefilet nous apprend que l'UGT, reconnaissante envers le lobbying de Jouhaux et la campagne de la CGT pour l'Espagne, convie une délégation de la centrale française à Barcelone à un événement public de remerciement⁴⁶⁴.

Les réunions du Bureau et de l'Exécutif de l'IOS à la fin mai.

À cette même période, les visées agressives d'Hitler envers la Tchécoslovaquie sont manifestes. La France et l'Angleterre le font cependant reculer en lui signifiant qu'elles n'hésiteront pas à intervenir. Adler en profite pour souligner dans une circulaire de l'IOS la nécessité d'opposer une vive résistance aux prétentions fascistes⁴⁶⁵.

À la réunion du Bureau du 28 mai, le secrétaire de l'IOS soumet l'ordre du jour pour l'Exécutif du lendemain, dont la séance sera consacrée aux risques de guerre en Europe. Lorsqu'Adler se réfère aux « problèmes » tchécoslovaque, espagnol et chinois, Cordero le corrige en précisant qu'il n'y a pas de « problème extrême oriental, tchécoslovaque ou encore espagnol », mais un « problème fasciste ». Gillies, lui, fort préoccupé par la situation internationale, insiste pour que les délégués tchécoslovaques, allemands, autrichiens et français – Blum en particulier – participent à l'Exécutif du lendemain, sans quoi la séance n'aura pas grande valeur.

Le Bureau passe à la question de « la lutte pour la démocratie » qui devrait figurer au centre d'un congrès éventuel de l'IOS. Gillies demande ce qu'on entend exactement par « lutte pour la démocratie » tout en demandant si ces discussions « perturbatrices » ne constitueraient pas une nouvelle manœuvre en vue de la formation du « Front populaire international ». De Brouckère le rassure tout en insistant sur ce que la question du « Front populaire international » devra être abordée tôt ou tard, tandis qu'Adler fait remarquer que

⁴⁶² *Ibid.*

⁴⁶³ *Ibid.*

⁴⁶⁴ « Comision ejecutiva de la UGT : Se felicita a Jouhaux por su actitud en Oslo y su labor a favor de Espana », *El Socialista*, 3 juin 1936, [S.P.].

⁴⁶⁵ Adler, 19 septembre 1938, IISH, SAI, 523/3. Voir aussi Sturmthal, *op. cit.*, p. 309.

l'IOS va contracter une « grave responsabilité » si elle ne se prononce pas sur ces questions fondamentales, précisant combien ce silence met en jeu l'existence même de l'Internationale⁴⁶⁶. Le Bureau décide finalement de reporter à la mi-juillet la date du dépôt des mémoires sur le sujet⁴⁶⁷. Or, dans les faits, la question ne serait pas traitée avant janvier 1939⁴⁶⁸.

Alors que l'ensemble des délégations est représenté à l'Exécutif du lendemain, en revanche, Blum n'a pu se déplacer. La crise tchécoslovaque est longuement discutée. À un moment, Dalton soulève la question de la neutralité des pays scandinaves – ceux-ci ont déclaré qu'ils ne se mêleraient pas d'une guerre européenne – et les enjoint à rester fidèles à la sécurité collective. Le rapporteur du PS suédois, Allan Vought, s'empresse de le rassurer.

La plénière formée des délégations anglaise, tchécoslovaque et allemande soumet son texte de résolution qui est aussitôt adopté⁴⁶⁹. La fermeté dont ont fait preuve les gouvernements de la France et de l'Angleterre face aux prétentions d'Hitler sur le pays des Sudètes est encensée puisqu'elle a permis d'éviter le déclenchement d'une guerre continentale⁴⁷⁰. En revanche, la situation risque de dérapier à tout moment, souligne-t-on, et cela rend le renforcement de la sécurité collective impératif afin « *que notre héritage européen de civilisation et de démocratie soit sauvé de la destruction totale dans une marche impitoyable de l'Allemagne nazie vers la domination du monde.* »⁴⁷¹ Les PS comptent donc « *redoubler d'efforts pour aider les peuples en lutte pour la défense de leur liberté et pour empêcher de nouveaux attentats* »⁴⁷².

La résolution sur l'Espagne est l'œuvre de la délégation française (Longuet, Zyromski et Raoul Evrard). Aux revendications habituelles se rajoute le devoir de s'opposer formellement à la fermeture de la frontière pyrénéenne ou encore à l'établissement d'un

⁴⁶⁶ « *Nosotros, con nuestro silencio, estamos contrayendo una grave responsabilidad ante la Historia y acaso poniendo en peligro la existencia de la Internacional.* » Voir « IOS : Representantes de obreros actuan en beneficio del fascismo internacional », *El Socialista*, 05 juin 1938, p. 1.

⁴⁶⁷ Circulaire, Adler, 11 juin 1938, IISH, SAI, 3402.

⁴⁶⁸ Adler, 28 juin 1938, IISH, SAI, 530/5.

⁴⁶⁹ « LSI, Bureau and Executive committee meetings », p. 28-29, IISH, Labour Party Archives.

⁴⁷⁰ Sturmthal, *op. cit.*, p. 309.

⁴⁷¹ Adler, 14 septembre 1938, IISH, SAI, 523/4.

⁴⁷² *Ibid.*

contrôle frontalier. On rappelle que l'IOS s'est toujours élevée contre ce contrôle qui a « été levé que très tardivement à la frontière française, sous la pression des masses populaires et plus encore sous l'empire de nécessités stratégiques et de la sécurité militaire de la France elle-même [...] ». La refermer, au moment même où la République stoppe les avancées « du fascisme international et de leur feudataire Franco », constituerait une nouvelle trahison, tranche la résolution⁴⁷³.

Été 1938 : Congrès de la SFIO, neutralisme des ososocialistes et réorientation de la politique extérieure du PSOE

Au début juin, le secrétaire général du PSOE assiste au congrès de la SFIO à Royan en compagnie de Huerta. Suite à l'amère expérience l'année précédente, Lamonedá est venu s'assurer personnellement de la loyauté de la SFIO envers la cause républicaine⁴⁷⁴.

Après de cordiales salutations aux visiteurs espagnols, le président de séance donne la parole à Longuet. Celui-ci explique d'entrée de jeu que la fermeté dont ont fait preuve la France et l'Angleterre au cours de la crise tchécoslovaque a redonné confiance aux petits pays qui se sont déclarés prêts, à la dernière séance de l'IOS, à résister à l'offensive fasciste : « À partir du moment [...] où l'on est décidé à se montrer énergique, ces petites nations peuvent reprendre confiance⁴⁷⁵ ». Longuet déplore ensuite les manquements de certains militants aux principes de la solidarité internationaliste. S'adressant à Pivert, il lui signifie que ses thèses « défaitistes révolutionnaires » sont incompatibles avec le mandat de l'IOS, soit « la résistance à l'oppression et à l'esclavage ». Longuet rappelle que sa grande expérience militante, mais surtout, le fait d'avoir été minoritaire durant la Grande Guerre, font en sorte que « *Personne ne peut me donner des leçons de pacifisme et d'internationalisme. J'ai tenu assez haut le drapeau de l'internationalisme à un moment difficile* ».

⁴⁷³ « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 1937 au 31 décembre 1937 », p. 24-25, IISH, SAI, 3402.

⁴⁷⁴ « Al regreso de Royan : Testimonio de Lamonedá sobre la actitud presente de los socialistas franceses », *El Socialista*, 15 juin 1938, p.1.

⁴⁷⁵ « Au Congrès de Royau », *Le Populaire*, 6 juin 1938, p. 4.

Désormais libéré des contraintes gouvernementales, Blum ne se fait pas prier pour exiger de la France qu'elle récupère sa liberté d'action dans l'affaire espagnole. Il évoque la décision prise au congrès de Marseille l'année précédente : « la SFIO prendra une part active à la campagne des Internationales une fois l'échec de la non-intervention constaté⁴⁷⁶ ». Plus tard dans le congrès, les deux orateurs obtiennent l'expulsion des pivertistes sans que cela favorise pour autant le rejet de la non-intervention. Le Congrès a de nouveau voté pour son application bilatérale en raison du poids de la faction pacifiste de Faure⁴⁷⁷.

Malgré tout, Lamonedá confie à *El Socialista* qu'il revient satisfait, mais qu'il regrette seulement le sang versé « pour que notre tragédie soit connue ». En ce qui concerne l'expulsion de Pivert, la rédaction fait fi des luttes de tendances au sein de la SFIO et évoque plutôt « une manifestation qu'il aurait organisée pour l'Espagne républicaine » sans l'autorisation des instances dirigeantes⁴⁷⁸.

Le neutralisme des oslosocialistes et l'offensive internationaliste du PSOE

Le 24 juillet, les ministres des Affaires extérieures des pays du Bloc d'Oslo (pays scandinaves, Belgique, Hollande et Luxembourg) déclarent qu'ils ne sont plus liés par le système de sanctions de la SDN. Le nombrilisme démontré par les puissances démocratiques dans les affaires européennes a finalement raison d'une foi déjà chancelante dans la sécurité collective. Qui plus est, les nations du pacte d'Oslo ne tiennent pas à payer le prix des prétentions des grandes puissances et à se retrouver prises entre les blocs démocratique et fasciste lorsqu'éclatera la guerre⁴⁷⁹.

D'une part, le fait que les ministres belge, suédois et norvégien soient socialistes constitue une contradiction de taille pour l'IOS. D'autre part, leur désir « de se retirer de l'Europe »,

⁴⁷⁶ Jean Maitron, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Vol IV : 1914-1939 : De la Première à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1983, p. 295

⁴⁷⁷ Les militants de Pivert iront gonfler les rangs de la tendance centre-pacifiste de Paul Faure et de J.-B. Séverac. Voir Richard Gombin, *Les socialistes et la guerre*, Mouton, Paris, 1970, p. 241. p. 247-249.

IMG_1585.jpg

⁴⁷⁸ « Al regreso de Royan », *loc. cit.*

⁴⁷⁹ Rapone, *op. cit.*, p.50.

d'abandonner la sécurité collective ainsi que le principe de la paix indivisible alimente le débat sur le rôle de l'Internationale. Les oslosocialistes envisagent de la réformer afin qu'elle ne soit plus en mesure d'adopter des résolutions « inapplicables » qui ne font que les embarrasser. À ce contexte de repli national se conjugue l'exacerbation des divisions au sein d'autres partis, plus particulièrement la SFIO qui se verra paralysée sous peu⁴⁸⁰. En définitive, il ne reste plus que les Britanniques, une poignée d'internationalistes convaincus et d'irréductibles immigrés⁴⁸¹ pour défendre l'importance des Internationales. N'oublions pas le PSOE qui, pris dans une lutte pour sa survie, fait des pieds et des mains afin de maintenir l'idéal internationaliste.

En Espagne, la République poursuit sa résistance désespérée. Le stock d'armes accumulé jusqu'à la fermeture de la frontière pyrénéenne à la mi-juin a permis de repousser une attaque sur Valence puis de préparer une offensive majeure : dans la nuit du 25 au 26 juillet, les forces républicaines traversent l'Èbre. La plus grande bataille de la Guerre civile commence alors pour ne se terminer qu'en novembre.

Au moment où déferle l'armée républicaine sur la rive ouest de l'Èbre, Negrin annonce qu'il accepte le plan de retrait des combattants étrangers du Comité de Londres, tandis que Franco, lui, temporise⁴⁸². Deux semaines plus tard, le Comité national du PSOE se réunit à Valence.

L'événement majeur de cette séance débutant le 10 août est la réintégration de Caballero et Besteiro à l'Exécutif du parti, la réconciliation entérinée par Jouhaux au tournant de l'année a donc payé. Or, ce sont les questions d'ordre international qui nous intéressent ici. Azorin et Cordero présentent le bilan de leurs démarches à l'IOS et se targuent d'avoir débouté la

⁴⁸⁰ La situation est discutée au sein du Comité international des femmes de l'IOS réuni à Bruxelles. La présidente Alice Pels explique que la tourmente actuelle nuit à l'accomplissement et à la permanence des actions internationales concertées, ce à quoi se rajoute « [...] *la situation intérieure des différents États démocratiques, dont les organisations nationales mènent une politique assez différente suivant quelles participent ou non à l'exercice du pouvoir. Et les mouvements nationaux féminins se plient évidemment, comme il se doit, à la discipline de leurs partis respectifs.* » Circulaire, « Alice Pels, Rapport sur l'activité du Comité international des femmes de l'IOS (15 septembre 1937 – 15 juillet 1938), Pour la session du Comité international des femmes de l'IOS à Bruxelles, les 27 et 28 août 1938 », IISH, SAI, 3402.

⁴⁸¹ Sturmthal, *op. cit.*, p. 294-295.

⁴⁸² Alpert, *op. cit.*, p. 156, 166-167.

tentative de Mertens visant à sortir la guerre civile du contexte d'avancée du fascisme et ainsi justifier la non-intervention.

Huerta intervient ensuite pour souligner la nécessité de modifier la stratégie du parti à l'IOS. Il ne suffit plus, à son avis, de revendiquer uniquement la défense de la République, mais de plaider pour la défense des « principes internationalistes » en train de disparaître; de « couper » la retraite aux sections nationales qui cèdent à la panique⁴⁸³. Le PSOE, poursuit-il, doit combattre sans relâche « le repli national affectant la presque totalité des sections qui refusent d'honorer leur compromis envers la SDN et cherchent refuge dans une neutralité sans issue ».

Azorin abonde dans le même sens tout en rajoutant que l'IOS doit réviser certains concepts dépassés tel que le pacifisme. Il tient cependant à faire la part des choses, spécifiant qu'un Espagnol voit les choses depuis l'Espagne, un Anglais depuis l'Angleterre, « *sans que cela nous autorise pour autant à penser qu'on ait abandonné l'intérêt général* ». ⁴⁸⁴ Pour sa part, Cordero souligne la multiplicité des points de vue qui empêche la redéfinition des stratégies telle que la lutte pour la démocratie et contre le fascisme. Les choses seraient bien différentes à l'IOS si les PS italien et autrichien disposaient toujours d'assises nationales, remarque-t-il⁴⁸⁵.

Huerta en profite pour dresser un parallèle entre la conquête de l'Italie par Mussolini et le repli national des PS « qui tue la solidarité entre les peuples et ouvre la voie à l'hégémonie fasciste. » En effet, le régionalisme italien a permis aux Chemises noires d'écraser le mouvement ouvrier, une province à la fois, sans que les voisins ne se sentent à aucun moment menacés. Aujourd'hui, poursuit-il, nous assistons au même phénomène, mais à l'échelle continentale : « en défendant jalousement leur domaine national, des socialistes empêchent la formation d'un bloc idéologique antifasciste. » Huerta ne se gêne pas pour

⁴⁸³ Huerta « *Senala la intervencion de algunos internacionalistas en ese repliegue, para deducir la mayor obligacion de cortarlo.* » Voir « *Comite Nacional del PSOE* », *El Socialista*, 11 août 1938, p. 1.

⁴⁸⁴ « *y esto no nos autoriza a creer que abandona nadie el interés general.* » *Ibid.*

⁴⁸⁵ « *senalando que la misma queja que hoy presentamos nosotros fué injusto y muy sangrante que no la pudieran hacer los Italianos en 1922 y los austriacos en 1934. Razona su puntos de vista, y senala que la Internacional siente la necesidad de defender la democracia, pero dando previamente un sentido a esta palabra, que tiene tantas interpretaciones como conveniencias hay.* » *Ibid.*

condamner « l'attitude absurde et suicidaire d'une cabale socialiste indifférente, qui force les peuples à se plier à leur politique nationaliste, tandis que le prédateur fasciste guette de l'extérieur. »

En un mot, les socialistes espagnols doivent œuvrer pour un regain d'internationalisme des PS et des démocraties, ou encore, tenir jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Or, le contexte ne se prête guère à la valorisation de l'internationalisme ni au déclenchement d'une guerre puisque l'apogée de l'apaisement est en voie d'être atteint. D'une part, le Pacte de Munich va consacrer la raison d'État sur la sécurité collective et retarder d'un an le déclenchement de la guerre européenne. D'autre part, Hitler va attendre la fin du conflit en Espagne avant de repousser les frontières du Reich et, par le fait même, asséner le coup mortel à la politique de Chamberlain.

Conclusion : 1938 – *Apogée et nadir de l'internationalisme socialiste dans les années trente*

La première moitié de 1938 augure bien pour les Espagnols. À la victoire de Teruel se conjugue la reconstitution de l'UGT par le vice-président de la FSI, Léon Jouhaux. De plus, la crise en Chine, l'Anschluss et la démission d'Eden semblent annoncer une reconsidération majeure de l'apaisement – donc de la non-intervention.

Le PSOE et l'UGT poursuivent en compagnie de leurs sympathisants leur campagne pour la revitalisation de l'internationalisme : au projet d'union interparlementaire s'additionne la requête pour un congrès de l'IOS afin de faire le point sur les positions et stratégies du mouvement. Sa tenue est impérative, le dernier ayant eu lieu en 1933.

Et si le printemps 1938 est chaud, il est cependant de courte durée. Après s'être entretenu avec Negrin, Blum veut sommer l'Allemagne d'évacuer la péninsule ibérique, mais s'en voit dissuadé par ses conseillers militaires. Pendant ce temps, les Internationales adoptent une résolution qui priorise l'action sur la formulation de principes. Les délégués oslosocialistes y adhèrent pour la seule raison qu'elle met de l'avant le rôle fondamental de la France et de l'Angleterre dans l'abrogation de la non-intervention. Elle n'aurait pu passer autrement.

Malgré la chute du cabinet Blum en avril, la frontière pyrénéenne reste ouverte. Désormais partitionnée, l'Espagne républicaine parvient tout de même à lancer en juillet sa plus grande offensive de la guerre : l'offensive de l'Èbre. À l'approche de l'automne, le repli national des socialistes scandinaves s'accroît tandis que les frictions au sein du POB et de la SFIO s'aggravent. Inquiet des répercussions de ce mouvement de repli national sur l'IOS, le PSOE changera sa politique à l'IOS, qui visait auparavant « la défense de la République espagnole », pour une politique visant « la défense des valeurs internationalistes » en train de disparaître. Il en va de la vie ou de la mort de l'Espagne républicaine.

Bref, ce chapitre aura bien démontré la filiation des facteurs nationaux et internationaux dans ce moment privilégié pour l'Internationalisme que constitue le printemps 1938. Le

retour de Blum au pouvoir, ses entretiens avec Negrin, les intérêts stratégiques de la France, l'adoption d'une résolution radicale par l'IOS et ses répercussions sur les débats nationaux en Belgique, en sont autant de preuves. Qui plus est, nous aurons constaté comment une victoire sur le front militaire a motivé le PSOE à intervenir avec plus d'ardeur au sein de l'IOS afin de défendre l'idéal internationaliste au moment même de son agonie.

Cinquième chapitre : 1938 – Munich et l'agonie de la République espagnole

Introduction

Dans ce chapitre, nous faisons la lumière sur la conduite des Internationales au plus fort de l'apaisement qu'a permis la signature des Accords de Munich à la fin septembre 1938. Les efforts pour éviter une solution munichoise au conflit espagnol ainsi que la reconnaissance de facto du camp nationaliste seront ensuite mis en relief. Ce chapitre permet de relativiser la « paralysie » des Internationales à cette époque.

À l'automne 1938, la guerre en Espagne est complètement éclipsée de l'actualité par la question des Sudètes. Le neutralisme des Scandinaves se conjugue aux dissensions affligeant la SFIO et le POB pour paralyser l'IOS à un moment crucial. Or, paralysie ne rime pas nécessairement avec inaction : des entretiens ont lieu au plus fort de la crise entre Adler, de Brouckère, des délégués anglais et français. Schevenels et Jouhaux se rendent même à Prague afin d'implorer le président Benes de ne pas céder au chantage d'Hitler.

Avec la signature du Pacte de Munich le 30 septembre, l'espoir d'un revirement des démocraties s'envole en fumée. Or, les sections espagnoles n'entendent pas chômer. D'une part, elles protestent vivement contre l'attentisme des Internationales et, toujours aidées des Anglais, feront en sorte que l'IOS et la FSI condamnent formellement le Pacte. D'autre part, la possibilité d'un règlement munichois à la guerre d'Espagne les amènent à recourir avec empressement aux instances socialistes internationales afin de désamorcer la manoeuvre. Le secrétaire général de l'UGT se rend à Londres, puis à Paris, lieu du sommet entre Daladier et Chamberlain. Sa démarche entraînera une action de lobbying conjointe des Internationales, et des mouvements français et anglais. Lorsque les premiers ministres écartent finalement la solution négociée, les Espagnols y voient une victoire significative sur le front diplomatique. L'envoi de délégations des Internationales auprès des gouvernements européens sera d'ailleurs envisagé.

Le chapitre se conclut en Belgique par un autre cas d'immixtion de la sphère internationale du socialisme dans la sphère nationale. C'est que le premier ministre Spaak tente d'imposer au POB une initiative de médiation pour l'Espagne ainsi que l'envoi d'un représentant à Burgos – capitale de la zone nationaliste – en échange de quoi il offre de se retirer du Comité de non-intervention. Sa déclaration ministérielle engendre une crise diplomatique majeure : l'ambassadeur espagnol est rappelé et le secrétaire du parti, Auguste De Block, est dépêché pour réparer les pots cassés. Pendant ce temps, Vandervelde et Buset, épaulés du président de l'IOS, manoeuvrent pour faire condamner Spaak par le Conseil général belge – ils y parviennent. Les Espagnols y voient une seconde victoire diplomatique et ne tarissent pas d'éloges envers le Patron, qui pourra quitter l'esprit tranquille...

Le dilemme de Munich : préserver la paix dans l'immédiat et prévenir la guerre dans l'avenir

Au début septembre, l'invasion de la Tchécoslovaquie par le Reich est imminente et la question espagnole est reléguée au second plan de l'actualité. En ces heures critiques, la SFIO n'arrive pas à se positionner en raison de l'aggravation de la lutte de tendance entre le « pacifiste » Faure et le « belliciste » Zyromski. Ces factions seront dénommées « munichoises » et « antimunichoises » à la suite de la signature des Accords de Munich.

En Belgique, les tenants du socialisme national se butent à la résistance du clan internationaliste. Par exemple, lorsqu'à une séance du Bureau du POB, De Man déclare que la ligne de l'IOS – celle de la sécurité collective et de la paix indivisible – est inapplicable puisque relevant « d'immigrants autrichiens et allemands déconnectés des réalités du pouvoir », Buset rétorque que les résolutions sont adoptées à l'unanimité par l'ensemble des PS, POB inclus⁴⁸⁶.

Les Anglais, eux, ne sont pas éprouvés par ces divisions. Considérant la question des Sudètes comme le test ultime pour la sécurité collective, ils se hissent à la tête de la campagne contre l'apaisement. Un manifeste du NCL daté du 8 septembre stipule que :

*The time has come, for a positive and unmistakable lead for collective defense against aggression and to safeguard peace. The British government must leave no doubt in the mind of the German government that it will unite with the French and Soviet governments to resist any attack upon Czechoslovakia*⁴⁸⁷.

Une semaine plus tard, la commission administrative de l'IOS diffuse un communiqué enjoignant au reste du mouvement d'adhérer au manifeste anglais et contenant des extraits de la résolution du 30 mai – toujours d'actualité. On félicite de plus les PS tchécoslovaque, polonais, français et anglais pour leur attitude, qui concorde avec celle de l'internationale⁴⁸⁸. Or, coup de théâtre, ce même communiqué annonce que l'Exécutif de l'Internationale ne sera pas convoqué en raison des divergences de vues entre Français, Anglais et

⁴⁸⁶ Sturmthal, *op. cit.*, p. 315-316, 317.

⁴⁸⁷ Le LP émet des manifestes, déclarations et appels à la classe ouvrière allemande les 8, 19, 21 et 28 septembre. *Ibid.*, p. 312-313.

⁴⁸⁸ Adler, 14 septembre 1938, IISH, SAI, 523/3-4.

Scandinaves⁴⁸⁹. De l'avis de la commission administrative, ce choix est justifié par trois raisons : aucun parti n'en a fait la demande; les rapporteurs seront plus utiles au bercail; la position de l'IOS a déjà été fixée en mai. Qui plus est, en ces heures graves, il convient de laisser la parole aux sections, et à cette fin, les *Informations internationales* leur seront consacrées⁴⁹⁰. Le président et le secrétaire de l'IOS restent cependant réceptifs à toutes requêtes et s'engagent à maintenir les communications entre les PS concernés par la crise tchécoslovaque⁴⁹¹. Notons que l'Exécutif de la FSI, lui, est plus dynamique. Il dépêche Schevenels et Jouhau à Prague pour convaincre Benes de ne pas céder aux menaces d'Hitler⁴⁹².

Le 15 septembre, Chamberlain s'envole vers Berchtesgaden pour rencontrer Hitler⁴⁹³. Les 16 et 17, des échanges ont lieu entre les membres de l'Exécutif de l'IOS à Paris à l'occasion des obsèques de Longuet, décédé des suites d'un accident de voiture. La délégation britannique demande alors au président et au secrétaire de l'IOS de convoquer un entretien avec les Français. Il y en aura trois entre le 20 et le 22 septembre – toujours à Paris – auxquelles se joindront Citrine, Schevenels ainsi que d'autres militants non identifiés. Diverses informations sont échangées et le besoin de maintenir les contacts entre les PS au plus fort de la crise, souligné.⁴⁹⁴ Adler écrira par la suite que « *Toutes ces réunions et conférences ont beaucoup contribué à une entente mutuelle sur les aspects principaux de la situation critique*⁴⁹⁵. » Force est de constater que la « paralysie des Internationales » évoquée par certains auteurs ne rime pas nécessairement avec inactivité. Il serait donc plus juste d'évoquer le « bâillonnement » des Internationales.

Toujours est-il que la décision de ne pas avoir convoqué l'Exécutif ne plaît pas à tous. Indigné, Abramovitch déplore que « pas même un appel à la classe ouvrière ait été lancé ». S'adressant au nom des menchéviques, il écrit : « *Nous avons la ferme conviction que l'IOS*

⁴⁸⁹ Bureau du Parti, 19 septembre 1938, p. 710, AMSAB-ISG, 1938-09-19_bwp.pdf

⁴⁹⁰ « Un appel de la classe ouvrière britannique au peuple allemand », *Documents et discussions : Supplément des Informations internationales*, 5 octobre 1938, p. 49, IISH, SAI, 525/1.

⁴⁹¹ Adler, 14 septembre 1938, IISH, SAI, 523/3-4.

⁴⁹² Schevenels, *op. cit.*, p. 272.

⁴⁹³ Lorsque Chamberlain quitte Londres le 15 septembre, les travaillistes ont bon espoir qu'il reste intransigeant devant Hitler. Les socialistes français, eux, sont divisés en munichoïses et anti-munichoïses.

⁴⁹⁴ « LSI, Bureau and Executive committee meetings », p. 29, IISH, Labour Party Archives.

⁴⁹⁵ Adler, « La situation internationale après la réunion de Munich », 1 octobre 1938, p. 1-3, IISH, SAI, 523/11-14.

doit agir et cela sans perdre encore du temps ». Adler lui répond que toute initiative de la part de l'IOS « *aurait été déjà dépassée par les événements au moment où elle aurait atteint les lecteurs*⁴⁹⁶. » S'ensuit un télégramme du PSOE qui réclame de toute urgence une séance extraordinaire afin « *de contrer ces manœuvres capitalistes nuisant à la liberté et l'indépendance des nations démocratiques et des principes démocratiques universels*⁴⁹⁷. » Adler se montre cette fois plus réceptif. Il doit cependant attendre le retour de Schevenels qui se trouve à Barcelone en compagnie de Brouckère et De Block⁴⁹⁸. Les deux secrétaires conviendront qu'il est inapproprié de tenir une telle séance pour le moment, tout en s'engageant à la convoquer aussitôt que les circonstances le permettront⁴⁹⁹.

Le 29 septembre à Munich, Chamberlain et Daladier cèdent sur toute la ligne afin de compromettre diplomatiquement le Führer; c'est le triomphe de l'apaisement. Alors que la guerre européenne est retardée d'un an, le prix à payer est cependant exorbitant pour les démocraties : le système défensif de la Tchécoslovaquie ainsi que son complexe militaro-industriel.

Tandis que LP s'insurge contre cette nouvelle abdication⁵⁰⁰, la SFIO, elle, se retrouve complètement paralysés entre munichois et antimunichois. Son chef, Léon Blum, admet avoir éprouvé un « lâche soulagement » à l'annonce de la signature du Pacte. En Belgique, le POB et la CGTB se rangent unanimement derrière Spaak – celui-ci étant premier ministre depuis mai – en raison des risques de guerre civile et d'invasion étrangère : « *Nous ne voulons, nous, ni la guerre civile, ni la guerre extérieure* », clame leur communiqué.⁵⁰¹ Les hostilités entre sociaux nationalistes et internationalistes reprendront aussitôt l'orage passé.

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ « *para adoptar acuerdos contra maniobras capitalistas perjuicio libertad independencia naciones democraticas y principios democracia universal.* » Voir « CE del PSOE propone una reunion urgente de las internacionales socialista y sindical », *El Socialista*, 25 septembre 1938, p.1.

⁴⁹⁸ Bureau du Parti, 19 septembre 1938, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 708.

⁴⁹⁹ « La situation internationale après la réunion de Munich », *loc. cit.*, p. 4.

⁵⁰⁰ Sturmthal, *op. cit.*, p. 317-318.

⁵⁰¹ Bureau du Parti, 19 septembre 1938, p. 710, AMSAB-ISG, 1938-09-19_bwp.pdf
Voir aussi « La situation internationale après la réunion de Munich », *loc. cit.*

Les Scandinaves, eux, ne pensent désormais qu'à leur propre salut,⁵⁰² car le Pacte de Munich vient de détruire le peu de confiance qui leur restait dans la France et l'Angleterre⁵⁰³. Lorsque J. H. Albarda, le chef du PS hollandais, publie une diatribe condamnant leur attitude, les PS nordiques répliquent en évoquant l'exclusion des petits pays de la conduite des affaires continentales⁵⁰⁴. Et finalement, les Espagnols savent très bien qu'ils sont prochains en lice puisque Chamberlain et Mussolini ont discuté de la ratification du Pacte anglo-italien dans la capitale bavaroise.

Adler, dans une circulaire datée du 1^{er} octobre, tente d'expliquer avec plus ou moins d'aisance la conduite de l'IOS durant les événements qui ont mené à la signature des Accords de Munich. Il fait part d'efforts visant à aider les sections à concilier, à un moment où le risque de guerre était à son plus élevé, le besoin de « préserver la paix dans l'immédiat » et de « prévenir la guerre dans l'avenir » :

Une de ces tâches était de sauver la paix au cours de cette phase même; la seconde de faire comprendre aux puissances fascistes que les peuples démocratiques ne pourraient plus à la longue admettre la méthode hitlérienne de dictat et du chantage et ne la supporterait plus, dans l'intérêt du maintien de la paix dans l'avenir⁵⁰⁵.

Tandis que les PS ont reconnu l'importance de ces deux devoirs, ceux-ci ne parvenaient cependant pas à s'entendre sur lequel prioriser. Dans ce contexte, poursuit le secrétaire, le devoir de l'IOS a été « [...] de co-ordonner dans cette situation tragique ces deux tâches, et c'est grâce à l'attitude exemplaire du parti ouvrier britannique qu'il lui a été possible dans une très grande mesure de remplir ce devoir⁵⁰⁶. »

Adler conclut son communiqué en enjoignant aux militants à rester sur leurs gardes puisque le Pacte de Munich risque de se transformer en grand rassemblement de la réaction⁵⁰⁷.

⁵⁰² Sturmthal, *op. cit.*, p. 314

⁵⁰³ Alpert, *op. cit.*, p. 167.

⁵⁰⁴ Sturmthal, *op. cit.*, p. 315-316.

⁵⁰⁵ « La situation internationale après la réunion de Munich », *loc. cit.*, p. 1-2.

⁵⁰⁶ *Ibid.*

⁵⁰⁷ *Ibid.*

Éviter à tout prix la répétition du Pacte de Munich

Comme nous l'avons vu précédemment, en juillet, les républicains ont accepté le plan du Comité de non-intervention de retrait des combattants étrangers et d'attribution conditionnelle des droits de belligérance. Le 21 septembre, Negrin annonce qu'il va retirer ses 12 000 volontaires étrangers et demande à ce qu'une commission de contrôle de la SDN soit présente sur les lieux⁵⁰⁸. Ce geste de « bonne volonté » vise notamment à empêcher l'entrée en vigueur de l'accord anglo-italien⁵⁰⁹.

Dans le camp nationaliste, la proposition de retrait des combattants étrangers fait son chemin, non pas en raison du bon vouloir de Franco, mais bien des efforts du premier ministre anglais. En effet, à Munich, le 28 septembre, Chamberlain a signifié au Duce qu'un geste de bonne volonté en Espagne contribuerait à faire avaler la pilule à l'opinion publique de son pays⁵¹⁰. Le 9 octobre, le Duce fait part de son intention de retirer 10 000 soldats parmi le contingent de la CTV qui en totalise 45 000⁵¹¹. La nouvelle n'a rien de réconfortant pour les républicains puisque primo, elle annonce la ratification du Pacte anglo-italien, secundo, Mussolini n'a pas l'habitude de tenir ses engagements et tertio, elle évoque la répétition du scénario munichois.

Le PSOE et l'UGT sont alarmés. Ils lancent un appel au prolétariat mondial ainsi qu'à leurs Internationales afin de prévenir qu'un second « Pacte à quatre » soit appliqué cette fois à l'Espagne :

Aujourd'hui, après la Tchécoslovaquie, le fascisme va s'assigner comme première tâche l'étranglement du « conflit espagnol » et pour cela il réclamera la même aide sur laquelle il a compté pour apaiser son appétit contre le peuple tchèque. Mais l'action de Munich ne doit pas se répéter, et ne se répétera pas avec l'Espagne! Une fois de plus nous réclavons la solidarité du prolétariat international pour empêcher qu'un nouveau pacte des quatre puissances puisse se conclure contre le peuple espagnol⁵¹².

⁵⁰⁸ Alpert, *op. cit.*, p. 166-167.

⁵⁰⁹ « Obrerismo aburguesado : Los hombres no responden a los hombres », *El Socialista*, 27 octobre 1938, p. 1.

⁵¹⁰ « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 1937 au 31 décembre 1937 », p. 26, IISH, SAI, 3402.

⁵¹¹ Alpert, *op. cit.*, p. 166.

⁵¹² « Appel au prolétariat mondial », *Le Populaire*, 9 octobre 1938, p. 1.

Le premier octobre, Negrin livre une allocution radiodiffusée où il déclare que toute tentative de médiation de l'extérieur sera combattue, peu importe « s'il s'agit de la méthode munichoise ou londonienne ». Il demande aussi à ce que les étrangers quittent la péninsule ibérique afin de laisser les Espagnols régler le différend entre eux. Zyromski a ceci à dire de l'allocution du premier ministre :

Negrin a coupé court à toutes les équivoques entretenues en ce qui concerne une médiation possible dans les affaires d'Espagne. C'était nécessaire, car en Angleterre comme en France, les manœuvres ne cessent pas à ce sujet. Des intrigues, des ballons d'essai sont noués ou sont lancés par des personnages sans qualité ni mandat, mais tout cela est susceptible de jeter du trouble et de porter atteinte à la cohésion nécessaire du gouvernement de la République. Une fois de plus, Negrin a coupé court à toutes ces opérations tortueuses et hypocrites. Il a affirmé la souveraineté absolue du gouvernement républicain et la volonté de voir le sol espagnol libéré totalement de l'invasion étrangère italo-allemande⁵¹³.

El Socialista a apparemment apprécié le commentaire de Zyromski puisqu'il le cite à la une.⁵¹⁴

Le Bureau du 17 et l'Exécutif des 18 et 19 octobre

Le 9 octobre à Bruxelles, le POB discute de la prochaine séance de l'Internationale se tenant à Paris du 17 au 19 octobre. De Block entrevoit des difficultés majeures dans l'établissement du consensus. D'une part, il y a les « exilés » d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie qui réclament une politique forte; d'autre part, les Hollandais et les Anglais qui accusent les Scandinaves d'affaiblir la sécurité collective, tandis que le POB et la SFIO, eux, sont divisés⁵¹⁵. Le secrétaire flamand du POB explique qu'Adler se retrouve dans une position délicate qui explique le flou de l'ordre du jour : « *Il doit tenir compte des divergences qui existent dans les pays, il doit tenir compte aussi que la situation change, pour un parti, lorsqu'il collabore à un gouvernement ou lorsqu'il est dans l'opposition*⁵¹⁶ ». Constatant que l'IOS « n'a aucune influence, puisque ses directives tombent dans le vide », il suggère qu'elle « *nomme un Comité restreint qui aurait pour mission d'élaborer dans un*

⁵¹³ Jean Zyromski, « L'IOS et l'Espagne », *Le Populaire*, 24 octobre 1938, p. 3.

⁵¹⁴ « "Negrin a cortado por lo sano" dice Zyromski », *El Socialista*, 26 octobre 1938, p. 1.

⁵¹⁵ Bureau du Parti, 10 octobre 1938, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 755.

⁵¹⁶ *Ibid.*, p. 758.

*temps très bref, les moyens d'arriver à la paix*⁵¹⁷. » Vandervelde ne pouvant se déplacer, De Block et Buset se rendront à la séance. Le Patron leur recommande de marcher avec les Anglais, « puisqu'ils réalisent des actions concrètes et que leur position ressemble à celle du POB⁵¹⁸. »

Le 17 octobre à Paris, Cordero plaide au Bureau de l'OS en faveur d'un congrès de l'Internationale, d'une grande conférence antifasciste ou du moins une réunion conjointe des deux Internationales. La requête est renvoyée à une séance spéciale le 21 octobre.

L'assemblée passe au document intitulé « La position du Secrétariat de l'IOS en cas de guerre » qui se réfère notamment à la question de l'évacuation de l'Internationale et de son fonctionnement dans ce contexte. Le sujet est d'autant plus important qu'Adler, à la mi-septembre, a dû consacrer beaucoup de temps à l'évacuation des archives les plus importantes vers Paris⁵¹⁹.

Le lendemain, le rapport du secrétariat de l'IOS traitant des Accords de Munich est discuté à l'Exécutif.⁵²⁰ Y est souligné combien l'attitude des gouvernements français et anglais est nuisible pour la sécurité collective : « *Les petits pays savent désormais ce qu'ils peuvent espérer de la "garantie" des grands États. Au moment du plus grand péril, cette garantie se mue en un ultimatum adressé aux "alliés" d'avoir à se soumettre sans protestation*⁵²¹. » L'éventualité d'un second règlement appliqué cette fois à l'Espagne est décrite en ces termes :

*Il est vrai que provisoirement nous sommes encore menacés d'un nouvel intermède "pacifique à la mode de Munich" de la "pacification" de l'Espagne par l'assujettissement de la République, qui depuis plus de deux ans déjà se défend héroïquement contre les fascistes de l'intérieur et leurs alliés d'Italie et d'Allemagne. Mussolini présente sa note*⁵²².

⁵¹⁷ *Ibid.*

⁵¹⁸ *Ibid.*, p. 755.

⁵¹⁹ Circulaire, « La position du Secrétariat de l'IOS en cas de guerre », 17 octobre 1937, IISH, SAI, 3402.

⁵²⁰ « Rapport du Secrétariat de l'IOS, Pour la session de l'Exécutif de l'IOS, Bruxelles, les 18 et 19 octobre 1938 », IISH, SAI, 524/4.

⁵²¹ *Ibid.*, p. 2.

⁵²² *Ibid.*

Les notes du PSOE soumises à l'Exécutif formulent cette éventualité dans les termes suivants :

Après avoir liquidé le conflit tchéco slovaque dans les conditions désastreuses connues pour la démocratie, en dehors de la Société des Nations, sans consulter les peuples sacrifiés, on va essayer de liquider la guerre espagnole avec les mêmes méthodes⁵²³.

Dès lors, le PS espagnol demande à l'IOS « *d'exercer la pression nécessaire sur les gouvernements anglais et français, afin d'éviter que la méthode funeste appliquée à la Tchéco-Slovaquie soit appliquée à l'Espagne* ». D'autres requêtes figurant dans les notes du PS espagnol sont le retrait des combattants étrangers côté franquiste, l'abrogation de la non-intervention et de vives protestations contre les bombardements des civils.

Pour en revenir à la question tchécoslovaque, une phrase du rapport à première vue anodine déclenche les hostilités. Elle stipule que, dans la première semaine d'octobre, l'opinion publique a vite déchanté en réalisant que « *Chamberlain et Daladier avaient sacrifié la Tchécoslovaquie et la position stratégique des démocraties occidentales [...]* ». L'affirmation est litigieuse en ce sens où elle évoque une responsabilité égale de la part de l'Angleterre et de la France. Elle donne lieu, selon les dires de De Block, à un débat « pénible et confus⁵²⁴ » avec d'un côté Gillies, accusant les Français d'avoir cédé sur toute la ligne, et de l'autre, Blum, défendant Daladier. Cela ne va pas sans rappeler les interminables « matchs de ping-pong » concernant les origines de la non-intervention.

Le fait que la délégation hongroise fasse part de son enthousiasme à l'idée de recouvrer une partie du territoire national – amputé par le Traité de Trianon – jette de l'huile sur le feu⁵²⁵. Dégoûtée, la délégation tchécoslovaque annonce son intention de quitter l'IOS et de ne garder contact qu'avec les travaillistes. Cordero en profite pour déplorer le manque de vigueur de l'IOS et le fait que seuls la SFIO et le LP aient été consultés au plus fort de la crise :

⁵²³ « Notes de la délégation espagnole, Pour la session de l'exécutif de l'IOS, les 18 et 19 octobre », IISH, SAI, 527/3.

⁵²⁴ Bureau du POB, 24 octobre 1938, IEV, Bureau du Parti 1937-1938, p. 767-768.

⁵²⁵ « Rapport informatif sur la position de la social-démocratie hongroise et des syndicats hongrois dans la question ungaro-slovaque », IISH, SAI, 526/3-4.

Il est évident que l'IOS a donné, particulièrement au cours des derniers événements, l'impression d'une politique de faiblesse et d'indécision contrairement aux nécessités des événements historiques actuels. Cette faiblesse se manifeste le plus dans l'attitude politique de ses sections qui n'exécutent pas les résolutions de l'Internationale. [...] la délégation du Parti Socialiste espagnol exprime son mécontentement du fait de l'absence d'attitude énergique de l'Internationale dans le conflit tchéco-slovaque. Regrette que l'Internationale n'ait pas été convoquée avec l'urgence requise par les circonstances⁵²⁶.

De Brouckère interrompt le débat pour rappeler la nécessité de fixer les positions dans une résolution. Gillies, Auriol, un suédois (Vought ou Akerberg) ainsi qu'un espagnol (Cordero ou Azorin) sont nommés à cet effet. De Block commentera le travail de la commission en ces termes: « *Cette commission a élaboré très difficilement la résolution que vous connaissez qui ne gêne rien, qui constate la situation de fait, et qui contient quelques phrases pour l'Espagne⁵²⁷.* » Sturmthal, lui, écrira que cette résolution constitue une « longue protestation contre Munich », dirigée contre la « forme » plutôt que la « substance » du Pacte. C'est que le texte doit seoir aux Anglais antimunichois, aux Français munichois et paraître inoffensif aux yeux du clan neutraliste constitué des oslosocialistes et du PS suisse.

La résolution dénonce tout de même le Pacte de Munich qui a été « élaboré à la hâte dans la citadelle du nazi victorieux », qui n'a tenu aucunement compte des considérations tchécoslovaques⁵²⁸. Elle insiste tout particulièrement sur la nécessité de mettre fin aux équivoques en matière de politique européenne :

Chaque nation doit faire, si elle ne l'a déjà fait, le compte de ses engagements, répudier ou dénoncer loyalement ceux qu'elle n'est pas résolue à remplir, mais tenir entièrement les autres. C'est le seul moyen de rétablir dans les relations internationales la moralité et la loyauté, bases indispensables de la sécurité collective et de la paix, telles qu'elles auraient été assurées par une application stricte et générale du Pacte de la SDN⁵²⁹.

Le texte final précise que l'IOS s'est toujours refusée de confondre « une volonté de paix véritable » avec ce lâche pacifisme « qui est en train de livrer les vestiges de démocratie

⁵²⁶ « Notes de la délégation espagnole », *loc. cit.*

⁵²⁷ Bureau du Parti, 24 octobre 1938, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 767-768,

⁵²⁸ Sturmthal, *op. cit.*, p. 324.

⁵²⁹ « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1938 », p. 46, IISH, SAI, 3402.

européenne aux forces fascistes⁵³⁰ ». Elle enjoint les sections à clarifier leur position puis à exiger des gouvernements qu'ils clarifient la leur :

C'est le devoir impérieux des partis affiliés de resserrer leur unité respective par un égal effort de clarté et de franchise, en envisageant avec une mâle énergie, à la clarté des événements, les situations intérieures et extérieures auxquelles ils ont à faire face. Elle leur demande d'exiger de leur gouvernement le même effort de franchise et de clarté, afin d'éviter que les équivoques meurtrières, dont la Tchécoslovaquie a été la victime, ne se prolongent ou ne se renouvellent⁵³¹.

La résolution se termine sur ces paroles d'espoir :

Par l'ensemble de ces efforts et de cette action qu'elle prie toutes ses sections de mener avec une égale et fidèle énergie, l'Internationale rassemblera autour d'elle et autour des gouvernements qui s'inspireront de ces règles de raison et de droit, tous les esprits clairvoyants qui veulent la vraie paix : la Paix équitable et durable des peuples et des hommes libres⁵³².

En ce qui concerne la résolution sur l'Espagne maintenant, Auriol a tenu à s'assurer que les revendications faites par Negrin lors de son allocution du 1er octobre soient reprises telles quelles⁵³³. Le retrait des combattants étrangers dans le camp républicain sous le contrôle de la SDN est d'ailleurs salué. On enjoint Franco à faire de même afin que « *l'Espagne soit laissée seule avec elle-même, libre d'elle-même, sans restriction quelconque de ses droits et sans qu'elle soit soumise à un blocus quelconque⁵³⁴* ». Dans l'intervalle, les sections feront en sorte que leurs gouvernements stoppent les bombardements aériens et qu'ils prodiguent des secours aux victimes de ces atrocités.

En dépit de la « mâle énergie » de la résolution, De Block et ses homologues remarquent que quelque chose ne tourne pas rond et qu'il devient impératif de revoir le fonctionnement de l'Internationale. À cette fin, l'Exécutif convoquera une séance spéciale consacrée à cette question à l'intérieur d'un délai de deux mois « *pour voir de quelle manière on pourrait reconstruire l'IOS et lui donner plus de vie⁵³⁵* ».

⁵³⁰ « Appel au prolétariat mondial », *Le Populaire*, 9 octobre 1938, p. 3.

⁵³¹ « Projet de résolution, Pour la session de l'Exécutif de l'IOS, Bruxelles, les 18 et 19 octobre 1938 », IISH, SAI, 529/8. Voir aussi « Acuerdos de la IOS reunida en Bruselas », *El Socialista*, 21 octobre 1938, p. 1.

⁵³² *Ibid.* Voir aussi « L'IOS et la crise politique », *Le Populaire*, 22 octobre 1938, p. 3.

⁵³³ Zyromski, *loc. cit.*

⁵³⁴ « L'IOS et la crise politique », *Le Populaire*, 22 octobre 1938, p.3.

Le 21 octobre se déroule la séance spéciale avec les délégués du PSOE et de l'UGT.⁵³⁶ Sont présents : de Brouckère, Adler, Jouhaux et Schevenels; Huerta pour le PSOE, Rodriguez Vega et Pretel pour l'UGT. Les Espagnols demandent d'entrée de jeu la convocation d'une assemblée conjointe des Exécutifs de l'IOS et de la FSI « *afin de fixer les modalités pratiques d'application des mesures prises en mars par la conférence commune [...]»*⁵³⁷ ». Ils plaident aussi pour :

[...] la convocation d'une conférence groupant toutes les forces ouvrières et démocratiques du monde, sans aucune exception, pour une action en faveur de l'Espagne et pour la défense de la paix et des libertés humaines gravement menacées par la politique de concessions croissantes au fascisme agresseur⁵³⁸.

Or, comme à l'habitude, le projet se voit circonscrit à un cadre exclusivement socialiste. En revanche, les Internationales s'engagent à soumettre aux sections une proposition de congrès de l'IOS et même de congrès extraordinaire réunissant l'IOS et la FSI. Un communiqué de presse reflétant le desideratum du PSOE et de l'UGT est ensuite adopté⁵³⁹.

L'exaspération des médias socialistes espagnols

L'attitude de l'IOS durant les derniers mois a causé un fort ressentiment parmi les socialistes espagnols et cela transparaît dans un éditorial de *El Socialista* intitulé : « *L'Exécutif de l'IOS : se lamenter, implorer et ne pas agir*⁵⁴⁰ ». La rédaction n'a jamais autant hésité avant de publier un éditorial. Elle reconnaît que le sujet est ingrat, mais qu'il s'avère toutefois nécessaire de dénoncer le « pathétisme » de la dernière résolution de l'Internationale qui, clame-t-on, n'apporte rien de neuf sur l'affaire de Munich. De l'avis de l'éditorialiste, l'IOS chante toujours le même refrain – renforcement du fascisme, risques de guerre accrus et affaiblissement démocratique – alors que l'effritement de la sécurité

⁵³⁵ Bureau du POB, 24 octobre 1938, IEV, Bureau du Parti 1937-1938, p. 767-768.

⁵³⁶ « Una delegacion de la UGT defendera hoy en Paris los derechos de Espana, coincidentes con la democracia universal », *El Socialista*, 21 octobre 1938, p.1.

⁵³⁷ « Actuacion de los delegados espanoles en Paris », *El Socialista*, 26 octobre 1938, [S.P.]. Voir aussi « Importante réunion des dirigeants de l'IOS, de la FSI et de l'UGT, Paris, le 25 octobre. Extrait du Bulletin de l'Agence Espagne, No. 343, p.4, 25 octobre 1938 », IISH, SAI, 3402.

⁵³⁸ *Ibid.*

⁵³⁹ Circulaire, 27 octobre 1938, IISH, SAI, 3402.

⁵⁴⁰ « La ejecutiva de la IOS : Lamentarse, implorar y no actuar », *El Socialista*, 21 octobre 1938, p.1.

collective découle en grande partie des agissements des PS, et plus particulièrement de la SFIO, dont le groupe parlementaire a appuyé Daladier lors des tractations de Munich.

Au lieu de prendre des mesures concrètes, poursuit-on, l'IOS préfère tourner autour du pot. Elle « demande » aux partis de « demander » à leur tour aux gouvernements de se positionner clairement, puisqu'il s'agit « apparemment » de « la seule façon de rétablir la moralité dans les relations internationales ». Même chose avec les puissances fascistes, qu'elle « supplie » de ne plus chercher à conquérir le monde; même chose avec Franco, qu'elle « implore » d'imiter Negrin qui vient « d'amputer » l'armée républicaine d'une dizaine de milliers de combattants étrangers.

À en croire l'éditorialiste, l'IOS ne fait que « solliciter » et « implorer » sans ne jamais passer à l'action; « Ce n'est pas ainsi qu'on stoppera l'avancée fasciste », regrette-t-il. Le texte se conclut sur un ton fataliste :

En vérité, l'IOS fait pitié et ne nous surprend guère. Au final, elle ne constitue qu'un grain de plus dans le rosaire des événements qui menèrent, entre autres, à la guerre européenne ainsi qu'aux tragiques événements postérieurs dans nombre de pays⁵⁴¹.

El Socialista renchérit le lendemain : « Les résolutions des Internationales sont inutiles si ces dernières n'obligent personne à les appliquer⁵⁴² », titre la une. *La Vanguardia* de Barcelone, elle, se réfère aux « inoffensifs effluves démagogiques des instances internationales socialistes » et dénonce ces ministres socialistes qui « suivent à la queue leu leu les grands négociants de la paix à tout prix afin de régler notre guerre civile. » Or, la rédaction de *La Vanguardia* tient à ce qu'il soit clair « que l'Espagne n'est pas la Tchécoslovaquie; que les socialistes et syndicalistes espagnols ne sont pas comme les syndicalistes et les socialistes des autres pays⁵⁴³ », que le *Frente popular* est indissociable, que Negrin s'exprime au nom de tous, et enfin, que la seule offre de médiation considérée sera celle qui réattribuera ses droits fondamentaux à la République.

⁵⁴¹ « La verdad es que la IOS nos lastima, pero no nos sorprende. Al fin y al cabo, es una cuenta mas en el rosario de actuaciones que dieron lugar, con otras, a la guerra europea y a todas la desventuras posteriores en multitud de paises » Voir *ibid.*

⁵⁴² « No sirven resoluciones de las Internacionales si no obligan a nadie a ponerlas en practica », *El Socialista*, 22 octobre 1938, p. 1.

⁵⁴³ « Pero Espana no es Checoslovaquia, y los socialistas y sindicalistas espanoles no son los sindicalistas o socialistas de otros pueblos » *Ibid.*

Le journal *Mundo Obrero* rapporte les impressions de Lamonedá : « *face à ces manœuvres, qui ne sont pas nouvelles [...], le mieux est que le peuple prenne conscience qu'elles peuvent revêtir plusieurs formes, et que les partis, à l'exemple du mien, se prononcent sans équivoque*⁵⁴⁴. » Le secrétaire général se réfère ensuite à la confusion engendrée par les Accords de Munich, puis émet le souhait que les Internationales se positionnent clairement et fermement lors d'une éventuelle réunion conjointe.

L'attitude raisonnée de Lamonedá n'atténue cependant en rien l'inquiétude et la grogne au sein du PSOE. Prieto a déclaré à la rencontre de l'Union ibéroaméricaine tenue à Barcelone : « *Lorsque viendra la paix en Espagne, pour la reconstruction, nous devons penser à l'Amérique puisque l'Europe nous a totalement trahie.* »⁵⁴⁵ Sa déclaration est accueillie par un tonnerre d'applaudissements.

Or, deux victoires sur le plan diplomatique redonneront un certain espoir aux socialistes espagnols en ces heures sombres.

Deux victoires républicaines sur le front diplomatique

Une bonne partie de la séance du Conseil général de la FSI des 9 et 10 novembre est consacrée à la suggestion espagnole de grande conférence pour la paix mondiale⁵⁴⁶. Une fois le projet ébauché, on opte pour le soumettre à l'IOS afin :

*[...] d'aboutir sur la base d'un programme d'action concis, à une uniformité de vue dans le domaine de la politique internationale, particulièrement en vue d'une consolidation véritable de la paix mondiale et de l'entente des peuples dans les domaines économiques et politiques, notamment par la tenue d'une conférence mondiale à laquelle tous les États doivent participer*⁵⁴⁷.

La question pourra être traitée en profondeur lors d'une éventuelle séance commune.

⁵⁴⁴ « El sectarismo, enemigo de la unidad », *El Socialista*, 22 octobre 1938, p.1.

⁵⁴⁵ À la même session, Prieto sera nommé président de l'Union ibéroaméricaine. « *Cuando venga la paz, y para reconstruir España, debemos pensar en América, ya que Europa nos ha traicionado totalmente.* » « Prieto habla de los problemas economicos que plantea la guerra », *El Socialista*, 11 octobre 1938, p.1.

⁵⁴⁶ « Propagande anti-guerrière / Campaign for peace », 7 mars 1939, p. 1, IISH, IFTU Papers, Inv nrs 176-186.

Vient ensuite la question de Munich et de l'éventualité qu'un procédé similaire soit appliqué à l'Espagne. Lorsque Rodriguez Vega condamne le manque de vigueur de la FSI, le rapporteur hollandais Evert Kuypers rétorque que ce n'est pas la volonté qui fait défaut, mais bien les ressources⁵⁴⁸. Le vice-secrétaire général de l'UGT obtient néanmoins satisfaction. D'une part, la résolution de la FSI s'opposera à tout projet de médiation en Espagne sans l'accord du peuple espagnol et sans retrait des combattants étrangers côté franquiste⁵⁴⁹ ; d'autre part, l'offre de l'IOS de tenir une séance conjointe consacrée « *aux dangers qui menacent la République espagnole* » est adoptée⁵⁵⁰. La FSI suggère qu'elle ait lieu le 25 novembre à Paris, soit immédiatement après un sommet entre Daladier et Chamberlain dans la capitale française.

Une solution munichoise pour la Méditerranée?

Entretemps, le 16 novembre, l'accord anglo-italien est finalement ratifié⁵⁵¹; s'ensuit l'annonce officielle du sommet entre Daladier et Chamberlain les 23 et 24 novembre. Les républicains sont fort inquiets : *El Socialista* scande « *La République ne se rendra jamais*⁵⁵² ! » alors que *La Vanguardia* de Barcelone craint que rien ne puisse empêcher les « *conspirateurs de Munich* » d'arriver à leur fin⁵⁵³.

Le premier ministre anglais est venu s'assurer en personne que son homologue français restera fidèle aux préceptes de l'apaisement en Méditerranée, qu'il n'y aura donc pas de répétition de la crise tchécoslovaque qui eut pu dégénérer en guerre européenne, n'eût été du Pacte de Munich⁵⁵⁴. Or, Chamberlain n'a pas choisi le moment idoine pour visiter Paris :

⁵⁴⁷ « Extrait du rapport de la FSI sur l'action pour la paix mondiale, pour la session de l'exécutif de l'IOS, Bruxelles, 14-16 janvier », IISH, SAI, 3402.

⁵⁴⁸ Geert Van Goethem, *The Amsterdam International, The World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Burlington, Ashgate, 2006, p. 219.

⁵⁴⁹ « LSI, Bureau and Executive committee meetings », p. 26-27, IISH, Labour Party Archives.

⁵⁵⁰ Adler, 12 novembre 1938, FPI, AH-74-8, 36.

⁵⁵¹ « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 1937 au 31 décembre 1937 », p. 26, IISH, SAI, 3402.

⁵⁵² [S.T.], *El Socialista*, 23 novembre 1938, p. 1.

⁵⁵³ « La Republica no acepta componendas », *El Socialista*, 17 novembre 1938, p. 1.

⁵⁵⁴ Steiner, *op. cit.*, p. 712.

un diplomate allemand vient d'être assassiné⁵⁵⁵ et la CGT entérine une grève nationale afin de protester contre les décrets-lois de Daladier. *La Vanguardia* voit dans ce chevauchement d'événements le reflet de la lutte entre les masses prolétaires et « l'internationale ploutocrate », celle-ci « pactisant désormais avec le fascisme afin de stopper la révolution ». Le journal regrette par ailleurs que seules des considérations d'ordre nationales motivent la CGT à décréter une telle grève, et non la solidarité internationaliste⁵⁵⁶.

Alvarez del Vayo se trouve également sur place. Il fait part de la position de son gouvernement au cours d'un entretien avec les diplomates français et anglais : « seule la question de l'intervention étrangère peut être traitée au niveau international, le reste ne concerne que les Espagnols, dès lors, tout projet de médiation par les signataires du Pacte de Munich sera catégoriquement rejeté⁵⁵⁷ ». En ce qui concerne l'attribution des droits de belligérences à Franco, il leur rappelle qu'Halifax a déclaré devant la Chambre des communes qu'elle est tributaire du retrait des troupes étrangères. Alvarez del Vayo se dit par ailleurs en mesure de prouver que le retrait italien n'est qu'un simulacre.

Au moment où se déroule le sommet entre les diplomaties française et anglaise, plusieurs délégués socialistes se trouvent à Paris en vue de la séance des Internationales. On y retrouve notamment Rodriguez Vega, le secrétaire général de l'UGT, qui séjourne depuis un mois en France et en Angleterre. Alors que nous ne savons rien des entretiens informels entre les socialistes français, Daladier et Bonnet, ce que nous savons en revanche, c'est que suite aux pressions de Rodriguez Vega, le TUC a signifié à Chamberlain qu'il s'opposera catégoriquement à toute médiation dans l'affaire espagnole ou encore à l'attribution des droits de belligérance à Franco⁵⁵⁸.

Ce lobbying pèse-t-il ou non dans la balance? Toujours est-il que les premiers ministres vont abandonner le projet médiateur et s'en tenir à la clause du Pacte de non-intervention

⁵⁵⁵ L'incident servira de justificatif à la Nuit de cristal.

⁵⁵⁶ *El Socialista*, loc. cit.

⁵⁵⁷ « Lo unico que en la llamada cuestion espanola puede ser objeto de examen en el orden internacional es la intervencion extranjera. » Voir « Alvarez del Vayo informo en Paris de la posicion de Espana que no puede ser otra que reclamar el cese de la intervencion extranjera », *El Socialista*, 26 novembre 1938, p.1.

exigeant le départ des troupes étrangères comme prérequis à l'attribution des droits de belligérance aux nationalistes⁵⁵⁹. Il n'y aura donc pas de solution munichoise pour l'Espagne et de reconnaissance de Franco : la République souffle...

Les séances des Internationales du 25 novembre

La séance de l'Exécutif de l'IOS du 25 novembre est consacrée entièrement à l'affaire espagnole. Les textes sont remis le jour même, ce qui ne facilite guère les discussions. Le premier point traite de l'envoi d'une délégation des Internationales auprès des chefs des États démocratiques afin d'effectuer le suivi du sommet de Paris. À ce sujet, Blum et Jouhaux suggèrent d'attendre un peu avant d'intervenir à nouveau, à la suite de quoi, une délégation visiterait Daladier puis, si les résultats sont positifs, Chamberlain et les chefs d'État du Bloc d'Oslo. Malgré les réserves de De Block, qui ne croit pas que Chamberlain recevra la délégation, le projet est accepté. Il sera soumis à la séance conjointe des Internationales un peu plus tard dans la journée.

Le deuxième point à l'ordre du jour a de quoi surprendre puisqu'il concerne une médiation en Espagne. Il y figure à l'instigation de Mertens, qui a d'ailleurs enjoint à Spaak d'entreprendre des démarches diplomatiques en ce sens. La délégation du PSOE est outrée⁵⁶⁰. Buset rapporte qu'ils :

[...] nous ont fait sentir d'une manière nette que l'idée d'une médiation lancée en l'air, alors que leur sol est encombré d'étrangers, Allemands et Italiens, leur laissait une pénible impression, le sentiment d'une espèce de lâchage. [...] la médiation c'est une question dont les républicains ne veulent plus entendre parler. Et d'autre part, Mussolini ne veut plus non plus en entendre parler. Parce que ce n'est pas entre Barcelone et Burgos, c'est entre Barcelone et Rome⁵⁶¹.

De Block rajoute que le retrait des combattants étrangers côté franquiste ne facilitera aucunement une paix négociée puisque les deux camps sont pris dans une étreinte mortelle. La proposition de Mertens n'ira pas plus loin dans les instances internationales.

⁵⁵⁸ « Nuevo ambiente favorable a Espana en el obrerismo internacional », *El Socialista*, 30 novembre 1938, [S.P.].

⁵⁵⁹ [S.T], *El Socialista*, 26 novembre 1936, p. 1.

⁵⁶⁰ Bureau du Parti, 28 novembre 1938, IEV, Bureau du POB, 1937-1938, p. 829, 839.

⁵⁶¹ Conseil Général du 30 novembre 1938, p. 18-19, AMSAB-ISG, 1938-11-30_bwp_AR.pdf

De Block soulève ensuite d'autres propositions litigieuses : l'envoi d'un délégué commercial belge dans la zone franquiste et la reconnaissance de la junte de Burgos. Ces questions déchirent le mouvement belge et le secrétaire du POB désire entendre un autre son de cloche. Vought se dit favorable à l'envoi de délégués commerciaux puisqu'il considère que cela ne joue en rien sur la reconnaissance de Franco ou encore sur l'attribution des droits de belligérances. En revanche De Brouckère s'y oppose formellement : « [...] *pour accorder le droit de belligérance ce doit être un gouvernement de fait. La reconnaissance de jure [ou] l'hypocrisie de facto, avec une représentation commerciale, sont le départ nécessaire pour reconnaître le droit de belligérance*⁵⁶². » Là encore, les débats n'iront pas plus loin.

La séance conjointe du Bureau de l'IOS et de l'Exécutif de la FSI se consacre elle aussi à l'Espagne, puisque le second point à l'ordre du jour, soit l'action pour la paix mondiale, se voit remis à une date ultérieure. La réunion est bénéfique pour le PSOE et l'UGT, qui voient leurs requêtes défendues ardemment par les rapporteurs anglais. La résolution reprend celle qu'avait adoptée le Conseil général de la FSI au début du mois⁵⁶³, s'oppose à la solution munichoise pour l'Espagne et enjoint aux militants à « *s'insurger avec une énergie invincible contre toute tentative d'imposer de l'extérieur une solution de force au peuple espagnol*⁵⁶⁴. » La proposition de l'Exécutif de l'IOS d'envoyer une délégation afin de sensibiliser les chefs de gouvernements aux deux points suivants est elle aussi retenue :

1) *Qu'il n'est pas possible de chercher pour la Guerre d'Espagne une solution sans consulter le peuple espagnol représenté par le gouvernement légitime de la République.*

2) *Que la solution ne peut être trouvée que dans la voie du droit international, jusqu'à présent méprisé, en retirant d'Espagne toutes les troupes étrangères qui l'envahissent [...]»⁵⁶⁵.*

Et finalement, est soulignée la nécessité d'adopter rapidement des moyens efficaces pour assurer l'approvisionnement de la population de la zone républicaine et des deux à trois

⁵⁶² Bureau du Parti, 28 novembre 1938, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 829.

⁵⁶³ « LSI, Bureau and Executive committee meetings », *loc. cit.*

⁵⁶⁴ Souligné dans le texte. « Rapport du Secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 1937 au 31 décembre 1937 », p. 26, IISH, SAI, 3402.

⁵⁶⁵ *Ibid.*

millions de réfugiés provenant de la zone nationaliste⁵⁶⁶. On demande aux sections d'accroître leur implication dans la campagne du FIS et à la SDN de mettre en branle une campagne mondiale d'aide humanitaire pour l'Espagne⁵⁶⁷.

El Socialista jubile!

Il semble que le risque d'un second Pacte de Munich appliqué cette fois à l'Espagne soit passé. C'est ce qui explique peut-être le changement de ton de *El Socialista*, dont la une du 27 novembre titre « *Une action résolue des Internationales ferait tomber les dictatures*⁵⁶⁸ ! » La visite prochaine de Chamberlain à Mussolini, dont l'objectif est « de renouer avec l'esprit de Munich qui a été mis à mal par la rencontre de Paris⁵⁶⁹ », n'atténue en rien l'optimisme renouvelé de la rédaction. Après tout, l'effort de lobbying des Internationales semble porter ses fruits. C'est du moins l'impression que Rodriguez Vega rapporte de sa tournée d'un mois en Angleterre et en France, où il a participé aux séances du NCL, de la CGT et des Internationales. La prise de conscience par l'ensemble du mouvement socialiste des risques de guerre engendrés par les Accords de Munich, tout comme l'opposition de la CGT à Daladier, sont autant de facteurs favorisant nos revendications au sein des Internationales, déclare-t-il.

Il exprime sa satisfaction envers l'opposition marquée du TUC au projet de médiation en Espagne et croit que « *Franco gardera un très mauvais souvenir de notre visite à Londres*⁵⁷⁰ ». Il se réjouit tout autant de la solidarité démontrée par la CGT, des condamnations répétées du Pacte de Munich, tout comme du lobbying des socialistes français et anglais lors du sommet Daladier-Chamberlain.

En ce qui concerne la séance conjointe de l'IOS et de la FSI du 25 novembre, le secrétaire général de l'UGT évoque son refus catégorique de discuter la proposition de médiation de Mertens, tant et aussi longtemps qu'il restera des combattants étrangers du côté franquiste.

⁵⁶⁶ « Una accion decidida de las internacionales acabaria en corto plazo con las dictaduras », *El Socialista*, 27 novembre 1938, p. 1.

⁵⁶⁷ « LSI, Bureau and Executive committee meetings », *loc. cit.*

⁵⁶⁸ « Una accion decidida », *loc. cit.*

⁵⁶⁹ « Nuevo ambiente favorable », *loc. cit.*

Il louange une fois de plus les rapporteurs anglais, qui ont défendu sans relâche les positions espagnoles et contribué à développer l'argumentaire de la délégation des Internationales, qui visitera les chefs d'État sous peu.

La reconnaissance de Burgos bloquée par la tendance internationaliste du mouvement belge

Nous terminerons ce chapitre en Belgique, car des incidents significatifs s'y sont déroulés, incidents qui, tout en révélant d'une part la force des sentiments solidaires pour l'Espagne, nous fournissent d'autre part un exemple concret d'immixtion du socialisme international dans la sphère politique nationale d'un PS au pouvoir.

Le comportement du premier ministre Spaak inquiète fortement les républicains. Un diplomate espagnol signifie d'ailleurs à Buset que son gouvernement n'hésitera pas à user de représailles en cas d'attitude déloyale de sa part⁵⁷¹. La nature de ces représailles n'est cependant pas précisée.

Le 29 novembre, Spaak outrepassa l'autorité du parti en faisant une déclaration ministérielle qui annonce son intention de retirer la Belgique du Comité de non-intervention, d'envoyer un représentant commercial à Burgos et de satisfaire la requête de la CGTB pour des pourparlers de paix en Espagne⁵⁷². S'ensuivent un incident diplomatique ainsi qu'une levée de boucliers au sein du parti.

Le lendemain, au Conseil général, Buset proteste vivement contre le despotisme de Spaak : « [...] à aucun moment ni le groupe socialiste du Sénat, ni celui de la Chambre, ni le Bureau, ni le Conseil Général n'ont été consultés⁵⁷³. » Il réclame d'urgence la tenue d'un Congrès du POB afin de faire le point sur ce grave manquement aux règles du parti. Présent à ce conseil, De Brouckère abonde dans le sens de Buset : Spaak a bien préparé son coup et

⁵⁷⁰ « Franco recordara a estas horas, y con verdadero desagrado, nuestra visita à Londres ». *Ibid.*

⁵⁷¹ Bureau du Parti, 28 novembre 1938, IEV, Bureau du POB, 1937-1938, p. 830,

⁵⁷² Conseil Général, 30 novembre 1938, p. 5, AMSAB-ISG, 1938-11-30_bwp_AR.pdf

⁵⁷³ *Ibid.*, p. 9.

il convient d'y opposer un « *Congrès convoqué dans des conditions égales, aussi bien préparé* », afin de restaurer l'autorité du parti.

Un long débat s'ensuit sur les conséquences possibles d'une chute du gouvernement Spaak, jusqu'à ce que Vandervelde vienne trancher. Précisons que le Patron a quitté son poste de président du parti au début novembre pour protester contre la politique espagnole du premier ministre Spaak⁵⁷⁴, et qu'il s'attend des militants qu'ils ne fassent plus de compromis en matière de solidarité internationaliste :

Et quand nous aurons lâché l'Espagne républicaine, nous aurons perdu l'honneur et avec cela nous perdrons tout le reste. Et ces manœuvres n'auront eu d'autre effet que de nous faire votre parlementairement, et après avoir fait faire cette chose-là, que la classe ouvrière ne nous pardonnerait jamais, nous aurions défailli à notre action pour l'Espagne républicaine et démocratique; et bien, moi, je vous dis : je n'en serai pas⁵⁷⁵ !

L'assemblée vote finalement la tenue d'un Congrès extraordinaire du POB le 5 décembre, auquel Spaak ne pourra se défilier⁵⁷⁶.

Entretemps se produit un sérieux incident diplomatique engendré par le refus de Spaak d'accorder une audience à l'ambassadeur espagnol. Le 1^{er} décembre, le gouvernement républicain rappelle son ambassadeur en se disant outré d'une telle bassesse, plus particulièrement après ce geste de bonne volonté que constitue le retrait des combattants étrangers. Le premier ministre belge envenime les choses en rappelant son attaché commercial à Barcelone⁵⁷⁷.

L'affaire est traitée à la séance du Bureau du POB du 3 décembre. Buset fait la liste des nombreux malentendus entre les gouvernements belge et républicain depuis le commencement de la guerre : « l'hébergement de fascistes à l'ambassade de Madrid, l'affaire de la SABENA, de Borchgrave et ce consul belge à Tanger qui est fasciste... » Vandervelde, lui, exige que les contacts diplomatiques soient restaurés immédiatement –

⁵⁷⁴ « Vandervelde ha dimitido de la presidencia de POB », *El Socialista*, 9 novembre 1938, p. 1.

⁵⁷⁵ Conseil Général, 30 décembre 1938, p. 37, AMSAB-ISG, 1938-11-30_bwp_AR.pdf

⁵⁷⁶ *Ibid.*, p. 7-8.

⁵⁷⁷ « La actitud del gobierno Spaak motiva la llamada a Espana de nuestro embajador en Belgica », *El Socialista*, 2 décembre 1938, p. 1.

De Block est délégué à cette tâche –, puis que le PSOE soit invité au congrès du 5 décembre – Lamonedá et Rafael Henche y assisteront⁵⁷⁸.

Ce congrès constitue un véritable procès contre la politique de Spaak. De Brouckère plaide énergiquement en faveur du maintien de la position solidaire du parti : « le POB s'affaiblira s'il modifie sa position face à la République espagnole ». Il s'oppose à l'envoi d'un représentant commercial à Burgos (la capitale de la zone franquiste) et au retrait de la Belgique du Comité de non-intervention, puisque ces mesures entérineraient la reconnaissance de Franco. Enfin, le président de l'IOS s'oppose avec force à toute médiation tant qu'il restera des étrangers dans le camp franquiste.

Malgré une santé chancelante, Vandervelde effectue un discours tout aussi énergique. Il est à son avis inacceptable d'envoyer un délégué commercial à Burgos alors qu'il n'y en a même plus à Barcelone; de surcroît, ce geste mènera à l'octroi des droits de belligérances au camp nationaliste. Le Patron enjoint les militants à rester solidaire à l'Espagne; à ne pas craindre une crise ministérielle ou même la chute du gouvernement Spaak. S'ensuivent Gailly, Rolin et un dénommé Pouzet, qui abondent tous dans le même sens⁵⁷⁹.

Spaak se défend comme un diable dans l'eau bénite. Il justifie la légitimité de sa déclaration ministérielle du 29 novembre par l'approbation tacite qu'elle a reçue d'Halifax et Chamberlain, puis met en garde le parti contre la folie de faire chuter son cabinet au moment où la droite et les rexistes sont en pleine ascension⁵⁸⁰. Mais les arguments de Spaak ne font pas le poids et une majorité écrasante désapprouve la déclaration ministérielle. La résolution du Conseil général évoque « *l'impossibilité morale absolue d'approuver l'envoi d'un agent belge à Burgos*⁵⁸¹ ».

Bien qu'il soit désavoué par son parti et par les deux tiers du groupe parlementaire socialiste, Spaak parvient à maintenir son gouvernement à flot en s'appuyant sur les

⁵⁷⁸ Henche est le président de la fédération socialiste madrilène. Bureau du Parti, 3 décembre 1938, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 834-835.

⁵⁷⁹ « En pocos días hemos ganados dos batallas de importancia en el frente internacional », *El Socialista*, 7 décembre 1938, p. 1.

⁵⁸⁰ « La crisis belga », *El Socialista*, 6 décembre 1938, p. 1.

députés catholiques, libéraux, rexistes ainsi que sur le tiers des députés socialistes⁵⁸². *El Socialista* y voit la répétition de l'erreur du SPD allemand et de sa politique de conciliation de la réaction « qui emprisonne le parti et le discrédite auprès des masses, ce qui facilite l'avènement du fascisme⁵⁸³. »

En un mot, il s'en est fallu de peu qu'un autre premier ministre socialiste cause un tort irréparable à l'image du mouvement. En effet, au stigmatisme de la non-intervention se serait rajouté celui de la reconnaissance de la junte de Burgos et d'une médiation qui eut fort probablement joué le jeu du camp nationaliste.

Le soleil brille en Flandre...

À son retour à Barcelone, Lamonedá déclare à *El Socialista* qu'il revient enchanté de son séjour dans la capitale belge, d'autant plus qu'il s'agit du lieu où siège l'IOS. L'effluve de solidarité a été considérable et le secrétaire général rapporte avoir été ému par la force de volonté d'un Vandervelde vieillissant. Il demande à ce que la République lui témoigne sa reconnaissance.

Lamoneda dresse un bilan positif des événements : « *En quelques jours, nous avons remporté deux batailles d'importance sur le front international* ». D'une part, Daladier et Chamberlain n'ont pu se prononcer sur une paix négociée en Espagne, d'autre part, Spaak a été stoppé net en Belgique⁵⁸⁴. Le secrétaire général du parti félicite ses collègues du PSOE et de l'UGT pour leur labeur incessant au sein des instances internationales, labeur consistant « à préciser la nature de notre lutte ainsi qu'à marquer notre détermination de lutter jusqu'à la victoire finale ». De son côté, la rédaction du journal souligne combien les événements à l'étranger ont une incidence sur le conflit en Espagne; que le rejet de la politique de Spaak par le POB, l'opposition de la CGT à Daladier et celle des militants anglais envers Chamberlain, sont tous porteurs d'espoir⁵⁸⁵.

⁵⁸¹ 372 450 contre, 127 598 pour et 7 820 abstentions. *Ibid.*

⁵⁸² « Spaak obtiene la confianza de los catolicos y los fascistas de Degrelle », *El Socialista*, 8 décembre 1938, p. 1.

⁵⁸³ « El presidente belga no dimite », 11 décembre 1938, p. 1.

⁵⁸⁴ « En pocos días », *loc. cit.*

⁵⁸⁵ « Dos campos que se deslidan », *El Socialista*, 8 décembre 1938, p. 1.

Un second éditorial intitulé « *Le soleil est sorti en Flandre* » encense Vandervelde et de Brouckère pour avoir « *démontré une fois de plus leur amour de la justice ainsi que leur compassion pour le peuple espagnol victime de tant d'injustices [...]*⁵⁸⁶. » On y apprend qu'un télégramme de gratitude leur sera envoyé.

... puis se couche à Bruxelles

Le télégramme du PSOE est lu par De Block à l'ouverture de la séance du Bureau du POB du 12 décembre : « *L'exécutif du Parti socialiste espagnol vous adresse ses salutations et sa gratitude pour la décision prise par votre Congrès pour la défense de la cause de la démocratie espagnole*⁵⁸⁷. » Le secrétaire passe ensuite au bilan d'un entretien avec un interlocuteur anonyme – un diplomate républicain –, qui, peu avant le congrès du parti du 5 décembre, lui a expliqué les motivations ayant mené Spaak à faire la déclaration ministérielle du 29 novembre :

*[...] d'un côté, il se trouvait devant une majorité l'obligeant à aller à Burgos, qu'il ne pourrait faire cela sans donner une satisfaction morale à la République et qu'il pourrait peut-être donner cette satisfaction à nos amis en quittant le comité de non-intervention. J'ai ajouté que si la République avait changé d'avis sur cette affaire, que j'avais la certitude que Spaak resterait au comité de non-intervention.*⁵⁸⁸

De Block explique qu'ils ont considéré les options se présentant à eux dans l'éventualité où le congrès du POB opterait pour appuyer Spaak, or « *La question ne se pose plus, vu la décision prise par le congrès* » tranche De Block. Les membres du Bureau enchaînent sur une réunion secrète qui se tiendra sous peu, probablement à Lyon, entre Alvarez del Vayo et des ministres socialistes belges, dont l'objectif est le rétablissement des liens diplomatiques.

Plus tard dans la séance, Spaak explique que Vandervelde l'a mis à nouveau dans « une situation impossible » en réitérant publiquement son intransigeance dans la question de

⁵⁸⁶ « *afecto al pueblo español víctima de tantas injusticias* » Voir « En Flandes ha salido el sol », *El Socialista*, 7 décembre 1938, p. 1.

⁵⁸⁷ Bureau du Parti, 12 décembre 1938, IEV, Bureau du POB, 1937-1938, p. 886.

⁵⁸⁸ *Ibid.*, p. 896.

Burgos. C'est que le premier ministre est pris entre l'écorce et l'arbre; d'une part, une majorité de ministres au gouvernement désire l'envoi d'un représentant à Burgos, d'autre part, le POB s'y oppose formellement. Personnellement, Spaak croit la reconnaissance de Franco inévitable; que même si son gouvernement tombe à ce sujet, son successeur – probablement un catholique – reconnaîtra immédiatement le caudillo⁵⁸⁹.

Spaak va passer le reste du mois à user de sa grande démagogie afin d'imposer ses vues au mouvement. Or, cette lutte de nerfs a raison de la santé chancelante du Patron qui décède le 27 décembre. Après Otto Bauer et Jean Longuet, disparus respectivement en juillet et en septembre, un autre grand défenseur de la République s'éteint⁵⁹⁰.

En dépit de l'opposition farouche de de Brouckère et d'une bonne part du POB, Spaak parvient à arracher une motion de confiance au congrès du 15 janvier 1939, en raison de l'appui de la CGTB. C'est donc la question de la participation gouvernementale qui s'impose sur la solidarité avec l'Espagne⁵⁹¹. Le lendemain, les négociations avec Burgos sont officialisées et un représentant commercial est désigné⁵⁹².

Pour terminer ce chapitre, rappelons la déclaration de Vandervelde du 30 novembre 1938 : « *Et quand nous aurons lâché l'Espagne républicaine [...] nous aurions défailli à notre action pour l'Espagne républicaine et démocratique; et bien, moi, je vous dis : je n'en serai pas*⁵⁹³ ! » Le Patron a respecté sa parole et il n'a pas à se retourner dans sa tombe – du moins pas trop. D'une part, la reconnaissance de jure de Franco, qui survient le 21 mars, est l'œuvre du premier ministre catholique Hubert Pierlot qui succède à Spaak, puisque le gouvernement de celui-ci est tombé – assez ironiquement d'ailleurs – en raison d'un différend sur la question linguistique⁵⁹⁴. D'autre part, le mouvement socialiste belge ne

⁵⁸⁹ *Ibid.*, p. 885-886.

⁵⁹⁰ « Vandervelde est mort », *Le Populaire*, 28 décembre 1938, p. 1, 4.

⁵⁹¹ Rayet, *loc. cit.*, p. 163.

⁵⁹² Gotovitch, *loc. cit.* p. 36.

⁵⁹³ *Ibid.*, p. 17.

⁵⁹⁴ Les socialistes ne participent pas à ce gouvernement puisque le Conseil général s'est prononcé contre la stratégie d'occupation du pouvoir de l'ex-premier ministre Spaak : « *Le Conseil général du Parti ouvrier belge constate qu'il existe au Parlement la possibilité de constituer une majorité catholique-libérale. Il constate qu'il n'y a pas lieu pour le Parti ouvrier belge, dans l'état actuel des choses, de prendre une initiative politique quelconque et décide qu'aucun gouvernement n'aura l'appui du groupe parlementaire socialiste sans l'approbation formelle du Congrès du Parti ouvrier belge.* » Voir « La politique belge », *Le Populaire*, 4 avril 1939, p. 3.

baisse pas les bras : les collectes humanitaires, l'aide aux réfugiés ainsi que les appels pour faire tomber la non-intervention et pour l'envoi d'armes atteignent un sommet dans le dernier trimestre de la guerre⁵⁹⁵.

Plus inquiétante est cette déclaration faite par Vandervelde lors de la clôture de l'ultime conférence de l'IOS en 1933 :

*On a dit à un moment donné que dans le Bureau de l'internationale, il y avait une majorité d'anciens ministres, on dira peut-être demain que dans la 2e Internationale, il y a une majorité de proscrits*⁵⁹⁶.

Elle s'avérera prophétique.

⁵⁹⁵ Conseil Général, 30 décembre 1938, p. 37, AMSAB-ISG, 1938-11-30_bwp_AR.pdf

⁵⁹⁶ « Compte rendu : Conférence internationale de l'IOS, Paris, Maison de la Mutualité, 21-25 août 1933 », p. 209, IISH, SAI, 931.

Conclusion : 1938 – *Munich et l'agonie de la République espagnole*

Lors de la signature des accords de Munich à la fin septembre, l'apogée de l'apaisement est atteint. Les discussions entre Mussolini et Chamberlain concernant un règlement similaire de la question méditerranéenne seront toutefois plus inquiétantes encore pour les Espagnols.

Il ne reste désormais qu'un seul canal diplomatique réceptif aux requêtes républicaines : le socialisme international, et encore, les Espagnols doivent lutter pour le maintenir, il en va de leur survie. Ils reçoivent à cet escient l'aide de leurs collègues anglais et de ce qui reste du clan internationaliste au sein du mouvement.

Amer du silence des Internationales avant, pendant et après Munich, le PSOE obtient tout de même qu'elles condamnent le Pacte tout en s'opposant formellement à sa répétition en Espagne. Lorsque les diplomaties française et anglaise sont réunies à Paris pour traiter de la question méditerranéenne, des délégations socialistes les avisent que toute tentative de règlement de la question espagnole « à la Munich » se butera à une opposition féroce. Le projet est abandonné et les républicains se réjouissent de cette victoire diplomatique.

Pendant ce temps, en Belgique, le premier ministre Spaak s'acharne à imposer au POB l'envoi d'un représentant commercial à Burgos. Mais la faction internationaliste, se voyant appuyée par le président de l'IOS, ne l'entend pas de la même façon. Qui plus est, il s'agit du combat final pour Vandervelde, qui le remporte haut la main. Les Espagnols se réjouissent de cette seconde victoire diplomatique, bien qu'ils n'aient réussi à « couper la retraite » qu'à la composante belge du Bloc d'Oslo.

Le Patron n'étant plus, Spaak envoie finalement un attaché commercial à Burgos au début 1939, sans toutefois obtenir la reconnaissance officielle de Franco en raison de l'opposition acharnée de la faction internationaliste du POB. Après que Blum ait entaché l'aura du mouvement socialiste par la ratification de la non-intervention, il ne s'en est fallu de peu qu'un second premier ministre socialiste ne l'entache par la reconnaissance cette fois de Franco.

En résumé, ce chapitre aura relativisé la paralysie de l'IOS et de la FSI au plus fort de l'apaisement et se sera terminé sur un exemple concret d'influence de la sphère internationale du socialisme sur le domaine national, soit l'intervention du président de l'IOS au sein du mouvement belge afin de mettre en échec la reconnaissance de Franco.

Sixième chapitre : 1939-1940 – L'Espagne comme cimetière de l'IOS

Tout le conflit [...] qui, j'en suis sûr, dominera les années qui viennent dans l'histoire du monde est dans la contradiction entre ces deux idées : souveraineté nationale ou organisation internationale⁵⁹⁷.

Léon Blum en 1925.

[...] si nous n'agissons pas dans l'IOS avec plus de force et plus d'énergie, il se réalisera une chose, dont Buset a parlé venant d'Espagne, que l'Espagne sera le tombeau de la II^e Internationale⁵⁹⁸.

Émile Vandervelde en février 1937.

Introduction

Contrairement aux chapitres précédents, ce dernier chapitre ne met pas en relief le développement d'une politique espagnole fondée sur la complémentarité des sphères internationale et nationale du socialisme. Il se consacre plutôt au conflit relatif à la pertinence de maintenir l'IOS en vie au moment où l'Europe s'apprête à plonger dans une nouvelle guerre. Il nous permet de surcroît de souligner les efforts espagnols pour la survie de l'idéal internationaliste.

D'entrée de jeu, nous resituerons la question de l'Espagne dans le contexte de la chute de l'ordre de Versailles. Puis nous nous intéresserons à la mise à mort de la République, qui augure celle de l'IOS. Il est à noter que nous laisserons progressivement la FSI, puisqu'il n'y a, en 1939, qu'une séance conjointe, afin de nous concentrer sur le déclin de l'Internationale politique et les efforts du PSOE pour la réanimer.

⁵⁹⁷ Portelli, *L'Internationale socialiste*, p. 31.

À la séance de l'Exécutif de l'IOS à la mi-janvier, les délégués traitent finalement des thèses sur la lutte pour la démocratie. Présenté à la même séance, le rapport pour l'année 1938 nous intéresse, car il relie la question espagnole au déclin du droit international. Or, son ton marxiste orthodoxe – les ploutocraties préfèrent le fascisme à la révolution – ne plaît pas à tous les membres de l'Exécutif, plus particulièrement aux travaillistes qui s'appêtent à abandonner à nouveau les préceptes de la sécurité collective au profit de la « marche à la guerre ».

En ce qui a trait à l'Espagne, contre toute attente, ce n'est pas la Belgique qui reconnaît Franco la première, mais plutôt l'Angleterre et la France. Le renversement de la junte madrilène par le général républicain Segismundo Casado s'ensuit et la guerre se termine un mois plus tard. La question espagnole étant liquidée, Hitler s'empare du reste de la Tchécoslovaquie, donnant ainsi le coup de grâce à l'apaisement. C'est alors qu'au lieu de profiter du changement de conjoncture, le LP va retourner à sa politique autonomiste et rejoindre les oslosocialistes afin de bâillonner l'IOS.

Alors que la FSI clame publiquement qu'elle ne reconnaîtra jamais les conquêtes de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie, l'IOS, elle, ne parvient qu'à exprimer sa solidarité dans son manifeste du premier Mai. Deux semaines plus tard, le PSOE présente à l'Exécutif un émouvant rapport qui, tout en soulignant les limites de l'action politique de l'Internationale, se garde de rancunes. Cette même séance voit le lancement de l'offensive « néoréformiste » : Albarda remplace de Brouckère à la présidence et le LP conteste la présence des « exilés ».

Si l'Espagne a fait rejaillir les divisions au sein de l'IOS et les a considérablement aggravées, la Tchécoslovaquie, elle, a remis en question l'utilité même de celle-ci. Voilà pourquoi le point de rupture est atteint au printemps 1939 : c'est la guerre de nerfs entre Adler et la coalition oslosocialistes-travaillistes. La seconde partie du chapitre est donc

⁵⁹⁸ Séance du Bureau de la Commission Syndicale et du Bureau du Parti, 9 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 102.

consacrée à l'opposition à ces néoréformistes, qui cherchent à transformer l'IOS en entité purement administrative.

Les manoeuvres du LP et des osocialistes ont irrité Adler, qui rédige un mémoire, auquel répondront d'autres mémoires et contremémoires. Or la guerre mondiale vient interrompre ce débat. Constatant que l'IOS n'a plus aucune influence politique, Adler se résigne à ne conserver qu'une fonction administrative.

Le PSOE, lui, a la certitude que Franco ne survivra pas à une victoire alliée. À l'Exécutif de l'IOS de février 1940 – le dernier –, son secrétaire général plaide pour la nécessité de doter l'Internationale d'une politique guerrière qui l'assurera d'une place dans la reconstruction de l'Europe. Cependant, à l'inverse de la FSI qui participe activement à l'effort de guerre, l'IOS n'est pas en mesure de justifier son existence et se voit réduite à un secrétariat administratif sans aucun pouvoir. Les manoeuvres de réanimation de Lamonedá et Cordero seront vaines et l'IOS aura vécu.

La décadence du droit international

Au début janvier, le Bureau de la FSI termine la rédaction de son programme de paix puis le soumet à l'IOS qui en prend connaissance sans en délibérer. Il n'y a pas de réunion conjointe à la mi-janvier puisque l'IOS doit consacrer la majeure partie de sa séance aux mémoires portant sur la lutte pour la démocratie – matière à un éventuel congrès de l'Internationale. Adler précise que le bon côté du report est que les sections ont pu cette fois se préparer, contrairement à l'ensemble des séances depuis le déclenchement de la guerre en Espagne⁵⁹⁹. Dans cette même séance, l'Exécutif se penche sur un autre document qui nous intéresse davantage : le rapport du secrétariat de l'IOS pour l'année 1938. Celui-ci commente l'effritement de l'ordre de Versailles dans les termes suivants :

L'année 1938 a vu la décadence complète du système de droit international qui avait réglé, depuis la fin du XVIIe siècle, les rapports entre les États européens [...]. Des traités et des pactes sont violés impunément, les engagements des États ne comptent plus, des pirates peuvent sans inquiétude s'attaquer dans les eaux britanniques et aux yeux de la flotte anglaise à des navires marchands. Des guerres sont menées sans déclaration de guerre et même sans rupture des relations diplomatiques⁶⁰⁰.

Le point du rapport intitulé « La décadence du droit international » inscrit le conflit espagnol dans le mouvement de recul des démocraties qui débute en 1931 avec l'invasion de la Mandchourie, se poursuit lors de l'agression italienne en Abyssinie puis se confirme au fil de l'expansion allemande – Rhénanie, Dantzig, Autriche et Tchécoslovaquie. Le document précise que la particularité du cas espagnol est « *une combinaison de violence brutale d'une part, et d'autre part d'une diplomatie qui empêche la victime de s'opposer à la violence qui lui était faite⁶⁰¹.* » C'est d'ailleurs la crainte des petites puissances de connaître un sort similaire qui les poussent vers le neutralisme.

Le secrétariat de l'IOS attribue dorénavant l'entière responsabilité de la non-intervention à l'Angleterre. Le point intitulé « Modifications des rapports de force dans le monde » stipule que :

⁵⁹⁹ « Projet : Rapport du secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1er janvier au 31 décembre 1938 » IISH, SAI, 3403. Voir aussi « Meeting of the Executive of the LSI », *Les Informations Internationales*, 18 janvier 1939, p.30-31. IISH, SAI, 4/21/3.

⁶⁰⁰ « Projet : Rapport du secrétariat de l'IOS », *loc cit.*, p. 44.

⁶⁰¹ *Ibid.*

La décadence de la Grande-Bretagne se poursuit en août 1936 lorsque le gouvernement britannique suggéra au gouvernement français cette idée de la politique de non-intervention, qui aboutit au blocus d'armes contre l'Espagne républicaine, et plus tard à donner pratiquement la main libre à l'Allemagne et à l'Italie dans l'intervention en Espagne⁶⁰².

Alors que l'Angleterre persiste à croire que la non-intervention reste le seul moyen d'éviter l'escalade, poursuit-on, il a été démontré que les puissances fascistes battent en retraite face au bloc « résolu » des démocraties; que leurs reculs font pâlir leur étoile et favorisent leur effondrement. En revanche, en rejetant la sécurité collective, l'Angleterre et la France contribuent plutôt à renforcer ces régimes. Le rapport évoque la lutte des classes pour expliquer les motifs profonds de cet apaisement suicidaire des puissances démocratiques :

Mais la ploutocratie des états occidentaux craint les répercussions, en quelque point de la terre que ce soit, de la décadence du fascisme sur sa propre domination; elle craint que l'ébranlement ou la chute du fascisme soit suivi d'une révolution sociale dans les pays fascistes, dont les répercussions sociales se feraient sentir dans le monde entier; elle craint donc que la modification dans les rapports de forces mondiaux résultant de la défaite d'une grande puissance fasciste n'entraîne une modification dans les rapports de force sociaux. Cette crainte détermine en dernier lieu la politique étrangère des classes dirigeantes d'Angleterre et de France⁶⁰³.

La question espagnole, elle, se voit brièvement traitée à l'Exécutif. Le texte de résolution de Zyromski est adoptée sans coup férir bien qu'il enjoigne les États démocratiques à approvisionner en armes « régulièrement, massivement, immédiatement » l'Armée républicaine, et qu'il se termine sur ce slogan : « *Tout, absolument tout pour la République espagnole* ⁶⁰⁴ ! » La nécessité d'une action humanitaire de grande envergure organisée par la SDN est elle aussi soulignée.

L'agonie de la République espagnole

À la fin janvier, les zones républicaines du centre et du sud-est résistent toujours, tandis que les troupes franquistes sont en vue de Barcelone. Blum et Zyromski enjoignent sans relâche à Daladier d'ouvrir la frontière afin d'éviter la catastrophe en Catalogne. Pendant ce temps,

⁶⁰² *Ibid.*, p. 35.

⁶⁰³ *Ibid.*, p. 36.

en Belgique et en Angleterre, les pressions politiques et les collectes humanitaires des socialistes sont intensifiées.

Inquiets de la chute imminente de Barcelone, le 24 janvier, les secrétaires et présidents des Internationales s'entretiennent à Londres avec des délégations françaises et anglaises. Ils adoptent une déclaration qui souligne les graves répercussions de la conquête de la Catalogne sur la paix européenne. La réouverture de la frontière est exigée; le bombardement des villes ouvertes ainsi que le mitraillage des colonnes de réfugiés, dénoncés. Face à la possibilité que Franco puisse recourir aux gaz de combat, on demande aux gouvernements français et anglais de lui signifier, le cas échéant, que ce crime serait intolérable⁶⁰⁵.

Le lendemain, le gouvernement républicain évacue Barcelone et s'installe à Figueras. Nenni et Deutsch accourent à la frontière afin d'organiser l'exode. Cordero, qui les rejoint quelques jours plus tard, écrit de Perpignan une missive désespérée enjoignant aux Internationales de faire tout leur possible « [en] *cette heure si douloureuse pour l'Espagne*⁶⁰⁶ ».

Lorsque tombe la dernière ligne défensive le 4 février, plutôt que de traverser en France avec le reste du gouvernement, Negrin et l'Exécutif du PSOE se rendent à Madrid afin de poursuivre la résistance. Or, le 27 février, la France et l'Angleterre reconnaissent la junte de Burgos, ce qui entraîne la démission du président Azana. Quelques jours plus tard, le colonel Segismondo Casado, appuyé par Prieto renverse Negrin puis tente en vain de négocier la reddition avec Franco⁶⁰⁷.

Pendant ce temps, au nord des Pyrénées, Hitler a conquis le reste de la Tchécoslovaquie, discréditant du coup la politique d'apaisement auprès de l'opinion anglaise. Or, ce ne sont pas les travaillistes qui vont récolter les fruits de ce revirement de l'opinion, mais plutôt

⁶⁰⁴ « Meeting of the Executive of the LSI », *loc. cit.* Voir aussi « Résolution sur l'Espagne par Jean Zyromski », 14-16 janvier 1939, IISH, SAI, 3403.

⁶⁰⁵ « For a Threatened Spain », *International Information*, p. 46, 25 janvier 1939, IISH, SAI, 4/21/3.

Voir aussi « LSI, Bureau and Executive committee meetings », p. 26-30, IISH, Labour Party Archives.

⁶⁰⁶ « L'action d'entraide à la frontière espagnole », 31 janvier 1939, IISH, SAI, 3403.

Winston Churchill, qui les a devancés dans la lutte contre l'apaisement. Fut-il resté solidaire aux préceptes des Internationales, il y a fort à parier que le LP aurait formé un gouvernement majoritaire⁶⁰⁸. Ironie du sort, la nouvelle ligne de conduite du parti, celle de la marche à la guerre, enlève toute utilité à l'IOS. Dès lors, les travaillistes vont se liguier avec les oslosocialistes et tâcher de neutraliser l'Internationale.

Évoquant « *la nouvelle et dangereuse tension de la situation internationale* », le président et le secrétaire de l'IOS convoquent le Bureau le 26 mars⁶⁰⁹. Nous en savons peu sur cette séance hormis qu'il y est décidé que l'Internationale n'émettra aucune résolution, plus particulièrement en ce qui concerne les affaires espagnole et tchécoslovaque; qu'elle pourra s'exprimer en revanche dans le cadre du manifeste du 1er mai⁶¹⁰. Bref, l'IOS est désormais bâillonnée par la tendance néoréformiste composée des PS scandinave, anglais et hollandais.

Les 29 et 30 mars, au moment même où tombent les derniers bastions d'Alicante et de Valence, l'Exécutif de la FSI discute à Londres de son programme de paix⁶¹¹. Un appel est lancé, d'une part, à la formation d'un « front de paix » entre la France, l'Angleterre, l'URSS et la Pologne afin de s'opposer à l'expansionnisme fasciste⁶¹². D'autre part, l'Internationale syndicale précise qu'elle ne reconnaîtra jamais les conquêtes de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie :

*The workers of the world will never acknowledge the suppression by force of the right to existence of the Czechoslovakian and Spanish peoples. For the International Trade Union movement, the idea of a free Czechoslovakia and a free Spain will remain essential factors in the life of the world, and their social and cultural achievements will always constitute important elements in problems of European reconstruction*⁶¹³.

⁶⁰⁷ Nenni, *op. cit.*, p. 132.

⁶⁰⁸ Sturmthal, *op. cit.*, p. 330.

⁶⁰⁹ Adler, 17 mars 1939, IISH, SAI, 24/5/8.

⁶¹⁰ Circulaire, 8 avril 1939, IISH, SAI, 3404.

⁶¹¹ « Program of action for the consolidation of peace and real international understanding », IISH, IFTU Papers, inv nrs 176-186.

⁶¹² « Declaration of the IFTU Executive, meeting in London on the 29th and 30th March, 1939 », IISH, SAI, IISH, IFTU Papers, inv nrs 176-186.

⁶¹³ « Documents and Discussions; Supplement for record purposes to 'International Information' » 07 avril 1939, IISH, SAI, 22/2.

La FSI a la certitude que ces nations rejailliront sous l'impulsion des idéaux de liberté et de démocratie. Or, pour l'instant, Franco proclame la fin de la guerre en Espagne le 1er avril.

En ce qui concerne l'IOS, celle-ci n'a pas été en mesure de signer l'appel de la FSI. Elle parvient en revanche à dédier à titre posthume son manifeste du 1er mai à la République :

Les fascistes craignaient que la République deviendrait un bastion de la liberté de l'Europe. Les ploutocrates craignaient que la République victorieuse deviendrait un bastion du progrès social dans le monde. [...] C'est ainsi que la terre espagnole, rouge de sang, devint le champ de la plus formidable bataille de classe de notre époque⁶¹⁴.

Durant près de 33 mois, poursuit le manifeste, le peuple espagnol a résisté à des armées modernes aux forces dix fois supérieures tout en subissant un blocus international. De l'avis des auteurs du manifeste, un tel exemple de courage passera à la postérité :

Aucune page de l'histoire de l'humanité n'offre un exemple aussi héroïque de la volonté de liberté d'un peuple. Le souvenir de la bravoure des combattants espagnols de la liberté survivra à tous les temps, de même que n'ont point pâli depuis vingt-cinq siècles les lauriers des héros des Thermopyles.⁶¹⁵

Le manifeste du 1er mai se conclut sur ces paroles d'espoir : « *La victoire du fascisme étranger sur la liberté de l'Espagne sera de courte durée. La République espagnole est vaincue. Elle n'est pas morte. Vive la République espagnole⁶¹⁶ !* »

Le rapport du PSOE présenté à l'Exécutif de l'IOS des 14 et 15 mai

De son exil parisien, Cordero avise Adler qu'il n'a pu obtenir de visa pour assister à l'Exécutif de l'IOS les 14 et 15 mai à Bruxelles. Il enjoint cependant au secrétaire de briser le silence entourant les exécutions de masse en Espagne puisque les exilés républicains sont soumis à la censure en France :

Un silence de mort enveloppe le pays, mais les détentions, les assassinats et les fusillades sont des événements quotidiens. Le Gouverneur et le Maire de Madrid sont fusillés ainsi que des citoyens très estimés membres de notre parti. Le monde préoccupé par d'autres soucis demeure indifférent en face de cette immense tragédie.

⁶¹⁴ Souligné dans le texte. « Pour le Premier mai 1939 : Aux travailleurs de tous les pays! », 07 avril 1939, IISH, SAI, 3404.

⁶¹⁵ *Ibid.*

⁶¹⁶ Souligné dans le texte. IISH, *Ibid.*

Je vous prie de lancer un appel à la conscience humaine en protestation contre cette monstrueuse répression. Dans les camps de concentration, des milliers de citoyens honorables attendent la mort. Nous sommes nous-mêmes condamnés au silence, nous ne pouvons ni parler ni écrire – nous ne pouvons même pas protester. Cela augmente notre immense douleur⁶¹⁷.

Alors que rien ne nous indique si Lamonedá et González Peña assistent à l'Exécutif, nous savons en revanche que leur rapport portant sur le dénouement de la guerre est lu. Étonnamment, celui-ci ne contient ni amertume ni rancœur envers l'IOS, mais une seule requête : aider le PSOE à établir son siège en France. D'entrée de jeu, le rapport met en relief le dévouement de la section espagnole au socialisme international :

Les visites que vos représentants ont faites en Espagne [...] et l'intervention directe que les camarades Cordero et Azorin, entre autres, ont eue dans les réunions de l'Internationale, vous ont permis de connaître dans le détail quelles ont été l'attitude et la conduite du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol [...] à travers un demi-siècle de luttes, où a brillé constamment un ample esprit de solidarité prolétarienne internationale⁶¹⁸.

Ensuite, le document relate les derniers jours du gouvernement républicain à Figueras : la dernière ligne défensive qui tomba en raison de la vague de panique engendrée par les exactions rebelles et le sentiment d'avoir été abandonné par la France et l'Angleterre; la Commission exécutive du PSOE qui, après avoir évacué les militants, se rendit à Madrid afin de poursuivre le combat avec Negrín; le coup d'État du général Casado dans lequel se compromirent des socialistes tels que Besteiro et Prieto. D'ailleurs, à propos de ce putsch, Lamonedá et González Peña insistent ce que « *la Commission exécutive et le Comité national du Parti n'ont aucune participation ni responsabilité* » et que « *Malgré notre disconformité avec ce qui s'est passé, notre attitude et celle du Gouvernement Negrín, par rapport aux nouvelles autorités de la Zone républicaine, fut de continuer à leur prêter toute notre aide⁶¹⁹.* »

Une fois Madrid tombée, les navires envoyés en grand nombre à Alicante par Negrín ne suffirent pas à embarquer tous les réfugiés. Ainsi, « *des milliers de personnes sont restés, n'ayant que la mer devant et les mitrailleuses de l'ennemi au dos.* »

⁶¹⁷ « Télégramme de Cordero à Adler », 14 mai 1939, IISH, SAI, 3404.

⁶¹⁸ « Rapport du PSOE, Pour la session de l'exécutif de l'IOS, 14 et 15 mai 1939 », IISH, SAI, 3404. Voir aussi « Informe al Bureau de la IOS », mai 1939, FPI, AH-74-9, 11-14.

⁶¹⁹ *Ibid.*

Le secrétaire et le président du parti ne cachent pas la douleur que leur a causée l'absence d'initiative de la part de la France et de l'Angleterre pour sauver les réfugiés. Pour la suite, il vaut mieux laisser à nouveau la parole à Lamoneda et Gonzalez Pena :

Telle a été la fin de l'épopée héroïque du peuple espagnol pour défendre les institutions républicaines, l'indépendance de l'Espagne et les principes de notre Internationale. [...] Nous sommes sûrs que nous avons accompli notre devoir et que nous avons rendu un bon service à la cause du prolétariat international. Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir de nous, nous attendons avec sérénité le jugement de l'Histoire. La France a aussi dans la sienne la Commune de Paris; l'Autriche l'épisode héroïque de la défense de ses institutions républicaines. Notre lutte, – nous le disons avec orgueil, mais sans vanité – se trouve à la tête des gestes accomplis par le prolétariat international⁶²⁰.

Les espoirs sont grands de reconquérir l'Espagne et pour se faire il conviendrait d'installer le siège du PS espagnol en France avec l'aide de l'IOS. Les chefs du PSOE se remémorent ensuite l'exode de Paul Lafargue en Espagne à la suite de l'écrasement de la Commune de Paris en 1871 ainsi que sa contribution à la fondation du PSOE. Or, dans l'éventualité où l'exil en France s'avérerait irréalisable, ils s'engagent à propager les idéaux internationalistes sur le continent américain :

[...] quel que soit l'endroit où nous nous trouvions, vous pouvez compter sur des affiliés fidèles aux principes de notre Internationale. Nos idées sont peu répandues en Amérique. Les camarades qui réussissent à trouver un asile là-bas seront de bons propagandistes de notre internationale.

Sans chercher à nier les lacunes de la solidarité internationaliste, le secrétaire et le président du PSOE ne gardent pas de rancune et font serment de fidélité envers l'Internationale :

Nous ne voulons pas finir ce bref rapport sans y ajouter quelques mots de gratitude pour l'effort que vous avez accompli pour nous aider dans notre lutte. Si le résultat, surtout dans l'ordre politique, n'a pas satisfait nos ambitions, nous sommes sûrs de votre bonne volonté. Nous voulons remercier, par votre entremise, tous les partis de l'internationale pour tout ce qu'ils ont fait en notre faveur. Et puisque la lutte pour le triomphe de nos idéaux continue, nous vous promettons de ne pas abandonner notre poste jusqu'à la victoire finale⁶²¹.

⁶²⁰ *Ibid.*

⁶²¹ *Ibid.*

Après avoir tenu en respect une armée insurgée soutenue par trois pays fascistes pendant plus de deux ans; après avoir subi un embargo de la part des démocraties, Lamóneda et González Peña ont certes raison de clamer que le PSOE constitue un exemple pour le prolétariat international. Qui plus est, il se proclame toujours fidèle à l'IOS alors que l'existence même de celle-ci est menacée par les sections qui luttent pour l'autonomie de leurs politiques nationales⁶²².

La lutte des Autrichiens et des Espagnols pour la survie de l'idéal internationaliste

Au printemps 1939, les délégués du SDAP et du LP, après avoir condamné le neutralisme scandinave tout au long de 1938, décident à leur tour d'en finir avec l'IOS. Tandis que le danger de guerre et la participation gouvernementale ont poussé Albarda et son parti au repli national, c'est la paralysie de l'IOS durant la crise tchécoslovaque qui a convaincu les travaillistes de son inutilité, au moment où ils entament leur marche à la guerre. N'oublions pas que nombre de membres de l'Exécutif de l'IOS, dont Adler, Nenni ou encore Cordero et Azorin, proviennent de pays avec lesquels l'Angleterre risque de se retrouver prochainement en guerre. Voilà ce qui explique les rapprochements entérinés par Gillies avec les oslosocialistes à partir de février⁶²³. L'objectif de cette alliance néoréformiste est la prise de contrôle de l'IOS par les sections « vivantes » de l'IOS. Adler, qui se retrouve au centre de leurs attaques, n'entend pas livrer l'Internationale si facilement.

À l'Exécutif de la mi-mai, Gillies et Dalton ne font plus de compromis et exigent la diminution drastique de la représentativité des exilés au Bureau⁶²⁴, l'élection d'un nouveau secrétaire ainsi que le bilan financier intégral de l'IOS. Cette dernière requête vise à remettre en question l'intégrité d'Adler tout en l'empêchant de se consacrer aux questions internationales. Le secrétaire rétorque que cette demande peut faire courir les rumeurs et que de surcroît, elle tombe à un bien mauvais moment : « *I am deeply annoyed at having to discuss such things at a moment when the biggest decisions about international politics are*

⁶²² Dans sa résolution, l'exécutif souligne son devoir « *d'élever sa protestation la plus vigoureuse et de mettre tout en œuvre afin d'obtenir pour les républicains espagnols les garanties d'humanité et de justice qui leur sont dues.* » On enjoint aux sections de poursuivre l'effort de solidarité pour soulager ces victimes du fascisme international. « Résolution sur l'Espagne, Pour la session de l'Exécutif de l'IOS à Bruxelles, les 14 et 15 mai 1939 », IISH, SAI. 3404.

⁶²³ Rapone, *loc. cit.*, p. 78, 81.

*imminent*⁶²⁵. » Malgré l'ampleur de la besogne, la commission administrative déposera le bilan un mois plus tard : il est irréprochable.

N'aidant en rien à la cause internationaliste, de Brouckère, qui est parvenu à démissionner lors de cet Exécutif, se voit remplacé par Albarda⁶²⁶. À la fin mai, le nouveau président se rend au congrès du LP à Southport afin d'exposer la nouvelle ligne de l'IOS et s'assurer de la fidélité des travaillistes envers l'Internationale :

*L'IOS ne saurait et ne pourrait être une puissance imposant des instructions et des décisions aux différents partis nationaux affiliés. Aucun parti national conscient de ses responsabilités ne pourrait accepter ou obéir à de telles instructions, à moins qu'il ne fût entièrement d'accord avec elles*⁶²⁷.

Il vante cependant l'utilité des liens internationaux et expose sa vision de l'internationalisme soucieuse des enjeux nationaux :

*D'autre part, pourtant, il est nécessaire et utile que ces partis nationaux-là qui sont animés par un même idéal soient unis internationalement. Car, par le contact et l'échange d'idées réciproques ils pourront profiter par les connaissances et l'expérience des autres, examiner ensemble des problèmes communs et soumettre leur propre conduite au jugement des autres. Ceci n'exclue nullement la possibilité qu'ils arrivent à un accord général, où même à une décision unanime qui pourrait être de la plus grande importance en cas de guerre aussi bien qu'en temps de paix. Pour toutes ces raisons-là, la valeur d'une organisation internationale telle que l'IOS est inestimable. Son existence et son activité même mettent les partis affiliés à l'abri de l'étroitesse de vues nationale, de la vanité nationale et d'un manque d'appréciation des opinions et des buts d'autres nations*⁶²⁸.

Il rend ensuite hommage aux militants internationalistes d'une époque, à son avis, révolue :

*L'IOS représente pour nous le passé qui nous est cher – le passé dans lequel les partis socialistes d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, d'Italie et d'Espagne déployaient leurs efforts magnifiques pour l'amélioration des conditions matérielles et spirituelles des nations et pour le maintien de la paix*⁶²⁹.

⁶²⁴ Il n'y a que le PSOE et le SOPADE qui resteront au Bureau. *Ibid.*, p. 82.

⁶²⁵ Adler à Gillies, 17 mars 1939, IISH, SAI, 24/5/9ii.

⁶²⁶ Rapone, *loc. cit.*, p. 77, 81-82. Braunthal, *op. cit.*, p. 490.

⁶²⁷ « La situation de l'IOS. Discours prononcé par J. W. Albarda à la Conférence annuelle du Labour Party Britannique à Southport, le 30 mai 1939 », 24 juin 1936, IISH, SAI, 3404.

⁶²⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁶²⁹ *Ibid.*, p. 3.

Toujours selon Albarda, l'Internationale de demain aura un important rôle à remplir une fois les tyrannies défaites. Or, dans l'intervalle, les sections disposant d'assises nationales prendront les rênes : « *C'est à nous à piloter l'IOS à travers notre époque agitée vers un avenir plus heureux* »⁶³⁰. Par « époque agitée », Albarda se réfère à l'époque actuelle : celle de la disparition des grandes institutions internationales :

*Par ces temps-ci pourtant, l'IOS ne peut remplir sa haute fonction dans la mesure que nous souhaiterions. Elle subit le même sort que la Société des Nations. Toutes deux ont perdu une part de leur prestige et de leur influence dans cette période qui, quoique menacée d'un danger de guerre imminent, a plus que jamais besoin de leur effort en faveur de la paix*⁶³¹.

Adler est très irrité par la requête de bilan financier et les propos d'Albarda au congrès travailliste. Qui plus est, à l'Exécutif du 18 juin, le LP suggère de le remplacer par Bjarne Braatoy, un « docile » fonctionnaire du BIT⁶³². Or, Albarda, après n'avoir trouvé aucune faille dans le bilan financier du secrétaire, demande à ce qu'il conserve ses fonctions. Perdant patience, Adler déclare :

*J'ai toujours envie de rire quand j'entends les gens parler avec admiration des "grands sacrifices" comme on dit, de tant de nos camarades, de la prison, etc. Ce n'est que des bagatelles ! Mais la lutte de tous les jours, de toutes les heures contre la sottise, la mesquinerie, la brutalité dans son propre camp, on ne la compte jamais, et d'ailleurs on le la connaît que quand on y a passé ---*⁶³³.

Il va rédiger puis remettre aux sections un mémoire intitulé « La situation de l'IOS » dans lequel est évoqué l'article trois de la charte fondatrice se référant au caractère « obligatoire » des résolutions⁶³⁴. La réaction ne se fait pas attendre. Alors qu'Autrichiens, Espagnols et Italiens abondent dans le sens du secrétaire, les Scandinaves et Hollandais, eux, répondent par des contremémoires. Jetons un bref regard sur les réponses des diverses sections. Le document « Les Socialistes autrichiens et l'IOS » revendique la préséance de l'Internationale et dénonce ceux qui cherchent « à masquer la liquidation politique de l'IOS en la transformant en un bureau international d'information »⁶³⁵. Les causes du déclin de l'Internationale y sont exposées : défaites socialistes en Europe centrale; nationalisation du

⁶³⁰ *Ibid.*

⁶³¹ *Ibid.*, p. 1.

⁶³² Rapone, *loc. cit.*, p. 87-89.

⁶³³ « Déclaration de Friedrich Adler à la session de l'exécutif de l'IOS du 12 juin 1939 », p.2, IISH, SAI, 3404.

⁶³⁴ « La situation de l'IOS : Mémoire de Friedrich Adler, secrétaire de l'IOS », IISH, SAI, 3404.

⁶³⁵ « Les Socialistes autrichiens et l'IOS », p.3, IISH, SAI, 3405.

mouvement résultant des pressions bourgeoises; crises économiques et préparatifs de guerre. La crainte de la guerre engendrée par l'expansionnisme fasciste divise les socialistes en deux clans : ceux prônant une attitude ferme et offensive et ceux croyant qu'on peut les pacifier par des concessions. Ce deuxième clan a préséance depuis que les autonomistes des petits États ont joint les forces avec un LP plus autonomiste que jamais. Leur terrain d'entente se trouve dans le désir « *de libérer leur action nationale, leurs intérêts nationaux des obligations politiques et des liens moraux qu'impose l'IOS*⁶³⁶. » Le résultat est que l'existence de l'Internationale est menacée, plus particulièrement par ce parti qui a « [...] *la politique extérieure la plus active et dont l'attitude face aux agressions fascistes est la plus résolue : le Parti travailliste anglais*⁶³⁷. »

La SFIO, elle, conserve une position ambiguë. Elle s'oppose à la liquidation de l'IOS tout en restant paralysée par son pacifisme l'empêchant d'appliquer une politique internationale vigoureuse.⁶³⁸ La non-intervention a bien mis en évidence la contradiction entre l'internationalisme qu'elle prône et son programme limité au cadre national :

*La force des masses concentrée sur la politique sociale au lieu de l'être sur la politique extérieure, ainsi que la politique de non-intervention internationale menée par le Front Populaire qu'animait le mouvement ouvrier, firent apparaître clairement la contradiction qui existe entre son action limitée aux cadres nationaux, et ses véritables intérêts propres, qui, aujourd'hui plus que jamais, coïncident avec ceux du prolétariat espagnol et international. Le pacifisme de larges couches du Parti s'alimente à cette même mentalité qui l'a mené à renoncer à une action de classe audacieuse pour le prolétariat espagnol*⁶³⁹.

En un mot, la montée fasciste qui aurait dû cimenter la solidarité internationale a plutôt eu l'effet opposé : « un isolement absolu de chaque parti dans les besoins particuliers de son propre pays ». Le mémoire souligne ensuite les graves lacunes de l'Internationale :

*L'IOS ne possède rien de ce dont le mouvement ouvrier international aurait un besoin urgent en cette situation historique : une commune volonté internationale de lutte contre le fascisme. [...] Le moment est venu de dire la vérité à la classe ouvrière du monde, qu'en vérité il n'y a plus d'internationale, car la Troisième Internationale a elle aussi depuis longtemps cessé d'être une internationale véritable*⁶⁴⁰.

⁶³⁶ *Ibid.* p. 7

⁶³⁷ *Ibid.* p. 6.

⁶³⁸ *Ibid.*, p. 4.

⁶³⁹ *Ibid.*, p. 6.

⁶⁴⁰ *Ibid.*, p. 6, 9.

Le ton révolutionnaire de la conclusion ne va pas sans rappeler l'époque maximaliste d'Adler – n'a-t-il pas assassiné le ministre-président de l'Autriche ? –, de l'Internationale deux et demie, puis des beaux jours de Vienne la rouge : *Aujourd'hui plus que jamais, le mouvement socialiste doit être révolutionnaire, sinon il n'est que l'appendice de la société bourgeoise affaibli par le déclin de la prospérité capitaliste en cette période de crises profondes et de violents conflits impérialistes*⁶⁴¹.

Depuis son exil parisien, Lamonedá écrit à Adler qu'il s'opposera fermement à la tentative scandinave de réorganiser l'IOS en un vulgaire bureau d'information et à la tentative anglaise visant à la réduire en organe consultatif. Il s'oppose de plus à la requête travailliste de changement de secrétaire, « puisque l'Internationale s'en verrait dénaturée »⁶⁴². Notre opinion à ce sujet est bien connue, poursuit-il, « parce qu'elle a été conséquemment soutenue par nos représentants, qui assistèrent à toutes les réunions qui ont eu lieu ». Il mentionne à titre d'exemple son intervention à Paris en décembre 1936, où il évoqua les statuts de l'IOS commandant « d'inspirer, d'orienter et de diriger » les sections. Bref, de l'avis du PSOE, l'Internationale est une entité législative et exécutive où les membres sont tenus d'appliquer les résolutions. Lamonedá exprime d'ailleurs, au nom de tous ses militants, « la douleur immense » causée par l'éloignement de l'Internationale de ses postulats doctrinaux, et il est bien placé pour en parler. La conséquence est que l'IOS n'anticipe plus les problèmes, mais les subit, ce qui affaiblit son rayonnement auprès des masses ouvrières et justifie les attaques des ennemis ou compétiteurs. Il est donc impératif d'intervenir pour lui réinsuffler son dynamisme initial : « *Nous n'ignorons pas que l'époque que nous vivons est très difficile; mais nous savons que si l'Internationale doit sauver son existence et remplir la mission historique que ses fondateurs lui assignèrent, elle doit sortir de son état d'indécision* »⁶⁴³.

À cette fin, les Espagnols n'ont cessé de réclamer un congrès alors que la majeure partie des sections, elle, s'y est toujours opposée.

⁶⁴¹ *Ibid.*, p. 9.

⁶⁴² « Lamonedá à Adler », 16 août 1939, IISH, SAI,3405.

⁶⁴³ *Ibid.*

Lamoneda termine en condamnant ceux pour qui l'IOS n'a pas d'utilité en période de conflit : oublient-ils « *que la guerre n'est autre chose que la politique menée par des procédés différents ?* » À l'inverse, il incombe plutôt de rester actif si l'on veut « *conquérir le droit d'intervenir dans les négociations de paix pour en tirer le plus grand profit en faveur du prolétariat.* »

Nenni, lui, condamne la propension des PS à ne pas évaluer les événements internationaux en fonction de « l'internationalisme prolétarien », mais plutôt en fonction d'un prudent « opportunisme parlementaire ». Il fait remonter l'origine du repli national à ce jour où De Man dénonça « la suprématie des PS illégaux » au sein de l'IOS pour ensuite lancer, en compagnie de Spaak et Mertens, l'offensive « national-socialiste » – remarquons ici l'inversion volontaire des deux mots par Nenni. Il constate avec dépit que les sociaux nationalistes belges comptent désormais sur de nombreux « adeptes » en Scandinavie, en Hollande, en Angleterre et même en France⁶⁴⁴.

Pour parler des réponses du camp néoréformiste maintenant, l'acolyte de Nenni, Emanuel Modigliani, fait savoir qu'il s'accorde avec les désirs des Anglais et des Scandinaves tout en précisant qu'il n'apprécie guère l'étiquette de « néoréformiste » employée par Nenni⁶⁴⁵. Le contremémoire d'Albarda, d'une part, condamne les thèses révolutionnaires des austromarxistes et des Espagnols, puisqu'elles « font triompher le fascisme⁶⁴⁶ ». D'autre part, il réclame la reformulation de l'Article 3 de la Charte en tenant compte des particularités des PS – forts ou faibles, exilés ou au pouvoir – puisqu'à son avis, il s'agit de la seule façon d'arriver à un consensus. Dans un autre ordre d'idée, précisons qu'Albarda n'est plus président de l'IOS depuis qu'il a joint le gouvernement hollandais. Il se verra remplacé par le trésorier Joseph Van Roosbroeck ou Dallas lors des séances⁶⁴⁷.

Les Scandinaves, eux, estiment que l'Internationale ne fait que promouvoir des résolutions « inapplicables » pour les sections qui participent aux gouvernements. Le phénomène

⁶⁴⁴ *Loc. cit.*, p. 92. Voir aussi Modigliani et Nenni, « The crisis in the LSI », *Nuovo Avanti*, juillet 1939, IISH, SAI, 22/2/72-73.

⁶⁴⁵ Modigliani et Nenni, *loc. cit.*

⁶⁴⁶ Rapone, *loc. cit.*, p. 87-90.

⁶⁴⁷ « Les délibérations de l'exécutif de l'IOS », *loc. cit.*

récent que constitue la participation gouvernementale, ou encore, la direction d'une nation par les socialistes, rend nécessaire l'établissement d'un nouvel équilibre entre les sphères nationale et internationale du socialisme. En fin de compte, de conclure le mémoire nordique, il est faux de clamer que les ouvriers apatrides sont destinés à l'internationalisme, « puisqu'ils ont désormais quelque chose à défendre⁶⁴⁸ ».

Or, la question au centre du débat, à savoir, la situation et les tâches de l'IOS dans la paix et durant la guerre, tombera dans l'oubli en raison du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale le 3 septembre⁶⁴⁹. En fin de compte, l'Internationale n'aura jamais discuté sérieusement de ses contentieux idéologiques et stratégiques.

Adler reste secrétaire administratif

Le 15 décembre à Londres la commission administrative est réunie⁶⁵⁰. Malgré qu'Anglais et Scandinaves aient insisté pour que la séance soit confidentielle, la presse britannique en fait toutefois allusion⁶⁵¹. Adler précise qu'il ne demandera pas, en raison de la guerre, à ce que soit rouvert le débat initié en mai dernier sur le rôle de l'IOS. Il fait cependant remarquer que les appréhensions exposées dans son mémoire se sont réalisées⁶⁵². Il constate avec regret que l'Internationale n'a plus de politique puisque l'Exécutif ne parvient plus à se réunir :

Everyone realises today that at present there is no policy of the International, that every attempt to define clearly in the light of an international understanding the tasks of Parties working in very different circumstances one from another [...] will be rejected in advance and faredoomed to failure.

Il demande donc à être libéré de fonctions politiques afin d'assurer qu'une fonction administrative, dans le souci de préserver l'échafaudage du socialisme international pour des jours meilleurs :

⁶⁴⁸ Rapone, *loc. cit.*, p. 90.

⁶⁴⁹ Voir « Les délibérations de l'exécutif de l'IOS », *Le Populaire*, 28 février 1940, p. 3.

⁶⁵⁰ « Réunion de la Commission administrative à Londres », 15 décembre, IISH, SAI 3405.

⁶⁵¹ « P.V. de la Commission administrative de l'IOS », 15 décembre 1939, IISH, SAI, 3405.

⁶⁵² Adler aux membres de la Commission administrative, 9 décembre 1939, IISH, SAI, 21/4. Voir aussi « Les délibérations de l'exécutif de l'IOS », *loc. cit.*

As there is no Policy of the International, there can be no Political Secretary of the International [...]. But despite this, one task [...] remains : That of preserving the organisational structures whose disappearance would demand tremendous efforts at the time of its rebuilding, and whose usefulness and need has been clearly demonstrated even now as link between certain Parties. The need therefore of keeping an administrative Secretary remains⁶⁵³.

Dalton enchaîne en évoquant la nécessité de réduire le personnel administratif au minimum tout en cessant la publication des *Informations internationales*, en raison du manque de fonds. Blum demande en revanche à ce qu'Adler conserve son poste⁶⁵⁴.

Après un long débat, la question est renvoyée à l'Exécutif qui se tiendra en février 1940⁶⁵⁵. Cette première réunion de l'Exécutif en temps de guerre sera aussi la dernière de son histoire⁶⁵⁶. À nouveau, les Scandinaves ont demandé à ce qu'elle soit confidentielle et qu'aucune résolution ne soit émise; Adler acquiesce⁶⁵⁷.

La séance se déroule à Bruxelles du 23 au 25 février 1940⁶⁵⁸. Dix-neuf partis y sont représentés; Cordero a obtenu un visa et on voit Paul Faure aux côtés de Blum et Zyromski. Le trésorier Van Roosbroeck préside la séance. Vient le thème des élections : Camille Huysmans est élu président, assurant de fait la continuité belge à ce poste; Adler fait part de son intention de démissionner, mais il se bute à une forte opposition de la part de Cordero et Blum, cependant rien n'y fait et l'élection du nouveau secrétaire se déroulera à la séance du Bureau au début avril. Suédois, Anglais et Hollandais proposent à nouveau Braatoy tandis qu'Adler, le POB et les Polonais se prononcent pour Buset⁶⁵⁹. Dalton prend la parole et exprime au nom de la délégation anglaise les plus chaleureux remerciements au secrétaire général pour son implication ayant duré près de deux décennies.

L'Exécutif traite d'une autre démission, celle de Nenni, dont la lettre dénonce le pacifisme facile tout comme le nationalisme ayant contaminé l'IOS : « *Depuis la bataille perdue de*

⁶⁵³ *Ibid.*

⁶⁵⁴ « P.V. de la Commission administrative de l'IOS », *loc. cit.*, p. 3.

⁶⁵⁵ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁵⁶ Rapone, *loc. cit.* p. 92.

⁶⁵⁷ « P.V. de la Commission administrative de l'IOS », *loc. cit.*, p. 2.

⁶⁵⁸ Braunthal écrit qu'il n'existe pas de traces de cette séance. Nous avons cependant trouvé un intéressant article du *Populaire* ainsi que quelques archives à l'IISH. Voir Braunthal, *op. cit.*, p. 491.

⁶⁵⁹ Circulaire, Adler, 2 mars 1940, IISH, SAI, 3406. Voir aussi « Proposition pour l'élection du secrétaire de l'IOS », mars 1940, IISH, SAI, 3406. Ainsi que Rapone, *loc. cit.*, p. 92.

*l'Espagne, je sais qu'il y a loin de l'Internationale à l'internationalisme et je connais la vanité de certains débats en vase clos et même de certaines délibérations*⁶⁶⁰. » Il est de son avis inutile de poursuivre la lutte contre ces néoréformistes « partisans du pacifisme petit-bourgeois et qui s'efforcent d'asservir la masse ouvrière à l'État capitaliste ». Qui plus est, il s'affirme en désaccord complet avec ceux-ci en ce qui concerne « les tâches socialistes durant la guerre ». D'une part, l'IOS a le devoir de préparer les masses à la faillite du capitalisme et aux tâches révolutionnaires, afin d'éviter la répétition du scénario de Versailles. D'autre part, elle doit dénoncer la politique de Moscou tout en se dressant : « [...] *contre la croisade réactionnaire anti-soviétique qui, sous prétexte de défense de la civilisation occidentale et chrétienne, prépare contre le prolétariat et contre le socialisme, la jonction de la ploutocratie fasciste et de la ploutocratie démo-libérale* ». ⁶⁶¹

L'Exécutif passe justement à l'étude des mémorandums traitant du rôle de l'IOS, dans la paix et dans la guerre. Nous ne nous arrêterons ici qu'au document du PSOE. Présenté par Cordero, « *Le rapport de la section espagnole de l'IOS* » plaide pour la préséance de l'Internationale sur les sections, et ce même en temps de guerre. Le document questionne l'inaction de l'IOS en ces heures graves tout en s'inquiétant des conséquences qui en découlera :

*Comment expliquer donc que la guerre ait pu être déclarée sans que l'Internationale ait donné aux masses ouvrières une orientation pour agir? Comment justifiera-t-on devant l'histoire que six mois de guerre soient passés sans que l'Internationale se soit réunie et ait fait publique son opinion sur le conflit européen actuel et ses inévitables conséquences politiques et socialistes? Ce fait, déplorable, n'aura pas de justification possible*⁶⁶².

Sont évoqués l'appui du mouvement espagnol à la cause des Alliées durant la Grande Guerre, puis comment celui-ci a souffert du sort réservé aux socialistes italiens, allemands et autrichiens. On rapporte avoir tiré une leçon particulière des événements en Allemagne, où les militants ont été traités comme s'ils avaient été défaits au terme d'une guerre civile : camps de concentration, torture, exécutions et exil. Ces événements, poursuit-on, ont convaincu le prolétariat espagnol de défendre farouchement les institutions démocratiques,

⁶⁶⁰ « Lettre du Citoyen Nenni », 2 janvier 1940, IISH, SAI, 3406.

⁶⁶¹ *Ibid.*

⁶⁶² « Rapport de la section espagnole de l'IOS », février 1940, IISH, SAI, 3406.

par les armes si nécessaires. C'est ce qui explique sa résistance au pronunciamiento en juillet 1936. Tandis que le camp républicain était pratiquement désarmé et que les démocraties d'outre-Pyrénées l'empêchaient de combler cette lacune, il est vite apparu que les rebelles recevaient de l'aide de la part des puissances fascistes. C'est alors que les puissances démocratiques inventèrent la non-intervention, puis le Comité de non-intervention « [...] dont on ne sait pas encore qui fut l'initiateur et qui passera à l'histoire comme un fait lamentable⁶⁶³. » Le gouvernement légitime d'Espagne – qualifié de « rouge » par la presse réactionnaire – subissait cet embargo « légal » alors qu'il exposait à nombre d'occasions les preuves de l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie. Comble de malheur, la mauvaise foi des membres de la SDN et du Comité de Londres s'est combinée aux « aides déguisées de la Banque internationale » aux insurgés pour mettre la République en état d'infériorité⁶⁶⁴.

Pendant que l'Espagne se voyait sacrifiée, enchaîne le rapport du PSOE, on se préparait à faire de même avec la Tchécoslovaquie. Le Pacte de Munich n'était pas motivé par des considérations pacifistes, mais bien par :

[...] la peur des conséquences révolutionnaires de la guerre. Munich voulait être le point culminant et la consolidation de la contre-révolution commencé avec le triomphe du fascisme italien et continué par le national-socialisme allemand. Arrêter la marche de la révolution commencée à la guerre de 1914-1918. Voici l'unique préoccupation qui a conduit les démocraties au Pacte de Munich. [...] Les démocraties de l'occident, de concession en concession, créèrent le monstre qui menace de les dévorer. [...] On n'a pas évité la guerre; au contraire on a rendu la guerre possible. La mission de l'Internationale est d'accuser le capitalisme devant les consciences prolétaires de cette grave responsabilité⁶⁶⁵.

On en arrive ensuite « au point culminant de ce rapport », soit le plaidoyer sur la nécessité de doter l'IOS d'une politique de guerre. Après avoir appuyé les Alliés durant la Première Guerre mondiale, le PSOE annonce qu'il fera la même chose pour la seconde. En revanche, il ne saurait assumer la responsabilité de leur politique « puisque l'Internationale a la sienne ». Il la conçoit dans les termes suivants : appuyer l'effort de guerre contre le fascisme en vue de la consolidation de la paix; dans le cas improbable où un PS se retrouve

⁶⁶³ *Ibid.*, p. 5.

⁶⁶⁴ *Ibid.*, p. 6.

⁶⁶⁵ Souligné dans le texte. *Ibid.*, p. 8.

à la tête d'un gouvernement, il devra impérativement se ranger du côté allié et défendre avec énergie les directives de l'Internationale; afin de réaliser ce devoir, un minimum de « discipline internationale » est nécessaire.

L'Exécutif se termine sur la question de l'invasion de la Finlande par l'URSS ainsi que les exactions commises dans les secteurs de la Pologne occupée par les armées soviétique et allemande. Des condamnations unanimes sont formulées.

La dernière réunion du Bureau de l'IOS, elle, se déroule le 3 avril. On discute de l'élaboration d'un programme de paix auquel la FSI est conviée. La question de la reconstruction de l'Europe est soulevée et les sections sont enjointes à produire un document préliminaire qui sera soumis à la commission administrative⁶⁶⁶. S'ensuit l'adoption du manifeste du 1er mai qui est des plus inoffensif en ce sens où il ne fait que marquer l'opposition de l'IOS à la « politique de conquêtes et de suppression des libertés » tout en ne revendiquant qu'une paix durable fondée sur la coopération internationale et la démocratie »⁶⁶⁷.

Il n'y aura finalement pas d'élection à cette séance et Adler conservera sa fonction de secrétaire administratif jusqu'à l'invasion de la Belgique par les troupes du Reich. Il prendra ensuite la route de l'exil vers les États-Unis et c'est Huysmans qui, de Londres, veillera à ce que l'IOS soit prête pour l'après-guerre. Tandis que la FSI s'impliquera activement dans l'effort de guerre, l'IOS, elle, dormira d'un sommeil cryogénique pour la durée du conflit. Elle renaîtra plus tard sous l'appellation d'Internationale socialiste.

⁶⁶⁶ Circulaire, Adler, 6 avril 1940, IISH, SAI, 3406.

⁶⁶⁷ Braunthal, *op. cit.*, p. 491-492.

Conclusion : 1939-1940 – *L'Espagne comme cimetière de l'IOS*

Le rapport du secrétariat de l'IOS sur 1938 replace la question espagnole dans le contexte de décadence de l'Ordre de Versailles. Y est souligné, entre autres, comment « l'Angleterre décadente » a poussé les petits États vers le neutralisme. Les travaillistes n'apprécient guère qu'on jette l'ensemble du blâme sur leur pays, plus particulièrement au moment où ils cèdent à leur tour au mouvement de repli national et se préparent à la « marche à la guerre ». Ce qui est paradoxal dans cette affaire, c'est que ce changement de cap se produit au moment même où la politique de Chamberlain perd toute crédibilité après la défaite républicaine et l'annexion du reste de la Tchécoslovaquie par Hitler.

Malgré tout, aux yeux des travaillistes, l'IOS n'a plus qu'une valeur identitaire. Ils vont dès lors se coaliser avec les oslosocialistes pour la dépolitiser – c'est l'offensive néoréformiste. Celle-ci se bute cependant à la forte résistance des Autrichiens et des Espagnols, qui connaissant bien les conséquences funestes de l'isolationnisme et du social-nationalisme.

Le débat portant sur « la lutte pour la démocratie » se transforme donc en débat « sur la pertinence de l'Internationale » pour se voir ensuite interrompu par le déclenchement de la guerre mondiale. Les Espagnols revendiquent pour leur part la nécessité de doter l'IOS d'une politique de guerre afin de lui assurer sa place dans la reconstruction de l'Europe. Ils ont d'ailleurs la certitude que le caudillo tombera avec le Führer et le Duce et que le PSOE, à la tête d'une Troisième République, participera activement à cette reconstruction.

Dans les faits, les choses ne se passeront pas ainsi : le fonctionnement de l'IOS sera réduit au minimum, il ne restera au sortir de la guerre que des archives éparses ainsi qu'un trou béant dans l'historiographie ouvrière. En Espagne, le Caudillo restera au pouvoir jusqu'à sa mort en raison des impératifs stratégiques de la Guerre froide. Pour couronner le tout, les membres de l'Exécutif de Lamonedá, expulsés du PSOE en 1946 par Prieto, devront vivre avec l'étiquette de « satrapes communistes » jusqu'à ce qu'ils soient réintégrés au parti à titre posthume en 2009⁶⁶⁸.

⁶⁶⁸ «El PSOE rectificó 63 años después», *El País*, 24 octobre 2009.

Ce dernier chapitre de la première partie de la thèse nous aura permis de saisir comment la crainte de la guerre, à laquelle les partis les plus influents ont succombé, a mené à la neutralisation de l'IOS par la coalition travailliste-oslosocialiste. Nous avons de plus souligné comment les débats sur la survie de l'IOS découlent d'interactions entre le socialisme-national et l'internationalisme. Enfin, nous avons mis en relief les efforts désespérés du PSOE pour défendre le mandat politique et exécutif de l'IOS, dont son plaidoyer pour qu'elle se dote d'une politique de guerre lui assurant une place dans la reconstruction de l'Europe.

Deuxième partie :

La solidarité matérielle – La campagne du Fonds international de solidarité pour l'Espagne

Premier chapitre : 1936-1937 – La mise en oeuvre de la campagne, sa centralisation, sa mise en valeur et la défense de sa spécificité socialiste

*Je ne peux pas fermer l'oeil... Rosselli...
Le fer glacé du poignard qui a tué Matteotti⁶⁶⁹.*

Pietro Nenni

Introduction

Nous amorcerons cette seconde partie de l'étude en montrant comment le Fonds international de solidarité (FIS), anciennement appelé le Fonds Matteotti, permet de traduire en gestes concrets la solidarité des militants tout en respectant le cadre légal de la non-intervention. La campagne du Fonds est perçue de façon positive par la plupart des cadres en raison de son mandat humanitaire et exclusivement socialiste. Qui plus est, elle n'entraîne pas de remise en question de l'autonomie des sections contrairement à la campagne politique et extralégale. Provenant le plus souvent du Secours rouge international (SRI) communiste, les invitations pour des actions communes ne constituent pas davantage une source d'inquiétude puisqu'elles sont rejetées systématiquement. Enfin, le fait que les mêmes dirigeants qui ont acquiescé à la non-intervention puissent s'opposer catégoriquement aux tentatives italiennes de proscrire l'aide humanitaire démontre l'importance qu'ils accordent à cette campagne humanitaire, soit à titre d'exutoire, soit à titre de vecteur solidaire.

S'ensuit la mise sur pied de la campagne dont l'objectif sera de combler les besoins pressants des miliciens et de la population – plus particulièrement d'allégeance socialiste. Afin d'avoir une vision d'ensemble des besoins de ces derniers, il importe toutefois d'assurer les communications. Or, le premier délégué du FIS, le militant d'envergure Pietro Nenni, délaisse le Fonds dès son arrivée en Espagne pour se consacrer aux Brigades internationales. Une délégation des Internationales se rendra alors à Madrid afin de mettre

⁶⁶⁹ Pietro Nenni faisant référence au meurtre des frères Rosselli à Bagnoles en juin 1937, par des agents de l'OVRA ou des cagoulards. Nenni, *op. cit.*, p. 180.

sur pied le Comité espagnol qui assurera les communications avec Bruxelles et Paris tout en se chargeant de la logistique sur le terrain. Au plus fort de l'offensive franquiste sur la capitale, les communications sont rompues, ce qui occasionne d'importants délais dans les livraisons de marchandises. La situation ne se voit rétablie qu'avec le transfert du gouvernement à Valence, puis la stabilisation du front madrilène en novembre 1936 à la suite de l'intervention soviétique.

Le réseau FIS-Comité espagnol peut dès lors être consolidé, non sans que certaines craintes quant à l'usage des fonds aient été apaisées et que certains militants, en proie à ce que Schevenels qualifie de « dilettantisme », soient disciplinés. Il importe alors d'accroître la visibilité du réseau tout en défendant sa spécificité socialiste face aux unitaires ainsi qu'aux communistes dont la motivation, l'influence et le prestige sont décuplés depuis l'arrivée de l'aide militaire soviétique. Cadres et militants socialistes sont toutefois partagés sur la question de la mise en valeur du FIS. D'une part, Adler et De Block ont la « phobie » de la réclame politique et tiennent en horreur la « charité chrétienne ». Ils croient que l'initiative doit conserver un profil bas afin de ne pas entraver l'action concrète pour la République. D'autre part, il y a Nenni, qui réclame une brigade socialiste, Marthe Huysmans, qui lance l'idée d'un hôpital militaire, puis son père Camille, qui suggère rien de moins que le déménagement du siège de l'IOS à Valence.

L'hiver 1937 témoigne d'initiatives visant à rectifier la présence insuffisante des Internationales en Espagne : Schevenels accompagne une caravane puis visite le front central; un délégué permanent est installé; un hôpital militaire modèle est mis sur pied et un Bureau des Internationales est envisagé à Valence. En revanche, la réalisation du projet d'hôpital aux dépens du Bureau valencien des Internationales revient à privilégier une fois de plus l'action concrète plutôt que la mise en valeur des Internationales en Espagne.

Pendant ce temps, l'approvisionnement de la capitale se poursuit sans relâche et se voit facilité par l'embauche d'un homme de terrain pour seconder Enrique Santiago, le directeur du Comité espagnol. Jouant un rôle primordial dans la « lutte pour l'approvisionnement », Jimenez parvient même à faire parler des caravanes du FIS dans la presse socialiste

La campagne du FIS pour l'Espagne

À la suite du pronunciamiento des généraux espagnols du 17 juillet 1936, le FIS devient une instance permanente des deux Internationales. À Bruxelles, la fin de semaine du 25 juillet, les réunions s'enchaînent afin de régler le problème de l'assistance matérielle, dont l'envoi d'ambulances, de fournitures médicales et l'ouverture d'entrepôts en Espagne républicaine⁶⁷⁰. Comme nous l'avons vu au début de la première partie, l'appel mondial de l'IOS et de la FSI qui retentit le 28 juillet revendique le droit pour la République espagnole d'acquérir les moyens pour sa défense :

*Ce sont les États fascistes eux-mêmes, ce sont les partis fascistes de tous les pays qui apportent aux rebelles espagnols [...], une aide efficace [...] Cela seul suffirait à nous dicter envers nos frères d'Espagne notre devoir de solidarité internationale, sous une forme concrète, matérielle, immédiate*⁶⁷¹.

Nenni et de Brouckère arrivent le 4 août à Madrid et constatent la nécessité de mettre sur pied un comité permanent du FIS⁶⁷² – le Fonds sera la première organisation humanitaire à s'installer en Espagne⁶⁷³. Alors que Nenni reste, de Brouckère s'envole le lendemain pour Paris et fait en sorte, dès son arrivée, que fournitures médicales, vêtements, chaussures, nourriture et tabac soient acheminés immédiatement. Un crédit pour l'envoi d'une mission médicale britannique est également débloqué⁶⁷⁴.

Dans l'arrière-garde madrilène et sur le front, Nenni oeuvre en tant que délégué des Internationales, met sur pied le service d'informations du FIS, puis fonde la brigade mixte Garibaldi avec le communiste italien Luigi Gallo. Il envisage par ailleurs la formation d'une brigade internationale exclusivement socialiste.

⁶⁷⁰ « National Council of Labour to the Members of the General Council of the TUC and the Executive members of the Labour Party », 13 août 1936, p.1, IISH, LSI Archives, 20/3/5.

⁶⁷¹ Walter Schevenels, « 'À toutes les centrales nationales affiliées et amies. À tous les Secrétariats professionnels internationaux. Objet : Espagne' », 4 août 1936, IISH, SAI, 2764/32-33.

⁶⁷² Adler aux secrétariats de l'UGT et du PSOE, 10 septembre 1936, 1936, IISH, 2763a/35-36.

⁶⁷³ Stanley Payne, *The Spanish Civil War, the Soviet Union, and Communism*, New Haven, Yale University Press, 2004, pp. 129-130.

⁶⁷⁴ Fonds International de Solidarité pour l'Espagne, « Rapport Intérimaire », 4 September, 1936, p. 4-5, IISH, SAI, 2764/37-41.

La non-intervention et la base militante

À la suite de la ratification de la non-intervention au début août, les directions des PS se retrouvent prises entre l'écorce et l'arbre. Le dilemme va comme suit : comment concilier la grande solidarité de la base militante avec la participation gouvernementale ou encore avec le désir qu'elle reste une option possible.

Contrairement aux actions combatives telles que l'embargo, la grève, le recrutement de volontaires et l'aide armée, la campagne humanitaire, elle, reste légale. Qui plus est, la non-intervention ne lui nuit guère, bien au contraire. D'une part, un rapport de l'IOS stipule que les sections de l'IOS « *qui [...] n'avaient peut-être pas fait preuve d'une compréhension complète des problèmes si particuliers de l'Espagne, furent entraînées par l'élan de solidarité et contribuèrent de façon exemplaire à l'action d'entr'aide [...]*⁶⁷⁵. » D'autre part, les dirigeants sont conscients de l'importance de satisfaire, en partie du moins, les attentes de leurs militants. Par exemple, lorsque l'Italie, après avoir apporté son adhésion à la non-intervention, tente de faire proscrire la campagne du FIS, et même toute manifestation de sympathie à l'égard de la République, le mouvement socialiste reste intransigeant⁶⁷⁶. Citrine pose à Eden ses conditions : le mouvement appuiera l'embargo sur les armes tant qu'on le laissera poursuivre sa campagne humanitaire « *Which [is] the mainstay of labour's internationalist assistance* »⁶⁷⁷. Il l'enjoint à ne pas signer d'accords « *which would preclude the supply of foodstuffs and medicines by the labour organisations to their corresponding organisations in Spain*⁶⁷⁸ » et l'assure qu'il y aura du grabuge le cas échéant. Eden acquiesce, mais exige en retour que toute autre forme de collecte, ainsi que le recrutement de volontaires, cessent immédiatement.

Pour leur part, les militants activistes jouent les troubles fêtes et dénoncent cet « écran de fumée » masquant le problème de fond : l'impossibilité pour la République d'acquiescer des

⁶⁷⁵ « Secrétariat de l'I.O.S., pour la session de l'Exécutif de l'I.O.S., Londres, le 8 mars 1937. 'Rapport du Secrétariat de l'I.O.S. sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 1936 au 31 décembre 1936' », IISH, SAI, 3401, p.8.

⁶⁷⁶ Il n'y a que le gouvernement suisse qui prohibe les collectes à la suite de la tentative italienne de faire proscrire l'aide humanitaire. L'Italie se bute au consensus du mouvement à ce sujet. Voir International Solidarity Fund for Spain, « 'Interim Report' », 4 septembre 1936, IISH, SCW/6/1, p. 3-4.

⁶⁷⁷ Buchanan, *op. cit.*, p. 54-55.

⁶⁷⁸ 'Report of meeting', cité dans *Ibid.*

armes. Réclamant ou recourant à des moyens drastiques pour exprimer leur solidarité, ils participent toutefois activement aux collectes et actes publics du FIS⁶⁷⁹. En revanche, une bonne part des militants n'a aucune idée que la campagne humanitaire sert parfois, et à certains endroits, d'écran de fumée pour les activités extralégales du mouvement.

L'organisation du canal solidaire

À Paris le 21 août, l'IOS et la FSI se réunissent pour étudier les possibilités d'aider la République et structurer la campagne solidaire encore trop improvisée. Les sections présentent le résultat des collectes; Brouckère et Jouhaux, le rapport de leur mission en Espagne⁶⁸⁰. Une discussion approfondie sur l'usage des sommes récoltées s'ensuit. Il est décidé de ne pas remettre tout bonnement les fonds recueillis à la République espagnole, comme le fait l'URSS :

Les administrateurs du Fonds International de Solidarité n'ont pas suivi cet exemple, parce qu'ils estiment, après avoir étudié la situation, que les ressources considérables dont dispose la République espagnole, ne justifient guère [...] que l'on procède de la même façon avec les sommes souscrites par le Mouvement Ouvrier en Europe et en Amérique. [...] les ressources du Fonds International de Solidarité seront employées principalement à réaliser les vœux particuliers exprimés par les ouvriers espagnols et qui ne peuvent être comblés par le gouvernement⁶⁸¹.

L'impossibilité d'avoir une vue d'ensemble des nécessités espagnoles est soulevée et on se prononce sur la nécessité d'établir un comité espagnol du FIS. On entrevoit cependant un problème : le refus de l'UGT d'adhérer au caractère conjoint de l'initiative. Mais l'assemblée se prononce sans équivoque pour la collaboration entre le parti et le syndicat : « [il] ne peut être question de mettre ces fonds à la disposition uniquement de l'UGT mais bien à la disposition d'un Comité mixte composé par le parti socialiste d'Espagne (affilié à l'IOS) et de l'UGT. Ce Comité serait responsable pour la distribution des fonds en Espagne⁶⁸². »

⁶⁷⁹ Voir CASPE, "L'Espagne socialiste", Office universitaire de recherche socialiste (OURS).

⁶⁸⁰ National Council of Labour, Walter Citrine, J.S. Middleton, « Memorandum of the spanish conflict by the officers of the National Council of Labour », 13 août 1936, p.4, IISH, SAI, 20/3/8.

⁶⁸¹ Fonds International de Solidarité pour l'Espagne, « Rapport Intérimaire », *loc. cit.*, p.4.

⁶⁸² Schevenels à UGT, 22 août 1936, IISH, SAI, 2763/24-25.

Le lendemain, Schevenels informe l'Exécutif de l'UGT « *que les représentants des deux internationales ont examiné avec le plus grand soin la situation et ont recherché avec la plus grande ardeur tous les moyens imaginables pour venir en aide, dans tous les domaines, aux camarades espagnols* ». Et « [puisqu'il] *n'est pas possible de mentionner, dans une lettre, les décisions prises* », c'est de los Rios qui les en informera⁶⁸³. La seule décision divulguée est que la campagne se fera conjointement entre le mouvement syndical et politique, et ce même en Espagne. Ensuite, il explique comment le FIS est informé des besoins par des militants espagnols :

*Ainsi sur ces fonds il à déjà été envoyé des vivres par Anvers, des sérums de Bruxelles et de Paris par avion pour Barcelone et pour Madrid, une mission médicale avec l'équipement complet est prête à partir de Londres pour Madrid (également aux frais du Fonds international de solidarité), un million de cigarettes sont parties il y à deux jours de Bruxelles pour l'Espagne, etc. D'autre part, la France qui a organisé elle-même l'action de secours indépendamment du Fonds [...] a également envoyé des secours de toutes sortes aux camarades espagnols; cela a eu lieu chaque fois après consultation avec les camarades espagnols intéressés soit à Paris, soit avec ceux d'Irún, San Sebastien, Santander ou Bilbao, soit encore avec la Catalogne*⁶⁸⁴.

En revanche, l'UGT avise Schevenels qu'elle n'a délégué personne à l'étranger, qu'elle est très contrariée de ne pas avoir été consultée directement et qu'elle ne se considèrera pas concernée par les envois tant qu'on ne la consultera pas au préalable⁶⁸⁵. Suite à ce positionnement de l'UGT, il devient impératif pour le FIS de dépêcher une délégation afin de mettre sur pied le Comité espagnol dans les plus brefs délais.

Le Comité espagnol du FIS

La délégation qui se rend à Madrid à la mi-septembre se compose de Georges Stolz, secrétaire adjoint de la FSI, Jean Delvigne, secrétaire wallon du POB et membre de l'Exécutif et de la commission administrative de l'IOS, et de John Price, membre du secrétariat de l'IOS ayant fait ses preuves durant la campagne pour l'Autriche⁶⁸⁶. Maintenant commissaire de brigade, Nenni se joint à eux. Les pourparlers avec Largo

⁶⁸³ Schevenels à UGT, 21 août, 1936, « *Informations Internationales* », p. 317-336, 22 août 1936, IISH, SAI, 2763/24-25.

⁶⁸⁴ Schevenels à UGT, 22 août 1936, *loc. cit.*

⁶⁸⁵ UGT à Schevenels, 28 août 1936, IISH, SAI, 2763/32.

Caballero (alors premier ministre et ministre de la Guerre) et Indalecio Prieto (ministre de la Marine et de l'Air) les 14 et 15 septembre ne sont cependant pas des plus aisés, ces derniers sont amers que Blum ait pu appliquer une politique de non-intervention s'avérant un jeu de dupes. Ils critiquent les Internationales qui n'ont pas fait de pressions suffisantes pour empêcher son adoption et dressent un parallèle avec les déficiences du socialisme international après l'écrasement du soulèvement d'Asturies en 1934.

La délégation tente d'amenuiser le ressentiment en présentant un rapport sur la campagne de solidarité somme toute massive, mais constate assez vite que Caballero et Prieto désirent plutôt une assistance pour faire entrer des armes en zone républicaine : « [...] *nous eûmes l'impression que ce qu'il leur fallait ce n'était pas tant des secours qu'une assistance active à l'effet de leur procurer des fournitures de guerre*⁶⁸⁷ », écrira Price. Son rapport à ceci à dire sur l'accord survenu entre les parties :

*Une chose ressortait clairement de ces entrevues, à savoir que le gouvernement espagnol n'avait pas besoin d'assistance financière pour se procurer des armes et des munitions. Les difficultés rencontrées ne consistaient pas à trouver de l'argent, mais à introduire le matériel dans le pays. Il n'était donc pas question de faire appel au Fonds de Solidarité International pour qu'il accorde une aide financière dans le but d'achat de matériel de guerre. Il fut entendu que les ressources du [FIS] pourraient être réservées exclusivement à des buts d'assistance et que l'achat de matériel de guerre constituerait, pour le gouvernement espagnol, une question totalement à part*⁶⁸⁸.

Soulignons au passage que la citation n'exclue aucunement le transport dudit matériel.

Bref, toujours est-il que Caballero et Prieto donnent leur assentiment à la formation de ce comité qui permettra, notamment, « *de resserrer les liens avec l'international et ainsi éviter d'autres imbroglios* ». Suivent les réunions constitutives et l'élaboration la charte. Afin de pallier au manque de communication ainsi qu'à l'absence de visibilité du FIS, la délégation a tenu à ce qu'on insère les clauses suivantes : « informer le FIS sur les besoins, recevoir les envois et en assurer la distribution, diffuser dans la presse les communiqués envoyés par le

⁶⁸⁶ Friedrich Adler aux secrétariats de l'UGT et du PSOE, 10 septembre 1936, IISH, SAI, 2763a/35-36. Voir aussi Buchanan, *op. cit.*, p. 21.

⁶⁸⁷ John Price, « Rapport de la délégation en Espagne du 10 au 21 septembre 1936 », IISH, SAI, 2763a/118-127.

⁶⁸⁸ *Ibid.*

FIS au sujet des différentes actions de l'IOS et la FSI en faveur de la classe ouvrière espagnole⁶⁸⁹. » À cette fin, 500 mots quotidiens de télégraphie seront attribués à Nenni⁶⁹⁰.

Le Comité espagnol qui entre en fonction le 15 septembre est dirigé par un politicien et un syndicaliste : Enrique Santiago, détaché de l'Institut national de prévoyance (INP), puis Carlos Hernandez. Les sections des Internationales sont invitées à transiger exclusivement avec le représentant du Comité espagnol à l'ambassade de France à Paris, Luis Jimenez de Asua⁶⁹¹. Le rapport de la mission stipule que les objectifs sont atteints, « *Que le comité souhaité fut constitué, que ses tâches furent clairement définies et que des dispositions ont été prises afin d'assurer une propagande plus adéquate et plus fréquente* », que plusieurs malentendus furent réglés préparant ainsi « *la voie à une collaboration plus étroite entre les camarades espagnols et les organisations ouvrières des autres pays*⁶⁹². » Dans les faits, c'est surtout Santiago qui s'occupera du Comité. Or, la tâche s'avérera particulièrement ardue au moment de l'offensive franquiste sur la capitale.

Tandis que Stolz et Delvigne rentrent, Price reste plus longtemps afin de voir à la bonne marche du Comité. Quant à Nenni, il est victime d'un accident d'avion et se retrouve hospitalisé à Alicante. Price accourt lui rendre visite et avise aussitôt le FIS que les blessures sont mineures, mais qu'il restera alité quelques semaines⁶⁹³. Price devant rentrer à son tour, on lui suggère de remplacer Nenni au service d'information par un journaliste polonais recommandé par Abramovitch puis éventuellement par un correspondant du *Peuple*. Nous n'en savons pas plus à ce sujet⁶⁹⁴.

Au siège de la FSI à Paris, Stolz avise les sections de la mise sur pied du Comité espagnol puis des procédures à suivre pour l'envoi des dons. Le délégué espagnol du FIS à Paris, le syndicaliste Ogier Preteceille, – qui est d'ailleurs responsable des achats pour la République –, l'a bien averti que tout ce qui passe par Barcelone est intercepté par les

⁶⁸⁹ Fonds de Solidarité International, « Rapport de la Délégation en Espagne, du 10 au 21 septembre 1936 », 25 septembre 1936, IISH, SAI, 479/19-24, p.2, 4.

⁶⁹⁰ « John Price, Pour le Fonds de solidarité international », 18 septembre 1936, IISH, SAI, 2763a/124-127.

⁶⁹¹ Manuel Albar à John Price, 15 septembre 1936, IISH, SAI, 2763a/70.

⁶⁹² Fonds de Solidarité International, *loc. cit.*, p.6.

⁶⁹³ « John Price, Pour le Fonds de solidarité international », *loc. cit.*

⁶⁹⁴ Stolz à Adler, 21 septembre 1936, IISH, SAI, 2763a/88-90.

anarchistes⁶⁹⁵. Il faudra donc procéder de la sorte : les envois seront acheminés aux frais des donateurs à Marseille puis transportés par navire jusqu'à Alicante d'où ils atteindront ensuite le front madrilène en une douzaine d'heures⁶⁹⁶.

Le Comité espagnol arrive à temps, écrit le vice-secrétaire de la FSI à un camarade anglais, puisque le front se rapproche dangereusement de la capitale et qu'il devient impératif « *to get as much help as possible to our people in Madrid and to the Socialist and UGT militia fighting on this front*⁶⁹⁷. »

Problèmes de communications

Au début octobre, Hernandez et Santiago sont avisés du départ prochain d'un vapeur affrété d'Anvers, et le FIS demande à ce qu'un représentant soit présent à Alicante pour la réception des marchandises. Or, Hernandez ne donne pas de nouvelles et la réponse partielle de Santiago n'est pas concluante⁶⁹⁸. Toujours est-il qu'un pli de Schevenels envoyé à Hernandez à la fin du mois suggère qu'il n'y a pas eu de problèmes :

*[...] jusqu'à présent les achats qui ont été faits à votre demande ont été effectués par nos propres moyens, et le transport assuré selon notre meilleur jugement en tenant compte de vos recommandations en ce qui concerne la voie à suivre pour atteindre Alicante ou Madrid*⁶⁹⁹.

Il lui demande en second lieu s'il doit satisfaire ou non une requête d'achat de matériel chirurgical de l'Office de propagande de la Catalogne, une entité inconnue. C'est que le FIS est de plus en plus sollicité par des organisations dont il ne connaît la provenance, et dans ces circonstances, Schevenels lui fait savoir que les activités du FIS gagneraient à être regroupées au sein du Comité d'achat de l'ambassade espagnole à Paris. En dernier lieu, le secrétaire de la FSI sollicite la permission de transiger directement avec la zone nord-ouest jusqu'à ce que des Comités espagnols soient mis sur pied dans les Asturies et en Euskadi.

⁶⁹⁵ Stolz à Charles Brook, 17 septembre 1936, IISH, SAI, 2763A/78-79. Voir aussi Stolz à Price, 17 septembre 1936, IISH, SAI, 2763a/80.

⁶⁹⁶ Stolz à Adler, *loc. cit.*

⁶⁹⁷ Stolz à Charles Brook, *loc. cit.*

⁶⁹⁸ Adler à Ogier Preteceille, 17 octobre 1937, IISH, SAI, 2763B/18.

Or, les requêtes resteront sans réponse jusqu'à ce qu'une lettre de Santiago datée du 10 octobre arrive finalement sur le bureau d'Adler. Elle accuse trois semaines de retard en raison des délais de traduction évoqués. Santiago y autorise le FIS à traiter directement avec la zone nord et indique les coordonnées des personnes ressources à Gijon, Santander et Bilbao. Des envois sont donc réalisés en toute hâte⁷⁰⁰. Précisons au passage qu'il n'y aura jamais de Comités formels au nord-ouest et que le FIS transigera directement avec ses contacts socialistes jusqu'à la chute de la zone⁷⁰¹.

En novembre, la bataille rage sur Madrid et Santiago ne donnera pas de nouvelles avant l'évacuation du gouvernement républicain sur Valence. Le 11 décembre, Schevenels lui écrit pour s'enquérir de sa situation et lui demander une liste d'achat. Il explique derechef que le FIS est assailli par des requêtes « *de personnes que nous ne considérons pas comme qualifiées pour transmettre ces demandes [...] et nous avons les plus sérieux doutes sur le bien-fondé de ces demandes.* » Le directeur du FIS veut savoir s'il doit satisfaire chacune d'elles ou ne répondre qu'à celles du Comité espagnol. Il l'avise que les prochains envois seront effectués sans attendre leur approbation afin d'éviter les délais : des vivres en grande quantité à Santander, des vêtements et bottes à la colonne internationale, des ambulances pour Valence et Alicante ainsi qu'une grande quantité d'instruments chirurgicaux⁷⁰². Lorsque Santiago lui répond enfin, il lui signifie que tout va bien et fait part de sa liste d'achat. Schevenels prend immédiatement contact avec Preteceille à l'ambassade de Paris afin de réaliser les achats auprès des fournisseurs. Il avise ensuite Santiago qu'un accord a été conclu avec les anarchistes catalans, ce qui permettra à un convoi de franchir la Catalogne sans soucis. Celui-ci quittera le 19 décembre et transportera « *100 vestes en cuir avec doublure laine, 200 paires de gants en cuir, doublure laine, 150 casques de cuir, doublure laine (casques aviateur), 50 casques de cuir et tôle d'acier avec visière et oreillères cuir, doublure de fibre pare-choc (casques garde-mobile ou pompier)* »⁷⁰³. Qui plus est, Schevenels rapporte avoir « *acheté en outre 3000 paires de chaussures militaires*

⁶⁹⁹ Schevenels à Hernandez, 27 octobre 1936, IISH, SAI, 2763B/50.

⁷⁰⁰ Belarmino Tomas est la personne ressource pour les Asturies, pour la province de Santander, le gouverneur Ruiz, et pour Biscaye, Juan de los Toyos. Adler à Schevenels, IISH, SAI, 2763B/65-66. Voir aussi « Gestion du Comité Espagnol du FIS », IISH, SAI, 2763F/25-28.

⁷⁰¹ Voir carte dans ISF, « Aid for Spain », p. 2. IISH, SCW/6.

⁷⁰² Schevenels à Santiago, 11 décembre 1936, IISH, SAI, 2763C/33-34.

⁷⁰³ Schevenels à Santiago, 16 décembre 1936, IISH, SAI, 2763e/49-50.

qui seront envoyées par les soins du Comité d'achat⁷⁰⁴» à la zone nord. Bref, à défaut de fournir des avions et des chars de combat, le FIS fournit les vêtements des équipages. S'ensuit la liste des denrées alimentaires : plusieurs centaines de tonnes de sucre, de farine, de bœuf en gelée et de lait condensé. Les autres denrées figurant dans la liste de Santiago – café, riz, morue salée et tabac – ont déjà été envoyées en quantité considérable à l'ensemble de la zone républicaine. Quant aux enfants, ils n'ont pas été oubliés : « P.S. – Nous avons également préparé l'envoi de 45 000 paquets contenant du chocolat, du pain d'épice, des gâteaux et éventuellement un jouet, à distribuer comme cadeau d'étrenne aux orphelins et autres enfants victimes de la guerre civile⁷⁰⁵. »

En résumé, à la fin de 1936, le réseau est en place et l'on peut désormais envisager d'accroître la présence et la visibilité du FIS en Espagne. Parallèlement, il devient nécessaire de calmer les craintes des uns et l'ardeur des autres.

Tracas relatifs à la campagne

Le premier semestre de la campagne, les sommes collectées par le Fonds avoisinent les 9 millions de FF. En ordre d'importance décroissante, les contributeurs sont : l'Angleterre, les États-Unis, la Suède, la Belgique, le Danemark, la Hollande, la Norvège et la Tchécoslovaquie⁷⁰⁶. La France ne figure pas dans le rapport puisque la CGT a décidé de faire campagne à son propre compte, ce qui est d'autant plus étonnant considérant que son chef, Léon Jouhaux, est vice-secrétaire de la FSI. Or, celui-ci désire envoyer ce qu'il veut en Espagne et collaborer avec les autres groupes du Front populaire.

Schevenels désapprouve la mixité de la campagne de la CGT qui, à son avis, engendrera « [de] la confusion et [de] la désorganisation dans l'action de secours commune des deux Internationales⁷⁰⁷. » Quant à Citrine, il la qualifie de « campagne de contrebande de millions de francs de marchandises transitant par les Pyrénées⁷⁰⁸ ». Par ailleurs, le président

⁷⁰⁴ Ces marchandises ne sont pas touchées par l'édit de non-intervention.

⁷⁰⁵ Schevenels à Santiago, *ibid.*

⁷⁰⁶ Schevenels aux centrales : « FIS », 8 janvier, IISH, SAI, 2763d/3-5.

⁷⁰⁷ Schevenels à CGT, 5 août 1936, IISH, SAI, 2763/23.

⁷⁰⁸ Fonds International de Solidarité, « Rapport Intérimaire », *loc. cit.*

de la FSI s'inquiète de l'ambivalence de militants français notoires, tels que Bracke, l'éditeur du Populaire, qui a écrit dans un éditorial que « *the Socialist movement itself should see that that arms were supplied and get their governments to wink at it*⁷⁰⁹. »

Officiellement, les achats du FIS consistent en des fournitures non militaires. Les équipements de tankistes ou d'aviateurs retrouvés entre la morue séchée et les saucissons ne sont pas proscrits par l'édit de non-intervention. Alors, comment expliquer que les organisateurs insistent autant sur la confidentialité des envois :

*Il est très important [...] que l'action elle-même qui doit vaincre de nombreuses difficultés [...] ne soit pas entravée par des manifestations de simple curiosité. L'aide qui doit être apportée est en grande partie oeuvre confidentielle. Les administrateurs du [FIS] ont trouvé des collaborateurs qui ont assumé cette tâche ardue et de grande responsabilité avec un dévouement extraordinaire et qui ont assez le sens du devoir pour faire abnégation de toute publicité ou d'éloge*⁷¹⁰.

Les craintes que le FIS se livre à des activités extralégales montent d'un cran lorsque le secrétaire du POB, Jean Delvigne, se retrouve au centre d'un scandale en Belgique. À ce sujet, José Gotovitch écrit :

*Après des incidents mineurs en août, le 16 septembre le "journaliste" espagnol Huerta oublie une serviette dans un train. Les documents qu'elle contient révèlent au Parquet le détail de multiples contrats passés avec des firmes belges pour l'achat d'armes et de munitions. Les documents impliquent l'ambassade du Mexique à Paris, celle d'Espagne à Bruxelles, divers intermédiaires espagnols, mais surtout ils découvrent le rôle central joué par le secrétaire national du POB Jean Delvigne. Une multitude de perquisitions sont opérées qui amènent la saisie d'armes sur un bateau à Ostende, la découverte de dépôts à Anvers, Bruxelles, Liège. Jean Delvigne devient aussitôt la cible d'une campagne violente de toute la presse de droite*⁷¹¹.

Et si l'incident fait perdre le poste de Commissaire royal à l'Armement à son père, le notable socialiste Isy Delvigne, reste qu'un dirigeant syndical socialiste – Joseph Bondas – l'obtiendra. Les socialistes conservent donc leurs entrées dans le milieu des armements au plat pays.

⁷⁰⁹ Buchanan, *op. cit.*, p. 57.

⁷¹⁰ Fonds International de Solidarité, « Rapport Intérimaire », *loc. cit.* Voir aussi Enrique Hernandez à Ramon Lamonedá, 15 décembre 1936, FPI, AH 78-22, 9.

Le 29 septembre à Paris, se déroule une réunion du FIS convoquée à la demande expresse du TUC afin de faire le point sur ces histoires. Adler supplée Schevenels parti aux États-Unis et se voit assisté par Stolz. Les délégués de la FSI sont Hicks, Tayerle et Meister et, en ce qui concerne l'IOS, les archives ne font mention que « de représentants belges », sûrement Delvigne ou Vandervelde. D'entrée de jeu, Hicks, le porte-parole du TUC, signifie que l'aide amassée ne correspond pas à l'aide distribuée, que les travailleurs du chemin de fer sont irrités que leurs homologues espagnols n'aient rien reçu et qu'ils ont l'impression qu'une discrimination est exercée. Hicks s'inquiète que ces fonds soient voués à la propagande, aux frais administratifs et de déplacement, mais surtout, à l'achat d'armements. Il souligne combien cette dernière éventualité nuit considérablement à la campagne en Angleterre et exige que le caractère exclusivement humanitaire de la campagne soit garanti. Le verbatim présente son intervention comme suit :

Hicks stated that some anxiety existed in Great Britain, As to whether the fund was being used exclusively for the supply of goods to meet the humanitarian needs of the victims of the Spanish Civil War. It had been suggested that some of the money had been used to supply arms and for munitions to the Government forces. [...] That the amount of help distributed appeared small considering the time that had elapsed and the amount in hand. Further it made difficult to make further appeals for subscriptions until these matters had been cleared up⁷¹².

Adler et Stolz tentent alors de lever l'ambiguïté en expliquant que les frais de fonctionnement et de publicité sont pris en charge par les Internationales – non par le FIS. Présentant le bilan financier, ils soulignent que la CGT n'a remis que 50 000 FF sur les 3 millions FF récoltés et que la centrale effectue une campagne autonome sur laquelle le FIS n'a aucun contrôle. Jusqu'à cette date, les envois ont été constitués de fournitures médicales, de vêtements chauds, de lait condensé et de cigarettes, précise-t-on. Le prochain, lui, comportera 100 000 livres de sucre, 500 000 cigarettes, 10 000 livres de chocolat, 10 000 livres de biscuits et 2000 pull-overs tricotés par des militantes et sympathisantes. Adler et Stolz précisent au passage que les envois seront hebdomadaires sous peu, que le Comité espagnol règlera les problèmes de logistiques, et que surtout, il fera comprendre

⁷¹¹ La suite de la citation : « Dans ses carnets, Vandervelde révèle qu'il dut peser de tout son poids au gouvernement pour que soit reconnue l'absence d'infraction et que Delvigne ne soit point poursuivi. » Gotovitch, *loc. cit.*, p. 508. Note de bas de page # 30.

⁷¹² « Meeting of Solidarity Fund in Paris », 29 septembre 1936, IISH, SCW/6/6.

aux anarchistes catalans que les cargaisons du Fonds ne sont pas destinées aux communistes.

Le « dilettantisme militant »

Une source de tracas pour les cadres du FIS provient des « improvisations » de militants rentrant d'Espagne galvanisés par ce qu'ils ont vu et entendu. Schevenels leur reproche de céder au « dilettantisme démagogique ».

En effet, alors que la participation gouvernementale et la non-intervention dictent le cadre palliatif à profil bas de la campagne, nombre de militants se rendent en Espagne afin d'exprimer plus concrètement leur solidarité avec le *Frente popular*. Leur départ fait en quelque sorte l'affaire de cadres nationaux se voyant ainsi libérés de militants souvent activistes. En revanche, le FIS doit composer avec ces éléments sur le terrain et faire en sorte qu'ils s'en tiennent à la ligne des Internationales. Il s'agit le plus souvent de membres de la gauche socialiste tels que Pietro Nenni, Julius Deutsch, Isabelle Blum, Max Buset, Albert Marteaux ou Jean Zyromski. Ils revendiquent un engagement total pour la République, l'usage de moyens combattifs tels que la grève générale pour faire tomber la non-intervention, l'envoi d'armes et l'implication formelle dans les Brigades internationales⁷¹³. Mais les directions des sections s'opposent à l'emploi de ces tactiques radicales, car elles craignent une contagion du climat révolutionnaire dans leur pays ou encore la réaction de l'extrême droite.

Dans la première partie, nous avons vu comment Adler expliqua à Nenni que la formation d'une brigade internationale de l'IOS et de la FSI est hors de question :

*[...] elle aurait fait dans les différents pays l'objet d'une attaque de front de la part des fascistes, et l'aide pratique effective n'en aurait été que diminuée. [...] Les résultats bénéfiques d'une telle propagande ayant été mis de côté afin de ne pas nuire à "l'action pratique véritable"*⁷¹⁴.

⁷¹³ Nenni à Adler, 9 avril 1937, IISH, SAI, 2770a/57-58, pp.1-2.

⁷¹⁴ Adler à Nenni, 17 décembre 1936, IISH, SAI, 19/5/17.

Alors qu'il n'y a qu'un Adler pour raisonner un militant de l'envergure de Nenni, Schevenels, par contre, ne se gêne aucunement pour rabrouer les militants de moindre envergure, et ce même s'il s'agit de la fille du très respecté Camille Huysmans, qu'on surnomme la *Pasionaria* de la famille.

À la fin de l'automne 1936, un rapport de la militante socialiste danoise Helen Horup décrit le formidable effort de résistance madrilène durant l'offensive franquiste, tout en surlignant la contradiction entre la perspective du militant exposé aux bombardements et celle du fonctionnaire dans son bureau de Bruxelles ou Paris. Elle cite un vibrant témoignage de Marthe Huysmans qui explique mieux l'impatience de certains :

*For two months I have been in Spain. I have been under twenty bombardments in Madrid. [...]. There was a shortage of everything in the city. We had no ambulances. They were at the front, and even their number was too small. When Madrid is being bombarded the wounded cannot be taken to the hospital. And sometimes the dead lie where they fall. Many women and children have not been able to get away, because the Spanish government were not allowed to buy the necessary means of transport abroad. [...]*⁷¹⁵.

De telles déclarations non autorisées, provenant de surcroît d'une unitaire, sont loin de plaire à Schevenels. Il craint que le SRI ou des comités communistes non avoués en profitent pour discréditer le FIS. Le vase déborde lorsque des délégués revenant d'Espagne allèguent que les miliciens espagnols reçoivent davantage d'assistance que les brigadistes internationaux. Schevenels se plaint à De Block de ces « enfiévrés » rentrant à peine :

*Ces camarades sont certainement de bonne foi, mais se trouvant dans un état de surexcitation, et dans leur imagination surchauffée, ils croient voir des situations intolérables qui ne sont que le résultat inévitable de l'état de guerre. De là à accuser le gouvernement espagnol ou les différents départements civils et militaires qui ont la charge du ravitaillement des miliciens, de l'évacuation des blessés et de leur traitement dans les ambulances et hôpitaux, il n'y a qu'un pas. On en vient vite à ajouter que la solidarité internationale est coresponsable de ces scandaleux manquements*⁷¹⁶.

Le directeur du Fonds se préoccupe tout autant de l'image colportée par la presse espagnole. Lorsque *Claridad* critique une séance des Internationales, il avise le vice-secrétaire de l'UGT, Pascual Tomas, que « *la publication de tels articles devrait être*

⁷¹⁵ Ellen Horup, « Anglo-French Collaboration with regard to Spain », p. 7, IISH, SAI 20/2/9.

⁷¹⁶ Schevenels à De Block, 11 décembre 1936, IISH, SAI, 2763c/31-32.

*empêchée de la façon la plus radicale [...] cela étant susceptible de générer de la démagogie consciente ou inconsciente*⁷¹⁷ ». À la mi-décembre, Schevenels se met à nouveau hors de lui en prenant conscience d'un article sur la situation chaotique des hôpitaux républicains, le manque de personnel, d'ambulances, et le fait que les blessés du front madrilène ne reçoivent pas les soins adéquats. Commentant à Santiago les effets désastreux de ces « légendes » sur l'effort de solidarité internationale, il refuse de croire que les dirigeants en cause ne prennent pas leurs responsabilités et qu'ils sont partiaux dans l'assistance apportée aux miliciens espagnols et aux volontaires étrangers. Il défend l'intégrité du FIS – qui reste en contact permanent avec la Junte madrilène et fait de son mieux pour satisfaire ses besoins. Il sert une nouvelle mise en garde contre ce « *dilettantisme démagogique qui tend de plus en plus à se substituer aux organismes officiels du mouvement ouvrier international, lesquels font entièrement leur devoir dans la mesure de leurs moyens*⁷¹⁸. »

À la fin du mois, il reçoit une lettre de Tomas l'assurant que les allégations concernant les traitements de faveur des miliciens espagnols sont dénuées de fondements. Dans un autre ordre d'idée, le vice-secrétaire de l'UGT désire savoir où il peut commander des fournitures médicales. Schevenels lui rappelle qu'il doit transiger par la structure formelle dans un souci d'efficacité : « *En ce qui concerne les organisations syndicales et politiques affiliées à la FSI et à l'IOS, tous les fonds sont centralisés au Fonds International de Solidarité : c'est donc avec nous que vous pouvez prendre tous les arrangements de cette nature.* » En ce qui concerne les combattants espagnols et internationaux, ils doivent effectuer leurs requêtes au Comité espagnol basé à Valence, afin « *[d'éviter] toute espèce de malentendu, tout en donnant le maximum de solidarité internationale de la part de la classe ouvrière de tous les pays.* » Révélant l'origine des accusations de favoritisme, Schevenels écrit : « *C'est pour cette raison que j'ai refusé de faire quelque chose de spécial pour la brigade internationale*⁷¹⁹. »

⁷¹⁷ Schevenels à Tomas, 22 décembre 1936, IISH, SAI, 2763c/76-77.

⁷¹⁸ Schevenels à De Block, 11 décembre 1936, IISH, SAI, 2763c/31-32, p. 2.

⁷¹⁹ Schevenels à Tomas, 30 décembre 1936, IISH, SAI, 2763c/85-86.

1937 : Implantation, mise en valeur et défense de la spécificité de l'initiative du FIS en Espagne

Peu d'attention a été accordée depuis le début du conflit à la promotion de la campagne du FIS, qui se doit de conserver un profil bas afin de ne pas, – pour reprendre les mots d'Adler –, entraver l'action concrète. Se considérant mus par une solidarité dépourvue d'artifices, les socialistes trouvent en revanche que la campagne de leur premier concurrent – le Secours rouge – relève plutôt de la réclame. Revenant d'une conférence multipartite, Buset compare devant le Bureau du POB les interventions de Jouhaux et du directeur du SRI communiste :

Il se gargarisait de ce que faisait le [SRI]. Il inondait l'Espagne de ses bienfaits. Le deuxième discours, celui de Jouhaux, était posé. Il parlait en homme intelligent. Il disait qu'il faisait tout ce qu'il pouvait, mais il ne voulait pas se vanter. Nous avons appris à cette Conférence que nos deux Internationales mettaient 14 millions à la disposition de l'Espagne. Les Russes ont l'avantage d'avoir leur pays derrière eux, mais quant à leur Internationale, elle a fait moins que la nôtre, mais elle fait les choses mieux et avec plus de méthode⁷²⁰.

Mais la modestie prônée par Adler, aussi noble cette attitude soit-elle, contribue à conférer tout le prestige aux communistes qui ont le vent dans les voiles depuis l'intervention soviétique. Au niveau de la propagande, la campagne du FIS ne fait pas le poids face aux avions et tanks russes, et la population à l'impression que l'IOS et la FSI se tiennent à l'écart du conflit.

À l'hiver 1937, on dénote l'accroissement des initiatives visant à renforcer la présence et la visibilité du socialisme international en Espagne. Tout d'abord, la visite d'une délégation parlementaire du POB suivra celle de Schevenels en janvier, ensuite, un délégué permanent sera installé et, finalement, un hôpital militaire mis sur pied. On envisage par ailleurs la création d'un Bureau de l'Internationale à Valence ainsi que l'augmentation du nombre de commissaires socialistes affectés aux Brigades internationales⁷²¹.

Dans cette mouvance, le 8 janvier, Schevenels fait parvenir une circulaire aux centrales syndicales ainsi qu'aux secrétariats professionnels internationaux (SPI) :

⁷²⁰ Bureau du Parti, 5 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 77.

Trop souvent l'action entreprise par les deux internationales [...] en faveur de l'Espagne [...] étant méconnue, il conviendrait que, tout au moins dans la presse ouvrière, nous fassions connaître la véritable action de solidarité internationale. Nous estimons que l'opinion publique ouvrière et l'opinion publique tout court ont le droit de savoir que les Internationales ouvrières syndicale et socialiste ont fait, dans toute la mesure de leurs moyens, leur devoir de solidarité internationale envers leurs camarades espagnols⁷²².

Schevenels passe aux statistiques de la campagne du FIS dont la valeur des collectes est chiffrée à 8 700 000 FF auquel il faudrait rajouter les 5 350 000 FF collectés par la CGT. Il se réfère en ces termes à certaines aides extralégales et en appelle à la plus grande circonspection :

Enfin, vous comprendrez qu'il ne nous est pas possible de mentionner dans cette circulaire certaines autres aides matérielles que nous avons été en mesure d'apporter à nos camarades espagnols. [...] nous laissons à votre jugement personnel le soin de publier les informations de caractère non confidentiel contenues dans cette circulaire⁷²³.

Deux semaines plus tard, il se joint à un convoi afin de sensibiliser la population espagnole aux efforts socialistes internationaux. Partant de Perpignan le 21 janvier 1937, la 18^e caravane du FIS comporte 21 camions transportant 40 tonnes de marchandises ainsi qu'une citerne de 4500 litres d'essence. La caravane passera par Barcelone et dans un but promotionnel, fera une brève halte à Tarragone et Valence, pour ensuite se rendre vers Madrid où l'on procédera à la distribution des vivres à la population et aux miliciens.

Le rapport confidentiel de Schevenels est des plus intéressants du fait qu'il traduit ses réserves face aux autres groupes politiques. On y apprend que le voyage jusqu'à Valence ne fut pas exempt de problèmes. Il débute sous un mauvais augure lorsque *L'Humanité*, pour une raison obscure, écrit que la caravane est en fait destinée à Franco⁷²⁴, ceci expliquant peut-être, selon Schevenels, que le camion-citerne ait prit feu à deux reprises et ait failli

⁷²¹ Rayet, *loc cit.*, p. 167-168.

⁷²² « Schevenels aux centrales : F.I.S. », 8 janvier 1937, IISH, SAI, 2763d/3-5

⁷²³ *Ibid.*

⁷²⁴ Nous avons trouvé que cet entrefilet dans la section « L'intervention fasciste en Espagne » avec ce titre qui laisse dubitatif : « Est-il vrai que ? » : « "... Le garage Bernard, rue Jenner, (Paris 13^e), a une centaine de camionnettes de deux tonnes prêtes à expédier aux armées de Franco. ... 15 de celles-ci devraient prendre la route pour Hendaye. Mais ordre aurait été donné de les envoyer par chemin de fer, et il est possible qu'elles prennent le train à Austerlitz dans la journée d'aujourd'hui dimanche. ...D'autre part, du même garage, un camion-citerne Ford n° 8956 R.F.5 doit partir aujourd'hui, à 6 heures du matin, par la route d'Hendaye." » Voir « Est-il vrai que », *L'Humanité*, 17 janvier 1937, p.3.

exploser. Cela ne fut que le début des ennuis. Le zèle des patrouilles anarchistes jusqu'à Barcelone entraîna des retards considérables auxquels s'ajoutèrent des ennuis mécaniques. Une fois à Valence, les 17 camions rendus à bon port sont remis au comité socialiste local, et Schevenels file sur Madrid à bord d'une voiture allouée par le ministère de la Guerre. Le Comité espagnol se chargera peu après d'acheminer le convoi jusqu'à Madrid et d'effectuer la distribution des vivres aux civils et brigadistes. Les retombées médiatiques, elles, seront nulles⁷²⁵. Nenni, qui envisageait un accueil grandiose à Madrid, se rend à Valence pour orchestrer le tout. Il déchanté en constatant que la caravane est dispersée et que le secrétaire de la FSI est déjà en route pour Madrid. Il fait part à Adler de sa consternation dans les termes suivants :

Mais ni Pascual Tomas, ni Enrique Santiago, ni Llopis, ni le général Ascenior, ne m'ont renseigné exactement. Il paraît que 4 ou 5 camions sont arrivés et que les autres sont par ci ou par là. Enfin le but de propagande que nous avions envisagé me paraît raté. C'est dommage. [...] D'une façon générale tous insistent ici pour une participation plus active de notre Internationale⁷²⁶.

Nenni lui rappelle aussi que l'installation d'un représentant des Internationales constitue « *une nécessité politique urgente*⁷²⁷ ». Or, le problème est qu'il n'y a toujours pas de militant de confiance et d'envergure pouvant se libérer pour un séjour à long terme.

Toujours est-il que Schevenels et Nenni finissent par se retrouver à Madrid où ils visitent le front, s'entretiennent avec les autorités du Comité espagnol et avec des dirigeants politiques et militaires. Le secrétaire de la FSI en profite pour annoncer l'arrivée prochaine de quatre navires en provenance de France, d'Angleterre et de Belgique.

L'impression que Schevenels tire de cette visite est que la capitale est imprenable « *Sauf... Sauf, naturellement, si l'Allemagne et l'Italie, intensifient à nouveau leur aide à Franco en envoyant des armées entières aux rebelles*⁷²⁸. » Il vante l'ardeur des combattants espagnols et internationaux tout en démentant les rumeurs : « *contrairement à certaines affirmations, rien ne permet de dire que l'ardeur des miliciens espagnols ou étrangers soient inférieurs*

⁷²⁵ Schevenels, « Rapport succinct sur la mission en Espagne du 21 au 29 janvier 1937 », 5 février 1937, IISH, SAI, 2763E/18-23, p. 2.

⁷²⁶ Nenni à Adler, 1 février 1937, IISH, SAI, 2770a/56.

⁷²⁷ « Rapport succinct », *loc cit.*, 1.

*les unes aux autres*⁷²⁹. » Il relativise aussi la présence soviétique, mentionnant n'avoir aperçu que quelques conseillers, canons et avions, mais certainement pas de troupes et de stocks, ajoutant que le pourcentage de volontaires russes est faible dans les Brigades internationales.

Enfin, le directeur du FIS considère avoir accompli le but premier de sa mission, soit « *apporter en Espagne un message et un témoignage concret de la solidarité internationale* ». En ce qui concerne l'un des objectifs secondaires de la mission – le projet d'hôpital –, les résultats ne sont pas aussi reluisants puisque Caballero a rejeté la proposition du revers de la main. Le FIS poursuivra donc l'envoi d'ambulances.

En revanche, les efforts publicitaires de Schevenels semblent avoir porté fruit puisque la caravane subséquente fait l'objet d'un article élogieux d'une page avec photos dans *Claridad*. Le journal nous apprend que « *Le volume des expéditions et la proximité de leurs dates donnent une idée du potentiel de nos internationales qui sont décidées à soutenir le peuple espagnol*⁷³⁰ », puis que les marchandises sont destinées à Valence, Alicante et principalement Madrid, où elles « seront vendues à prix raisonnable pour la cause ». On mentionne l'implication des délégués du Comité espagnol : Hernandez, Santiago et Antonio Jimenez Moreno. Oeuvrant à titre de chef de convoi, c'est ce dernier qui a fourni les détails au journaliste de *Claridad*.

Pressions sur le mouvement belge

La députation belge du POB qui a talonné Schevenels en Espagne rentre gonflée à bloc. Au Bureau du 5 février, Buset n'y va pas par quatre chemins, il reproche au mouvement d'avoir articulé sa campagne « *avec l'idée que Franco l'emporterait* » et poursuit sans faire cas des protestations :

J'ai l'angoisse que la 2me Internationale ne trouve sa mort en Espagne. Il faut absolument qu'un homme soit chargé par les Internationales de s'occuper de la

⁷²⁸ *Ibid.*, p. 3.

⁷²⁹ *Ibid.*, p. 2.

⁷³⁰ «Otra expedición de viveres a Espana», *Claridad*, p. 4, [S.D.], IISH, SAI, 2763D-E.

*brigade internationale à Madrid. Il y a là-bas beaucoup de communistes, mais aussi beaucoup de P.O.Bistes [...] Nous avons autant de droits qu'eux pour avoir des commissaires politiques. Nous pourrons faire cette chose que lorsque nous aurons dans ce pays une Maison avec un commissaire [...] Il faut organiser tout cela pour ne pas perdre vos hommes qui sont là*⁷³¹.

Bref, l'IOS n'a pas de « défenseur » en Espagne et cela est d'autant plus malheureux que la majeure partie des cadres du PSOE, Prieto entre autres, désirent que le parti reste affilié à l'Internationale socialiste. Et « *tandis que notre intervention passe le plus souvent inaperçue* », poursuit-il, le Komintern envoie des tanks, des avions, des aviateurs et identifie clairement son aide humanitaire de l'acronyme SRI. Après avoir louangé Nenni qui est « tombé du ciel », Buset fait les propositions suivantes :

*Nous demandons deux choses du point de vue organique : c'est qu'on centralise à Bruxelles où à Paris, toutes les affaires d'Espagne, entre les mains d'un camarade, qu'il y ait quelqu'un au départ et nous demandons qu'il y ait quelqu'un à l'arrivée et que sous les auspices d'une Maison Internationale, un belge, un anglais ou un suédois centralise toutes les affaires de nos Internationales, qui voie les camarades espagnols, qui détermine ce qu'il faut faire, qui nous mette au courant des positions de là-bas. Je sais que des camions venant de l'IOS ont été jusqu'à Madrid, que le contenu a été versé dans un garage et que personne ne se doutait que cela venait de nous*⁷³².

Enfin, il demande à ce qu'une délégation des deux internationales soit envoyée dans les plus brefs délais « *pour voir la situation exacte et pour voir quel rôle il faut jouer là-bas*⁷³³. » Notons que Delvigne s'est fait excuser de cette réunion en raison d'un engagement à Barcelone. Or, nul ne sait qu'il n'a pas l'intention de rentrer. Il s'est secrètement entendu avec Schevenels pour servir à titre de représentant du FIS en Espagne. Le Bureau en sera informé par le Peuple⁷³⁴.

Rentrant de Londres, Huysmans père vient plaider au Conseil général du 18 février pour une présence accrue sur le terrain afin d'assurer le caractère parallèle de l'initiative et défavoriser la tendance vers « l'unité organique ». Il définit l'action parallèle dans les termes suivants :

⁷³¹ Bureau du Parti, 5 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 77-78, Dsc00797-98

⁷³² *Ibid.*, p. 77.

⁷³³ *Ibid.*

⁷³⁴ Bureau du Parti, 15 février 1937, Bureau du POB 1937-1937, IEV, p. 113.

Je suis allé à Londres pour faire des sondages. Et le major Atlee chez des socialistes anglais nous a parlé d'une action parallèle. Et du moment que les Anglais posent cette condition, il est tout à fait impossible de se rallier à une autre hypothèse. [...] Les communistes [...] ont une action dirigée dans le même sens que nous, mais nous n'avons pas à nous lier organiquement ou autrement avec les communistes. En voulant la même chose, nous ne sommes pas confondus. Ce n'est spécieux⁷³⁵.

Reste que dans les Brigades internationales, il n'y a que des commissaires communistes : « ils font de la réclame, ils le font partout », cela même s'ils « ne sont qu'une infime minorité. »⁷³⁶ Pour accroître la présence sur le terrain, Huysmans ne propose rien de moins que le déménagement du siège de l'IOS à Valence :

Il faudrait que l'Internationale soit à Valence plus qu'à Bruxelles. Là-bas on en a un besoin sensible, il faut des rapports quotidiens, car en somme, nous sommes quand même du côté gouvernemental. [...] Je suis heureux que Delvigne soit parti et heureux aussi que le Major Atlee à Londres soit du même avis. Car sur toutes les questions soulevées il a été d'accord, sans exception. J'ai parlé de l'affaire avec les camarades de Suède, avec le camarade Sandler qui se trouvait ici la semaine dernière, il est également d'accord. On m'a demandé de me rendre en Hollande pour essayer d'obtenir les mêmes résultats⁷³⁷.

Ensuite, il demande la mise sur pied d'une commission mondiale d'aide, projet auquel Atlee a apporté son accord et dont l'assistance serait destinée aux deux camps. Précisons ici que de Brouckère ne s'accorde pas du tout avec l'idée d'envoyer de l'aide au camp rebelle⁷³⁸. Enfin, Huysmans rend hommage à l'infatigable Isabelle Blume, avec qui il a passé quelques jours en Espagne. Bien qu'il ne partage pas certaines inclinaisons politiques, il admet cependant qu'elle se donne entièrement à la cause.

Blume vient témoigner à une réunion subséquente du Bureau de son expérience en Espagne. D'une part, elle rapporte avoir vu Tomas pleurer « [...] parce qu'on écrivait là-bas que notre mouvement syndical suivait Spaak⁷³⁹. » D'autre part, elle plaide à son tour pour une présence visible :

L'Internationale socialiste et la FSI créent un grand courant pour l'Espagne. Et il faut que toute l'Espagne sache que les Internationales sont avec la République. C'est l'avis de Camille Huysmans et de tous les camarades qui sont allés en Espagne. Nous

⁷³⁵ Réunion du Conseil général, 18 février 1937, p. 9, AMSAB-ISG, 1937-02-18_bwp_AR.pdf

⁷³⁶ *Ibid.*

⁷³⁷ *Ibid.*

⁷³⁸ Bureau du POB, 25 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 123-124.

⁷³⁹ Séance du Conseil général, 22 février 1937, p. 36, AMSAB-ISG, 1937-02-22_bwp_AR.pdf

*créerons un hôpital là-bas. Il faut que nous fassions un gros effort d'entraide humanitaire*⁷⁴⁰.

Nous traitons de cet hôpital dans le prochain chapitre. En ce qui concerne le projet de Maison des Internationales, Buset le présente en ces termes :

*Nous avons entretenu Caballero de cette idée d'installer une Maison de l'IOS qui serait une espèce d'ambassade pour coordonner les efforts et pour être en relation avec les autorités espagnoles, et avec les belges qui sont là-bas. On y aurait installé un petit état-major, un homme de la CGT, un anglais, un scandinave, un belge connaissant le flamand. [...] De Brouckère approuvait tout cela, mais il faudrait de l'argent. Mais je crois que si on payait les frais de séjour, on pourrait arriver à réaliser quelque chose à très peu de frais. Le Bureau ne pourrait-il pas étudier la chose et comme section de l'IOS en faire la proposition*⁷⁴¹ ?

Vandervelde abonde dans le sens de Buset tout en rappelant que le POB doit acquitter ses arriérés à l'IOS avant de se lancer dans de plus amples dépenses. De Block s'engage tout de même à trouver une solution même si les fédérations peinent à payer leurs cotisations :

*L'IOS sera payé et c'est déjà beaucoup, mais il ne faut pas oublier que c'est grâce à la Belgique que l'IOS a pu résister pendant un temps. Quant à la Maison de l'Internationale, l'IOS ne fera tout de même rien sans la [FSI]. J'ai parlé avec Schevenels et il n'y est pas opposé. Stolz est pour le moment en Espagne pour voir ce qu'on pourrait faire. Je puis cependant vous dire que si la [FSI] marche, elle n'enverra pas un politicien, mais un syndicaliste*⁷⁴².

Jean Delvigne : Le rôle de délégué du FIS en Espagne républicaine.

Sans compter les risques inhérents à un conflit civil, la position de délégué FIS en Espagne est des plus inconfortables. Il faut d'un côté composer avec les incessantes réprobations du PSOE, de l'UGT et de la junte madrilène, tous blâmant l'IOS pour la politique extérieure de la SFIO et du POB, et de l'autre, avec Schevenels, qui ne déroge pas de la ligne humanitaire et exclusivement socialiste du FIS. Ce à quoi il convient de rajouter l'influence croissante du PCE dans l'appareil d'État et le poids de leur propagande.

⁷⁴⁰ *Ibid.*

⁷⁴¹ Bureau du Parti, 15 mars 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 149.

⁷⁴² *Ibid.*

S'étant absenté à quelques réunions du Bureau, Delvigne fait acte de présence le 6 janvier pour déclarer « *J'ai des difficultés avec la justice*⁷⁴³. » C'est que depuis novembre 1936, il est l'objet d'une rageuse campagne de la droite belge qui ne va pas sans rappeler celle ayant poussé Roger Salengro – le ministre socialiste de l'Intérieur du Front populaire – à se suicider. Les efforts de Vandervelde pour lui éviter l'inculpation n'atténuent en rien son ressentiment à l'égard des membres du Bureau qui l'avaient chargé d'aider l'ambassade espagnole à acquérir des armes ainsi qu'à recruter des brigadistes.

Avec le projet de loi Bovesse sur le point d'être ratifié – il prohibe le recrutement de volontaires –, les pressions deviennent insoutenables. Le sénateur Rolin expliquera à Vandervelde que Delvigne craignait l'arrestation imminente tout en attribuant « *son départ à la dépression causée par le fait que, de la part de certains militants il ne sentait pas suffisamment soutenu*⁷⁴⁴ ».

La correspondance de Delvigne en provenance de Paris et datée du 4 février, le jour de son départ pour Barcelone, démontre que la décision a été prise rapidement. De Paris, Delvigne avise Adler de son projet : « *je me suis mis d'accord avec Schevenels pour m'éviter un voyage inutile. Je voudrais donc [servir] comme délégué permanent des deux Internationales*⁷⁴⁵. Il lui demande de ne pas s'inquiéter, l'informe qu'il a pris ses disponibilités pour un long séjour et qu'il attendra les instructions concernant l'hôpital. Une seconde lettre avise cette fois un destinataire non identifié d'un appel à Barcelone « *pour mettre au point quelques affaires que m'avait demandées un camarade espagnol [...]*⁷⁴⁶. » Ensuite, et toujours dans le même pli, il fait part des réserves des responsables du FIS concernant le projet d'hôpital : « *J'ai l'impression qu'Adler et Schevenels n'attachent pas grand importance à l'hôpital. Crespy les convaincra.* » Delvigne se réfère ici à Robert Crespy-Ducleau, un chirurgien et militant antifasciste italien⁷⁴⁷. Enfin, il s'engage à garder le contact par de fréquents rapports puis précise en fin de lettre : « *Ai-je besoin de vous dire*

⁷⁴³ Bureau du Parti, 6 janvier 1937, p. 1, AMSAB-ISG, 1937-01-06_bwp_BU.pdf

⁷⁴⁴ Vandervelde à Adler, 13 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/50. Voir aussi Séance du Conseil général, 15 février 1937, p. 113, AMSAB-ISG, 1937-02-18_bwp_AR.pdf

⁷⁴⁵ Delvigne à Adler, 4 février 1937, IISH, SAI, 2763^S/6-8. Voir aussi Adler aux membres du Bureau de l'I.O.S., 11 février 1937, IISH, SAI, 19/5/19.

⁷⁴⁶ Delvigne à Adler, *ibid.*

⁷⁴⁷ « Onteniente », *Le Populaire*, 5 janvier 1938, p. 6.

que je considère à la fois comme un honneur et une récompense vos conseils qui sont toujours précieux. »

Le 9 février est réunis le comité du FIS composé d'Adler, Schevenels, de Brouckère, Van Roosbroeck et le Suédois Meister. Delvigne est nommé représentant officiel en Espagne et il est précisé que « *cette décision ne change à la mission que remplit le camarade Pietro Nenni auprès des Brigades Internationales*⁷⁴⁸ ». Relativement au projet d'hôpital, le comité s'y accorde en principe tout en statuant qu'il faut repousser sa réalisation jusqu'à ce que des fonds monétaires soient disponibles⁷⁴⁹.

Delvigne arrive finalement à Valence le 12 février. Le même jour, Lamonedà est avisé par le FIS que :

*Depuis un certain temps déjà, l'on avait ressenti la nécessité d'avoir en Espagne un représentant permanent du FIS, mais jusqu'à présent il n'avait pas été possible de trouver un camarade possédant les qualifications nécessaires et disposant du temps qu'exigerait cette tâche. Cette question vient d'être résolue par le fait que le camarade Delvigne a offert ses services et que le Parti Ouvrier Belge a généreusement décidé de lui permettre de se libérer à cet effet*⁷⁵⁰.

Précisons ici que le Bureau du POB a été mis devant le fait accompli et que plusieurs de ses membres, outrés de voir le parti décapité de son secrétaire wallon, s'opposent à lui concéder un congé. De Block et Vandervelde doivent leur rappeler que Delvigne avait été chargé de « certaines activités extralégales » en août et que de refuser cette vacance serait vu comme un recul dans l'implication solidaire envers la République. Le congé lui sera finalement accordé trois jours plus tard⁷⁵¹. Le FIS fait part de la nouvelle à Lamonedà dans les termes suivants :

*Membre de l'exécutif de l'IOS, et ayant pris une part active au travail d'entraide pour l'Espagne dès le début de la guerre civile, le camarade Delvigne sera à même de prendre des décisions en notre nom et d'éviter ainsi les délais occasionnés par les difficultés de communication*⁷⁵².

⁷⁴⁸ Bureau du POB, 15 février 1937, p. 113, AMSAB-ISG, 1937-02-18_bwp_AR.pdf

⁷⁴⁹ « Réunion du FIS », 9 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/45.

⁷⁵⁰ FIS à Lamonedà, 12 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/47.

⁷⁵¹ Séance du Bureau du Parti, 15 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, pp. 113-114.

Voir aussi Friedrich Adler aux membres du Bureau de l'IOS, 11 février 1937, IISH, SAI, 19/5/19.

⁷⁵² FIS à Lamonedà, *loc. cit.*

Le secrétaire du PSOE est avisé que l'envoyé travaillera en étroite collaboration avec Santiago et Hernandez, qu'il restera en contact avec les secrétariats des Internationales, et que pour lui faciliter la tâche, il serait souhaitable de lui prêter assistance lorsque nécessaire. De son côté, Delvigne prend connaissance des instructions de Schevenels :

Je voudrais également insister, et cela au nom du Fonds international de Solidarité unanime, pour qu'à l'avenir il n'y ait plus en Espagne qu'une seule autorité qui décide et prenne des mesures au nom du Fonds international de Solidarité et des deux internationales. Cela vaut également pour toutes autres questions de solidarité : réception des marchandises, répartition de celles-ci, etc⁷⁵³.

Il est tenu de « tout centraliser autour de sa personne » afin d'éviter que ne se reproduise le chaos ayant suivi son départ d'Espagne, alors que des personnes « *sûrement bien intentionnées* » s'arrogèrent les droits de distribution aux dépens de Santiago et Deutsch. Il lui demande également d'assurer la présence et le rayonnement des Internationales, tâche que Nenni n'arrive pas à accomplir en raison de son implication dans le bataillon Garibaldi : « *Tu pourrais peut-être, très amicalement et après avoir entendu ses suggestions, attirer son attention là-dessus et, si nécessaire et possible, le seconder dans cette tâche⁷⁵⁴.* » D'ailleurs, en ce qui concerne les Brigades internationales, un milicien allemand le visiterait dès son arrivée afin de lui suggérer des moyens pour briser l'isolement des volontaires socialistes soumis à une incessante propagande communiste.

Ce milicien est fort probablement de Rolf Reventlow, membre du groupe de résistants antihitlérien *Neu Beginnen*. Il fait part de la dispersion de socialistes étrangers qui sont soumis à la propagande communiste, plus particulièrement dans les Brigades internationales où les volontaires sont tenus de s'affilier moralement au PCE. La seule brigade où les socialistes sont respectés est l'italienne, précise-t-il.

Reventlow demande la mise sur pied d'un secrétariat international du PSOE afin de regrouper les expatriés servant dans l'État, l'Armée ou les Brigades, puis de former des cadres socialistes : « *Le groupement de tous ces camarades, l'organisation de relations soutenues entr'eux, l'envoi de journaux, la formation de cadres ne peut qu'avoir une*

⁷⁵³ Schevenels à Delvigne, 12 février 1937, IISH, SAI, 2763e/54-55, p.1.

⁷⁵⁴ *Ibid.*, p.2.

*influence favorable tant pour le Parti Socialiste Espagnol que pour l'IOS*⁷⁵⁵. » S'ensuivent d'autres propositions :

Nécessités : – *Envoi de journaux de différents pays.*

– *Signaler les camarades qui partent en Espagne au secrétariat international ou PSOE.*

– *Expédition par le FIS de petits paquets aux volontaires socialistes. (savon, cigarettes, chocolat, etc...)*

– *Mettre à la disposition du secrétariat international un petit crédit pour organiser et continuer son activité*⁷⁵⁶.

Pour en revenir à Delvigne, une semaine plus tard, il donne des nouvelles à Adler par écrit. Il n'a toujours pu voir Nenni, parti pour le front de Malaga, mais le visitera dès qu'on lui attribuera une voiture. Il a cependant rencontré Deutsch, « *qui attend des armes pour sa brigade*⁷⁵⁷. » Ensuite, Delvigne le remercie d'avoir soutenu sa femme en ces heures difficiles. Elle arrivera à Valence sous peu où « *nos amis espagnols l'attendent avec impatience pour lui faire un accueil qui l'enchantera* » puisqu'ils « *voient dans le fait que je n'ai pas hésité à la faire venir une preuve de confiance dans leur victoire.* »

Le représentant du FIS prend ses fonctions à un moment particulièrement intense : la chute de Malaga. Le climat de terreur engendré par les bombardements, le mitraillage des réfugiés, les viols et massacres l'amènent à plaider, dans son premier rapport à Schevenels, pour la mise sur pied de l'hôpital militaire. Cela constituerait une aide d'autant plus précieuse pour l'armée « *puisque nous sommes incapables de lui fournir des armes*⁷⁵⁸. »

À la mi-mars, la débandade de la CTV à Guadalajara génère une vague d'enthousiasme côté républicain. Malgré que Delvigne n'a jamais été unitaire, il ne tarde pas à déroger de la ligne, puis à signer le 26 mars avec Deutsch et les communistes André Marty, Luigi Gallo

⁷⁵⁵ Il doit s'agir de Rolf Reventlow puisqu'il fait les mêmes suggestions à Spinoy en octobre 1937. Voir Spinoy à Adler, 11 octobre 1937, IISH, SAI, 2771/1-2.

⁷⁵⁶ *Ibid.*

⁷⁵⁷ Delvigne à Adler, 18 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/62.

⁷⁵⁸ Delvigne à Schevenels, « Premier rapport », IISH, SAI, 2763e/108-109, p.1.

et Franz Dahlem,⁷⁵⁹ un manifeste pour l'Espagne. Au moment même où ils s'apprêtent à le signer, les sirènes retentissent, avertissant les Valenciens de la présence d'avions italiens⁷⁶⁰.

Le texte salue la victoire des troupes républicaines à Guadalajara tout en rappelant que la guerre est loin d'être gagnée, non pas en raison du manque de vaillance des troupes et brigadistes, mais de la violation systématique du droit international par les États fascistes. Ce mépris des conventions établies fait craindre que le camp nationaliste puisse recourir aux gaz de combat et qu'il cherche à faire dégénérer le conflit en guerre européenne. Les implications internationales du conflit démontrent que « le champ de bataille n'est pas que l'Espagne, qu'il est le monde entier », que c'est la liberté et la paix mondiale qui sont en jeu! On demande donc à tous les sympathisants de la République, peu importe leur affiliation politique, d'enflammer l'opinion publique en faisant campagne sans relâche : « *Develop a powerful popular agitation in all countries for the withdrawal of all Fascist troops from Spanish soil*⁷⁶¹. »

Malgré que le texte évoque à peine l'unité d'action – un passage bref revendiquant la collaboration entre forces ouvrières et démocratiques – cela suffit à irriter Schevenels qui reprochera à Delvigne ce manquement à son mandat.

L'approvisionnement de la capitale

La consolidation du réseau du FIS et du Comité espagnol se poursuit. Voici un aperçu des envois effectués puis des problèmes de logistique qui en résultent. Début mars, Schevenels avise Delvigne qu'un convoi sous la responsabilité de Stolz va nécessiter une certaine logistique au poste frontière Perthus-La Jonquera. Il se compose de quatre camions destinés au Comité espagnol et 12 autocars destinés à Deutsch, transportant un total de 6 tonnes de viande, pâté et thon; 10 tonnes de macaroni, 10 tonnes de morue sèche et de saucissons. Ce qui est problématique sont les 18 000 litres « de gasoline touristique française acquis à bon

⁷⁵⁹ Respectivement secrétaire du Komintern et dirigeant du PCF; cadre du Komintern et dirigeant du PCI; militant allemand et chef de la Commission politique des Brigades internationales.

⁷⁶⁰ « To help Spain words are not enough », *International Information*, 16 avril 1937, p. 170, SAI, 20/1/25.

⁷⁶¹ « Support Spain's fight for freedom! », *International Information*, 12 avril 1937, p. 60, IISH, SAI, 20/1. Voir aussi Jean Zyromski, « Plus que jamais à l'aide de l'Espagne républicaine », *Le Populaire*, 3 avril 1937, p. 4.

prix » qu'il faudra transvaser dans des citernes espagnoles en raison des impératifs de la non-intervention. Qui plus est, des chauffeurs du Comité espagnol devront remplacer les chauffeurs français. En dernier lieu, Schevenels fait savoir qu'un navire vient de partir de Marseille à destination d'Alicante. Son chargement consiste en : « 5 tonnes de morue, 5 tonnes de sosa (soude), 300Kgs de trois sortes de saucisson (que les camarades devront goûter en vue d'une commande ultérieure plus considérable) et 100 Kgs de lard salé⁷⁶². » Pour en revenir aux convois terrestres, il quittera La Jonquera à la mi-mars, mais sans le stock d'essence, finalement échangé au ministère de l'Air contre un crédit pétrolier dans le corridor Valence-Madrid.

Le 16 mars, Santiago dépose le rapport du Comité espagnol qui fait le bilan de la solidarité internationale en tonnes de marchandises : « 617 tonnes de farine, 120 tonnes de lait en poudre ou condensé; 675 tonnes de sucre; 160 tonnes de conserves de viande; 450 tonnes de produits divers (morue, café, chocolat, biscottes, etc) ainsi que de nombreux paquets de médicaments, de tabac et de vêtements⁷⁶³. » Quant à l'aide un peu moins humanitaire : 110 tonnes de textile destiné aux industries catalanes, 400 vestes de cuirs pour tankistes (dont la moitié a été envoyée en décembre 1936), 200 casques de cuir et métal, 200 gants de cuir. De plus, Santiago fait mention d'un convoi d'ambulances dont il est sans nouvelles.

En ce qui concerne la réception des envois, le rapport indique que la majeure partie des cargaisons est systématiquement acheminée à la Junte de défense de Madrid; que le système se consolide malgré la rareté des camions et de l'essence. « La Junte nous en est très reconnaissante », précise-t-il. Poursuivant, le Ministère de la Guerre prête les camions qu'il peut, mais souvent les marchandises doivent transiter par voie ferrée, ce qui occasionne une perte de temps en transbordement. Ensuite, Santiago fait part d'un malheureux épisode impliquant 217 tonnes de farine réquisitionnées par le Service de ravitaillement de Valence faute de n'avoir pu réunir les véhicules nécessaires. Après plusieurs plaintes, la valeur intégrale de la marchandise a été restituée en denrées diverses. C'est d'ailleurs Jimenez qui se charge de retracer et de récupérer les

⁷⁶² Schevenels à Delvigne, 5 mars 1937, IISH, SAI, 2763F/12-13.

⁷⁶³ Gestion du Comité espagnol du FIS, 13 mars 1937, IISH, SAI, 2763F/25-29.

marchandises « réquisitionnées ». L'auteur du rapport est particulièrement élogieux à son égard :

*Afin de ne pas souffrir de surprises et afin qu'à Madrid les marchandises soient remises à la Junte de défense [...]. Le Camarade Jimenez, au sujet duquel nous devons faire l'éloge de son activité et de l'enthousiasme qu'il met à toutes ses actions, tant pour organiser les envois à Madrid que chaque fois qu'il est nécessaire [...]*⁷⁶⁴.

Santiago demande à ce qu'il soit rémunéré puisque son implication au FIS l'empêche de vaquer à sa fonction à l'INP.

En fin de rapport, est évoqué un problème relié à la franchise douanière : la Direction des douanes espagnoles n'a concédé qu'un rabais sur les redevances, bien qu'il s'agisse de charité. Qui plus est, elle ne tient aucunement compte des avertissements de la Junte madrilène. Le directeur du Comité fait part de ses craintes que le coût des redevances puisse mettre à mal le réseau qui vient à peine d'être constitué.

Schevenels accuse réception du rapport de Santiago le 25 mars et se dit surpris des problèmes rencontrés au niveau du transport vers Madrid et du dédouanement. Il l'informe qu'il vaque présentement à l'achat de 50 poids lourds et qu'il est d'accord pour rétribuer Jimenez. Il fera ce qu'il peut pour l'essence s'il reçoit les fonds nécessaires⁷⁶⁵. Enfin, il l'avise que 30 tonnes de vêtements sont parties d'Anvers vers Bilbao à la demande du Comité espagnol du nord-ouest.

Avant de quitter Valence à la fin janvier, Schevenels chargea Santiago et Deutsch de la réception et de la distribution des envois pour la zone centrale. Or, ces derniers n'ont pas toujours la possibilité de se rendre à Valence où Alicante afin d'empêcher que les cargaisons soient subtilisées. Lorsque ce ne sont pas des socialistes peu enclins à se plier à l'autorité du FIS, l'appropriation est l'oeuvre de groupes politiques rivaux ou encore de services gouvernementaux. L'UGT décrit cette lutte pour l'approvisionnement dans les termes suivantes :

⁷⁶⁴ *Ibid.*

⁷⁶⁵ Schevenels à Santiago, 25 mars 1937, IISH, SAI, 2763F/23-24. IMG_2903

À leur arrivée à Valence, ces délégations vont trouver des éléments appartenant à des organisations étrangères à l'UGT qui prennent parfois des initiatives avec le Secours rouge international, procédant à la distribution et à la livraison des dons, sans que l'UGT ne sache la moindre chose au sujet de qui les envoient, où ils sont livrés et qui se charge de la marchandise envoyée pour l'Espagne⁷⁶⁶.

Pour mettre un terme au chaos, la centrale demande à être systématiquement avisée des envois afin qu'ils figurent dans les communiqués de presse et qu'un représentant puisse en accuser réception. Schevenels, qui crut bon d'inclure la lettre en question dans une circulaire du FIS, en profite pour rappeler à tous que les envois doivent transiger par le FIS, où du moins, que le Fonds en soit informé afin d'éviter une plus ample confusion.

N'aidant en rien, les militaires participent eux aussi à la lutte pour l'approvisionnement et ne se gênent pas pour profiter de leur statut privilégié. En juin, Santiago porte plainte à Lamonedá après que l'armée lui ait confisqué sa cargaison pour une troisième fois. Il envisage même de démissionner, soulignant qu'il est insensé d'avoir à se disputer chaque fois avec l'Armée. La requête est immédiatement relayée à Prieto⁷⁶⁷. D'autres problèmes surviennent du fait que des socialistes internationaux ne reconnaissent pas la légitimité du FIS, mais surtout, le caractère parallèle de sa campagne. Par exemple, Santiago, Hernandez et Delvigne formulent une plainte à l'endroit de Blume qui assiste, en compagnie de l'anarchiste Federica Montseny, à l'arrivée d'un convoi à Valence. Elle aurait déclaré à la presse que la caravane est son oeuvre personnelle, « passant outre tout le travail des organisations socialistes⁷⁶⁸. » À la question de la visibilité de la campagne, se mêle donc la question du parallélisme de la campagne, et les répercussions se font sentir jusqu'à Bruxelles.

En effet, lors d'un Conseil général du mouvement belge, Mertens se plaint que la CGTB « souffre de ce problème depuis le déclenchement de la guerre en Espagne », qu'il désire néanmoins que l'aide soit accrue, mais sans immixtion de quiconque, surtout pas des communistes, cela ayant déjà causé passablement de confusion. Il s'exclame ensuite :

⁷⁶⁶ Schevenels aux centrales nationales affiliées, 7 avril 1937, IISH, SAI, 2763f/34.

⁷⁶⁷ Felipe Pretel à Indalecio Prieto, 4 juin 1937, IISH, Resistencia Espanola Folder, PSOE 1936-1937.

⁷⁶⁸ « (...) y luego ha hecho declaraciones en la prensa, por lo cual resulta que la caravana es obra personal (...) y las Organizaciones desaparecen por completo. » Enrique Santiago à Ramon Lamonedá, 12 mai 1937, FPI, 12-5-37, AH 78-22, 2-3.

Et puisque je parle de confusion, savez-vous que tout ce que nous envoyons en Espagne n'arrive jamais à destination avec la mention que cela vient de nous ? Le camarade Schevenels a été obligé de placer des mitrailleuses sur les deux premiers camions pour que cela arrive à destination. L'oeuvre de secours organisée par nos deux Internationales porte le cachet du Secours Rouge⁷⁶⁹.

Parlant en connaissance de cause, De Block vient rectifier les dires du chef syndicaliste : aucun véhicule n'a jamais porté l'acronyme du SRI et sur chacune des ambulances figure une plaque portant le nom des donateurs. Mertens rétorque qu'il tient ces paroles de la bouche de Schevenels puis demande à cor et à cri que les marchandises soient clairement identifiées : « *Lorsque nous entamons une action de secours en faveur de l'Espagne, il n'y a aucune raison de cacher aux travailleurs espagnols que ce sont nos deux Internationales qui organisent ce secours et nous ne devons pas nous confondre avec les communistes⁷⁷⁰.* » Le secrétaire du parti juge futile de lui répondre.

Reste qu'il devient impératif d'accorder plus de visibilité au FIS et la mise sur pied d'un hôpital militaire va constituer un pas important dans cette direction. Son installation se fera au détriment du projet de Maison de l'Internationale à Valence en raison des moyens limités du FIS. Alors que cette dernière aurait eu davantage de répercussions au niveau politique et médiatique, l'hôpital militaire, lui, va apporter une aide plus tangible : des soins médicaux ultramodernes, et ce en pleine zone de guerre.

⁷⁶⁹Séance du Conseil général, 23 juillet 1937, p. 27b-28, AMSAB-ISG, 1937-07-23_bwp_AR.pdf

⁷⁷⁰ Conseil général du 23 juillet, p. 29-30, AMSAB-ISG, 1937-07-23_bwp_AR.pdf

Conclusion : 1936-1937 – *La mise en oeuvre de la campagne, sa centralisation, sa mise en valeur et la défense de sa spécificité socialiste*

Dans ce premier chapitre, nous avons expliqué que le FIS permet aux militants d'exprimer leur solidarité envers l'Espagne dans le respect du cadre légal de la non-intervention tout en ne causant pas trop de tracas aux cadres nationaux, ce qui n'est pas le cas des campagnes politique ou extralégale.

Le FIS pourvoit aux besoins essentiels de la population et des miliciens, plus particulièrement d'allégeance socialiste. Cependant, pour être au fait des besoins espagnols, il importe de disposer d'un représentant sur place, rôle brièvement tenu par Nenni, qui trouve plus utile d'agir à titre de commissaire de brigade. Malgré l'entrée en fonction du Comité espagnol à la mi-septembre, les communications avec l'Espagne ne se stabilisent qu'avec le déménagement du gouvernement à Valence puis l'échec franquiste à Madrid. Le FIS peut dès lors consolider son réseau, et surtout accroître sa visibilité, question incontournable depuis que le PCE et le SRI ont été propulsés à l'avant-plan en raison de l'intervention soviétique.

Les pressions pour l'accroissement de l'aide concrète non militaire et pour la mise en valeur du FIS à l'hiver 1937 se butent au légalisme et à la propension centralisatrice de certains, ou encore à l'aversion des autres pour la réclame politique. Des militants belges exaspérés par ces lenteurs administratives vont tout bonnement imposer au FIS l'érection d'un hôpital militaire modèle. Lorsque le secrétaire wallon du POB, Jean Delvigne, quitte la Belgique de manière impromptue afin de servir de délégué des Internationales en Espagne, c'est le Bureau du POB qui se retrouve cette fois devant le fait accompli. Tout compte fait, l'accroissement de la présence socialiste en Espagne est plutôt le fruit d'initiatives « dilettantes » et « d'improvisations » de la part de militants notoires que d'un plan soigneusement élaboré par le FIS. Reste que dans les faits, ces improvisations ont peut-être coûté cher au FIS. L'hôpital d'Onteniente, bien qu'il réponde à un besoin criant de l'Armée républicaine, n'augmentera pas la visibilité du FIS et drainera ses fonds. Tandis que Delvigne, qui accorde peu d'énergie à la mise en valeur du socialisme international, succombera au climat unitaire de l'Espagne.

Bref, si la non-intervention met le vent dans les voiles du FIS et lui permet d'organiser une campagne humanitaire spécifiquement socialiste et d'une ampleur inégalée, plusieurs militants notoires sont insatisfaits du manque de présence sur le terrain et par les caractéristiques de l'aide socialiste internationale, plus particulièrement dans la foulée de l'intervention soviétique. À l'hiver 1937, une série de mesures sont instaurées afin de répondre à cette insatisfaction. La question de la défense de la spécificité socialiste du Fonds, elle, est assez grave pour être traitée de façon régulière dans les instances du mouvement socialiste belge.

Deuxième chapitre : 1937-1938 – L'hôpital militaire modèle d'Onteniente : symbole d'aspirations, de frustrations et des limites de l'action socialiste internationale en Espagne

Introduction

Nous consacrons un chapitre complet à une réalisation du socialisme international largement ignorée par l'historiographie, soit l'hôpital militaire modèle d'Onteniente. Cet ambitieux projet est imposé au FIS par des militants du POB qui y voient le meilleur moyen de traduire leur solidarité en termes concrets en tenant compte du cadre légal de la non-intervention.

L'hôpital d'Onteniente va se réaliser en vertu de l'expertise de socialistes belges en santé publique et en médecine de guerre. Situé dans un endroit isolé, il ne livre toutefois pas la marchandise en termes de visibilité tout en causant passablement de tracas au niveau de sa gestion. En effet, un conflit de personnalités perdurera entre Albert Marteaux et Jean Delvigne jusqu'à ce que ce dernier démissionne. Or, l'hôpital ne peut être laissé uniquement entre les mains de Marteaux puisqu'il est unitaire – pour le front unique entre les socialistes et les communistes.

Le FIS n'a décidément pas de chance : Nenni a délaissé le Fonds pour les Brigades internationales dès son arrivée en août 1936, Delvigne n'a rien fait pour valoriser le socialisme international et le POB refuse catégoriquement de céder un second secrétaire au FIS. Le suivi est donc assuré par les visites en alternances d'Auguste De Block, Antoon Spinoy et Georges Stolz.

N'empêche qu'à la fin de l'été 1937, le FIS a à sa charge un secteur sanitaire complet englobant l'hôpital d'Onteniente, des hôpitaux secondaires, des postes de proximité ainsi qu'une flotte de camions et d'ambulances. Schevenels doit intervenir régulièrement auprès de Negrin afin de garantir l'autonomie du réseau contre la propension centralisatrice de

l'Armée. Malgré ces embûches, au tournant de 1938, et jusqu'à la fin de la guerre, la République dispose d'un hôpital militaire ultramoderne, pleinement fonctionnel, fruit de la solidarité internationale socialiste.

Un hôpital militaire ultramoderne pour la République

C'est dans le collège ecclésiastique d'Onteniente, village de 14 000 habitants perdu dans les montagnes de Valencia et d'Alicante⁷⁷¹, qu'est aménagé par le FIS au printemps 1937 un hôpital militaire ultra-moderne. L'édifice, entièrement rénové par un corps d'ingénieurs espagnols, a une capacité initiale de 800 lits. Financé en majeure partie par les sections belge, états-unienne, anglaise et française, Onteniente est pourvu d'équipements de dernier cri, de la chaudière à l'appareil de radiographies.

D'une plume particulièrement inspirée, un journaliste du *Populaire* présente l'institution en ces termes : « *En Espagne cet hôpital est unique. Il héberge les horreurs de la guerre, mais il apporte aux héros qui les ont éprouvées, le baume de la science, le réconfort de la solidarité du mouvement ouvrier international*⁷⁷². » Mais comme nous le verrons dans ce chapitre, la mise sur pied et le maintien de l'hôpital ne sont pas de tout repos. Aux luttes politiques et de pouvoir se conjuguent la rareté des ressources et les actes plus ou moins avouables qu'elle engendre.

La première mention du projet d'hôpital remonte à la séance commune des deux Internationales le 5 décembre 1936. Lors d'une pause entre deux séances, des militantes du POB commentent le voyage de Marthe Huysmans en Espagne. Friedrich Adler⁷⁷³, qui passait par là, entend Isabelle Blume déclarer que les Internationales doivent consacrer deux millions de francs belges à ce projet d'hôpital. Il se mêle à la discussion et explique à Blume qu'il faut avant tout l'avis d'un expert et des autorités espagnoles, ces dernières insistant sur l'envoi d'ambulances auquel le FIS consacre déjà des sommes importantes. Il lui signifie qu'il est peu logique de construire un hôpital dans un endroit éloigné du front et d'avoir à déplacer les blessés sur de longues distances, et que si un tel hôpital est construit près du front, il court le risque de passer entre des mains ennemies. Il soutient qu'il n'y a

⁷⁷¹ La localité a aujourd'hui retrouvé son nom catalan d'origine : Ontenyet.

⁷⁷² *Le Populaire*, 1 mai 1938, p.6.

⁷⁷³ Ce document étant anonyme, nous nous fierons à Laurence Brown qui a identifié le locuteur comme étant Adler. Aussi, nous croyons que la date indiquée sur la première page du pli, soit le « 9 septembre 1936 », est erronée, puisque nous retrouvons l'inscription « 9-12-36 » sur les pages subséquentes. Qui plus est, il n'y a pas eu d'assemblée conjointe de l'IOS et de la FSI le 5 septembre, mais le 5 décembre. Voir « À Auguste de Block », 9 septembre 1936, IISH, SAI, 2763e/24-26, p. 2.

que le gouvernement espagnol pour résoudre un tel problème et qu'il n'est donc pas question de construire un seul hôpital tout en « *l'isolant de tout le problème d'organisation d'hôpitaux de guerre en Espagne* ». Mais les choses n'en restent pas là.

À une réunion subséquente du Comité des Femmes socialistes du POB, Marthe Huysmans commente qu'Adler a rejeté sa proposition puis déclare que, si l'IOS ne concède pas les fonds nécessaires à la réalisation de l'hôpital, « *cela se ferait par le canal de Moscou*⁷⁷⁴. » Outré que de telles « fables » puissent être répandues dans un cadre formel, Adler formule une plainte au secrétaire flamand du POB, dans laquelle il se défend que le projet d'hôpital n'a pu être rejeté puisque la proposition n'a jamais été présentée, une décision pesant deux millions de francs devant nécessairement être soumise à la commission administrative du FIS avec l'aval de l'UGT et du PSOE. Il reproche de plus à Mme Huysmans de ne s'être jamais rapportée au Fonds lors de son séjour en Espagne et en conclut qu'elle devait se trouver sur les lieux au nom d'un autre organisme. En effet, Mme Huysmans se trouvait bel et bien sur place en raison de ses activités au sein d'un comité international mixte, comptant en revanche plusieurs socialistes belges de haut calibre, comité qui deviendra en janvier 1937 la Centrale sanitaire internationale (CSI)⁷⁷⁵. Adler condamne un tel amateurisme en évoquant « [...] *les tristes expériences que nous ont déjà values le dilettantisme de camarades dont les intentions en ce qui concerne l'action d'entraide [...] étaient certes excellentes [...]*⁷⁷⁶. » Il ajoute que dans ses « improvisations », Mme Huysmans ne tient pas compte :

*[...] de la campagne systématique du Secours rouge et d'autres comités communistes, tendant par des manoeuvres de concurrences aussi mesquines que pitoyables à obtenir des avantages politiques qui n'ont en réalité pour but que de discréditer l'I.O.S., la FSI et le Fonds de Solidarité commun des deux Internationales. Étant donné la gravité de la situation en Espagne, nous nous sommes tus sur bien des tentatives de cette espèce qui contribuèrent partiellement à désorganiser l'action d'entr'aide. Je voudrais empêcher que l'on ne tente de nouvelles diffamations, à l'occasion de ce projet d'hôpital*⁷⁷⁷.

⁷⁷⁴ *Ibid.*, p. 1.

⁷⁷⁵ Dont Albert Marteaux, Camille Huysmans et Louis de Brouckère. Rayet, *loc. cit.*, p.166-167.

⁷⁷⁶ À Auguste de Block, *loc. cit.*, p. 3.

⁷⁷⁷ *Ibid.*

À la même période, le docteur Albert Marteaux se rend à Valence pour étudier la question la coordination du service de santé de la République. Marteaux est député socialiste de Bruxelles, membre de la Commission d'assistance publique de la capitale et connaît la médecine de guerre pour l'avoir pratiqué en 1914-1918⁷⁷⁸. À l'instar de Marthe Huysmans et Isabelle Blume, il est unitaire et fait l'objet de fréquents rappels à l'ordre⁷⁷⁹. Le fait qu'il deviendra sous peu le secrétaire de la CSI, et ce même s'il partagera la fonction avec de Brouckère et Camille Huysmans, le place en faux avec la ligne du FIS⁷⁸⁰.

Or, pour le moment, il rentre d'Espagne et la question est traitée au cours d'une réunion le 13 janvier entre Adler, Schevenels, Rolin, d'autres rapporteurs non identifiés et Marteaux. Celui-ci a la certitude qu'il est faisable de mettre sur pied des hôpitaux militaires en Espagne. L'assemblée décide donc que Schevenels s'enquerra de l'opinion de Caballero à ce sujet lors de son voyage la semaine suivante⁷⁸¹. Non sans surprise, le premier ministre d'Espagne lui signifie clairement que ce n'est pas un hôpital qui le mènera à la victoire. En revanche, la délégation parlementaire belge⁷⁸² qui succède à Schevenels obtient des résultats positifs, parvenant même à s'entendre avec le gouvernement sur l'endroit du futur hôpital. C'est alors qu'avant de rentrer en Belgique, la délégation outrepassa l'autorité du FIS en faisant part à la presse de son intention d'équiper un « *hôpital moderne avec tous les services auxiliaires, y compris une école d'infirmières; d'organiser des postes de secours dans les premières lignes* »⁷⁸³. Schevenels n'appréciera point, or il sera impossible de reculer, sauf pour des motifs financiers sérieux. Peu importe, Blume reste sur place pour finaliser les arrangements et Marteaux, toujours en Belgique, s'occupe déjà des achats.

Malgré que le projet est écarté par le FIS en raison de son coût prohibitif et du fait que le Comité espagnol lui préfère des ambulances, Buset n'en démord pas. Il fait part à Adler de son indignation et l'implore de débloquer des fonds puisque la mise sur pied de l'hôpital a débuté.⁷⁸⁴ Ensuite, au Bureau du POB, il condamne le défaitisme des socialistes qui a

⁷⁷⁸ Émile Vandervelde, « Au secours de l'Espagne » (brouillon), 1938, IISH, SAI, 2763G/47-55.

⁷⁷⁹ Elsa Rayet, « En attendant la faucille », *Cahiers marxistes*, oct-nov., 213, 1999, p. 55.

⁷⁸⁰ Rayet, « Onteniente et la guerre d'Espagne », *loc. cit.*, p. 166.

⁷⁸¹ Adler, « Invitation », IISH, SAI, 2764/8.

⁷⁸² Qui se compose, on le rappelle, de Camille Huysmans, Edward Anseele, Max Buset, Isabelle Blume et Paul Finet.

⁷⁸³ Rayet, *loc. cit.*, p. 172.

⁷⁸⁴ Buset à Adler, 3 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/4. IMG_2864

pénétré « *jusque dans nos Internationales*⁷⁸⁵ » et demande au parti d'exercer des pressions sur l'Internationale : « [...] *je suis ici pour vous demander d'approuver nos conclusions, de les faire vivre, que vos délégués à l'IOS aillent défendre les conclusions*⁷⁸⁶. » Il leur parle ensuite de l'hôpital du Secours Rouge :

*On nous a fait voir à Alicante un hôpital russe. Les Russes voulaient un bâtiment à eux, ils ont fait les premiers frais d'établissement, mais ils réclament maintenant 10 pesetas par jour et par lit. Et c'est donc avec l'argent de la République Espagnole qu'ils ont l'air de servir la population espagnole*⁷⁸⁷.

Buset et ses acolytes désirent un pendant socialiste au complexe sanitaire du Secours rouge situé dans l'idyllique station balnéaire de Benicassim, mais avec les moyens du bord. Le défi est de taille, l'hôpital communiste compte 1100 lits ainsi qu'une fabrique de prothèses. Le Populaire le décrit en ces termes : « *45 villas et palais particuliers sont autant d'hôpitaux [...] Le Casino et les salles de jeu sont maintenant la maison de la culture « Maxime Gorki » [...]*⁷⁸⁸ ». En revanche, l'édifice attribué aux socialistes est situé dans une bourgade montagnaise quelque peu reculée, n'a pas de chauffage et l'eau courante n'est pas installée partout.

À la séance du FIS le 9 février on se prononce « *En principe d'accord avec la création de l'Hôpital militaire projeté* » tout en spécifiant que « *La décision définitive sera prise aussitôt que les fonds seront disponibles*⁷⁸⁹. » Delvigne, qui a été sacré à cette même réunion délégué du FIS, fait part à Schevenels des pressions qu'il subit une semaine à peine après son entrée en fonction :

J'insiste encore auprès de toi sur la nécessité de faire l'hôpital. Les locaux [...] sont magnifiques et nous permettront de faire avec un minimum de dépenses une chose remarquable. Je comprends la difficulté financière, si tu ne disposes pas de deux millions maintenant. Mais si nous pouvons annoncer dans la presse que nous créons un hôpital, nous donnerons une vigueur nouvelle aux souscriptions. [...] il faut que vous m'autorisiez à commencer. Je reçois tous les jours l'inspecteur-général du service de santé [...] qui espère en nous comme en la providence. Arrange cela, en ce

⁷⁸⁵ Bureau du Parti, 5 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 77.

⁷⁸⁶ *Ibid.*, p. 78.

⁷⁸⁷ *Ibid.*, p. 77. Voir aussi Buset à Adler, *loc. cit.*

⁷⁸⁸ *Le Populaire*, 5 janvier 1938, p. 6.

⁷⁸⁹ « Réunion du FIS », 9 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/45.

*qui me concerne, avec Adler. [...] je t'en prie fait décider d'urgence que je peux commencer. Dans quelques jours je serai dans une situation ridicule et intenable*⁷⁹⁰.

Pour sa part, Blume ne démord pas. Elle adresse à De Block un rapport très détaillé des dépenses éventuelles tout en précisant :

*[qu'il] suffirait que le citoyen Schevenels et vous-mêmes voyiez Marteaux pour évaluer les achats et me donner des ordres sur ce que je dois faire ici. Si l'Internationale après en avoir parlé, ne fait pas cet hôpital, ce sera ici un ricanement profond. Les autres partis s'agitent beaucoup à l'idée que nous allons prendre une place visible dans l'aide*⁷⁹¹.

Buset, lui, poursuit ses pressions sur Adler et Schevenels, ce dernier devant lui expliquer que pour l'instant « *l'achat de certaines autres choses est, pour le moins, aussi urgent si ce n'est plus. Toutefois pour le moment, les fonds en notre possession ne sont pas suffisants pour réaliser l'une ou l'autre de ces actions*⁷⁹². » Il tient à ce qu'il soit clair qu'advenant la création de l'hôpital, le FIS aura un droit de veto sur la nomination des membres du comité de gestion :

*Vous parlez d'un comité formé en vue de gérer l'hôpital. J'applaudis, bien sûr, à l'excellent esprit d'initiative et au zèle de ces camarades, mais, comme administrateur responsable du Fonds International de Solidarité qui crée l'hôpital, en supportera les frais et le gèrera, j'aimerais bien savoir quelles sont les personnes ou les organisations qui ont constitué ce comité et quelle en est la composition. Je ne cache pas que nous nous réservons, bien entendu, d'y apporter toutes les modifications qui nous paraîtront nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la FSI et de l'IOS*⁷⁹³.

La suite est passablement confuse. L'*American Federation of Labour* (AFL) débloque une somme importante que Schevenels compte investir dans le projet. Or, une délégation socialiste espagnole séjournant aux États-Unis le prend de vitesse et parvient à convaincre la centrale états-unienne d'acheter des armes. Le projet d'hôpital se retrouve à nouveau sur la glace⁷⁹⁴.

Pour ajouter à la confusion, le 22 février, Caballero câble ses remerciements aux Internationales ainsi qu'à la presse socialiste pour « *cette nouvelle preuve de solidarité de*

⁷⁹⁰ Delvigne à Schevenels, 18 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/107. Voir aussi Delvigne, 18 février 1937, 2763^E/62.

⁷⁹¹ Souligné dans le texte. Blume à De Block, [S.D.], IISH, SAI, 2763G/41-42.

⁷⁹² Schevenels à Buset, 12 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/53.

⁷⁹³ *Ibid.*

⁷⁹⁴ Bureau du Parti, 25 février 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 123.

la deuxième internationale » que symbolisera l'hôpital⁷⁹⁵... Trois jours plus tard, Vandervelde déclare au Bureau du POB :

J'ai appris l'origine de ce télégramme. Les Espagnols avaient appris qu'il y avait une certaine résistance à l'IOS et le télégramme de Caballero voulait prendre acte de ce qu'une décision était prise et ainsi nous étions moralement obligés de la prendre. Si à un moment donné les deux Internationales se dérobaient, le résultat serait désastreux au point de vue opinion publique espagnole⁷⁹⁶.

De Block intervient de suite pour clarifier la situation. La délégation parlementaire belge, à son retour d'Espagne, lui a expliqué que Schevenels avait mal compris Caballero au sujet de l'hôpital et des armes. Le secrétaire poursuit :

Toujours est-il que les deux Internationales ont pris une décision de principe pour ériger l'hôpital et elles attendaient de l'argent d'Amérique. Entretemps une délégation espagnole s'est rendue en Amérique et là elle a tenu le même langage que Caballero; il leur fallait des armes et pas d'hôpital. Les américains au lieu d'envoyer 1.5 millions à l'IOS ont acheté des armes⁷⁹⁷.

Or De Block n'a pas chômé à la suite de la décision états-unienne. Il est parvenu à intéresser la CGTB et la Prévoyance sociale belge – cette dernière offrant d'équiper une salle de radiographie – et s'enquerra bientôt de ce que les syndicats hollandais peuvent faire. Il compte mettre en service 500 lits dans deux semaines⁷⁹⁸.

Lors du Bureau subséquent, Vandervelde attribue cette fois l'origine dudit télégramme de Caballero aux délégués belges en Espagne : « *Je vous ai dit l'autre jour que j'ai reçu un télégramme de Caballero concernant l'hôpital. J'ai appris par la suite, que ce télégramme me fut adressé par des belges, qui voulurent mettre les deux internationales devant le fait accompli⁷⁹⁹.* » Mertens s'offusque aussitôt et défend l'intégrité des représentants des Internationales : Stolz, Delvigne et un dénommé Preis.

Intentionnelles ou non, les pressions d'Espagne fonctionnent. Schevenels avise Delvigne le 23 février qu'un arrangement a été trouvé : le gouvernement républicain fera l'acquisition

⁷⁹⁵ Caballero à de Brouckère, 22 février 1937, IISH, SAI, 2763^E/99.

⁷⁹⁶ Bureau du Parti, *loc. cit.*

⁷⁹⁷ *Ibid.*

⁷⁹⁸ *Ibid.*, p. 123-124.

⁷⁹⁹ Bureau du Parti, 2 mars 1937, p. 130-131, AMSAB-ISG, 1937-03-02_bwp_BU.1.pdf

de tout ce qui disponible en Espagne et les syndicats belges se chargeront du reste. Le solde du FIS sera aussi mis à contribution. Il lui demande en retour d'assurer la gestion de l'hôpital :

J'insiste surtout pour que, quand il s'agira de commencer effectivement l'organisation de l'hôpital, rien ne soit fait sans ton assentiment. Quant à la composition du comité qui gèrera cet hôpital, nous désirons avoir notre mot à dire. Je crois que la meilleure chose à faire [...], c'est que tu nous soumettes toi-même des propositions pour la composition de ce comité. Adler et moi, nous prendrons alors les décisions⁸⁰⁰.

Schevenels désire que tout militant exerçant des fonctions dans d'autres comités, plus particulièrement le CSI, soit exclu, précisant qu'il ne s'agit pas là d'une opinion personnelle, mais bien du « *voeu formel et unanime de la FSI*⁸⁰¹. » Delvigne répond qu'il sait bien à qui il se réfère (Marteaux et Blume) et lui explique que la gestion de l'hôpital sera partagée entre le FIS, le Service de santé gouvernemental et le ministère de la Défense⁸⁰²; que le comité de gestion se compose de lui-même, Santiago, Hernandez et de membres de la *Sanidad Militar*.

Les militants enclins aux initiatives multipartites et qui refusent de s'en tenir au cadre du FIS ont donc été écartés. Toutefois, avec le peu d'infirmières et médecins socialistes disponibles, il s'avère difficile de trouver autre chose que du personnel communiste. Marteaux, qui prend la responsabilité d'embaucher le personnel, est sommé de ne pas transformer l'hôpital en « fourneau communiste⁸⁰³ ».

Le docteur Robert Crespy-Ducleau arrive à Figueras à la même période. Il prend contact avec Delvigne pour lui signifier son intention de pratiquer à Onteniente. Après avoir vérifié ses antécédents avec Nenni, Delvigne l'avise d'aller attendre Marteaux à Valence, qui l'embauchera aussitôt. Il deviendra directeur de l'hôpital⁸⁰⁴. Pendant ce temps, à Bruxelles, Marteaux a réalisé un tour de force en recrutant le prestigieux chirurgien Fernand Neuman : chef de service et professeur à l'hôpital Brugmann en Belgique qui a de surcroît exercé

⁸⁰⁰ Schevenels à Delvigne, 12 février 1937, IISH, SAI, 27633/54-55, p.1.

⁸⁰¹ Schevenels à Delvigne, 23 février 1937, IISH, SAI, 2763e/110-112, p. 2.

⁸⁰² Delvigne à Schevenels, 27 février 1937, IISH, SAI, 2763f/11.

⁸⁰³ Rayet, *loc. cit.*, p. 170.

⁸⁰⁴ Delvigne semble dissimuler à Adler qu'il connaissait Crespy avant, puisqu'il s'y réfère peu avant son départ pour l'Espagne en février 1937. Delvigne à Adler, 6 juin 1938, IISH, SAI, 2763i/14.

durant les conflits balkaniques et la Première Guerre⁸⁰⁵. Plusieurs chirurgiens espagnols se rendront à Onteniente pour le voir travailler⁸⁰⁶. Il n'y a donc que René Dumont, le fondateur de Benicassim, qui rivalise en prestige avec les spécialistes d'Onteniente⁸⁰⁷.

Tout est en marche et on ne rapporte que des délais dans la livraison des appareils. De Block espère faire partir le tout au début avril dans un convoi d'une dizaine de camions et dix ambulances, ce qui fera du coup une « bonne propagande⁸⁰⁸ ». Adler se rend sur place en fin de mois et ne tarit pas d'éloges sur l'hôpital. Il nous apprend que le gouvernement a investi Delvigne du grade de major dans le service des ambulances afin de lui faciliter la tâche, que les Internationales ont investi jusqu'à ce jour la somme de 2.5 millions de FB et qu'il faudra davantage afin d'assurer non seulement le fonctionnement de l'hôpital, mais aussi l'établissement d'hôpitaux intermédiaires près du front⁸⁰⁹.

Tensions

Parallèlement à l'entrée en fonction de l'hôpital, les frictions entre Delvigne et Marteaux s'aggravent, ce dernier se considère le responsable légitime de l'hôpital en raison de son expérience en la matière⁸¹⁰. Qui plus est, le projet lui tient à cœur puisqu'il le conçoit comme « *le modèle vivant d'un organisme modèle, centre de rayonnement pour les institutions à venir en temps de paix*⁸¹¹ ».

La situation devient invivable lors des absences du Dr Neuman, alors que Marteaux prend en charge la direction médicale de l'hôpital et confine Delvigne au rôle de « chef virtuel⁸¹² ». À une occasion, avant de rentrer en Belgique, Marteaux rédige une lettre conférant l'entière responsabilité de l'hôpital à Crespy-Ducleau « *qui sera tenu de me répondre de son activité* », et ce « *en accord avec les Autorités de l'Hôpital et du*

⁸⁰⁵ Émile Vandervelde, Au secours de l'Espagne (brouillon), 1938, IISH, SAI, 2763G/47-55

⁸⁰⁶ Rayet, *loc. cit.*, p. 173.

⁸⁰⁷ Selon Rayet, Dumont refuse de travailler à Onteniente en raison du faste de l'hôpital. En revanche, elle ne dit rien en ce qui concerne ses préférences politiques et ne fait pas allusion au faste balnéaire du complexe sanitaire du SRI à Benicassim. *Ibid.*, p. 166.

⁸⁰⁸ Bureau du Parti, 15 mars 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 148.

⁸⁰⁹ Adler, « May Day demonstrations in favour of Spain », *International Information*, 28 avril 1937, IISH, SAI, 20/1.

⁸¹⁰ Bureau du Parti, *loc. cit.*, p. 225.

⁸¹¹ Rayet, *loc. cit.*, p. 173.

*gouvernement de la République Espagnole, ainsi que du Professeur Fernand Neuman*⁸¹³. »
Nulle part ne fait-on mention de Delvigne.

N'aidant en rien, Marteaux déclenche une campagne de calomnies contre le délégué du FIS qui, on le rappellera, est toujours secrétaire wallon du POB et membre de l'Exécutif de l'IOS, et ne se gêne pas pour médire à son sujet à des patients⁸¹⁴. Le résultat ne se fait pas attendre : les rumeurs au sujet de Delvigne sont légion et la presse belge de droite s'intéresse à l'affaire.

Au Bureau du POB, Buset émet de sérieuses réserves à propos de l'attitude de Delvigne :

*Je me demande ce qu'il fait à Valence. Il s'y promène revêtu d'un uniforme de major belge. Il s'est installé à l'hôpital. Qui l'a chargé de cela? Je crois que Delvigne n'est pas dans le dénuement, il a une femme qui travaille. Je voudrais savoir si la qualité de représentante de commerce et le travail de Delvigne en Espagne n'ont pas été mêlés. Je voudrais savoir qu'elles sont les intentions de Delvigne*⁸¹⁵?

Fidèle à son habitude, De Block s'empresse de calmer le jeu : « *Delvigne s'occupe de l'aménagement de l'hôpital et fait l'achat des choses qu'on peut obtenir en Espagne [...] il y à Deutsch pour l'armée, Delvigne pour chercher la maison internationale et Nenni comme commissaire politique de la Brigade internationale.* » Il s'accorde cependant avec Buset sur la nécessité de recruter un administrateur compétent pour épauler Neuman et croit que Delvigne est la personne tout indiquée. Or, le Bureau décide avant tout de faire enquête.

Après son court séjour à Valence et Onteniente, Buset livre ses impressions à trois séances du Bureau consacrées à la question entre la fin mai et la mi-juillet. Ses commentaires sur l'infrastructure sont très positifs, « *Nous avons visité encore d'autres hôpitaux, mais celui d'Onteniente sera le plus beau et le plus vaste.* » Il exprime la nécessité d'embaucher un comptable, parle d'ennuis avec les camions usagés acquis par le FIS et émet des

⁸¹² Bureau du Parti, 16 juillet 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 256.

⁸¹³ Delvigne à Adler, 6 juin 1938, IISH, SAI, 2763i/14.

⁸¹⁴ Rayet, *loc. cit.*, p. 178.

⁸¹⁵ Bureau du Parti, 16 avril 1937, Bureaux du POB 1937-1938, p. 184

commentaires sur le professionnalisme des médecins militaires espagnols⁸¹⁶. Au sujet de ce dernier commentaire, De Block rétorque qu'ils sont très mal équipés et exercent souvent dans des conditions pitoyables. Poursuivant, l'enquêteur se dit inquiet de la part élevée d'infirmières et de médecins communistes, et ce, même si Marteaux lui a assuré qu'il faisait de son mieux pour rectifier la situation. Enfin, les agissements de certains fonctionnaires de l'État sont tout aussi préoccupants :

Je n'ai pas été étonné de voir sur la façade de l'hôpital l'inscription "Hopital Militar", et il n'y a aucune trace des deux Internationales. Je crois savoir que c'est un coup monté par la Cne. Montseny, ancien ministre de la Santé, c'est une anarchiste. Et je veux attirer votre attention sur le fait que l'hôpital ne dépend pas du département de Prieto, mais du département de la Santé, où se trouve comme ministre le communiste Yernandez. Je peux ajouter que les communistes espagnols ne font rien d'autre que de bouffer les socialistes⁸¹⁷.

De Block se veut rassurant en ce qui concerne la gestion de l'hôpital : « *Il y a un Comité qui aura comme mission de surveiller les choses. Ce comité [...] sera composé de délégués espagnols et de nos amis Delvigne et Marteaux⁸¹⁸.* » Il fait part des négociations de Schevenels pour l'obtention d'un secteur sanitaire centralisé autour d'Onteniente et d'hôpitaux intermédiaires gérés par les sections scandinaves et hollandaises, puis des postes avancés – s'il y a des fonds. À ce sujet, le secrétaire flamand en est à étudier la possibilité de transformer des camionnettes en salles d'opération mobiles. Reste que s'il avait su que l'hôpital était situé à des centaines de kilomètres du front, il aurait priorisé en premier lieu l'établissement de postes de proximité⁸¹⁹. Dernier élément significatif de l'allocution de De Block, la nécessité de passer par la Croix-Rouge afin d'éviter la franchise douanière, ce qui n'aidera en rien à la visibilité de l'initiative.

Vient alors la question du conflit de personnalités. Alors qu'il n'est resté que 24 heures à Onteniente, l'envoyé du POB témoigne de la tension palpable : « *je mourrais plutôt que de me mêler d'une chose pareille* ». Il se demande par ailleurs comment fait De Block pour y séjourner plus longtemps.

⁸¹⁶ Bureau du Parti, 14 février 1938, Bureaux du POB 1937-1938, p. 515.

⁸¹⁷ Bureau du Parti, 28 mai 1937, Bureaux du POB 1936-1937, p. 205.

⁸¹⁸ *Ibid.*, p. 205.

⁸¹⁹ Bureau du Parti, 15 juin 1937, IEV, Bureaux du POB 1936-1937, p. 226.

Dès son arrivée à Valence, on lui a fait part de racontars : le grade de major de Delvigne lui serait monté à la tête... Mme Delvigne se comporterait comme la « châtelaine » de la villa de l'hôpital et ses « allures » choqueraient les habitants. D'autres se plaignent de leur faste : l'argent viendrait de sa femme... Delvigne s'adonnerait toujours au trafic d'armes⁸²⁰ ...

Lorsque Buset interroge Delvigne sur les raisons ayant motivé son départ en catimini de Belgique, ce dernier lui explique qu'il se rendit à Barcelone pour régler une affaire; qu'il a ensuite décidé de rester puisqu'il en avait assez de la campagne de calomnie et non parce qu'il craignait d'être incarcéré. Il s'est mis d'accord avec Schevenels pour servir en Espagne à titre de délégué du FIS puis « *Les deux Internationales ont ratifié la chose*⁸²¹ ». Force est de constater que la décision a été prise dans le dos du Bureau du POB avec un appui tacite de la part de Vandervelde et de Brouckère.

Buset s'enquiert ensuite des rumeurs « *concernant la fourniture de certaines choses* » à la République et Delvigne balaie tout du revers de la main : le fameux capitaine Huerta, celui-là même qui laissa son porte-document dans un train belge, n'est pas capitaine et sa serviette ne contenait rien d'inculpant... Notre enquêteur valide en rapportant avoir rencontré le supposé capitaine à Bilbao pour se rendre compte qu'il ne s'agit de nulle autre qu'Antonio Huerta, le secrétaire de la branche euskarienne du PSOE et étoile montante de l'Exécutif de Negrin que l'on verra sous peu aux séances des Internationales. Enfin, il appert que le propos du secrétaire basque concorde avec celui de Delvigne.

Revenant à celui-ci, il a insisté sur le fait qu'il n'a jamais reçu de commissions pour les « services » rendus à la République :

*Delvigne m'a parlé de certaines fournitures faites par son intermédiaire. Il a des lettres et des factures, il peut établir le compte et démontrer qu'il n'a pas touché de commissions. Il en est d'autres – et ce sont les plus importantes – pour lesquelles la règle est de ne pas laisser de papier me disait-il et dans ces conditions il faut me faire confiance ou pas*⁸²².

⁸²⁰ Bureau du Parti, 16 juillet 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 256-257.

⁸²¹ Bureau du Parti, 15 juin 1937, IEV, Bureaux du POB 1936-1937, p. 223.

⁸²² *Ibid.* p. 223-224.

Buset déclare que cette affaire est incontrôlable, mais De Block le corrige : « *Cette affaire est contrôlable à une condition, que vous allez mettre la justice au courant et mettre beaucoup de gens en prison*⁸²³. » Il fait ensuite part de sa version des faits qui apporte un élément qui en dit gros sur la détresse du secrétaire wallon à son départ : « *Pour ce qui concerne son départ, je lui ai posé la question [...] Il m'a parlé de Salengro, il a été perdu un certain moment, et il est fichu le camp*⁸²⁴. » Delvigne craignait donc de connaître le sort de Roger Salengro, ce député SFIO qui prônait une intervention active en Espagne et a été poussé au suicide par une campagne de calomnies de la droite française. En ce qui concerne l'obtention du grade de major, il lui expliqua « *que ses fonctions l'obligeaient à traiter avec des médecins militaires et ils n'ont de la considération que pour ceux qui portent un uniforme*⁸²⁵. » C'est pour cette raison qu'il demanda au chef de cabinet de Caballero de lui conférer ce grade.

Buset poursuit : avant de quitter l'Espagne, il lui signifia d'une part que la question des « services » rendus à la République était dorénavant classée, et d'autre part, qu'en tant que secrétaire du POB, il avait mieux à faire que jouer les administrateurs d'hôpitaux. Le problème de l'heure étant l'influence des communistes et leur « censure semi-officielle », il convenait d'agir à titre de commissaire politique afin « *de défendre et d'étendre l'influence socialiste* », – Prieto et Alvarez del Vayo étant de surcroît d'accord avec cette proposition. Buset l'a donc enjoint à s'installer à Valence et mettre sur pied un Bureau des Internationales qui serait indépendant du général Deutsch et consoliderait l'espace socialiste international : « *Il faut montrer que les socialistes font aussi quelque chose pour l'Espagne. Quand les communistes font quelque chose c'est de notoriété publique, quand nous faisons quelque chose, cela passe inaperçu*⁸²⁶. » Delvigne démontra un certain intérêt envers la proposition tout en semblant préoccupé par ce qui adviendrait de son grade de major.

⁸²³ *Ibid.* p. 224.

⁸²⁴ *Ibid.*, p. 225.

⁸²⁵ *Ibid.*, p. 224.

⁸²⁶ *Ibid.*

De Block vient conclure en déclarant que lorsque les Internationales en auront assez des intrigues des politiciens, elles ordonneront à Delvigne de rentrer « *et enverront un syndicaliste*⁸²⁷. »

La démission de Delvigne

À la mi-juillet, Delvigne prend tout le monde de court en démissionnant du poste de secrétaire de parti. La raison est d'autant plus surprenante que n'ayant jamais été unitaire, sa décision se voit justifiée par le refus systématique des offres d'unité d'action des Internationales et du mouvement belge. C'est que sa sensibilité frontpopuliste développée en Espagne le place désormais en contradiction avec sa fonction au parti :

*En ce qui me concerne, j'ai pris depuis plusieurs mois une position tout à fait opposée et j'ai publiquement approuvé l'appel lancé en commun par le Parti socialiste espagnol, l'Union Générale des Travailleurs et le Parti communiste espagnol à l'unité d'action internationale. D'autre part, j'ai eu ici, avec de nombreux camarades communistes, des contacts très fréquents, et que nous avons décidé de multiplier. Rentré en Belgique, il me sera tout à fait impossible de considérer comme des ennemis les camarades avec qui, en Espagne, et souvent dans des conditions dramatiques, j'ai agi dans l'intérêt de la victoire de la liberté sur le fascisme*⁸²⁸.

Cette lettre exprime à elle seule la force du sentiment unitaire en Espagne où la conception que l'unité ouvrière mettra en échec la non-intervention et enrayera l'avancée fasciste dans le reste du globe est répandue :

*J'ai la conclusion absolue que la classe ouvrière ne poursuivra sa marche au socialisme, qu'elle ne fera échec au fascisme, qu'elle ne maintiendra la paix que si elle est unie. Je considère que le devoir le plus impérieux et le plus urgent de tous les militants est de tout mettre en oeuvre pour refaire l'unité socialiste, qui a été brisée, il y a déjà tant d'années, par les communistes*⁸²⁹.

Il reconnaît qu'ils ne sont pas toujours « faciles », qu'ils ont tendance à oublier que la responsabilité du schisme du mouvement ouvrier leur échoit. En revanche, la nécessité de dissiper les malentendus par un franc dialogue se voit amplement dictée par l'urgence de la situation. Il poursuit en déplorant que les mouvements socialistes et communistes aient

⁸²⁷ *Ibid.* p. 226.

⁸²⁸ Bureau du Parti, 13 juillet 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 247.

⁸²⁹ *Ibid.*

condamné la non-intervention, voté des résolutions énergiques et unanimes, mais que rien n'a été accompli : « *À quoi cela à-t-il servi? Même dans les pays où nous avons une grosse influence, nous n'avons pu rien faire.* »

Delvigne dresse un sombre portrait de la situation : alors que la SFIO a fait ratifier la non-intervention, en Belgique les ministres socialistes ont désobéi au congrès du parti qui s'y est formellement opposé. Il trouve futile la campagne de propagande pour l'abrogation considérant que l'Angleterre et la France ne changeront de position que si leurs intérêts impérialistes concordent avec ceux de la République.

En un mot, il n'y a rien à attendre des démocraties et refaire l'unité reste à son avis le seul moyen de pallier les limites du mouvement socialiste : « *les résolutions, les discours, l'action humanitaire, tout cela ne suffit pas. Le moment est venu de faire appel à la classe ouvrière internationale* ». Le secrétaire demande à ce qu'on le laisse retrouver la liberté « d'homme de rang » pour ne plus avoir à se soumettre à la stricte discipline du parti. Il souligne en dernier lieu sa profonde amitié avec Vandervelde et De Block puis promet de rester fidèle au POB⁸³⁰.

Quelques jours plus tard, Delvigne démissionne du FIS et le POB accuse aussitôt réception d'une requête pour un nouveau représentant – De Block est pressenti. Venant de perdre son secrétaire wallon, le Bureau n'est pas chaud à l'idée de se départir de son secrétaire flamand⁸³¹. La question est donc traitée en profondeur au Bureau du 16 juillet.

Le père du démissionnaire, le notable Isy Delvigne, explique les autres motifs de son geste. Jean a été consterné que personne ne l'ait défendu au plus fort de la campagne de calomnies par la presse de droite, alors que « *Nous étions tous engagés dans cette affaire. Dès les premiers jours de la guerre espagnole, Jean a été entraîné et jamais à aucun moment on n'a élevé la voix pour le soutenir. Moi, je ne pouvais le faire.* » En effet, comme nous l'avons cité dans le chapitre précédent, Delvigne père était pressenti au poste de

⁸³⁰ Notons qu'immédiatement après avoir traité du cas Delvigne à cette séance, le Bureau rejette une des nombreuses propositions du PCB d'affréter conjointement un navire pour l'Espagne. *Ibid.*, p. 248.

⁸³¹ Bureau du Parti, 16 juillet 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 251-252.

commissaires aux armements – poste qu’il a perdu en raison du scandale impliquant son fils⁸³². Notons au passage comment est exposée dans des mots à peine couverts l’implication du Bureau du POB dans le commerce d’armes pour la République espagnole.

En ce qui concerne la dérive unitaire de son fils, Isy explique que Jean a été blessé par les réclamations des Internationales à la suite du manifeste du 26 mars, précisant que lui aussi l’a enjoint à s’en tenir à la ligne. Puis, jetant de l’huile sur le feu, il y a eu l’enquête de Buset...

C'est alors que Schevenels entre en séance pour exposer sa version des faits :

Il était partisan du front commun, tandis que nous le repoussions [...] Il avait déjà fait certaines choses en faveur des communistes et nous avons rappelé souvent qu’il était le représentant des Internationales et que celles-ci étaient hostiles à cela. Mais il était désireux de faire ce front unique, il participait à des manifestations publiques, à des démonstrations à Valence. Nous avons toujours protesté. Voilà une des raisons pour lesquelles il n’a pas cru pouvoir rester. [...] qu’il manifestait ses dispositions de front unique, d’une façon trop visible pour nous⁸³³.

Ensuite, le secrétaire de la FSI élabore sur la situation invivable à l’hôpital lors des absences de Neuman : « *Marteaux voulait être le maître de l’hôpital et il s’est heurté à Delvigne qui était le représentant officiel des Internationales⁸³⁴.* » Il rapporte avoir mis sur pied un comité de gestion lors de sa visite avec Adler à la fin avril, mais en vain.

Puis il y a la question de la luxueuse maison en principe destinée au personnel de l’hôpital, mais que le couple Delvigne s’est appropriée pour ensuite y « inviter » les médecins et infirmières. Et c’est alors que les histoires sur le mode de vie faste des Delvigne en ces temps de guerre ont débuté. Schevenels déclare : « *D’où vient l’argent? Je n’en sais rien. Il peut venir de sa femme. On dit qu’il continue à faire le trafic d’armes. [...] En tout cas, ce sont des racontars, je ne sais pas si c’est vrai.* » La seule chose qui est certaine, conclut-il, c’est que Delvigne et Marteaux n’auraient jamais pu s’entendre sur la gestion de l’hôpital.

⁸³² Bureau du Parti, 16 avril 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 183.

⁸³³ Bureau du Parti, 16 juillet 1937, IEV, Bureau du POB 1937-1938, p. 256.

⁸³⁴ *Ibid.*

Schevenels se plaint que le FIS se retrouve dans la même situation qu'avant l'arrivée de Delvigne : il n'y a personne qui vaille et avec assez d'autorité pour combler le poste de représentant du FIS en Espagne : les Français sont tous unitaires; aucun Anglais ne parle français; un Hollandais se ferait immédiatement déforcer... et en vient à la conclusion que De Block est « *le seul que Marteaux ne pourra mettre dans un coin dès le début* ». Il craint devoir abandonner l'hôpital si le Bureau n'accorde pas de congé à son secrétaire flamand, et Vandervelde de s'exclamer : « *Ce serait désastreux* », et Schevenels de compléter « *Oui, parce que l'hôpital n'a pas encore porté ses fruits*⁸³⁵. »

Buset propose alors d'envoyer un gestionnaire de métier et que la question politique soit complètement dissociée de l'administration de l'hôpital. Le secrétaire de la FIS répond que de toute façon, un gestionnaire devra être en mesure de défaire les joutes politiques puis qu'il n'a toujours pas de candidat valable au poste de commissaire politique dans la zone Valence-Madrid⁸³⁶. Craignant la perte d'un second secrétaire, Eekelers, Delattre et Spaak refusent de laisser partir De Block, Eekelers allant jusqu'à déclarer : « *Le Parti est dirigé par nous et non pas par le secrétaire de l'IOS*⁸³⁷. »

L'hôpital n'aura cependant pas à être abandonné : De Block et Stolz alterneront les visites, Antoon Spinoy – le secrétaire de la fédération de Malines – l'administrera pendant un temps⁸³⁸, puis un français du nom de Dupérier y séjournera aussi.

Le réseau sanitaire du FIS et la centralisation

À l'été, le réseau sanitaire du FIS comporte l'hôpital d'Onteniente, des hôpitaux secondaires, des postes avancés, une flotte d'ambulances et de camions. En revanche, l'intégration des Brigades internationales et de leur service sanitaire à l'Armée populaire sous influence communiste inquiète fortement Schevenels⁸³⁹. Après avoir soulevé vainement la question de l'indépendance de son réseau auprès des autorités militaires, il demande un entretien

⁸³⁵ *Ibid.*, p. 257.

⁸³⁶ *Ibid.*, p. 258.

⁸³⁷ *Ibid.*, p. 253.

⁸³⁸ Rayet, *loc. cit.*, p. 177.

⁸³⁹ Dans la note # 39, Rayet écrit « *Il y a donc une distinction de la part du FIS vis-à-vis de l'aide internationale en général et du service sanitaire des BI en particulier, mais aussi, face au gouvernement espagnol, une volonté d'autonomie*

avec le premier ministre Negrin et le chef du service sanitaire de l'armée, le colonel D. J. Bejarano. Les résultats de l'entretien sont concluants puisque le 5 août, le statut autonome de l'hôpital est confirmé. Le directeur du FIS met par écrit ce qui a été convenu dans une missive qu'il fait parvenir à Bejarano : Onteniente relève exclusivement de l'autorité service sanitaire ainsi que de celle du ministre de la Défense; l'administrateur en est le médecin en chef nommé conjointement par le FIS et le gouvernement. La place du FIS est définie dans les termes suivants :

*Walter Schevenels [...] est le seul qualifié pour prendre au nom du FIS toutes les décisions relatives à la gestion de l'hôpital. Le FIS est représenté sur place par le camarade Antoine Spinoy, qui est qualifié pour agir au nom de Walter Schevenels. Le FIS est financièrement responsable pour le personnel étranger : médecins, radiologue, orthopédiste, infirmières, etc. engagé directement par lui*⁸⁴⁰.

Il se réfère ensuite à un second hôpital militaire socialiste – l'hôpital suédois-norvégien de Alcoy – qui passera aux mains du service sanitaire le 20 août. Le colonel est d'ailleurs avisé que dans l'éventualité que le personnel scandinave ne serait pas satisfait du nouveau médecin en chef, qu'Onteniente les engagera aussitôt. Il termine la missive en se disant convaincu que « *sur la base de ces accords nous pourrions donner le maximum d'efficacité aux efforts conjugués des services sanitaires de l'armée espagnole et de l'aide internationale*⁸⁴¹. » Par son intervention auprès de Negrin, Schevenels a fort probablement évité un sort similaire à l'hôpital mère. Toutefois, le fort désir de centralisation fait ressurgir la question deux mois plus tard.

À la fin octobre, Spinoy communique à Adler un rapport de Crespy-Ducleau d'où ressort l'importance de dépêcher un délégué pour défendre les intérêts du FIS⁸⁴². D'une part, il appert que l'autonomie d'Onteniente n'a été fixée que sur papier et qu'une nouvelle intervention auprès de Negrin s'impose afin d'éviter l'intégration au service centralisé, ce qui sonnera le glas de l'indépendance politique de l'institution :

qui ira probablement en s'accroissant, suivant l'importance grandissante des communistes dans la vie politique espagnole, et après la fusion des Brigades avec l'Armée régulière. » *Ibid.*, p. 175.

⁸⁴⁰ Schevenels au colonel Bejarano Legano, 10 août 1937, IISH, SAI, 2763G/16. Voir aussi Rayet, *loc. cit.*, p. 171.

⁸⁴¹ Rayet, *loc. cit.*, p. 176.

⁸⁴² « Pour Adler », 30 octobre 1937, IISH, SAI, 2763g/40.

Sauf le communiqué que vous connaissez, rien d'autre et de précis n'est encore paru sur le "Diario Official" au sujet de l'autonomie, et malgré toute promesses! D'autre part les Hôpitaux des Brigades ont obtenu aussi une autonomie médicale, comme nous, et on pense de faire les fameux groupes des 'Autonomes' avec une malheureuse mélange.... Il faut surtout agir de l'étranger, de Paris ou de Bruxelles, pour éviter des confusions. Avisez qui peut faire quelque chose! Vous savez que ici [...] on peut faire très peu! Mais par pressions des organes centraux à l'étranger on peut et on doit obtenir! Rappelez vous... Très importante⁸⁴³ !

D'autre part, Crespy-Ducleau ne voit rien de rassurant dans le déménagement de la direction du service sanitaire de l'armée à Barcelone : « *Nous perdrons ainsi le contact direct et facile avec ces autorités et ça sous plusieurs aspects, n'est pas bon, et il faut le tenir en compte pour la délégation de la FSI et IOS. Examinez le problème⁸⁴⁴ !* »

En ce qui concerne l'infrastructure, le médecin rapporte des améliorations significatives, mais lentes, « *sous la pression constante de notre vigilance⁸⁴⁵*. » Tandis que l'eau courante sera bientôt disponible dans l'ensemble de l'édifice, le chauffage, lui, reste problématique, Crespi-Ducleau craignant d'avoir à faire comme à Alcoy et fermer durant les mois les plus froids. Problème non négligeable, les instructions de l'appareil à Rayon X ultramoderne ont été égarées et il faudrait envoyer une copie de toute urgence. Il rapporte que plusieurs items figurant dans les inventaires envoyés par Schevenels n'y figurent plus au moment de la réception des marchandises puis que des vivres sont subtilisés à l'hôpital même. Enfin, il s'enquiert d'un convoi du FIS se trouvant quelque part en Espagne et dont Onteniente n'a toujours pas eu de nouvelles.

Malgré ces problèmes qui sont légions en temps de guerre, à la fin de 1937, l'hôpital est pleinement fonctionnel : chauffage central, trois salles d'opération sur quatre en fonction, 1000 lits disponibles sur les 1200 annoncés, ascenseurs, monte-charge, cuisines, installations frigorifiques, pharmacie, laboratoire. On rapporte six éclairages scialytiques (sans ombre) alors que l'Hôpital de Brugmann – l'un des plus modernes de Belgique – n'en compte que trois. N'oublions pas l'appareil à radiographies, dont nous ne savons toujours pas si les instructions ont été reçues⁸⁴⁶.

⁸⁴³ Souligné dans le texte. *Ibid.* Voir aussi Rayet, *loc. cit.*, 172.

⁸⁴⁴ Crespy à Spinoy, [S.D.], 2763G/45-46.

⁸⁴⁵ *Ibid.*

⁸⁴⁶ *Le Populaire*, 5 janvier 1938, p. 6. Voir aussi Rayet, *loc. cit.*, p. 173.

Toujours à cette période, l'institution est visitée par un journaliste du *Populaire* qui écrira que plus de 10 000 patients y ont été traités par 16 spécialistes espagnols, bon nombre de médecins étrangers, 130 infirmières espagnoles et 35 étrangères, tous sous la direction de Crespy-Ducleau et dont une bonne partie est formée sur place.

L'activité y est incessante alors que les 18 ambulances effectuent leurs allez-retours et que les ouvriers travaillent sans relâche à l'installation du système de chauffage, de l'eau courante, de la piscine, du laboratoire et même d'une bibliothèque. Un journal « *La voz del herido* » y est même publié.

Pour sa part, *El Socialista* décrit une soirée en l'honneur des Internationales organisée par les blessés et le personnel espagnol de l'hôpital, l'activité se déroule au théâtre municipal. L'animateur, un certain Lopez, encense le Dr Crespy-Ducleau, véritable « âme de l'institution », tout en n'oubliant pas les Internationales qui ont fourni les équipements ultramodernes et qui assument les frais de fonctionnement. Des télégrammes de félicitations envoyés par Spaak, Vandervelde et Santiago sont lus. Un humoriste nommé Antonio Vives se charge d'égayer les coeurs puis, en guise de clôture de l'évènement, des fleurs sont remises aux infirmières et femmes médecins étrangères par les blessés⁸⁴⁷.

Vandervelde se rend en Espagne en compagnie de sa femme, la médecin Jeanne Vandervelde, en février 1938. Or, il doit insister auprès de son guide-chauffeur – un certain capitaine Castillo – pour effectuer un détour vers l'hôpital. Ils rapportent toutefois qu'ils ont été enchantés par leur visite et que Castillo s'est engagé à ce qu'Onteniente figure désormais sur l'itinéraire des délégations internationales⁸⁴⁸. À leur passage, un demi-millier de blessés arrivant de la bataille de Teruel y sont traités; c'est un français du nom de Dupérier qui, succédant à Delvigne et Spinoy, se charge de la l'administration et des relations avec le Ministère de la Défense. Le Patron loue le bon travail du personnel : Marteaux, Crespy-Ducleau, Neuman; deux femmes médecins dont l'une suisse, une certaine Loewenthal, est

⁸⁴⁷ « Un homenaje a la IOS y a la FSI en Onteniente », FPI, AH-78-22, 225.

⁸⁴⁸ Vandervelde, « Au secours de l'Espagne » (brouillon), 1938, IISH, SAI, 2763G/47-55. Voir aussi Rayet, *loc. cit.*, p. 172.

présente depuis les premiers jours; quatorze médecins espagnols et les infirmières : *Belges solides et réfléchies; Cubaines venues de si loin prendre leur part de travail quotidien; suédoises admirablement préparées, polonaises ardentes; Espagnoles [...], qui, de toutes leur âme, se donnent à la tâche* ». Il est d'ailleurs émerveillé par l'école d'infirmier, puis rapporte son émotion à la vue des plaquettes identifiées du nom des donateurs sur les équipements : « *offerts par les travailleurs de Birmingham, par les métallurgistes de Charleroi, par tous ces syndiqués pour qui la solidarité internationale est une vivante réalité.* » Par ailleurs, il nous apprend qu'on a finalement inscrit l'IOS et la FSI sur les plaques à l'entrée de l'hôpital.

Vandervelde se dit impressionné des cours de culture générale promulgués aux estropiés, tout en faisant part de l'anecdote suivante : un « écorché », qui a perdu la main au combat, lève le bras pour poser une question attisant aussitôt les railleries de ses camarades de classe qui lui reprochent de faire le salut fasciste... En un mot, le résultat est « *la perfection même* », puisque de l'avis de ce visiteur de marque, malades, médecins et infirmières « *sont unis par le sentiment profond de la solidarité dans l'effort commun pour la liberté de l'Espagne et du Monde.* »

En revanche, le Patron ne peut que constater qu'en Espagne républicaine, le FIS est complètement éclipsé par la « publicité intensive » du Komintern et du SRI « *dont les affiches se trouvent sur tous les murs et les tracts dans toutes les mains*⁸⁴⁹. » Il s'inquiète grandement du ministre communiste de l'instruction publique, Jesus Hernandez, qui a intégré le culte à Lénine ainsi qu'à Staline au programme d'éducation⁸⁵⁰.

Mais Vandervelde fait reposer le blâme sur son propre camp. Il écrit d'une part « *Nous avons parfois ri et plus souvent pleuré, [que] l'Internationale socialiste [...] était vraiment trop modeste* » puis, d'autre part, souligne combien cette posture est insufflée à l'IOS par le secrétaire général :

⁸⁴⁹ Vandervelde, *loc. cit.*

⁸⁵⁰ Hernandez perd son poste en avril 1938. Graham, *op. cit.* p. 141.

Des hommes du type de Frédéric Adler, dont toute la vie a été consacrée, avec la plus totale abnégation, à la cause du socialisme international, ont à tel point la phobie de la réclame politique, qu'ils en viennent à éprouver une [...] un peu perverse à travailler dans l'ombre et à tenir sous le [...] le plus [...] de leurs réalisations⁸⁵¹.

Ce souci pour l'effacement explique que les *Informations internationales*, dont Adler est le rédacteur, mentionnent rarement Onteniente. Le Patron déplore que le reste de la presse socialiste commette la même bévue en évoquant du bout des doigts ce « splendide accomplissement des Internationales qui fait la fierté du service sanitaire de l'Armée ».

Quelques mois plus tard, Blume fait savoir à l'Exécutif de l'Internationale que la visibilité du FIS en Espagne ne s'est pas améliorée tout en plaidant pour la mise sur pied d'un second hôpital dans la zone nord : « *Ne peut-on renouveler l'effort d'Onteniente qui, malgré ses erreurs et ses difficultés, est une aide efficace pour les blessés et la population de la ville (pour cela aussi des capitaux peuvent être trouvés).* ⁸⁵² » Or, les fonds commencent à manquer. Qui plus est, il faudra bientôt penser à organiser l'évacuation des enfants ainsi que l'accueil des réfugiés qui convergeront vers la frontière française.

Problèmes avec Marteaux et Crespy-Ducleau

Lors d'une séance du Bureau du POB à la mi-avril, Mertens se plaint contre Marteaux qui persiste à alimenter la rumeur voulant que Delvigne ait été congédié en raison de malversations commises alors que Buset et Schevenels ont démenti les accusations : « *C'est un bruit qui se répand par le Dr. Marteaux et il raconte cela à ses malades. Il s'agit tout de même de l'ancien secrétaire du Parti. Il faudrait éclairer les gens et dire l'exacte vérité*⁸⁵³. » Ensuite, à la fin mai, c'est l'acolyte de Marteaux, le chirurgien Crespy-Ducleau, qui inquiète le FIS. Adler consulte directement Delvigne qui lui fera parvenir une lettre démontrant leur filiation. Adler en prend connaissance qu'à son retour du congrès annuel de la SFIO en juin :

À mon retour du congrès de Royan j'ai trouvé votre lettre du 6 juin, dont je vous remercie. Je constate seulement que les déclarations que vous faites sont en complet

⁸⁵¹ Vandervelde, *loc. cit.*

⁸⁵² « Communication de la Citoyenne Isabelle Blume », IISH, SAI, 516/3-4.

⁸⁵³ Bureau du POB, 4 avril 1934, p. 11-12, AMSAB-ISG, 1938-04-04_bwp_BU.pdf

*accord avec celles que vous avez faites oralement, lorsque nous avons parlé, il y a quelques semaines, de l'affaire Crespy. Schevenels et moi avons été aussi discrets que possible à ce sujet, pour ne pas nuire à la cause espagnole. Dans cet ordre d'idées, je me bornerai pour le moment à transmettre une copie de votre lettre à Schevenels*⁸⁵⁴.

Problème d'allégeance politique? De mœurs? De malversations? Les archives ne nous permettent pas de trancher. Toujours est-il que Delvigne en profite pour apporter quelques précisions :

*Je n'ai jamais répondu à certaines "histoires" qu'on a répandues ici à propos de mon séjour en Espagne. Mais je tiens à ce que l'Internationale et vous-même soyez informés exactement. C'est pourquoi je vous transmets la copie de cette note – au reste assez comique. Elle pourra vous servir à mettre éventuellement les choses au point*⁸⁵⁵.

Il se réfère à une correspondance datée du 21 juin 1937 dans laquelle, en prévision de son retour en Belgique, Marteaux outrepassait l'autorité de Delvigne en conférant l'administration de l'hôpital à Crespy-Duclos pour la durée de son absence. Nous trancherons dès lors pour un problème d'allégeance politique : Marteaux n'est il pas un ardent unitaire qui fera défection pour le PCB dès la Guerre en Espagne terminée⁸⁵⁶? Et Crespy-Duclos, n'est-il pas son proche collaborateur?

Nous concluons ce chapitre par le rapport annuel du FIS. Celui-ci nous apprend qu'à la fin de 1938, l'hôpital fonctionne toujours, qu'il est géré et ravitaillé par le Fonds, puis qu'une part du personnel espagnol a été formé sur les lieux :

*La formation de chirurgiens et d'infirmières espagnols aux nouvelles exigences de la science moderne a permis à un certain nombre de chirurgiens et d'infirmières internationaux d'offrir leurs services dans d'autres institutions où, à l'heure actuelle, leur présence est plus utile et plus indispensable que dans notre hôpital d'Onteniente*⁸⁵⁷.

Le ton du rapport démontre que la zone centrale n'est pas prête de tomber. Effectivement, elle ne le fera qu'à la suite du coup d'État de mars 1939 et de la prise de Madrid qui en résultera. Ce qui reste de personnel étranger à Onteniente sera alors évacué, tandis qu'un sort incertain attendra le personnel espagnol et leurs patients.

⁸⁵⁴ Adler à Delvigne, 11 juin 1938, IISH, SAI, 2763i/18.

⁸⁵⁵ Delvigne à Adler, 6 juin 1938, IISH, SAI, 2763i/14.

⁸⁵⁶ Voir Elsa Rayet, « En attendant la faucille », *Cahiers marxistes*, 213, 1999, p. 58.

⁸⁵⁷ « Fonds International de Solidarité : Action de secours pour l'Espagne, juillet 1936 – 1er décembre 1938 », IISH, SAI, 2763i/19-23, p. 5.

Conclusion : 1937-1938 – *L'hôpital militaire modèle d'Onteniente : symbole d'aspirations, de frustrations et des limites de l'action socialiste internationale en Espagne*

Dans ce chapitre, nous avons vu comment les problèmes reliés à la gestion de l'hôpital d'Onteniente et au comportement de Delvigne ont eu des répercussions sur les débats des Internationales et du mouvement belge.

La réalisation de l'hôpital militaire est certes louable, mais tout aussi critiquable puisqu'il est situé dans un endroit isolé. Il a de plus été réalisé au détriment du Bureau des Internationales qui aurait mieux servi l'implantation et la promotion du socialisme international en Espagne. Néanmoins, on peut penser qu'il est davantage fidèle au principe de l'action concrète qui, d'un point de vue militant, a priorité sur les considérations « superficielles » relevant de la propagande ou des « politicailleries ».

Dans un autre ordre d'idées, le fait qu'un secrétaire de parti impliqué dans le commerce illicite d'armes – avec l'assentiment du POB et de la CGTB, on le rappelle – ait mis sur pied le Comité espagnol pour ensuite agir à titre de représentant du FIS en Espagne, laisse songeur. Et si c'était les activités extralégales de Delvigne, en supposant qu'elles se poursuivent en Espagne, qui expliqueraient sa discrétion à Valence ? Alors que rien ne permet de vérifier une telle hypothèse, ce dont nous sommes certains, c'est qu'à l'instar de Nenni, la promotion d'une initiative purement humanitaire et socialiste ne figurait pas en tête de ses priorités, et que la visibilité du FIS en Espagne s'en est durement ressentie.

Le cas Delvigne illustre bien le conflit entre deux conceptions du devoir d'obligation morale de solidarité internationaliste : l'une prônant une aide purement humanitaire et légaliste, l'autre une solidarité intégrale ne s'empêtrant pas de la « légalité bourgeoise ». Delvigne aura tant bien que mal essayé de concilier ces deux visions pendant près d'un an, mais il en payera le prix en perdant ses fonctions de secrétaire du POB, de délégué à l'Exécutif de l'IOS et de représentant des Internationales en Espagne.

Troisième chapitre : *Le Fonds international de solidarité en 1938-1939 – irrégularités, centralisation et hécatombe*

*Le prologue est terminé, le drame
va maintenant se nouer*⁸⁵⁸.

Julio Alvarez del Vayo sur le pont du transatlantique Normandie en juin 1939.

Introduction

Ce dernier chapitre s'amorce sur le problème relevant de l'inadéquation entre la structure restreinte du Comité espagnol et l'ampleur des dons convergeant vers l'Espagne, problème aggravé par l'absence d'un permanent international. À la mise en valeur déficiente du Fonds se conjuguent les irrégularités commises par le directeur du Comité, Enrique Santiago, et son homme de terrain, Antonio Jimenez. Lorsque le secrétaire du PSOE intervient afin de calmer le jeu, Santiago refuse de passer ses pouvoirs et le Comité espagnol devient bicéphale. Le contexte de guerre et l'importance de conserver des fonctionnaires socialistes dans l'appareil d'État feront traîner la situation. Transigeant désormais directement avec le FIS, Lamonedá ne se contentera que de garder un œil attentif sur Santiago et Jimenez.

La multiplicité des initiatives solidaires de tout acabit et le manque de contrôle qui en résulte motivent le gouvernement républicain à centraliser le tout autour du *Comite de solidaridad internacional* dans lequel les compétiteurs du FIS – la CSI et le CICIÉR – sont influents. Ainsi, après avoir lutté contre la propension centralisatrice de l'Armée, le Fonds doit désormais lutter contre celle du gouvernement.

Le sujet irrite De Block qui est bien au fait des réalités sur le terrain en Espagne comme en Belgique. C'est que le secrétaire du POB est exaspéré du dédoublement des collectes ainsi que du maraudage engendré par les initiatives conjointes, sans parler de la basse démagogie des communistes dont le fonds de solidarité – le SRI – connaît des ratés en Europe. De Block va exiger la fin des campagnes multipartites ainsi que la démission du président de la

⁸⁵⁸ Zay, *op. cit.*, p. 138.

section belge du CICIÉ – le sénateur socialiste Henry Rolin. Or, là encore, la situation ne sera jamais réellement réglée.

À l'automne 1938, le retrait de l'URSS en Espagne et les déboires militaires de la République relèguent ces basses politiques en second plan. La priorité devient l'évacuation des enfants, question tenant particulièrement à cœur aux femmes socialistes, plus particulièrement à Isabelle Blume. Et tandis que le FIS cherche à accroître le nombre de familles d'accueil au nord des Pyrénées, des colonies sont mises sur pied en Catalogne et dans le Midi de la France.

Le manque de fonds pousse les Internationales à envisager une campagne mondiale pour l'Espagne en collaboration avec les gouvernements démocratiques et la SDN. Mais le projet a tôt fait d'être abandonné puisqu'il soulève l'épineuse question de l'aide au camp franquiste. Nous terminons l'année en étudiant une collecte de papier pour *El Socialista* qui, on le rappelle, n'a pas toujours été tendre à l'égard des Internationales et n'a presque jamais fait mention du FIS dans ses pages, puis, par le bilan de l'ensemble de la campagne, tel que présenté par un rapport du FIS publié en décembre 1938.

Vient le moment de l'hécatombe finale débutant avec la chute de Barcelone à la fin janvier 1939 : des centaines de milliers d'Espagnols traversent la frontière pour se voir parqués dans des camps de concentration côté français. Nous faisons la lumière sur l'implication du FIS dans l'aide aux réfugiés tout en soulignant comment cet ultime effort repousse à l'extrême les limites de la solidarité internationale. L'IOS étant hors de combat, Schevenels va se rapprocher des secrétariats professionnels internationaux (SPI) afin de réaliser ces envois de biens et de denrées de première nécessité à grande échelle dans le Midi de la France et dans la zone centrale républicaine qui résiste toujours. Lorsque celle-ci tombe, le FIS prête main-forte à Negrin dans l'évacuation d'Alicante et Valence par voie maritime.

L'été venu, les coffres sont à sec. Le Fonds a désormais seulement les moyens d'assurer le soutien des militants espagnols ayant joué un rôle de premier plan durant la guerre. Les sections nationales sont avisées de se débrouiller par elles-mêmes dans leurs opérations.

Des envois d'une ampleur inégalée

L'édition du 21 janvier 1938 des *Informations Internationales* fait part du lancement d'une nouvelle campagne par les sections d'outre-Pyrénées du FIS qui devrait, selon ses promoteurs, bénéficier des retombées positives de la victoire de Teruel sur l'opinion publique. Entre-temps, les envois à l'Espagne républicaine se poursuivent sans relâche et ils se concentrent sur la zone Barcelone-Valence-Madrid depuis la chute de la côte cantabrique. En ce qui concerne les envois terrestres, pour l'année en cours, il y a déjà 63 convois d'inscrits au calendrier et la liste des fournitures envoyées depuis le commencement de l'année va comme suit : 2 ambulances, 10 tonnes de matériel pour Onteniente, 10 tonnes de pièces de rechange pour les véhicules du Comité espagnol, 135 tonnes de lait condensé, 30 tonnes de jambon, 80 tonnes de sucre, 22 tonnes de morue séchée, bacon et *corned-beef*, 5 tonnes de lentilles, 6 millions de cigarettes pour les Brigades internationales et la population, 28,5 tonnes de savon et 80 000 paquets destinés aux enfants. La valeur des envois totalise à cette date 26 millions FF et il est à noter que la CGT ne fait toujours pas partie des statistiques⁸⁵⁹.

Considérant l'ampleur de la campagne et le caractère restreint du Comité espagnol, il n'est guère surprenant que des irrégularités se produisent dans la réception et la distribution de l'aide.

L'affaire Santiago-Jimenez

L'étude d'un navrant conflit entre le responsable du Comité espagnol et son homme de terrain nous permet, d'une part, d'expliquer un peu plus la visibilité défailante du FIS en Espagne puis, d'autre part, de souligner comment des militants ont recours aux instances internationales à des fins de légitimation. Remarquons que la différence entre l'affaire Santiago-Jimenez et la crise de gouvernance au sein de l'UGT réside dans le fait que le

⁸⁵⁹ « The LSI and help for Spain », *International Information*, 17 octobre 1937, p. 385, IISH, SAI, 20/1.

secrétaire général du PSOE s'arrangera directement avec Schevenels puis signifiera aux représentants du FIS sur le terrain – De Block et Spinoy – de se mêler de ce qui les regarde.

Le camarade Jimenez nous a été présenté par Santiago en mars 1937 comme « un militant enthousiaste détaché de l'INP » où, on le rappellera, travaille aussi le chef du Comité espagnol⁸⁶⁰. Recommandé par Lamonedá, il devient rapidement l'homme à tout faire du Comité espagnol en vertu de son réseau de contacts et de sa connaissance du terrain⁸⁶¹.

Lorsque Santiago avise l'Exécutif du parti qu'il va le congédier à la mi-janvier 1938, la situation se retourne contre lui et une funeste affaire de corruption s'en voit révélée⁸⁶². C'est qu'après une série d'irrégularités commises par Jimenez, une plainte de Crespy-Ducleau fait déborder le vase. À son passage à l'hôpital en décembre 1937, il a fait du scandale après qu'on ne lui ait remis que la moitié des 250 paquets de cigarettes réclamés. Hors de lui, il se serait exclamé : « l'hôpital ne recevra plus jamais de vivres et de tabac de l'Internationale ! » Santiago affirme pourtant qu'il lui avait remis suffisamment de tabac ainsi qu'à ses chauffeurs pour l'ensemble du trajet Barcelone-Madrid.

Suspendu du Comité espagnol, Jimenez va utiliser ses entrées au parti afin d'obtenir justice. Il implore Lamonedá de revoir l'injuste verdict en considérant tout le travail accompli, dont ces problèmes de logistiques qu'il devait résoudre en permanence : obtention des franchises douanières, récupération des envois auprès « d'éléments incontrôlés et voraces », distribution effectuée selon les caprices et le bon vouloir de Santiago. Viennent ensuite les accusations : « *le chef du Comité est un incapable qui ne parvient pas à faire rayonner le FIS ainsi qu'à rendre son initiative efficace par une distribution rationnelle des biens et denrées qui arrivent en Espagne dans l'indifférence la plus complète*⁸⁶³. »

Il se plaint que ses tentatives pour renforcer la cohérence du service d'approvisionnement se soient choquées au système de faveurs instauré par Santiago. Celui-ci, d'une part, prête

⁸⁶⁰ Gestion du Comité espagnol du FIS, 13 mars 1937, IISH, SAI, 2763F/25-29.

⁸⁶¹ Santiago à Lamonedá, 14 janvier 1938, FPI, AH-78-22, 72.

⁸⁶² Lamonedá à Santiago, 20 janvier 1938, FPI, AH-78-22, 74.

constamment les camions du FIS à l' Ayuntamiento de Madrid et à ses collègues de l' INP – lorsqu'il ne les donne pas – forçant notre homme de terrain à remuer ciel et terre pour emprunter des véhicules. D'autre part, il soudoie ses collègues non socialistes à l' INP et ceux-ci n'ont aucune idée de la provenance du lait, de la viande, du tabac et des vêtements reçus en cadeau. Jimenez craint que la situation perdure tant qu'il n'y aura pas de magasin central administré par des individus responsables⁸⁶⁴.

Il énumère ensuite les occasions où son comportement intègre a dérangé : il a insisté pour que des vêtements entreposés dans des conditions lamentables à Valence soient envoyés aux réfugiés de la zone nord; il a émis des réserves concernant de généreux dons en tabac à des notables non socialistes; il s'est opposé à la falsification de statistiques et a signifié à son supérieur qu'il était au courant des versements effectués dans un compte personnel. Enfin, il a rejeté une commission de 35 000 FF à Paris et demandé à ce qu'on la remette plutôt au FIS.

Jimenez croit que Santiago cherche à l'éloigner du Comité en raison de son intégrité, en confiant notamment les tâches à des non-socialistes qui ne sont pas au fait de son petit jeu. Il assure Lamonedà qu'après avoir tenté à plusieurs reprises d'attirer l'attention sur l'affaire, il a décidé de ne pas démissionner afin de le tenir à l'oeil⁸⁶⁵.

Le résultat de cette confession ne se fait pas attendre : Lamonedà suspend Santiago du Comité espagnol le 7 février. Celui-ci trouve la décision tout aussi injuste et refuse d'y acquiescer. Il va plutôt retirer les sigles du PSOE et de l'UGT du papier à en-tête officiel, s'arrogeant ainsi l'entière représentativité du FIS en Espagne, puis raconter sa version des faits à De Block et Spinoy⁸⁶⁶. Ceux-ci vont enjoindre Lamonedà d'attendre le verdict des

⁸⁶³ « [...] incapaz de salvar una dificultad, de hacer notar siquiera la existencia del Fondo de Solidaridad, de que la ayuda de las internacionales alcanzara la eficacia debida mediante una distribucion racional de los articulos que se enviaban a Espana en medio de la indiferencia general. » Jimenez à Lamonedà, [S.D.], FPA, AH-78-22, 77.

⁸⁶⁴ « No agrado tampoco manifestara a Santiago haber oido hablar de la cantidad depositada a su nombre en un Banco ni que le manifestara mi disconformidad con la memoria confeccionada para presentar al Partido, memoria desdichada que si no detalla la entrada y salida debidamente justificada de los donativos, evidencia en cambio la falta de organizacion y de iniciativas, la inexistencia del indispensable almacen con personas responsable al frente obligado a registrar las operaciones, la falta de oficina adecuada, de contabilidad suficiente, de administracion normal, de funcionamiento regular del Comité, de control exacto posible. » Ibid.

⁸⁶⁵ Jimenez à Lamonedà, [S.D.], AH-78-22, 77.

⁸⁶⁶ Santiago à Lamonedà, 31 mars 1938. FPI, AH-78-22, 96.

Internationales tout en lui rappelant les incartades commises par Jimenez⁸⁶⁷. Le secrétaire du parti leur répond qu'il s'est déjà mis d'accord avec Schevenels sur une nouvelle formule incluant deux membres du PSOE et de l'UGT⁸⁶⁸ et en profite pour leur signifier de se mêler de leurs affaires : « *En effet les agissements de Jimenez ont donné cause à une dénonciation – il en va de même pour Santiago – et si le rôle de juges vous convient, vous avez tort d'accuser le premier de même que de plaider en faveur du second*⁸⁶⁹. » Ce qu'il ne dit pas dans sa lettre, c'est qu'Adler a été avisé dès le 28 janvier du remplacement de Santiago par Cordero et Azorin⁸⁷⁰. Force est de constater que le secrétaire ne reconnaît pas l'autorité des délégués internationaux dans cette affaire.

Le dossier traîne en longueur. Au début mars, en prévision d'une visite de Schevenels à Barcelone, Santiago tente de convoquer un entretien avec Juan Siméon Vidarte, le vice-secrétaire du PSOE⁸⁷¹, mais rien n'y fait. Le 10 mars, Lamonedá le somme de remettre les dossiers du Comité à Cordero et Azorin, puis de répondre aux accusations suivantes : absence de comptabilité; perte de 360 000 pesetas du FIS dans un achat de saucisses; montre de 7000 pesetas reçue en cadeau; dons aux fonctionnaires de l'Institut de prévision en échange de faveurs ou d'appuis; commissions touchées lors d'achats du FIS⁸⁷². Il lui accorde 17 jours, faute de quoi il s'exposera à des mesures disciplinaires.

Santiago cherche alors à temporiser en demandant des précisions sur des détails anodins de la lettre du secrétaire général. Il exige de plus une attestation de la commission exécutive avalisant son embauche ainsi que son renvoi du Comité espagnol, tout comme les raisons clairement explicitées de son renvoi. Ce n'est qu'une fois ces documents en main, écrit-il, qu'il répondra de la façon qu'il jugera adéquate⁸⁷³. Or, Lamonedá ne bronche pas et une fois

⁸⁶⁷ De Block et Spinoy à Lamonedá, 10 février 1938, FPI, AH-78-22, 79.

⁸⁶⁸ Cordero et Azorin pour le PSOE; Claudine Garcia et un certain Pérez pour l'UGT. Voir Lamonedá à De Block et Spinoy, 18 mars 1937, FPI, AH-78-22, 80.

⁸⁶⁹ *Ibid.*

⁸⁷⁰ Lamonedá à Adler, 27 janvier 1938, AH-74-5, 101.

⁸⁷¹ Santiago à Juan Simeon Vidarte, 7 mars 1938, FPI, AH-78-22, 84. Voir aussi Santiago à Lamonedá, 31 mars 1938, FPI, AH-78-22, 96.

⁸⁷² Lamonedá à Santiago, 9 mars 1938, FPI, AH-78-22. Voir aussi Santiago à Lamonedá, 10 mars 1938, FPI, AH-78-22.

⁸⁷³ Santiago à Lamonedá, 10 mars 1938, FPI, AH-78-22, 91.

le délai échu, l'avise que la Commission exécutive a rejeté ses requêtes de certification et de clarification des accusations puis que le parti prend note de son attitude rebelle⁸⁷⁴.

Santiago entre alors en colère et donne une tournure personnelle aux événements. Il accuse le secrétaire général d'avoir rompu leur amitié sans motifs valables, de l'avoir destitué pour des motifs d'ordre personnels, puis d'avoir mis son intégrité en doute devant les Internationales. À son tour, il lui sert un ultimatum : « *Si je n'ai pas reçu en 48 heures une lettre m'indiquant que vous avez été induit en erreur sur mon compte, vous devrez faire face aux conséquences découlant de votre attitude.* » Et si d'une part, il ne spécifie pas qu'elles seront ces conséquences, d'autre part, il précise que sur l'entête figurent à nouveau les sceaux du PSOE et de l'UGT⁸⁷⁵. Quelques jours plus tard, Santiago s'est calmé et sa plume n'est plus aussi vindicative. Il s'avoue dépassé par les événements puis répond aux accusations de Jimenez.

Il nie avoir usurpé des fonctions puisqu'à son avis, à partir du 27 janvier, il ne représentait plus le parti au sein du Comité espagnol. Au sujet des pertes reliées à l'achat de saucisses, elles s'expliquent par des estimations contradictoires entre Paris et Barcelone, Santiago précisant que l'Internationale a protesté à ce sujet et qu'elle attend le verdict de Negrin. Ensuite, il nie avoir reçu une montre en cadeau tout en admettant que des choses aient pu être distribuées aux fonctionnaires de l'INP – mais certes pas les vivres du FIS. Il atteste avoir en sa possession des documents démontrant que cela s'est fait avec l'assentiment de Schevenels et du syndicat de la fonction publique affilié à l'UGT. Santiago affirme n'avoir pas touché de commissions puisqu'il n'a apparemment jamais effectué d'achats pour le FIS. Il termine en notifiant le secrétaire général que ses livres de comptabilité sont à son entière disposition, puis lui rappelle qu'il avait demandé, à l'automne 1937, la mise sur pied d'une commission de révision⁸⁷⁶.

Dans les faits, le Comité va rester bicéphale puisqu'Azorin et Cordero n'auront pas le temps de s'en occuper. En avril, Santiago semble plus sûr de ses moyens. Il fait parvenir à

⁸⁷⁴ Lamonedà à Santiago, 28 mars 1938, FPI, AH-78-22, 95.

⁸⁷⁵ Santiago à Lamonedà, FPI, 28 mars 1938, AH-78-23, 92.

⁸⁷⁶ Santiago à Lamonedà, 31 mars 1938, FPI, AH-78-22, 96-98.

l'Exécutif du PSOE une missive ne comportant pas les sceaux du parti et du syndicat, l'avisant que les raisons du renvoi de Jimenez ont été exposées à la séance du Comité espagnol du 7 avril. Avant de procéder à l'énumération de ces raisons, précisons que quelqu'un a inscrit « faux » dans la marge du document⁸⁷⁷. Sûrement Lamonedá...

Le premier incident évoqué par Santiago remonte à avril 1937, soit quelques mois après son embauche. À Valence, un patron de l'INP lui avait demandé d'acheminer à Madrid une valise contenant deux jambons secs destinés à sa famille. Santiago précise qu'il ne pouvait refuser un service à cet individu ayant contribué à moult reprises à la caisse du parti. À l'ouverture des valises, les jambons n'y étaient plus et Jimenez répondit que les autorités dans la localité de Fielato les avaient réquisitionnés, ce qui fut vérifié et démenti. Jimenez finit par avouer qu'il les avait donnés à des réfugiés et promit de rembourser la valeur des denrées, ce qu'il ne fit jamais.

Le second incident lui fut rapporté par Spinoy. Le colonel Quiros, un des responsables de l'hôpital militaire socialiste, vit à Valence deux camions du FIS rattachés à Onteniente. Lorsqu'il s'enquit auprès des chauffeurs de ce qu'ils faisaient sur les lieux, ceux-ci répondirent qu'ils chargeaient une cargaison à la requête de Jimenez. Le colonel jeta un coup d'oeil sur la marchandise pour s'apercevoir qu'il s'agissait de toile destinée à un commerçant madrilène. Il leur ordonna aussitôt de tout laisser sur place et de filer à l'hôpital. Santiago rajoute que dans ce petit commerce illicite, Jimenez chargeait 700 pesetas la tonne tout en roulant avec l'essence du FIS.

La dernière irrégularité remonte au déménagement de l'INP à Barcelone en novembre 1937. À titre de responsable du convoi, Jimenez reçut 7800 pesetas pour l'essence, sans qu'il ait cru nécessaire de fournir de récépissés. Des fonctionnaires ayant voyagé avec lui rapportèrent qu'il faisait le plein dans les dépôts militaires, car on n'y donne aucun justificatif.

⁸⁷⁷ Santiago à l'exécutif du PSOE, 13 avril 1938, FPI, AH-78-22, 99-101.

À en croire l'auteur de la missive, ce qui précède ne constitue que quelques exemples des écarts de conduite de Jimenez. Reste un détail nébuleux à éclaircir, à savoir « pourquoi Santiago a-t-il attendu avant de passer aux aveux. » En fin de lettre, il confie qu'il hésitait à le dénoncer en raison de ses amitiés au sein du parti et de la possibilité qu'il les utilise comme les faits l'ont subséquemment prouvé⁸⁷⁸. N'ayant rien à cacher, l'auteur de la lettre fait savoir qu'il se prêtera volontiers à toute enquête afin de ne pas compliquer les choses en ces temps difficiles⁸⁷⁹.

Le 19 avril, l'Exécutif du parti informe Santiago de la motion de blâme lui ayant été attribuée en raison de la tournure personnelle qu'il a donnée aux événements, notamment en accusant le secrétaire de le persécuter⁸⁸⁰. Le secrétaire général du parti enjoint alors à Azorin d'assurer les contacts avec Schevenels, puis lui expose les motifs ayant mené à la destitution du directeur du FIS : primo, la seule requête qui a été faite à Santiago fut de fournir les informations appropriées; secundo, l'Exécutif ne tolère pas que son choix de personnel soit remis en question; tertio, Santiago usurpe toujours le poste de représentant du parti au Comité espagnol⁸⁸¹.

En revanche le contentieux s'avère difficile à régler en situation de guerre. À la fin avril, on apprend le remplacement d'Azorin par le directeur de *El Socialista* Manuel Albar en raison d'absences répétées – sûrement un manque de temps⁸⁸². Les archives nous apprennent qu'à l'été, Lamonedá demande à ce qu'Otero libère une voiture pour Jimenez afin qu'il puisse distribuer des journaux dans la région barcelonaise⁸⁸³; à la mi-septembre, lorsque Stolz cherche à le rejoindre, le secrétaire général l'avise qu'à l'avenir, il lui relaiera ses

⁸⁷⁸ *Ibid.*

⁸⁷⁹ Santiago à l'exécutif du PSOE, 13 avril 1938, FPI, AH-78-22, 101.

⁸⁸⁰ « *Sin perjuicio del dictamen que el Comité formule, la Ejecutiva hace constar su protesta contra las falsedades que sus cartas contienen, entre otras de menor importancia, las de considerar las decisiones de la Ejecutiva como actos persecutorios realizados por nuestro secretario, la de atribuirle acusaciones cuya procedencia conoce usted y la de arimar –con evidente falsedad– que su carta de 28 de marzo se hace responsable de ellas. Por todo ellos, estimamos de todo punto incorrecta la conducta de usted, que no corresponde ni con mucho a la confianza y representacion que la Ejecutiva le otorgo.* » Voir Lamonedá à Santiago, 19 avril 1938, FPI, AH-78-22, 103-104.

⁸⁸¹ Lamonedá à Azorin, [S.D.], FPI, AH-78-23, 4.

⁸⁸² Lamonedá, 28 avril 1938, FPI, AH-78-23, 12.

⁸⁸³ Lamonedá à Otero, 11 juillet 1938, FPI, AH-75-1, 32.

demandes.⁸⁸⁴ Quant à Santiago, nous l'avons retracé en France suite à la victoire franquiste, où il sert de représentant de l'UGT de la tendance Gonzalez Pena⁸⁸⁵.

La lutte pour le maintien de la spécificité de la campagne socialiste

Si la pression unitaire se relâche quelque peu en Espagne en 1938, ce n'est que pour se voir remplacée par la question de la centralisation de la campagne par le gouvernement républicain. Pendant ce temps, dans le reste de l'Europe démocratique, notamment en Belgique, c'est la question du maintien du caractère exclusivement socialiste de la campagne des deux côtés des Pyrénées, de sa centralisation autour du FIS, mais aussi celle de sa visibilité, qui occupe une large part des débats sur l'Espagne.

Le secrétaire du parti belge qui, on le rappelle, est le premier responsable du FIS sur le terrain, perd patience avec les improvisations des militants. À une séance du Bureau du POB, il se plaint des Jeunesses socialistes de Charleroi qui viennent d'acquérir un camion pour l'Espagne : « *Croyez-moi on a pas besoin de camions en Espagne, il y en a assez, il faut des vivres* », et le FIS les acheminera par train puisque plus rapide et moins cher, de préciser De Block. Il tonne ensuite contre ces militants qui s'impliquent dans d'autres comités, plus particulièrement contre Rolin, qui préside la section belge du Comité international de coordination et d'information pour l'Espagne républicaine (CICIER). Celui-ci aurait amassé 70 000 FB auprès des classes ouvrière et moyenne puis les aurait remis au Secours rouge, alors que Rolin a été avisé de s'en tenir au milieu bourgeois et de ne pas effectuer du maraudage pour un organisme « neutre » où les communistes sont largement impliqués.

De Block en profite pour partager avec le Bureau son dégoût envers l'esprit de compétition et la démagogie du SRI : « *Je ne veux pas travailler comme les communistes le font : aider l'Espagne pour pouvoir faire une grande propagande.* » Vandervelde abonde dans le même sens tout en soulignant la nécessité d'améliorer la visibilité du FIS :

⁸⁸⁴ Lamonedà à Stolz, 21 septembre 1938, FPI, AH-73-32, 26.

⁸⁸⁵ Dreyfus-Armand, Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin, 1999, p. 242.

D'autre part, revenant d'Espagne, je confirme ce qu'a dit De Block au sujet du bluff quelquefois nauséeux que pratiquent les anarchistes et communistes. [...] Quant aux communistes, ils sont littéralement par terre, mais partout où il y a une réclame à faire, le Secours Rouge cherche à apparaître comme le seul organisme pour s'occuper de l'Espagne. C'est du bluff. [...] C'est d'autant plus provocant que ceux qui font un grand effort pour l'Espagne, c'est le Parti socialiste; et c'est l'IOS qui par exemple, lorsqu'elle a créé l'Hôpital à Onteniente a créé une des plus belle choses qui ont été créées depuis 20 ans. Mais l'autre jour, dans un article pour un journal français, j'ai reproché à nos camarades de l'IOS de ne pas faire assez de publicité, de ne pas dire ce qu'ils ont fait. Cet article a paru il y a une dizaine de jours et pas un seul journal socialiste belge y a fait la moindre allusion⁸⁸⁶.

Au printemps 1938, le CICIÉ parvient à effectuer ses premiers envois à grande échelle pour l'Espagne et il n'est pas rare que sa campagne dédouble celle du Fonds socialiste. En Espagne, Negrin envisage de centraliser l'ensemble des initiatives au sein de la *Comision de solidaridad internacional* du *Frente popular*, où le CICIÉ et la CSI sont influents⁸⁸⁷. Le projet n'augure rien de bon pour le FIS qui, par l'entremise de Santiago, a déjà rejeté une invitation du directeur de la *Comision*, le républicain Fernando Solozabal, à un grand événement regroupant tous les comités d'aide et devant se dérouler en Espagne. Solozabal avait alors signifié à Santiago que la convocation aurait plus de force et d'autorité avec la participation du Fonds⁸⁸⁸. Peu enclin qu'il était à collaborer avec cette organisation « désordonnée », Santiago répondit par une fin de non-recevoir. Lorsque le directeur de la *Comision* le relança, il l'éconduisit en évoquant qu'il devait avant tout consulter les Internationales, puis fit part de ses réserves à Schevenels : « [...] j'ai une organisation qu'eux n'ont pas. Ils ont parfois laissé pourrir des stocks dans les ports. J'ai des hommes, chauffeurs, camions et argent, et eux manquent de tout cela⁸⁸⁹ ». Solozabal, poursuit-il, ne se rend jamais sur le terrain. Qui plus est, après lui avoir offert d'acheminer ses cargaisons, le chef de la *Comision* répondit qu'il préférerait le faire par ses propres moyens – tout en utilisant si possible l'infrastructure du Comité espagnol... « Notre adhésion ne peut être plus que platonique », conclut Santiago⁸⁹⁰. Quelques jours plus tard, non sans surprise,

⁸⁸⁶ Bureau du Parti, 21 janvier 1938, p. 4-5, AMSAB-ISG, 1938-01-21_bwp_BU.pdf

⁸⁸⁷ Voir chapitre « La solidarité mondiale antifasciste » dans Geortes Soria, *Guerre et révolution en Espagne, 1936-1939*. Tome 2, Paris, Laffont, 1976, [S.P.].

⁸⁸⁸ Fermin Solozabal, « Comision de Solidarida Internacional », 7 octobre 1937, FPI, AH-78-22, 58.

⁸⁸⁹ « [...] yo tengo una organizacion montada que no tienen ellos. En algunos casos han tenido mercancías mas de un mes en el Puerto y por las causas que sean se les han podridos por no retirarlas a tiempo. Asimismo, dispongo de hombres, chofers, camiones y dinero y ellos carecen de todo esto. » Voir Santiago à FSI, 9 octobre 1937, FPI, AH-78-22, 56.

⁸⁹⁰ « Nuestra adhesión no puede ser mas que puramente platonica [...] ». *Ibid.*

Schevenels répondit d'un ton catégorique : « *Imposible d'accepter invitation commission solidarité internationale. – Les deux Internationales désirent conserver une action de secours indépendante*⁸⁹¹. » Santiago dut même demander conseil à Lamonedá sur la façon de formuler une réponse plus « diplomatique » à Solozobal.

À la fin mai, Blume fait parvenir une note à l'Exécutif de l'IOS. D'entrée de jeu, elle annonce qu'Alvarez del Vayo va mettre sur pied un organisme unique regroupant la multitude de comités d'aide. Puis, elle lance l'avertissement suivant : « *La deuxième a tout intérêt à ne pas voir s'accomplir cet effort en dehors d'elle*⁸⁹². » En ce qui concerne la visibilité de l'initiative, elle déplore que les volontaires socialistes des Brigades internationales reçoivent « *peu et mal* » du FIS et ont l'impression que tout leur provient des communistes. Elle propose donc « *un type de paquet du soldat qu'un de ses représentants (un homme ayant un rayonnement et non un fonctionnaire) irait distribuer lui-même dans les tranchées. Je parle en particulier d'une expérience à la 14^e brigade franco-belge*⁸⁹³. » Elle termine sa lettre en plaidant pour plus de flexibilité et d'ouverture de la part du Fonds socialiste : « *Puis-je demander aussi à l'Internationale de ne pas décourager les meilleures volontés pour l'aide à l'Espagne par la façon dont elle ignore l'effort que voudraient faire certains camarades*⁸⁹⁴. »

Le décret centralisant les initiatives solidaires autour de la *Comision de solidaridad internacional* est ratifié par Negrin le 1er juillet. Cette décision, qui va à l'encontre du mandat du FIS, ne va pas sans entraîner des répercussions au nord des Pyrénées.

À Bruxelles, De Block n'est pas du tout content de cette mesure qui va amener de l'eau au moulin unitaire. Sortant de sa réserve habituelle, il rabroue vivement Rolin lors d'une séance du Conseil général tout en exigeant sa démission du CICIÉ. La question est assez sérieuse pour que des fédérations menacent de quitter le POB si « l'équivoque » se

⁸⁹¹ « *Imposible aceptar invitacion comision solidaridad internacional.- Ambas Internacionales desean conservar independencia de la accion de socorro.* » Voir Schevenels à Santiago, AH-78-22, 66.

⁸⁹² Communiqué d'Isabelle Blume pour la séance de l'Exécutif de l'IOS des 29-30/05/38, May 1938, (Barcelone), IISH, 516/3.

⁸⁹³ « Communication de la Citoyenne Isabelle Blume », IISH, SAI, 516/3-4.

⁸⁹⁴ *Ibid.*

poursuit⁸⁹⁵. Rolin n'est certes pas de mauvaise foi, or, à titre de président de la section belge du CICIÉ, il a donné nombre d'allocutions non autorisées et dédoublé la campagne du FIS à plusieurs reprises⁸⁹⁶. Des délégués font part de leurs griefs.

D'une part, un certain Martel explique que les ouvriers de sa région donnent une heure de leur salaire pour l'Espagne depuis les premiers jours du conflit : *« c'est une action qui se fait tout naturellement, sans bruit, et puis tout à coup voilà une action sous l'égide du Comité d'Aide avec beaucoup de tam-tam qui s'entame et nous sentons très bien l'intention; cela fait du tort [...] »*⁸⁹⁷. » D'autre part, un délégué borain du nom de Levêque raconte que la fédération des mineurs a acheté une ambulance puis collecté 25 tonnes de vivres et 80 000 FB le 1er mai : *« Aucun comité de Coordination n'est capable de faire ça. Que s'est-il passé? Les communistes sont passés dans certaines communes juste avant nous, pour profiter de notre publicité, et ce sous le titre de Comité de Coordination. »* Il jette ensuite le blâme sur Rolin : *« Les communistes sont incapables de faire des collectes ou de récolter des vivres comme le Comité fédéral le peut, et par votre comité de Coordination vous leur donnez l'occasion de semer le trouble »*⁸⁹⁸. »

De Block enchaîne : pas même la moitié de l'aide militaire en Espagne provient de l'Union soviétique et *« À l'intérieur du pays les communistes sont allés si loin, en agissant contre notre parti, de dire que c'étaient exclusivement les communistes et la Russie qui apportaient de l'aide à l'Espagne. Et ces gens sont dans nos syndicats en Espagne. »* Dans le reste de l'Europe, poursuit-il, le SRI vient cogner aux portes du FIS puisque sa campagne ne connaît pas un grand succès et que les coffres du gouvernement espagnol – d'où il tire une part importante de ses subsides – sont vides⁸⁹⁹.

D'ailleurs, ayant appris que la République espagnole finance les achats et les envois du CICIÉ, le secrétaire tient à s'assurer que Rolin est conscient que le FIS, lui, assume la

⁸⁹⁵ Séance du Conseil général, 22 juin 1938, p. 45. AMSAB-ISG, 1938-06-22_bwp_AR.pdf

⁸⁹⁶ *Ibid.*, p. 33, 37.

⁸⁹⁷ *Ibid.*, p. 41.

⁸⁹⁸ *Ibid.*, p. 27.

⁸⁹⁹ Bureau du Parti, 11 avril 1938, p

majeure partie des coûts « *Car, si l'Espagne doit dépenser, c'est autant qu'elle a en moins pour faire la guerre.* »⁹⁰⁰ Il l'accuse donc de faire le jeu des communistes :

*Et vous, vous les aidez dans leur campagne, en envoyant des vivres et de l'argent en Espagne sous l'étiquette neutre ou communiste; ils ne demandent pas mieux. Alors ils peuvent dire que nous ne faisons rien pour l'Espagne. Il faut tout de même que nos comités en Espagne résistent à cette campagne. Mais ils doivent avoir quelque chose en mains. Il y a des choses dont on ne peut parler – le brigandage par exemple. Mais il y a un autre moyen pour montrer que le FIS a fait un très grand effort. Mais vous diminuez cet effort, vous n'êtes pas seulement en train de travailler contre cet effort, vous travaillez contre les camarades socialistes en Espagne*⁹⁰¹.

De l'avis du secrétaire, il est indéniable que les communistes profitent de la confusion engendrée par ces improvisations, non seulement en Belgique, mais aussi en Espagne :

*Il faut aussi tenir compte de la situation de l'UGT, des syndicats et du Parti socialiste en Espagne. Vous devriez la connaître. Je n'en dirai pas beaucoup aujourd'hui, mais j'espère que le jour viendra où se pourra faire toute la lumière. Mais la situation est connue. Nous avons en Espagne dès le commencement des difficultés, 2 groupes qui ont fait de la propagande formidable; c'était le Parti Communiste et c'était les anarchistes*⁹⁰².

De Block tient particulièrement en horreur la réclame du SRI qui lui rappelle « la charité cléricale » très forte dans son coin de Flandre : « *Dans mon milieu j'ai souffert pour cela et je n'ai pas cru qu'il fallait faire le même battage que les communistes, et nous rendre coupables de cette même charité cléricale* »⁹⁰³. » Il croit plutôt aux vertus d'une campagne honnête et humble :

*Mais je crois que nous devons tâcher de réformer la société, mais qu'il n'est pas négligeable de faire aussi celle des individus. On peut faire du bien sans toujours faire ce grand battage pour en tirer orgueil nous-mêmes. Cela ne donne pas plus. Nous avons la preuve que nous avons bien travaillé*⁹⁰⁴.

Lorsqu'on laisse enfin Rolin s'exprimer, celui-ci explique qu'il ne cherche qu'à accomplir son devoir de solidarité pour l'Espagne et non pas à se « *suppléer à d'autres socialistes* »⁹⁰⁵ ; qu'il n'est pas toujours possible d'attendre l'autorisation du parti pour parler en public. Il rappelle que Jouhaux, Longuet, le travailliste Noel Baker et le sénateur suédois Georg

⁹⁰⁰ Séance du Conseil général, 22 juin 1938, *loc. cit.*, p. 20.

⁹⁰¹ *Ibid.*, p. 22.

⁹⁰² *Ibid.*, p. 21.

⁹⁰³ *Ibid.*, p. 22.

⁹⁰⁴ *Ibid.*

Branting siègent tous au sein du CICIÉR puisque « [...] *toutes les sections de ces pays considéraient qu'il y avait utilité à ce que sous l'impulsion de personnalités socialistes une action parallèle apporte un appui matériel et moral en faveur de l'Espagne républicaine, dont les résultats ont été importants*⁹⁰⁶. »

Vandervelde calme le jeu en précisant, d'une part, qu'il a toujours refusé de s'impliquer dans de tels comités « *parce que connaissant l'état d'esprit dans le Parti et connaissant aussi de longue date ces comités, je prévoyais que tout ce qui est arrivé arriverait [...]*⁹⁰⁷. » D'autre part, il rappelle que Rolin a été formellement autorisé à présider le comité en question et croit que de le faire démissionner du CICIÉR ne favorisera aucunement la campagne du FIS.

Or, De Block ne démordra pas et la question donnera lieu à nombre de débats houleux jusqu'à la fin novembre, date à laquelle Rolin se sera engagé à respecter les conditions émises par le secrétaire du parti, soit à ne pas doubler le FIS, à solliciter uniquement les secteurs non visés par le Fonds et à ne pas participer à des activités à prépondérance communiste⁹⁰⁸.

En ce qui concerne la centralisation des initiatives solidaires en terrain espagnol au sein du *Comite de solidaridad internacional*, nous ne disposons guère d'informations permettant de vérifier jusqu'à quel point le FIS a plié l'échine. Or, considérant l'intransigeance de la direction du Fonds, il y a fort à parier que le statu quo s'est maintenu.

La campagne pour les enfants et les réfugiés d'Espagne

Dans la seconde moitié de 1938, la campagne pour les enfants espagnols et les réfugiés prend une importance considérable. Blume exerce depuis un certain temps des pressions pour la formation d'un comité chargé des milliers de jeunes sans-abris souffrants de malnutrition. Dans une lettre destinée à l'Exécutif de l'IOS, elle stipule que :

⁹⁰⁵ *Ibid.*, p. 37.

⁹⁰⁶ *Ibid.*, p. 30.

⁹⁰⁷ *Ibid.*, p. 43

L'organisation de toute cette protection de l'enfance d'Espagne devrait être confiée aux Femmes de la IIème Internationale sous contrôle du Comité d'Aide des deux Internationales et en accord avec le Comité d'accueil de Paris. À défaut d'armes, donnons à nos camarades les possibilités de n'être plus chargés du souci de leurs enfants et de l'arrière⁹⁰⁹.

Ses entretiens avec Negrin, Alvarez del Vayo, Gonzalez Pena, Cordero et Lamonedada ont démontré combien ceux-ci accordent une grande importance à l'érection de refuges en Espagne et à la mise sur pied de colonies dans le Midi de la France. Les capitaux sont disponibles et le plan d'évacuation dressé, assure-t-elle, il ne reste donc qu'à passer à l'action.

Elle demande aussi à ce que les Internationales effectuent des pressions auprès des gouvernements et diverses organisations humanitaires pour qu'ils s'impliquent dans l'évacuation. Elle félicite d'ailleurs Spaak qui a entrepris des démarches auprès de Bonnet et Halifax en ce sens⁹¹⁰.

Le Comité international des femmes de l'IOS

Nous avons trop peu parlé du Comité international des femmes de l'IOS qui, en certains endroits tels que la France, a doublé ses effectifs depuis le commencement de la campagne pour l'Espagne. Un rapport du secrétariat de l'IOS mentionne que :

L'esprit de solidarité internationale a été fortement éveillé... malheureusement il a fallu pour cela les événements tragiques d'Espagne et les horreurs de la guerre, que mènent les Japonais contre la Chine. Cet esprit de solidarité internationale s'est manifesté en ce qui concerne les femmes, surtout par une aide toute matérielle. Cet effort, assumé par l'IOS toute entière, elles y ont magnifiquement contribué. Elles se sont consacrées aussi à l'hébergement des enfants espagnols, malheureuses petites victimes de la barbarie fasciste⁹¹¹.

Le Comité des femmes est réuni lors de sa session annuelle à Bruxelles à la fin août. La secrétaire générale Alice Pels – une autre belge – présente le rapport annuel et félicite d'entrée de jeu les sections nationales qui, malgré qu'elles ne disposent toujours pas de

⁹⁰⁸ Séance du Conseil général, 21 novembre 1938, p. 8-9., AMSAB-ISG, 1938-11-21_bwp_AR.pdf

⁹⁰⁹ « Communication de la Citoyenne Blume », *loc. cit.*

⁹¹⁰ *Ibid.*

ressources propres, sont parvenues à intensifier la campagne pour les enfants d'Espagne et leurs familles⁹¹². Ensuite, elle encense l'oeuvre « magnifique » du FIS, de ses centres nationaux, mais surtout, de son Comité espagnol qui « *en collaboration avec les autorités républicaines, [veille] à ce que toute aide soit répartie librement et là où elle est la plus nécessaire*⁹¹³. » Pels enjoint donc aux militantes d'y collaborer ardemment par des « *Appels spéciaux adressés à certaines sections, telles que coopérateurs, syndiqués, ménagères; ou pour le don d'une contribution minimum par personne endéans une période donnée* ». Elle suggère aux moins bien nanties de former des « groupes de tricotage et de couture ».

En ce qui a trait à l'accueil des réfugiés, elle réclame d'une part, l'accroissement des pressions sur les gouvernements afin qu'ils ouvrent grandes leurs portes, et d'autre part, la formation d'un comité international des réfugiés disposant de comités coordinateurs dans chaque pays d'accueil. Elle cite en exemple un comité anglais chargé de placer les réfugiés en foyers d'accueil et leur trouver du travail.

Les femmes socialistes sont tout aussi solidaires avec la Chine et la Tchécoslovaquie poursuit la secrétaire générale. Elle enjoint dès lors aux militantes de renforcer le boycottage des produits japonais : « *C'est une action qui peut être efficace pour peu que toutes les ménagères s'en mêlent* », puis elle salue les femmes tchécoslovaques qui ont « *opposé aux visées hitlériennes un victorieux "No pasaran"* ». En guise de conclusion, Pels rappelle l'objectif du Comité des femmes :

*[...] le Comité international a l'ambition d'arriver à constituer un centre de liaison pour les femmes des partis composant l'IOS. S'il peut remplir cette tâche, il aura rendu les services qu'on peut attendre de lui. C'est à réaliser cette oeuvre que sont conviés les mouvements nationaux. Ils peuvent être assurés que, ce faisant, ils apportent réconfort et espoir aux camarades enfermés dans le cercle de fer des pays fascistisés et préfacistes. Ils auront ainsi rempli leur devoir de vrais bons socialistes internationalistes et donné raison aux paroles si belles et si justes du "Taciturne" : "Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer"*⁹¹⁴.

⁹¹¹ « Rapport du secrétariat de l'IOS sur la période s'étendant du 1er janvier au 31 décembre 1937 », IISH, SAI, 498/48.

⁹¹² Alice Pels, *Rapport sur l'activité du Comité international des femmes de l'IOS* (période s'étendant du 15 septembre 1937 au 15 juillet 1938), Pour la session du Comité international des femmes de l'IOS à Bruxelles, les 27 et 28 août 1938 », IISH, SAI, 3402.

⁹¹³ « Point 3 à l'ordre du jour : Action de solidarité internationale », IISH, SAI, 3402.

⁹¹⁴ Alice Pels, *loc. cit.*, p. 3.

Se réfère-t-elle à Adler – si avare de paroles – ou bien à Caballero, que Nenni surnomme « *el taciturnio* »⁹¹⁵ ?

Toujours est-il qu'après la séance, Pels écrit à Schevenels pour lui demander d'accroître la capacité d'accueil des enfants espagnols. Celui-ci répond que le FIS fait tout son possible; que les sections nationales peinent à en accueillir davantage. Il a cependant bon espoir de réunir en quelques mois une quinzaine de millions de FF permettant d'établir 5 colonies en Catalogne et une dizaine dans le Midi de la France. Le directeur du Fonds admet cependant que « *Malheureusement cet effort qui est considérable est loin de résoudre le problème que vous posez, mais je crois que c'est certainement le maximum de ce qu'il nous est possible de faire* »⁹¹⁶.

À l'automne, le FIS lance une seconde campagne majeure, cette fois-ci pour la Tchécoslovaquie. Un rapport de l'IOS évoque la vague de solidarité qui a « spontanément surgi » de toutes les sections, plus particulièrement en France et en Angleterre, où des collectes ont été entreprises à l'annonce de la signature du Pacte de Munich. Le rapport précise que le FIS se charge de coordonner lesdites actions⁹¹⁷.

Malgré la grande générosité des affiliés et militants, les fonds commencent à manquer. Le 25 octobre, au cours d'une réunion spéciale entre les dirigeants des Internationales et de l'UGT, la centrale espagnole contemple des sources alternatives de financement :

*[...] campagne internationale pour que des crédits soient concédés au gouvernement de la République espagnole, destinés au ravitaillement des populations civiles. Ces crédits devraient être utilisés en rapport avec les excédants de certains produits indispensables (blé, etc.) existant dans différents pays. [...] Cotisation mensuelle extraordinaire dans les syndicats et organisations politiques affiliés à nos Internationales, pour aider au ravitaillement de l'Espagne républicaine. [...] Participation active des syndicats et organisations au lancement de l'Emprunt populaire international, actuellement à l'étude et destiné au ravitaillement des populations civiles de l'Espagne*⁹¹⁸.

⁹¹⁵ « Pietro Nenni nous déclare », *Le Populaire*, 2 janvier 1937, p. 3.

⁹¹⁶ « Annexe C : Lettre du Camarade Schevenels à Alice Pels », 03 septembre 1938, IISH, SAI, 3402.

⁹¹⁷ « Rapport du secrétariat de l'IOS », 18 octobre 1938, IISH, SAI, 524/4.

⁹¹⁸ « Pour la session extraordinaire du Conseil général de la FSI, 9/10 novembre 1938, Paris », p. 2, IFTU papers, International Solidarity Fund (ISF). Voir aussi « Importante réunion des dirigeants de l'IOS, de la FSI et l'UGT, Paris, le 25 octobre », *Agence Espagne*, 25 octobre 1938, IISH, SAI, 3402.

Un mois plus tard, l'Exécutif de l'IOS traite de la possibilité de solliciter l'assistance des gouvernements, de la SDN et d'autres organisations, ce qui ne va pas sans soulever l'épineuse question de l'aide au camp nationaliste. Qui plus est, les dockers bordelais viennent de refuser de décharger la part destinée à l'Espagne franquiste d'une cargaison états-unienne. Même Jouhaux est perplexe à ce sujet et il attend les instructions de l'ambassadeur républicain pour se prononcer. L'Exécutif statue finalement que les gouvernements et organisations seront approchés sans qu'il soit fait mention du sujet; que s'il se voyait néanmoins soulevé, les pourparlers se poursuivront, puisqu'Alvarez del Vayo a demandé à ce que l'aide aux réfugiés soit priorisée⁹¹⁹.

Avant que l'accueil des réfugiés accapare l'ensemble des ressources du FIS lors de l'hécatombe finale, jetons un bref coup d'oeil sur une dernière initiative pour l'Espagne puis sur le rapport du FIS consacré à l'ensemble de la campagne.

Du papier journal pour El Socialista !

La dernière campagne initiée pour la République le sera pour ce journal dont les éditoriaux n'ont pas toujours été tendres à l'égard du socialisme international, lorsqu'il ne l'a pas carrément ignoré. Qui plus est, pour l'ensemble du conflit, les mentions fréquentes du SRI ont contrasté fortement avec celles rarissimes du FIS.

En novembre, la direction de *El Socialista* sollicite l'aide du POB puisqu'elle ne parvient qu'à publier une édition limitée de 2 pages recto-verso tirée à 80 000 exemplaires :

Nous ne vous cacherons pas l'importance pour notre parti de maintenir avec le meilleur profit possible nos éditoriaux, et, surtout dans les circonstances présentes, étant donné que les autres Partis et Syndicats de différentes tendances réalisent une oeuvre assidue de captation⁹²⁰.

Elle demande à ce que 200 tonnes de papier soient envoyées par bateau par la route Port Vendre-Alicante. Alors que le journal dispose de fonds suffisants, il y a cependant le problème de la conversion de la devise républicaine. Adler va prendre l'affaire en main et

⁹¹⁹ Bureau du Parti, 28 novembre 1938, p. 829, AMSAB-ISG, 1938-11-28_bwp_BU.pdf

enjoindre à la presse socialiste d'outre-Pyrénées de souscrire l'équivalent d'une édition quotidienne en tonne de papier, évoquant entre autres combien la parution ininterrompue du journal symbolise « *l'extraordinaire force de résistance dont a fait preuve la République Espagnole.*⁹²¹ » *Le Peuple* de Bruxelles, le *Volksgazet* d'Anvers et *La Wallonie* de Liège acceptent aussitôt⁹²².

À la mi-décembre, Adler fait savoir à Lamonedà que 50 tonnes de papier journal ont été collectées, mais qu'il y a cependant un problème au niveau logistique : l'expéditeur l'avise qu'il est impossible d'utiliser la route maritime Port Vendre-Alicante, qu'il faut dès lors recourir à la voie Marseille-Alicante ou bien acheminer le tout à Barcelone par voie ferrée.⁹²³ Le papier convoiera finalement par chemin de fer dans cinq wagons à destination de Barcelone, sans que nous sachions si la zone centrale aura reçu sa part. Le 20 janvier, Adler avise la presse socialiste nord-pyrénéenne de l'envoi réalisé et demande à ceux qui n'ont pas encore versé leur cotisation de le faire sans délai. Alors que le papier a été obtenu à prix avantageux, précise-t-il, en revanche les frais d'emballages et de transport jusqu'à la frontière ont dépassé les 100 000 FB⁹²⁴.

Le rapport du FIS sur l'ensemble de la campagne

Nous terminerons l'année sur le bilan du FIS déposé en décembre qui couvre l'ensemble de la campagne jusqu'à cette date. On y remarque que la première moitié des envois consiste en des produits alimentaires puis que la seconde moitié est répartie en véhicules, textile, vêtements, chaussures, tabac et savon. En ce qui a trait aux frais reliés à l'hôpital et aux colonies d'enfants, sur les 35 millions FF recensés, les Anglais arrivent bons premiers puisqu'ayant collecté un peu moins de la moitié du montant total; les Suédois arrivent seconds et la Belgique troisième. La France, elle, arrive quatrième. Elle se classerait cependant première ou seconde en tenant compte de la campagne de la CGT⁹²⁵ et des

⁹²⁰ *El Socialista* au POB, 21 octobre 1938, FPI, AH-74-8, 29. Voir aussi Adler, 10 novembre 1938, FPI, AH-74-2-8, 30.

⁹²¹ Adler aux directions des journaux socialistes, 10 novembre 1938, IISH, SAI, 2766/5.

⁹²² *Ibid.*

⁹²³ Adler à Lamonedà, 19 décembre 1938, FPI, AH-74-8, 38.

⁹²⁴ Adler aux directions des journaux socialistes, 20 janvier 1939, IISH, SAI, 2766/13.

⁹²⁵ « Fonds International de Solidarité : Action de secours pour l'Espagne, juillet 1936 – 1er décembre 1938 », IISH, SAI, 2763i/19-23, p. 3.

unions départementales. En Suisse, la campagne du FIS est interdite et les militants doivent passer par d'autres initiatives telle que le Fonds des Quakers. La centrale syndicale helvète tient en revanche à ce que ses efforts soient considérés comme partie prenante de la campagne du FIS. Les estimations font part de montants assez élevés – 4,5 M FF – ce qui placerait la Suisse au rang de la Belgique. Étonnamment, les Espagnols ont eux aussi donné généreusement « *soit pour marquer leur reconnaissance pour certains services rendus par nos Internationales, soit pour exprimer leur admiration pour les institutions créées par le FIS et aider à leur développement*⁹²⁶ ».

Enfin, nous apprenons que diverses villas et pavillons ont été aménagés en Catalogne par le FIS afin d'accueillir des orphelins, de jeunes réfugiés ainsi que des invalides de tout âge. Le rapport fait preuve d'optimisme lorsqu'il annonce que la générosité de la Fédération des mineurs anglais va permettre de soutenir ces colonies « *pendant au moins trois ans*⁹²⁷ »...

1939 : Le FIS et l'hécatombe républicaine

Le mouvement belge et l'effort final du FIS

Le 25 février, soit la veille de la chute de Barcelone, Blume plaide devant le Conseil général pour l'accroissement de l'aide et l'envoi d'une délégation au Parlement belge afin de plaider en faveur des milliers d'enfants victimes des bombardements : « *je vous demande que notre parti emploie l'influence et les forces qu'il a encore pour que notre gouvernement montre qu'il est prêt, malgré ses difficultés, à faire un sacrifice sérieux pour nos camarades espagnols*⁹²⁸. » Le Conseil désigne De Block, Eekelers et Blume à cet escient.

Celle-ci a la certitude que la capitale catalane résistera comme Madrid. Barcelone tombe cependant le 26 janvier, le gouvernement républicain se replie à Figueras et des masses de réfugiés convergent à la frontière. Blume revient donc le 27 pour sensibiliser le Bureau au sort des Espagnols confinés dans des camps de concentration en France :

⁹²⁶ *Ibid.*, p. 4.

⁹²⁷ *Ibid.*, p. 5.

⁹²⁸ Séance du Conseil général, 25 janvier 1939, p. 2, AMSAB-ISG, 1939-01-25_bwp_AR.pdf

Nous demandons au gouvernement d'équiper une salle d'hôpital, et d'envoyer, si possible, un hôpital volant avec le matériel et le personnel. J'insiste sur le personnel. La Croix-Rouge internationale a été d'une carence visible à l'égard des Républicains. Il faudrait un hôpital volant qu'on placerait entre les camps de St Cyprien et d'Argelès. [...] Pour le Parti, l'effort touche à sa fin, et je souhaiterais qu'on fasse une oeuvre qui soit limitée, efficace, et visible. [...] L'affaire espagnole est perdue, mais il y a des centaines de milliers d'hommes qui ont lutté, et qui sont désespérés d'être traités comme ils le sont après s'être battus comme ils l'ont fait⁹²⁹.

Le chef du syndicat des mineurs carolorégiens et député de Charleroi, Arthur Gailly, en profite pour soulever une vieille inquiétude concernant l'usage des fonds du FIS. Il évoque ce « pouvoir supérieur » qui en dispose à sa guise et fait mention d'une visite à Barcelone où il n'a pas eu l'impression que le Fonds « avait sa place » : « *Si c'est ce toujours ce Fonds de Solidarité Internationale que je ne connais pas, et dont je ne vois pas l'action positive, qui continue ainsi, l'argent recueilli à Charleroi sera distribué de la façon dont Charleroi l'entend⁹³⁰.* » Il s'enquiert ensuite du sort des petits Espagnols en Belgique puis demande à Blume s'il y en aura davantage. Dans sa réplique, celle-ci éclaircit nombre de choses sur la campagne :

J'ai fait des démarches auprès de De Block. Le Fonds International n'arrive jamais à faire vite et des choses qu'on voit. Il y a une chose qui a marqué, et qu'on a dû arracher après beaucoup d'efforts, c'est l'hôpital d'Onteniente. Les communistes étaient installés à la frontière. Ils font un gros travail au point de vue sanitaire. J'aurais voulu cent tentes du Fonds de Solidarité, pour ne pas laisser les blessés à la belle étoile. J'ai appris que Deutsch y était allé pour donner de l'argent à nos camarades militants. Il faudrait que nous affirmions notre présence en dépensant cet argent, de façon à ce que tous nos camarades voient et sentent ce que nous faisons pour eux. De Block a été d'accord sur ceci : il demandera qu'on fasse une action pour les camps, et une action limitée et visible. Je voudrais que cela se fasse vite. Notre secours est toujours arrivé un mois après qu'il devait arriver. Or, les communistes, en faisant beaucoup moins que nous, sont toujours arrivés à l'heure H⁹³¹.

Arthur Jauniaux, qui est membre du Bureau du parti, fait savoir que De Block se trouve à Paris et qu'il enverra un rapport complet sous peu. Il dit craindre que si tout l'argent est envoyé en France, qu'il ne reste plus rien pour la Belgique, « *on nous eng[ueulera]*⁹³² »...

⁹²⁹ Bureau du POB, 27 janvier 1939, p. 1, AMSAB-ISG, 1939-02-27_bwp_BU.pdf

⁹³⁰ *Ibid.*, p. 1-2.

⁹³¹ *Ibid.*

⁹³² *Ibid.*

Par la suite, la question ne se verra traitée brièvement que le 6 mars, soit le jour où Negrin gagne la France. À cette occasion, Jauniaux fait part de ses inquiétudes concernant l'état financier du POB et même de la Belgique : « *Nous sommes peut-être à la veille de la dissolution. L'Espagne nous a empêché de mettre nos finances en ordre*⁹³³. » À son avis, le pays ne doit pas s'engager davantage dans l'aide humanitaire et se concentrer plutôt sur le réarmement : « *Nous allons entrer en guerre d'une façon épouvantable* », s'exclame-t-il. Gailly, qui se préoccupe toujours de l'usage des subsides du FIS, s'exclame : « *Je ne veux pas être la poire* ». De Block rétorque aussitôt que la seule occasion où il y a « eu des poires » durant la campagne pour l'Espagne, c'est lorsque Delvigne a été vilipendé et que le parti a fait enquête en vain. Et pour s'assurer de ne pas être « la poire », poursuit-il, il importe de mettre de l'ordre dans la question de l'aide aux réfugiés espagnols, puisque la question ne manquera pas de rebondir. Il cite l'exemple des brigadistes qui s'évadent des camps pour gagner la Belgique :

*Ils vont au Comité d'Accueil, au Secours Rouge, et finalement on nous renvoie tout cela. Il y a des gens qui sont membres de la CNT. Pour ceux-là il n'y a pas un sou. Il y en a d'autres qui sont membres du Parti Socialiste Unifié de Catalogne. Ce sont des communistes. Nous ne pouvons pas les aider. [...] Il y a des divergences de vues entre les Espagnols eux-mêmes. En ce moment-ci, les Internationales doivent s'occuper de sauver ceux qui sont encore dans le centre. C'est un problème très grave qui se pose. Il faut faire une répartition entre les pays, et la question des visas se pose. Ce n'est pas une chose facile. Nous devons aider nos camarades, mais vu les moyens dont nous disposons, nous ne pouvons pas nous engager pour les autres*⁹³⁴.

Mais Gailly ne démord pas et le secrétaire du parti doit lui expliquer qu'il reçoit des sommes importantes de l'Internationale, pas seulement de la Belgique, puis revient sur l'ampleur de l'initiative :

*Il y a d'abord un problème des enfants qui doit être résolu. Il faut renvoyer les enfants qui sont réclamés par leurs parents. Ensuite il y a la question des [...] hommes qui se trouvent dans la région du centre et qui seront fusillés s'ils restent. Si on peut arranger l'affaire par l'entremise des gouvernements, cela ira très bien, mais si cela ne va pas, il faut y envoyer des petits bateaux de pêche, et alors payer. Les Internationales s'occupent de cela maintenant. Puis se posera la question de la répartition des réfugiés dans les différents pays. Ce sera un problème difficile à résoudre. Ce sera encore la France, la Belgique, et peut-être un peu l'Angleterre qui feront le plus grand sacrifice*⁹³⁵.

⁹³³ Bureau du POB, 6 mars 1939, p. 6-7, AMSAB-ISG, 1939-03-06_bwp_BU.pdf

⁹³⁴ *Ibid.*

⁹³⁵ *Ibid.*, p. 7-8.

En peu de mots, les limites du FIS sont repoussées à l'extrême et cela se répercute dans les débats au niveau national. Voyons maintenant comment cela se passe dans les instances internationales.

Le FIS et la campagne pour les réfugiés

À la fin janvier, Nenni et Deutsch se rendent à la frontière pour organiser l'exode. Le général républicain s'installe à Perpignan et agit à titre de représentant des Internationales. Il dispose à cet escient d'une enveloppe de 10 000 FF dont la moitié est immédiatement remise au Comité d'entraide pour l'Espagne chargé d'aider les militants socialistes et brigadistes⁹³⁶. Cordero les rejoint le 30 janvier. Il est toujours responsable du Comité espagnol qui oeuvre désormais strictement à l'assistance des réfugiés. Rien ne nous permet cependant de dire si Santiago et Jimenez sont sur place⁹³⁷.

Deutsch, Nenni et Cordero vont collaborer étroitement avec les branches locales de la CGT et de la SFIO. On rapporte d'ailleurs que des personnalités du socialisme français intercèdent fréquemment pour la défense des réfugiés « *contre les abus et excès de rigueur commis à leur égard par les autorités militaires, les préfets et sous préfets, etc*⁹³⁸. »

Au moment de la chute de Figueras, Schevenels, bien qu'il soit conscient du sacrifice déjà consenti, lance un appel aux centres nationaux en raison de l'ampleur de la crise humanitaire. C'est qu'aux 50 000 soldats de l'Armée républicaine internés dans les camps, se rajouteront sous peu 150 000 femmes, enfants et personnes âgées dans un état d'épuisement total, puis une centaine de mille de soldats affectés à la dernière ligne défensive. Le secrétaire de la FSI annonce la création d'un comité spécial d'aide aux réfugiés en collaboration avec l'UGT et le PSOE, ce qui nécessitera d'autres subsides puisque les fonds du FIS et de la CGT ont atteint un niveau critique, et ce en dépit d'un effort important du gouvernement français⁹³⁹. Il rapporte ensuite que les foyers d'accueil du

⁹³⁶ Circulaire, « L'action d'entraide à la frontière espagnole », 31 janvier 1939, IISH, SAI, 3403.

⁹³⁷ Schevenels, 7 février 1939, IISH, IFTU papers, ISF.

⁹³⁸ Schevenels aux Secrétariats professionnels internationaux », 13 avril 1939, p.3, IISH, IFTU papers, inv nrs 176-186.

⁹³⁹ Schevenels, 7 février 1939, IISH, IFTU papers.

FIS en Catalogne ont tous été évacués et qu'il faut prévoir des compensations financières pour les 420 enfants ayant déjà trouvé refuge en Belgique. En dernier lieu, il rappelle que la zone centrale résiste toujours et qu'elle a tout autant besoin d'assistance.

L'ampleur de la campagne pour les réfugiés amène Schevenels et Adler à convoquer les responsables nationaux du FIS à Paris les 28 février et 1er mars afin de faire le point⁹⁴⁰. Il est décidé que les militants espagnols ne pouvant rentrer en Espagne seront assistés financièrement pour la durée des procédures d'immigration outre-mer⁹⁴¹. À la demande des délégués des SPI présents, une séance subséquente aura lieu le 11 avril afin « d'établir des lignes d'action coordonnées » entre les différentes organisations impliquées dans l'aide aux expatriés⁹⁴².

Dans l'intervalle, Negrin arrive à Paris, prend les rênes du Comité espagnol et met sur pied, toujours en collaboration avec le FIS et les comités de secours SFIO-CGT, un service d'information ainsi qu'un réseau d'assistance pour les militants qui ne sont pas internés dans les camps. Centralisé à Limoges, le service compte des antennes à Perpignan, Paris ainsi qu'à Oran et Tunis. Alors que les secours octroyés ne se limitent pas qu'aux militants, ceux-ci en revanche reçoivent une allocation hebdomadaire fixée à 100 FF pour les hommes, 50 FF pour leurs conjointes et 25 FF par enfant à charge. Les vétérans brigadistes, eux, qu'ils soient en France ou en Belgique, reçoivent de la part des comités locaux du FIS entre 40 et 70 FF par semaine⁹⁴³.

À la fin mars, lorsque tombent Valence et Alicante, les stocks d'aide humanitaire destinés à la zone centrale sont redirigés vers les camps de concentration et les centres d'hébergement du sud de la France. Le 11 avril, au siège parisien de la FSI, se déroule la séance convoquée par les secrétariats professionnels à laquelle l'IOS ne peut assister puisque hors de combat. Après avoir livré le bilan des actions de l'Internationale syndicale, Schevenels demande aux secrétariats de faire de même. Précisons au passage que nombre de SPI, tels que ceux des

⁹⁴⁰ « Aux partis affiliés à l'IOS qui s'occupent des actions d'aide du Fonds de solidarité internationale », 20 février 1939, IISH, SAI, 3403. Voir aussi Schevenels, 21 février 1939, IFTU papers, ISF.

⁹⁴¹ Schevenels, 7 mars 1939, IISH, IFTU papers, ISF.

⁹⁴² Schevenels to International Trade Secretariats, 1er avril 1939, IISH, IFTU papers, inv nrs 176-186.

transports et des mineurs, se chargent d'accueillir et d'assister leurs affiliés. Satisfait de ce qu'il a entendu, le secrétaire de la FSI félicite les secrétariats pour leur campagne et ceux-ci se disent en retour « *unanime[s] à reconnaître les efforts développés par le FIS et plus particulièrement par les organisations françaises*⁹⁴⁴. »

On passe ensuite à l'objectif de la rencontre, soit la coordination des différentes initiatives. Des délégués font part de leur crainte qu'un organisme coordinateur puisse brimer leur liberté d'action et qu'une discrimination soit effectuée dans l'aide aux affiliés. Lorsque la « précarité des ressources » et « l'énormité des charges » sont évoquées, la discussion se réoriente sur l'étendue des secours, à savoir s'il faut se consacrer à la masse de réfugiés sans égard aux affiliations politiques ou encore qu'aux socialistes. Schevenels tranche en revendiquant le mandat purement socialiste du FIS puis en évoquant les socialistes espagnols qui ont reconnu l'impossibilité « *de secourir sur un même pied la masse des réfugiés et qu'il convenait de se soucier des militants particulièrement menacés*⁹⁴⁵ ».

L'assemblée va finalement décréter que les SPI conserveront un minimum d'autonomie et que les non-affiliés continueront à recevoir de l'assistance, mais en moindre mesure. Est ensuite proposée :

*[...] la création d'une commission centralisatrice, à compétences strictement limitées au problème espagnol, qui prendrait contact avec les camps (et les Comités des camps) s'enquerrait des besoins, centraliserait les demandes, ferait trier et répartir les vêtements recueillis ainsi que certains "petits-secours", préparerait l'exode d'outre-mer*⁹⁴⁶.

La proposition est adoptée puis la commission, formée. Elle se compose du directeur de la FSI, d'un membre de la CGT et de représentants des secrétariats des fonctionnaires, des transports, des mineurs, des employés et des enseignants. On s'engage à la convoquer « *incessamment en vue d'organiser sa tâche*⁹⁴⁷ ».

⁹⁴³ « Conférence tenue le 11 avril 1939 à Paris entre le Bureau de la FSI et les représentants de SPI concernant les secours pour les réfugiés », 13 avril 1939, p. 2, IISH, IFTU papers, inv nrs 176-186.

⁹⁴⁴ *Ibid.*

⁹⁴⁵ *Ibid.*

⁹⁴⁶ *Ibid.*

⁹⁴⁷ *Ibid.*

Le rapport du secrétaire

Puisqu'il faut bien conclure, terminons par cet appel de Schevenels en date du 22 mai qui évoque le défi à relever par les organisations socialistes depuis la chute de la République :

[...] après avoir soutenu par tous les moyens pendant plus de deux ans et demi les camarades espagnols [...] (plus de 100 millions de frs ont été ainsi recueillis et dépensés par les organisations [...] adhérents au FIS), le Fonds International de Solidarité s'est trouvé, après l'évacuation de la Catalogne et la reddition des provinces de l'Espagne du centre, devant un tout autre problème de solidarité [...]. En effet, en quelques semaines, la France était amenée à recevoir plus de 400 000 réfugiés : miliciens, hommes invalides, femmes et enfants⁹⁴⁸.

Il se réjouit de constater que les sections ont immédiatement répondu à l'appel du nouveau comité mixte FIS-SPI-CGT : la centrale syndicale suédoise a débloqué un million de FF pour financer les procédures d'immigration des militants espagnols; la Hollande 166 000 FF, le Danemark et l'Angleterre ont envoyé respectivement 300 000 FF et 400 000 FF en marchandises. Il faut aussi tenir compte du solde du FIS de 500 000 FF en espèce et de 1,5 million FF en marchandises destinées aux camps de concentration et colonies d'enfants. Enfin, d'importantes sommes d'argent et quantité de marchandises provenant des SPI sont attendues d'ici peu.

Schevenels salue ensuite l'effort du gouvernement français totalisant à pareille date plus d'un demi-milliard FF, tout en soulignant les « graves lacunes » qui ont dû être comblées par le FIS, plus particulièrement en ce qui concerne l'assistance aux brigadistes :

[...] il y a 245 000 miliciens, 9 000 invalides et vieillards, 24 000 femmes et 23 000 enfants qui réclament d'urgence des secours. Pour les miliciens, un arrangement entre l'Intendance militaire d'une part, le comité espagnol officiel et le Fonds International de Solidarité d'autre part, est intervenu, permettant de distribuer 200 000 chemises, 200 000 pantalons, 200 000 paires de sandales, du savon et quelques autres effets rigoureusement indispensables⁹⁴⁹.

Les secours apportés par le Fonds atteignent désormais 8 M FF, précise-t-il. En revanche, il manquerait à l'heure actuelle 1,5 M FF. Le directeur du FIS enjoint alors aux sections de faire plus que leur possible tout en admettant « *qu'il soit matériellement impossible de faire*

⁹⁴⁸ Schevenels, 22 mai, 1939, p. 2. IISH, IFTU papers, inv nrs 176-186.

davantage ». Schevenels poursuit en se disant particulièrement préoccupé par le sort des militants espagnols ayant joué un rôle de premier plan durant le conflit et ne pouvant rentrer en Espagne qu'au prix de leurs existences. Il constate avec dépit que les fonds actuels ne permettront de les maintenir que trois mois. Il commente ensuite l'implication du Fonds dans le grand exode outremer :

[...] pour l'émigration des réfugiés espagnols, nous collaborons avec le Comité officiel espagnol, et que l'exécution de ce plan d'immigration vient de recevoir un commencement d'exécution. Un premier convoi de 1800 réfugiés espagnols est parti le 17 mai pour le Mexique. Un deuxième bateau partira le 25 mai. Nous espérons, en collaboration avec nos camarades espagnols de la Commission officielle, que l'exode des réfugiés espagnols vers le Mexique et vers d'autres pays des deux Amériques continuera à ce même rythme⁹⁵⁰.

À l'été, les finances précaires limitent les activités du FIS à l'entretien de 400 militants espagnols toujours en Europe, dès lors Schevenels doit aviser les centres nationaux de se débrouiller par eux-mêmes en ce qui concerne l'assistance aux autres réfugiés et brigadistes⁹⁵¹. Il incombe d'accélérer le départ des militants notables du PSOE et de l'UGT vers le continent américain en raison des risques d'invasion allemande. D'autant plus que, pour reprendre une déclaration du député liégeois Joseph Merlot au Bureau du POB, « l'esprit de la convention de La Haye n'est plus⁹⁵² ».

⁹⁴⁹ *Ibid.* p. 2.

⁹⁵⁰ *Ibid.*

⁹⁵¹ Bureau du POB, 6 juin, 1939, p. 14, AMSAB-ISG, 1939-06-06_bwp_BU.pdf

Conclusion : *Le Fonds international de solidarité en 1938-1939 – irrégularités, centralisation et hécatombe*

Dans ce chapitre final, nous avons vu que le manque de contrôle sur le terrain, tout en nuisant à la visibilité des opérations, convainc le gouvernement républicain de centraliser les différentes campagnes solidaires, ce qui va à l'encontre du mandat spécifiquement socialiste du Fonds. Cette décision génère des débats orageux en Belgique et le secrétaire du POB, qui est d'ailleurs un cadre du FIS, enjoint ses militants à mettre un terme aux initiatives multipartites. Or, avec le désengagement soviétique à l'automne 1938 et la défaite républicaine pointant à l'horizon, la question devient futile. Il importe plutôt de prioriser l'évacuation des enfants des zones de guerre. L'ampleur de la tâche force les Internationales à considérer une campagne commune avec la SDN et les démocraties. Cependant, la proposition est rejetée en raison de la question conflictuelle concernant la part d'aide à envoyer au camp franquiste.

Lorsque Barcelone tombe en janvier 1939, des centaines de milliers d'Espagnols traversent la frontière pour se voir enfermés dans des camps de concentration français. À bout de souffle et amputé de l'IOS, le FIS se rapproche des SPI afin d'accomplir d'importants envois de denrées et de vêtements aux réfugiés. La zone centrale tombe à son tour en mars et des navires sont envoyés afin de procéder à l'évacuation de Valence et d'Alicante. Les limites de la solidarité socialiste sont alors poussées à l'extrême et le FIS n'a plus les moyens de se consacrer à autre chose qu'à l'entretien de 400 militants notables du mouvement socialiste espagnol.

Après avoir mené une campagne d'envergure, le FIS tombe dans l'oubli le plus complet. Il aura cependant prouvé que la solidarité internationale peut s'exprimer en dehors des considérations relevant du prestige politique. Nous espérons que ce dernier chapitre aura permis d'éclaircir un peu plus les raisons d'une telle oblitération historiographique.

⁹⁵² Bureau du POB, 15 avril 1939, p. 176, AMSAB-ISG 1939-04-15_bwp_BU.pdf

Conclusion

Notre démarche doctorale visait d'une part à combler les lacunes d'une historiographie s'étant seulement attardée à la vie internationale du socialisme de l'entre-deux-guerres, si ce n'est pour expliquer la banqueroute de l'IOS et analyser ses relations avec le Komintern. Elle cherchait d'autre part à remédier à la « vision tunnelaire » caractérisant les études sur le socialisme et la Guerre civile espagnole et qui priorise les enjeux nationaux. Nous avons suggéré que ces approches reflètent un monde bipolaire révolu, où l'État-nation régnait en maître.

Afin de remettre les choses en contexte, nous avons reconstitué les débats internationaux du mouvement socialiste portant sur la guerre en Espagne. La grande vague de solidarité envers la cause républicaine entraîne une recrudescence d'activité en lien avec le conflit fratricide alors que l'ensemble des acteurs se voit contraint de se positionner par rapport au principe sacro-saint d'obligation morale de solidarité, puis à exprimer cette solidarité dans le cadre d'une campagne présentant un volet politique et un volet matériel.

La première partie de notre thèse se consacre au volet politique de la campagne de solidarité. Nous avons démontré comment les débats menant à l'adoption d'une politique commune pour l'Espagne se déroulent de façon complémentaire dans les sphères nationale et internationale du socialisme – et non pas de façon antinomique telle que l'a laissé croire l'historiographie.

D'entrée de jeux, nous avons jeté les bases du contexte politique sur lesquelles l'ensemble de l'étude repose, et nous avons présenté le défi attendant les Internationales, soit l'accomplissement du devoir moral de solidarité dans le contexte restrictif de la non-intervention. À la suite de quoi, nous avons analysé les débats qui ont mené à la condamnation de la non-intervention par les Internationales. Les pressions de la base militante européenne, celles du PSOE et de l'UGT, mais surtout, l'intervention soviétique, expliquent l'adoption d'une résolution qui va à l'encontre des politiques gouvernementales non interventionnistes.

Tandis que l'aide armée soviétique permet d'établir le statu quo sur le front militaire, les Internationales doivent en revanche se préparer à une campagne de longue haleine au cours de laquelle les attentes à leur égard vont décupler. On s'attend surtout à ce que l'IOS livre la marchandise au niveau politique et qu'elle fasse abroger la non-intervention. Elle ne dispose toutefois d'aucun mécanisme pouvant contraindre les partis à appliquer les résolutions dans le domaine national.

Dans cette foulée, à l'hiver 1937, les Espagnols demandent la mise sur pied d'une union interparlementaire socialiste et la tenue d'une grande conférence internationale s'adressant à tous les sympathisants de la cause républicaine. Cette dernière proposition donne lieu à la Conférence de Londres, qui est loin de répondre aux attentes espagnoles. Or, des fuites dans la presse concernant les propos non interventionnistes de dirigeants anglais engendrent une vague d'indignation les forçant à réajuster leur tir. C'est ainsi que Citrine et Bevin vont se proclamer adeptes de la sécurité collective puis se transformer en d'ardents défenseurs des revendications espagnoles aux séances des Internationales. En juin, ils font même adopter la motion Azorin rendant obligatoire la solidarité envers la République. Or, l'adoption de cette motion ne va pas sans soulever le vieux contentieux concernant l'autonomie nationale des sections.

L'ouverture diplomatique permise en septembre par la Conférence de Nyon motive les Internationales à faire campagne pour le renvoi de la question espagnole à la SDN. Or, le geste s'avère futile puisqu'avec la reprise un mois plus tard des pourparlers quadripartis entre la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne au sein du Comité de non-intervention, la question se voit circonscrite définitivement au cadre de la politique de puissance. Cependant, l'espoir est toujours permis. Au tournant de l'année, le vice-président de la FSI reconstitue l'UGT bicéphale puis l'Armée républicaine l'emporte à Teruel. L'hiver venu, l'Anschluss entraîne la démission d'Eden, geste accélérant la conversion des travaillistes à la sécurité collective.

Arrive le printemps 1938, qui aurait pu s'avérer un moment charnière de l'entre-deux-guerres. Revenu brièvement au pouvoir, Blum rouvre la frontière pyrénéenne et étudie la possibilité de sommer Hitler d'évacuer la péninsule ibérique. À Paris, au même moment, les Internationales adoptent la résolution la plus forte de la décennie, ce qui constitue à notre avis le point culminant de l'internationalisme socialiste des années trente. Malgré la chute du gouvernement Blum au début d'avril, la frontière pyrénéenne reste ouverte, ce qui permet aux républicains de stocker des armes en vue d'une éventuelle offensive. Le nouveau premier ministre français, Édouard Daladier, s'accorde avec Chamberlain sur la nécessité de contrer les ambitions hitlériennes en Tchécoslovaquie. Cependant, le chaud printemps 1938 sera bref. L'été venu, les gouvernements français et anglais ramollissent leur position tandis que le sursaut de combativité de la SFIO et du LP tire à sa fin. De plus, les gouvernements scandinaves, au sein desquels les socialistes sont des acteurs notoires, proclament leur neutralité en cas de guerre européenne.

La fermeture de la frontière par Daladier sous les pressions anglaises n'a cependant pas empêché l'Armée républicaine de lancer la grande offensive de l'Èbre. Fort de ce succès militaire, le Comité national du PSOE va souligner la nécessité de « couper la retraite » aux partis en proie à la panique, et ce au moment même où le nadir de la sécurité collective, ou encore l'apogée de l'apaisement, est atteint.

Nous avons mis en lumière des tractations méconnues des Internationales au plus fort de la crise des Sudètes pour ensuite souligner les efforts du PSOE et de l'UGT dans l'adoption d'une résolution condamnant le Pacte de Munich. Les Espagnols, inquiets que leur conflit soit réglé par le même procédé, parviennent à obtenir que des pressions soient effectuées sur Daladier et Chamberlain par les sections françaises et anglaises jusqu'à ce que le projet soit abandonné. En décembre, le président de l'IOS et la faction internationaliste du POB, en empêchant Spaak d'envoyer un représentant commercial à Burgos, geste qui eut mené à la reconnaissance du camp nationaliste, donnent à la République une seconde victoire sur le front diplomatique. Or, au même moment, les choses ne sont pas reluisantes sur le front militaire.

Peu avant la chute de Barcelone en janvier 1939, l'IOS publie un rapport attribuant l'entière responsabilité de la non-intervention à l'Angleterre « décadente ». Parallèlement, les travaillistes, déçus que l'internationale n'ait pu sauver l'Espagne et la Tchécoslovaquie, entament leur « marche à la guerre » tout en se liguant aux oslosocialistes afin d'empêcher l'IOS d'émettre ses résolutions « dérangeantes ».

En mars, tandis que tombent les derniers bastions républicains, Hitler fait main basse sur le reste de la Tchécoslovaquie et donne par le fait même son coup de grâce à la politique d'apaisement. C'est désormais le branle-bas de combat parmi les socialistes de pays démocratiques face à l'éventualité d'une guerre mondiale. Dans leur tentative pour transformer l'IOS en un vulgaire centre d'information, les Anglais et les oslosocialistes vont se buter à la ferme opposition des Autrichiens et des Espagnols qui plaident pour que l'IOS se dote, à l'instar de la FSI, d'une politique de guerre qui lui assurera une place dans la reconstruction d'une Europe défascisée.

La seconde partie de l'étude a traité de la campagne humanitaire du Fonds international de solidarité en tenant compte de ses trois objectifs : la défense de sa spécificité socialiste, la centralisation des initiatives solidaires socialistes et sa mise en valeur. Le fait que seul le premier objectif ait été atteint explique en bonne partie pourquoi cette campagne d'envergure est passée inaperçue.

La campagne humanitaire, contrairement aux campagnes politique et extralégale, permet aux militants d'exprimer leur solidarité sans causer par là trop d'inquiétudes aux chefs des partis et des centrales syndicales nationales. Alors que les collectes fracassent tous les records au nord des Pyrénées, on peine au sud à implanter le Fonds. Les liens sont même rompus avec le Comité espagnol du FIS au plus fort de l'offensive franquiste sur Madrid. Ils ne seront rétablis qu'avec l'évacuation du gouvernement à Valence. Le front stabilisé, on peut dès lors consolider le réseau FIS-Comité espagnol, mais surtout accroître sa visibilité. En effet, il devient impératif de se sortir de l'ombre des organisations communistes – telles que le SRI – propulsées à l'avant-plan en raison de l'intervention armée soviétique. Mais la lutte est bien inégale...

À l'hiver 1937, un délégué permanent est installé et un hôpital militaire ultramoderne mis sur pied, au détriment, on le notera, du projet de Maison des Internationales à Valence. Malgré qu'il réponde à un besoin tangible de l'armée républicaine, l'hôpital n'aide cependant en rien à la visibilité des Internationales puisqu'il est situé à Onteniente, une petite bourgade éloignée. Qui plus est, il draine passablement de ressources financières tout en causant des tracasseries administratives et politiques. Pendant ce temps, « la lutte pour l'approvisionnement » entre les différents groupes d'intérêts se poursuit et le FIS doit embaucher un homme de terrain afin de veiller à la réception des cargaisons ainsi qu'à leur acheminement à Madrid. Or, même le Comité espagnol n'est pas à l'abri des irrégularités, qui sont commises cette fois par ses employés. Lorsque la situation dégénère, le secrétaire général du PSOE doit calmer le jeu. Cette situation chaotique motive le gouvernement à centraliser les initiatives humanitaires de tout acabit au sein d'un comité national unifié, dans lequel les compétiteurs du FIS ont une certaine influence. Cette perspective d'avoir à collaborer avec ses compétiteurs irrite le secrétaire du POB et responsable du FIS, Auguste De Block. Exaspéré par la confusion et les dédoublements engendrés par les initiatives multipartites, il en vient à exiger le retrait de tout militant du POB des initiatives non exclusivement socialistes. Or, la crise humanitaire se profilant à l'horizon relègue ces politocaileries au second plan. La seconde partie de notre étude se termine donc sur l'implication d'un FIS à bout de souffle dans l'évacuation et l'accueil des réfugiés espagnols.

Notre contribution à l'historiographie du socialisme et de la Guerre civile espagnole

Ce travail constitue la première étude approfondie sur l'implication du socialisme international dans la Guerre civile espagnole. Nous y avons dressé un portrait vivant du mouvement socialiste où les sphères nationale, internationale, politique et syndicale sont en constante interaction, puis nous avons montré comment, à partir de cet ensemble, s'est définie puis traduite en termes concrets la solidarité avec la République espagnole. Brosse un tel portrait du mouvement socialiste de l'entre-deux-guerres – un ensemble dynamique d'éléments interreliés – était tout bonnement impossible dans le carcan idéologique de la Guerre froide et d'un monde où l'idée d'État-nation faisait office de dogme. L'historiographie de l'époque reflétant un désintérêt pour l'étude du socialisme international

– pour ne pas dire un mépris –, il appartenait à une nouvelle génération d'historiens de faire la part de choses.

Caractérisé par la fin de l'ère bipolariste et la crise de l'État-nation, le contexte actuel n'est pas étranger à notre démarche de revalorisation du socialisme international. En effet, d'écarter les approches classiques priorisant la sphère nationale du socialisme et les relations avec le Komintern nous a permis de cerner l'implication de l'IOS et de la FSI envers la République espagnole, ou, en d'autres termes, de reconstituer le débat sur l'Espagne et son application concrète dans le cadre d'une campagne de solidarité politique et matérielle.

Notre analyse de sources nous a par ailleurs mené à relativiser la notion d'échec du socialisme international dans les années trente, puisque le corpus d'archives témoigne d'une recrudescence d'activité diplomatique socialiste peu après le soulèvement militaire en Espagne. Et même si l'IOS et la FSI ne parviennent pas à sauver la République espagnole, cela étant au-dessus de leurs capacités, elles accomplissent néanmoins dans une large mesure leur devoir de solidarité.

Bref, en remettant en question la notion de repli national du socialisme international dans les années trente ainsi que son inertie face à la crise espagnole, et en rapportant ses réalisations, et non seulement ses défaillances, nous croyons avoir proposé un apport novateur et significatif à l'histoire politique de l'entre-deux-guerres.

Réflexion finale

À nos yeux, le fait que l'IOS et la FSI n'aient pu empêcher l'instauration de régimes totalitaires en Allemagne, en Autriche, en Espagne et en Tchécoslovaquie ne saurait justifier qu'on ait jeté un voile pudique sur leur activité diplomatique dans les années trente. Et ce plus particulièrement à la lumière de nos travaux démontrant que cette activité atteint son apogée durant le conflit espagnol, juste avant que l'IOS sombre avec le reste de l'ordre de Versailles dans la faille menant vers une seconde apocalypse européenne.

Ce regain d'activité en fin de décennie a comme effet collatéral l'aggravation des divergences entre les clans légal et émigré, ce à quoi il faut rajouter la frustration des partis toujours légaux face à leur incapacité de venir en aide aux pays victimes d'agression fasciste. Le résultat ne se fait pas attendre : lorsque Madrid tombe et qu'Hitler en profite pour compléter l'occupation de la Tchécoslovaquie, l'IOS, déjà muselée, se voit transformée en secrétariat administratif par la coalition oslosocialiste-travailleuse qui considère que l'internationalisme a vécu. La résistance opposée par les exilés autrichiens et espagnols sera vaine.

Nous tenons à conclure en soulignant le rôle fondamental joué par le PSOE et l'UGT dans cette résurgence d'activité internationaliste. Pris entre une armée rebelle appuyée par les puissances fascistes et un embargo international, ils ont fait de leur mieux pour tirer parti d'un réseau diplomatique parallèle, engendrant de fait une revitalisation de son activité politique. Qui plus est, les cadres du mouvement espagnol ont lutté sans relâche pour le maintien de l'idéal internationaliste en enjoignant leurs homologues à ne pas céder à la tentation nationaliste et neutraliste. Assez malheureusement, l'histoire ne se souviendra que de leur collaboration avec les communistes et ils en porteront les stigmates jusqu'à ce que récemment, ils soient réintégrés au panthéon du socialisme espagnol en raison de l'obstination d'historiens. Nous espérons que notre travail contribuera à faire de même avec l'IOS et la FSI, dont l'implication envers la République constituée, nous l'avons bien démontré, un apport non négligeable.

Bibliographie

Fonds d'archives :

AMVC-Litterruishaus d'Anvers : Archives Camille Huysmans.

Archives départementales Gaston Defferre à Marseille : Archives de la préfecture des Bouches-du-Rhône (fichiers 1M, 4M, 1J).

Archives de la préfecture d'Aix-en-Provence : Fonds du Parquet général (fichiers 1-2U et W).

Fundacion Pablo Iglesias à Alcalá de Henares : Fonds PSOE-CE 1931-1940 et *Fundo Internacional de Solidaridad* (fichiers AH).

Institut Émile Vandervelde à Bruxelles : Bureau du POB; Archives Louis de Brouckère-Émile Vandervelde ; Fonds « Internationale » (fichier EV/III/75).

Instituut voor Sociale Geschiedenis (AMSAB-ISG) à Gand : Comptes rendus des Bureaux du POB et du Conseil Général.

International Institute for Social History (IISH) d'Amsterdam : *LSI Papers* (SAI), *IFTU Papers*, *Spanish Civil War File*, *Labour Party Archives*, *Resistencia Espanola Folder*.

Office universitaire des recherches socialistes (OURS) à Paris : Collection Le Populaire et L'Espagne socialiste.

National Museum of Labour History (NMLH) à Manchester : *Spanish Civil War papers (1936-1939)*, *LSI Papers*.

Universidad de Jaén : Collection *El Socialista*.

Verein für Geschichte der Arbeiterbewegung (VGA) à Vienne : Fonds Friedrich Adler, Otto Bauer et Julius Deutsch.

Journaux :

Adelante

Claridad

Daily Herald

Daily Worker

La Dépêche de Toulouse

El Socialista

L'Espagne socialiste

Le Gutenberg de Lausanne

L'Humanité

Le Peuple

Le Populaire

Mundo Obrero

Nuovo Avanti

Dictionnaires et encyclopédies :

AGOSTI, Aldo (dir.), *Enciclopedia della sinistra europea nel XX secolo*, Rome, Riuniti, 2000, 1344p.

MAITRON, Jean (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Vol IV : 1914-1939 : De la Première à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1983.

Monographies et thèses :

ABDON, Matéos, *Las Izquierdas españolas desde la guerra civil hasta 1982 : organizaciones socialistas, culturas políticas y movimientos sociales*, Madrid, UNED, 1997, 276p.

ABS, Robert, *Émile Vandervelde*, Bruxelles, Éditions Labor, 1973, 383p.

ABS, Robert, *Histoire du parti socialiste belge de 1885 à 1978*, Bruxelles, Fondation Louis de Brouckère, 1979, 191p.

AGOSTI, Aldo, *Le internazionali operaie*, Turin, Loescher, 1974, 205p.

ALPERT, Michael, *A New International History of the Spanish Civil War*, New York, Palgrave MacMillan, 1994, 220p.

BARROSO, Pedro, *El Frente Silencioso*, Donostia, Hiria, 2001, 324p.

BARTOLINI, Stefano, *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 664p.

BERMAN, Sheri, *The Primacy of Politics: Social Democracy and the Making of Europe's Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 240p.

BERNSTEIN, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006, 835p.

BRAUNTHAL, Julius, *History of the International. Vol. II: 1914-1943*, New York, Praeger, 596p.

BUCHANAN, Tom, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 272p.

CARR, E.H., *The Comintern and the Spanish Civil War*, New York, Palgrave MacMillan, 1984, 131p.

CLAUDIN, Fernando, *La crise du mouvement communiste international*, Paris, Maspero, 1972, 764p.

COLE, G.D.H., *A history of socialist thought. Vol. IV: Socialism and Fascism 1931-1939*, New York, St Martin's Press, 1965, 351p.

COLLETTE, Christine, *The International Faith: Labour's Attitudes to European Socialism, 1918-39*, Burlington, Ashgate, 1998, 221p.

COMMISSION FRANCO-ANGLO-AMÉRICAIN D'HISTORIENS, *Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse, tome 3: l'Allemagne et la Guerre civile espagnole*, Paris, Plon, 1952, 802p.

DAVIES, Sam, *Dock Workers: International Explorations in Comparative Labour History, 1790-1970*, Burlington, Ashgate, 2000, 800p.

DEL ROSAL, Amaro, *Los congresos obreros internacionales en el siglo XX*, Barcelone, Grijalbo, 1975, 474p.

DESSAMA, Claude (dir.), *1885-1985: Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste*, Bruxelles, Labor, 1985, 421p.

DONNEUR, André, *L'Internationale socialiste*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « *Que sais-je* », no 2101, 1983, 128p.

DREYFUS, Michel, *L'Europe des socialistes*, Paris, Complexe, 1991, 226p.

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999, 475p.

- DROZ, Jacques, *Histoire générale du socialisme, de 1918 à 1945*, Paris, Quadrige, 1977, 710p.
- DROZ, Jacques, *Le socialisme démocratique, 1864-1960*, Paris, Colin, 1966, 360p.
- ELEY, Geoff, *Forging Democracy : The History of the Left in Europe, 1850-2000*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 720p.
- FRANZINELLI, Mimmo, *I tentacoli dell'OVRA : Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Rome, Bollati Boringhieri, 1999, 765p.
- GOMBIN, Richard, *La SFIO et la politique étrangère de la France entre les deux guerres mondiales*, thèse pour le doctorat d'État, Université de Paris, Faculté de droit et de sciences économiques, 1967, 301p.
- GOMBIN, Richard, *Les socialistes et la guerre*, La Haye, Mouton, 1970, 264p.
- GRAHAM, Helen, *Socialism and War, The Spanish Socialist Party in Power and in Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 327p.
- GRIZONI, Dominique-Antoine et Gilles HERZOG, *Les Brigades de la mer*, Paris, Grasser, 1979, 442p.
- HEYWOOD, Paul, *Marxism and the Failure of Organised Socialism in Spain*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 281p.
- HOHL, Thierry, *À gauche ! La gauche socialiste, 1921-1947*, Dijon, Éditions de l'Université de Dijon, 2004, 327p.
- HOHL, Thierry, *Les socialistes français et l'Europe : Documents et analyses*, Dijon, Éditions de l'Université de Dijon, 2008, 183p.
- HORN, Gerd Rainer, *European Socialists Response to Fascism : Ideology, Activism and Contingency in the 1930's*, Oxford, Oxford University Press, 1996, 211p.
- HOWSON, Gerald, *Armas para España : La historia no contada de la Guerra Civil española*, Barcelone, Peninsula, 2000, 450p.
- ISTITUTO GRAMSCI DI ALLESSANDRIA, *Pace e guerra nella storia del socialismo internazionale*, Turin, Tirrena-Stampatori, 1984, 168p.
- JIMENEZ DE ABERASTURI, Juan Carlos et Rafael MORENO IZQUIERDO, *Al servicio del extranjero : historia del servicio vasco de informacion (1936-1943)*, Madrid, Papeles del tiempo, 2009, 549p.

JOUBERT, Jean-Paul, *Révolutionnaires de la SFIO : Marceau Pivert et le pivertisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 295p.

JUDT, Tony, *The Burden of responsibility : Blum, Camus, Aron, and the French Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, 196p.

JULIA, Santos (dir.), *El Socialismo en España. Vol 1 : Anales de historia*, Alcalá, Editorial Pablo Iglesias, 1986, 466p.

JULIA, Santos, *La izquierda del PSOE, (1935-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1977, 328p.

JULIA, Santos, *Los socialistas en la política española 1879-1982*, Madrid, Taurus, 1997, 652p.

KRIEGER, Annie, *Les Internationales ouvrières : 1864-1943*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « *Que sais-je* », no 1129, 1970, 128p.

LACOUTURE, Jean, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1979, 616p.

LANDAUER, Carl, *European Socialism : A history of ideas and movements from the industrial revolution to Hitler's seizure of power*, Berkeley, University of California Press, 1959, 1894p.

LARGO CABALLERO, Francisco, *Obras completas*, Madrid, Monsa, 2003, 1700p.

LEFRANC, Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République. Tome 2 : 1920-1940*, Paris, Payot, 1977, 479p.

LOGUE, John, *Toward a theory of Trade Union Internationalism*, Göteborgs, University of Göteborgs Press, 1980, 66p.

MENCHERINI, Robert, *Midi rouge, ombre et lumières*, Paris, Syllepse, 2004, 231p.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES, COMMISSION DE PUBLICATION DES DOCUMENTS RELATIFS AUX ORIGINES DE LA GUERRE 1939-1945, *Documents diplomatiques français, 2e série (1936-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1970.

NATOLI, Claudio, *Fascismo, democrazia, socialismo : comunisti e socialisti tra le due guerre*, Milan, Franco Angeli, 2000, 336p.

NENNI, Pietro, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Maspero, 1959, 291p.

OJEDA REVA, Mario, *México y la Guerra civil española*, Madrid, Turner, 2005, 341p.

PAYNE, Stanley, *The Spanish Civil War, the Soviet Union, and Communism*, New Haven, Yale University Press, 2004, 417p.

POLASKY, Janet, *The Democratic Socialism of Emile Vandervelde ; Between Reform and Revolution*, Oxford, Berg, 1995, 303p.

PORTELLI, Hugues, *L'Internationale socialiste*, Paris, Éditions ouvrières, 1983, 189p.

PROCACCI, Giuliano, *Il socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia*, Rome, Riuniti, 1978, 319p.

RAPONE, Leonardo, *La socialdemocrazia europea tra le due guerre, Dall'organizzazione della pace alla resistenza al fascismo*, Rome, Carocci, 1999, 431p.

REINALDA, Bob, *The International Transportworkers Federation 1914-1945 : The Edo Fimmen Era*, Amsterdam, IISG, 1997, 301p.

RENOUVIN, Pierre et René RÉMOND (dir.), *Léon Blum, chef de gouvernement : 1936-1937*, Paris, Presses de Sciences Po, 1981, 440p.

SASSOON, Donald, *One Hundred Years of Socialism : The West European Left in the Twentieth Century*, London, New Press, 1998, 965p.

SCHEVENELS, Walter, *Forty-Five Years : International Federation of Trade Unions*, Bruxelles, IFTU Board of Trustees, 1956, 442p.

SOKOLOVA, Maria, *Les Congrès de l'Internationale socialiste entre les deux guerres mondiales*, Paris, Meyrer-Ruelle, 1953, 204p.

SORIA, George, *Guerre et révolution en Espagne, 1936-1939*, Paris, Laffont, 1976.

STEINER, Zara, *The Triumph of the Dark*, Oxford, Oxford University Press, 2011, 1222p.

STURMTHAL, Adolf, *The Tragedy of European Labor, 1918-1939*, New York, Columbia University Press, 1943, 389p.

VAN DAELE, Jasmien, Magaly RODRÍGUEZ GARCÍA, Geert VAN GOETHEM et Marcel VAN DER LINDEN (dir), *ILO Histories : Essays on the International Labour Organization and Its Impact on the World During the Twentieth Century*, International and Comparative Social History, vol 12, Berlin, Peter Lang, 2010, 539p.

VAN DER LINDEN, Marcel, *Transnational Labour History : Explorations*, Amsterdam, Ashgate, 2003, 240p.

VAN DER LINDEN, Marcel, *Workers of the World : Essays toward a Global Labor History*, Leiden, Brill Academic, 2008, 469p.

VAN GOETHEM, Geert, *The Amsterdam International, The World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Burlington, Ashgate, 2006, 320p.

VAN HAEGENDOREN, Mieke, *Le parti socialiste belge de 1914 à 1940*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1995, 144p.

ZAY, Jean, *Souvenirs et solitude*, Paris, Belin, 2004, 565p.

Articles de revues et d'ouvrages collectifs :

AROCA MOHEDANO, Manuela et Juan Carlos COLLADO (dir.), « *El sindicalismo socialista español. Aproximación oral a la historia de UGT (1931-1975)* », Madrid, Fundación Indalecio Prieto, 2010, p. 138-179.

BENVENUTI, S., S. BERTOLISSI, R. GUALTIERI et S. PONS, « Pace e guerra nella storia del socialismo internazionale », dans *La passione della storia. Scritti in onore di Giuliano Procacci*, Carocci, Rome, 2006, p. 48-67.

BERDAH, Jean-François, « Un réseau de renseignement antinazi au service de la République espagnole (1936-1939) : Le mouvement *Neu Beginnen* et le *Servicio de Informacion Diplomático Especial (SIDE)* », dans GUELTON, Frédéric et Abdil BICER (dir.) *Naissance et révolution du renseignement dans l'espace européen (1870-1940)*, 2006, p. 295-322.

BROWN, Laurence, « The great betrayal? European Socialists and Humanitarian Relief during the Spanish Civil War », *Labour History Review*, Vol. 67, No. i, Avril 2002, p. 83-99.

BRÛLÉ, Rychard, « Compte rendu : L'Internationale socialiste, André Donneur (Que sais-je) », *Études internationales*, vol. 15, n° 2, 1984, p. 416-417.

COLLETTE, Christine, « The Labour Party and the Labour and Socialist International : the challenge of communism and fascism », *Labour History Review*, vol. 58, No 1, Spring 1993, p. 29-34.

COLLOTTI, Enzo, « L'Internazionale operaia e socialista e la guerra civile in Spagna », *Italia contemporanea*, mars 1987, no 166, p. 5-25.

DOGLIANI, Patrizia, « Socialisme et internationalisme », *Société d'étude jaurésiennes / Cahiers Jaurès*, 2009/1, no 191, p. 11-30.

DONNEUR, André, « Compte rendu : History of the International, World Socialism, 1943-1968, Julius Braunthal », *Études internationales*, vol. 12, n° 2, 1981, p. 416-419.

FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, « The notion of 'ideology' in the ideological struggles of 20th-century Spain », *Journal of Political Ideologies*, 14: 3, 2009, p. 301-316.

HENRI, Michel, « Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse, tome 3 : l'Allemagne et la Guerre civile espagnole (1936-1939) », *Politique étrangère*, 1952, vol 17, no 4, p. 300-306.

GOTOVITCH, José, « La Belgique et la Guerre civile espagnole : un état des questions », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine / Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 14, 1983, 3-4, p. 497-532.

LANGKAU-ALEX, Ursula, « “Der Kampf für die Demokratie und den Frieden” : Die Debatte in der Sozialistische Arbeiter-Internationale 1938/1939 », *IISG Research Papers #2*, Amsterdam, 1991, 63p.

LANGKAU-ALEX, Ursula, « The International Socialist Labor Movement and the Elimination of the “German Problem” : A comparative view on ideas, politics, and policy of the French, English, Swedish and US Labor Movement », *IISG Research Papers #29*, Amsterdam, 1997, 15p.

MANCINI, Mario, « L’IOS dalla guerra du spagna al patto tedesco-sovietico » dans *Annali del’Istituto Giangiacomo Feltrinelli 1983-1984*, pp. 199-224.

NARRITSENS, André, « Le syndicalisme international », *Cahiers de l’institut CGT d’histoire sociale*, no 100, [S.D.], p. 6-12.

PETERSSON, Fredrik, « In Control of Solidarity? Willi Münzenberg, the Workers' International Relief and League against Imperialism, 1921-1935 », *Comintern Working Paper*, 8/2007, p. 1-21.

PETIT, D. Pastor, « El espionaje en la Guerra civil espanola », *Historia y Vida*, 1990, 23 (273), p. 74-83.

POGGIOLI, Morgan, « La CGT et la Guerre d'Espagne (1936-1939) », *Cahiers de l’institut CGT d’histoire sociale*, no 102, [S.D.], p. 6-11.

RAPONE, Leonardo, « La crisi finale dell’Internazionale Operaia et Socialista », *I socialisti e l’Europa*, Milan, Franco Angeli, 1989, p.37-91.

RAYET, Elsa, « En attendant la faucille », *Cahiers marxistes*, oct.-nov., 213, 1999, p. 49-61.

RAYET, Elsa, « Onteniente et la guerre d’Espagne », *Cahiers marxistes*, oct.-nov., 213, 1999, p. 145-178.

SAELENS, Christian, « Le P.O.B. et la reconnaissance de Burgos : Rupture ou continuité ? », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine / Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 18, 1987, 1-2, p. 291-313.

SMOLSKI, Georgette, « L'U.L.B. devant la Guerre d'Espagne », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine / Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 18, 1987, 1-2, p. 419-446.

VIAL, Éric, « Pietro Nenni et la genèse de la Seconde Guerre mondiale », *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Moyen-Age, Temps modernes*, 1987, vol. 99, No 1, p. 515- 550.

VIEDMA, Lucy, « 'Everything you have done for us Spanish children will live in our memories for ever' : Svenska hjälpkommittén för Spanien SHfS (Swedish Relief Committee for Spain) », *The Labour Movement Archives and Library (ARAB)*, Stockholm, [S.D.], p. 35-40.

VINCINEAU, Michel, « La guerre civile espagnole, les exportations belges d'armes », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine / Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 18, 1987, 1-2, p. 81-123.